



Gc  
929.80944  
B22h  
v.2  
1769938

REYNOLDS HISTORICAL  
GENEALOGY COLLECTION

ALLEN COUNTY PUBLIC LIBRARY



3 1833 00858 9399





HISTOIRE  
DES JOYAUX

DE LA  
COURONNE DE FRANCE

D'APRÈS  
DES DOCUMENTS INÉDITS

V, 2  
PAR  
GERMAIN BAPST

OUVRAGE ORNÉ DE CINQUANTE GRAVURES

PARIS  
LIBRAIRIE HACHETTE ET C<sup>e</sup>

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1889



tées depuis led. jour jusques au 15 novembre 1677, et les présens qui en ont esté faits pendant led. temps.

Fol. 4 jusques au dernier, sont des comptes particuliers de chaque espèce de pierreries, de chaque nature d'ouvrage et de chaque jouaillier.

Sixiesme volume. — Livre de rencontre, qui contient d'un costé les pierreries, tant dudit inventaire que des achats faits depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1669 jusques au 20 aoust 1672.

De l'autre costé l'employ des pierreries en ouvrages et à qui elles ont esté données.

Septiesme volume. — Livre de rencontre. *Idem* que le précédent depuis le 20<sup>e</sup> aoust 1672 jusques au 15 nov. 1677.

Huictiesme volume. — Depuis fol. 1 à fol. 37. Inventaire des pierreries qui restoient en nature le 15 nov. 1677.

De fol. 38 à fol. 64. Journal des achats faits depuis le 15 nov. 1677 jusques au 13 aoust 1684.

Neufviesme volume. — Depuis fol. 1 à 3. Inventaire des pierreries restantes le 15 nov. 1677 et de ce qui en a esté acheté depuis jusques au 13 aoust 1684.

De fol. 5 à fol. 15. — Estat libellé des ordonnances expédiées pour les présens donnéz.

De fol. 44 à 48. — Estat de toutes les ordonnances expédiées depuis 1669 jusques en 1684.

De fol. 51 à fol. 64. — Estat des présens donnéz depuis 1669 jusques en 1684.

Dixiesme volume. — Livre de rencontre, rend raison de l'employ des pierreries depuis le 15 nov. 1677 jusques au 13 aoust 1684.



## III

## INVENTAIRE

*des Joyaux de la Couronne du 10 septembre 1691<sup>1</sup>.*

Aujourd'hui, dix septembre mil six cens quatre-vingt-onze, le Roy étant à Versailles et voulant faire ajouter à l'Inventaire des pierreries de la Couronne celles que Sa Majesté a fait acheter pour augmenter le nombre de ses boutons et en même temp. en ôter quelques-uns qu'elle n'a pas trouvé assez beaux pour être compris dans ledit Inventaire, Sadite Majesté auroit donné ordre au sieur de Pontchartrain, conseiller du Roy en tous ses conseils, secrétaire du Roy et des commandements de Sa Majesté, ayant le département de sa Maison, de travailler au récolement de l'Inventaire desdites pierreries fait au mois de juillet 1687, en retrancher quelques-unes que Sa Majesté a marquées, faire la description de celles qui ont esté nouvellement achetées et d'en faire faire en sa présence la prise et estimation, en conséquence duquel ordre il aurait dressé le présent Inventaire et fait procéder à ladite estimation par les nommés Louis Alvarès et Pierre Montarsis, orfèvres-jouailliers de Sa Majesté, ainsi qu'il suit :

C. I<sup>er</sup>. — Un très grand diamant fort épais, appelé le *Sancy*, donné à la Couronne par feu M. le cardinal Mazarin, taillé à facettes des deux côtés de forme pendeloque, de fort belle eau blanche et vive, net et parfait, pezant 53 k<sup>3</sup>/<sub>4</sub>, lequel n'ayant pas son pareil est d'un prix inestimable et qui néanmoins pour suivre la forme de l'inventaire a esté estimé la somme de six cens mille livres, cy 600 000 liv.

Un très grand *diamant violet* fort épais<sup>2</sup>, taillé à facettes à la mode des deux côtes, forme de cœur court à huit pans, d'eau très vive et nette,

1. Cet inventaire est conservé en double copie certifiée conforme en 1774; l'une de ces copies est conservée aux Archives nationales, O<sup>1</sup> 3361, et l'autre dans les archives de la maison Bapst et Falize, ancienne maison Bapst.

2. C'est le diamant violet acheté à Tavernier en 1669; il pesait alors 112 k<sup>3</sup>/<sub>16</sub>, mais en 1673 Pitau fut chargé de le faire tailler. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*,



pezant 67 k<sup>1</sup> 1/8, dans un baston d'or émaillé par derrière, estimé quatre cens mille livres, cy 400000 liv.

Un saphir violet en lozange, garni d'or, pezant avec sa garniture 7 gros et demi 12 grains, estimé quarante mille livres, cy 40000 liv.

Somme de ce chapitre : 1040000 liv.

C. II. — Une *chaîne* composée de quarante-cinq diamants marqués des noms qui en suivent :

1. — Un grand diamant<sup>1</sup> épais, acheté de la maison de Guise, taillé en table, un peu longuet, de très belle eau et vive, qui manque de pierre en deux coins dont l'un plus que l'autre, pezant 33 k<sup>3</sup> forts, estimé la somme de trois cens mille livres, cy 300000 liv.

2. — Un grand diamant épais, demy fonds, appelé le second *Mazarin*, taillé en table, un peu longuet, de fort belle eau blanche et vive, net, qui manque de pierre en deux coins, pezant 33 k<sup>3</sup> 3/8, estimé la somme de deux cens soixante mille livres, cy 260000 liv.

3. — Un grand diamant<sup>2</sup> épais, taillé en table, ayant un fort petit cran dessous, pezant 42 k<sup>3</sup> 1/2, estimé deux cens mille livres, cy 200000 liv.

4. — Un grand diamant appelé le *Miroir-de-Portugal*, donné à la Couronne par feu M. le cardinal Mazarin, taillé en table carrée, un peu longuet, qui a fort peu de fonds, haut de biseau, qui manque de pierre en trois coins, à l'un desquels il y a une petite glace et un éclat au dessus et au bout une égrisure, au surplus net et de belle eau, pezant 25 k<sup>3</sup> 3/8, estimé cent cinquante mille livres, cy 150000 liv.

5. — Un grand diamant épais, donné à la Couronne par M. le cardinal Mazarin, appelé le *Grand-Mazarin*, taillé en table carrée, de très belle eau, un peu vineuze, net, qui manque un peu de pierre en ses quatre coins, pezant 21 k<sup>4</sup> forts, estimé soixante-quinze mille livres, cy 150000 liv.

6. — Un grand diamant épais, appelé le huitiesme *Mazarin*, taillé en table carrée, de belle eau et net, pezant 18 k<sup>3</sup> 1/4, estimé cinquante-cinq mille livres, cy 55000 liv.

7. — Un grand diamant<sup>3</sup>, taillé en table, longuet, demy fonds, avec

tome 281, p. 12, facture de Tavernier déjà citée au chapitre de la *Côte-de-Bretagne* ; et tome 291, p. 341, facture de Pitau pour le polissage et la taille.)

1. Le prix de ce diamant a été payé en bloc avec les autres articles.

2. Vraisemblablement ce diamant a été acheté en 1665 à Marie de Lorraine de Guise. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 270, p. 8.)

3. Vraisemblablement acheté en 1679 à Alvarez. (Même source, tome 302, p. 330.)





degréz, fort bas de biseau, de bonne eau, de grande étendue, qui manque de pierre en trois coins, dans le plus grand desquels il y a une glace qui tire jusqu'au milieu de la pierre et un cran dans un des filletés de la petite pierre, pesant 13 k, estimé cinquante-cinq mille livres, cy 55 000 liv.

8. — Un grand diamant en table, un peu longuet, épais, bas de biseau, fort net et de très belle eau qui manque de pierre en deux coins, dont l'un paroît avoir été écorné, avec quelques égrisures, pesant 18 k, estimé cinquante mille livres, cy 50 000 liv.

9. — Un grand diamant épais, appelé le dixiesme *Mazarin*, taillé en table carré, haut de biseau, qui a tout son fonds, d'une eau tirant sur le gris de lin, net, pesant 17 k sears, estimé cinquante mille livres, cy 50 000 liv.

10. — Un grand diamant épais, de très belle eau, qui manque un peu de pierre en deux coins, et a une petite glace dans un autre coin, pesant 26 k  $\frac{3}{4}$ , estimé soixante-quinze mille livres, cy 75 000 liv.

11. — Un grand diamant carré d'étendue, demy fonds, appelé le douziesme *Mazarin*, bas de biseau, qui manque de pierre en un coin, de très belle eau cristalline et net, à la réserve d'une petite glace rousse dans le filletés, pesant 17 k, estimé cinquante mille livres, cy 50 000 liv.

12. — Un grand diamant épais appelé le onziesme *Mazarin*, taillé en table, carré, bas de biseau, qui a un grand manque de pierre en un coin jusques sur la table et des facettes tirées en deux autres coins par des jours et net, à la réserve d'une petite glace en un côté, d'eau fort blanche, pesant 17 k  $\frac{3}{4}$ , estimé quarante mille livres, cy 40 000 liv.

13. — Un grand diamant en table demi fonds, de grande étendue, très beau et parfait, pesant 13 k  $\frac{1}{2}$ , qui manque de pierre en un coin, estimé cinquante-cinq mille livres, cy 55 000 liv.

14. — Un grand diamant en table, longuet et bas de biseau, de bonne eau et net, à la réserve de deux petites glaces vers les coins, à deux desquels manque de pierre, pesant 21 k  $\frac{1}{2}$ , estimé cinquante mille livres, cy 50 000 liv.

15. — Un grand diamant épais, demy fonds, de bonne eau, longuet, de grande étendue, auquel manque un peu de pierre en deux coins, pesant 13 k  $\frac{1}{2}$ , estimé quarante mille livres, cy 40 000 liv.

16. — Un grand diamant<sup>1</sup> en table, longuet, demy fonds, bas de biseau

1. Vraisemblablement ce diamant a été acheté en 1665. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 270, p. 13.)



et de grande étendue, faceté d'un lozange par dessus, d'une eau rousâtre, qui manque de pierre en deux coins, avec plusieurs égriselures en ses filletis, pesant 8 k  $\frac{3}{4}$ , estimé vingt-cinq mille livres, cy 25 000 liv.

17. — Un grand diamant en table, long, demy fonds et bas de biseau et de grande étendue et de fort belle eau, dans lequel il y a deux petites glaces et un peu de manque de pierre en deux coins, pesant 11 k  $\frac{1}{3}$ , estimé trente mille livres, cy 30 000 liv.

18. — Un diamant en table, demy fonds un peu longuet, très bas de biseau dessus et dessous, de très grande étendue et fort net, qui manque de pierre en trois coins, avec des égriselures, d'une eau jaunâtre, peçant 8 k  $\frac{3}{4}$ , estimé trente mille livres, cy 30 000 liv.

19. — Un diamant en table un peu longuet, demi fonds, fort bas de biseau, de grandissime étendue, un peu celeste et saphieux, qui manque de pierre à un coin, et est égrésilé aux filletis en plusieurs endroits, peçant 5 k  $\frac{1}{2}$ , estimé quinze mille livres, cy 15 000 liv.

20. — Un grand diamant en table, long, épais, bas de biseau, fort ouvert, fort net, mais d'eau un peu vineuze, peçant 10 k  $\frac{3}{4}$  forts, estimé vingt mille livres, cy 20 000 liv.

21. — Un grand diamant en table, longuet, demy fonds, faceté par-dessus, de belle eau, dans lequel il y a quelques petits points noirs, et manque de pierre en trois coins, peçant 10 k, estimé trente mille livres, cy 30 000 liv.

22. — Un diamant en table, longuet, plus large d'un côté que de l'autre, épais, fort bas de biseau, de belle eau, qui manque de pierre en deux coins et a une fausse face, a un autre avec égrésilure sur le dessus, et un petit mal, net à un de ses... manque de coin, peçant 13 k  $\frac{7}{8}$ , estimé vingt-sept mille livres, cy 27 000 liv.

23. — Un grand diamant épais, appelé le treiziesme *Mazarin*, taillé en table carrée, un peu bas de biseau, qui manque de pierre en deux coins, d'une eau un peu brune et qui a deux petites glaces en un autre, peçant 13 k, estimé quarante mille livres, cy 40 000 liv.

24. — Un grand diamant appelé le quatorziesme *Mazarin*, taillé en table carré, un peu longuet, épais, demy fonds, de très belle eau cristalline, qui manque de pierre en un coin, peçant 11 k  $\frac{1}{3}$ , estimé trente-cinq mille livres, cy 35 000 liv.

25. — Un diamant épais, taillé en table, un peu longuet, de belle eau vive et nette, peçant 11 k  $\frac{1}{4}$ , estimé trente mille livres, cy 30 000 liv.



26. — Un diamant en table, demy fonds, bas de biseau, de grande étendue et de fort belle eau, qui manque de pierre en deux coins, et qui a quelques petits grains blancs, pezant  $7\text{ k}^s \frac{1}{3}$ , estimé dix mille livres, cy 10000 livres.

27. — Un grand diamant en table, un peu longuet, demy fonds, bas de biseau, de grande étendue, faceté d'une lozange par-dessus, net, mais d'une eau couleur de foin, qui manque de pierre en tous ses coins, avec plusieurs égriselures en ses filletis, pezant  $8\text{ k}^s \frac{1}{3}$ , estimé vingt-cinq mille livres, cy 25000 liv.

28. — Un diamant épais, carré, long, manque de deux coins, ayant une petite table, d'eau très jaunâtre, avec une égriselure au biseau proche le bout, pezant  $9\text{ k}^s \frac{1}{2}$ , estimé vingt mille livres, cy 20000 liv.

29. — Un diamant épais, appelé le quinzième *Mazarin*, taillé en table, carré, d'eau brune tirant sur le jaune, qui a une glace à un coin et manque de pierre à un autre, pezant  $10\text{ k}^s \frac{3}{4}$ , estimé vingt mille livres, cy 20000 liv.

30. — Un grand diamant appelé le seizième *Mazarin*, taillé en table carrée, épais, fort haut de biseau, d'une eau tirant sur le jaune, qui a deux petites glaces sur un de ses filletis, pezant  $8\text{ k}^s \frac{3}{4}$ , estimé seize mille livres, cy 16000 liv.

31. — Un diamant en table, carré, demy fonds, ouvert de biseau, net d'eau, tirant un peu sur couleur de foin, qui a quelques égriselures en ses filletis, pezant  $6\text{ k}^s \frac{1}{3}$ , estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

32. — Un diamant en table, faible, haut de biseau, net, et de fort belle eau, manque de pierre en deux coins et a un faux biseau par-dessus un autre, et une égriselure au filletis, pezant  $4\text{ k}^s \frac{3}{4}$ , estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

33. — Un diamant en table, faible, haut de biseau, de bonne eau, qui manque de pierre en trois coins, qui a un mal net au quatriesme et une grande égriselure sur le filletis, pezant  $7\text{ k}^s \frac{1}{2}$ , estimé douze mille livres, cy 12000 liv.

34. — Un diamant faible, d'étendue, de très belle eau vive, mais qui manque de pierre en ses coins, et qui a une petite glace, pezant  $3\text{ k}^s \frac{3}{4}$ , estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

35. — Un diamant épais, de forme carrée, taillé en pointe, de bonne eau, ayant ses coins dont un est un peu égrisé, pezant  $8\text{ k}^s \frac{1}{2}$ , estimé dix mille livres, cy 10000 liv.



36. — Un diamant épais, demy fonds, aussi de bonne eau, longuet et de grande étendue, qui manque de pierre en un coin, tirant sur l'incarnat, pezant  $7\text{ k}^s \frac{1}{2}$ , estimé quinze mille livres, cy 15 000 liv.

37. — Un grand diamant faible, de très grande étendue, tirant sur la couleur d'eau marine, qui a une égriselure à un des bizeaux au-dessus de la culasse, pezant  $4\text{ k}^s \frac{7}{8}$ , estimé neuf mille livres, cy 9000 liv.

38. — Un diamant en table, longuet, celeste, pezant  $4\text{ k}^s$ , estimé cinq mille livres, cy 5000 liv.

39. — Un diamant faible, carré, de très grande étendue, de bonne eau et net, qui a un petit cran à un des coins, pezant  $4\text{ k}^s \frac{3}{8}$ , estimé sept mille livres, cy 7000 liv.

40. — Un diamant épais, bas de biseau, fort brun, lequel manque de pierre en deux coins et en un costé il y a une glace, pezant  $8\text{ k}^s \frac{3}{4}$ , estimé quatre mille livres, cy 4000 liv.

41. — Un diamant en table, long et épais, bas de biseau, de bonne eau, qui manque de pierre en deux coins, et a un biseau tiré sur le troisieme avec une égriselure sur la table, pezant  $3\text{ k}^s \frac{1}{2}$  fort, estimé cinq mille livres, cy 5000 liv.

42. — Un diamant épais, en table, de forme carrée, de fort belle eau et net, qui manque de pierre en un coin et est écorné par-dessus en un autre, pezant  $7\text{ k}^s$ , estimé neuf mille livres, cy 9000 liv.

43. — Un diamant épais, bas de biseau, de fort belle eau, et net, qui manque de pierre en deux coins, pezant  $5\text{ k}^s \frac{2}{4}$  estimé quatre mille livres, cy 4000 liv.

44. — Un diamant en table, longuet, taillé et facettes par-dessous, bas de biseau et de très grande étendue, un peu couleur de foin, mal net, qui a un grand manque de pierre en un coin, qui paroît avoir été écorné, et des égriselures en deux autres, pezant  $2\text{ k}^s \frac{5}{8}$ , estimé trois mille livres, cy 3000 liv.

45. — Un diamant épais, carré, haut, de la seconde eau, et pezant  $10\text{ k}^s \frac{1}{4}$ , estimé onze mille livres, cy 11 000 liv.

Somme de ce chapitre : 1996 000 liv.

C. III. — Une parure de diamans composée de cent vingt-trois boutons, trois cents boutonnières et dix-neuf fleurons de boutonnières de justaucorps, quarante-huit boutons et quatre-vingt-seize boutonnières de veste, deux croix de chevalier et un crochet de chapeau.





Les cent vingt-trois boutons de justaucorps composés chacun d'un diamant et marqués des noms qui ensuivent :

Savoir :

1. — Un diamant appelé le dix-septiesme *Mazarin*, taillé à facettes en forme de cœur, court, d'une eau brune couleur de foin, dans lequel il y a plusieurs glaces, pesant 21 k<sup>s</sup> 1/2, estimé la somme de soixante-dix mille livres, cy 70 000 liv.

2. — Un autre diamant appelé le dix-huictiesme *Mazarin*, taillé aussy à facettes, de même forme et de même eau, dans le milieu duquel il y a deux glaces à l'un des coins, une grande glace couverte dont un morceau est emporté, pesant 23 k<sup>s</sup> 3/4, estimé aussi soixante-dix mille livres, cy 70 000 liv.

3. — Un diamant<sup>1</sup> en forme d'amande, de grande étendue d'eau, un peu brune, ayant une petite glace sur le dessus, pesant 16 k<sup>s</sup> 3/8, taillé à la mode, estimé cinquante mille livres, cy 50 000 liv.

4. — Un autre diamant de même forme, de même eau et net, pesant 15 k<sup>s</sup> 1/4, taillé à la mode, estimé cinquante mille livres, cy 50 000 liv.

5. — Un grand diamant de toute étendue, taillé à facettes, de forme un peu ovale, d'eau un peu couleur de foin, mal net, avec une grande glace aux côtés proche l'arreste, estimé quinze mille sept cent quarante livres, cy 15 740 liv.

6. — Un grand diamant<sup>2</sup> à facettes, de forme ovale, plus pointu d'un bout que de l'autre, de belle eau, pesant 12 k<sup>s</sup> 1/2, estimé vingt-cinq mille sept cens livres, cy 25 700 liv.

7. — Un diamant brillant, étroit, long d'un ponce environ, de belle eau, ayant plusieurs petites glaces, pesant 12 k<sup>s</sup> 1/2, estimé trente mille livres, cy 30 000 liv.

8. — Un grand diamant en forme de bateau, appelé le neuviemes

1. Vraisemblablement acheté à Tavernier en 1669, dont voici la facture : « 98 000 livres pour trois grands diamants lasque, l'un en forme ovale, pesant 20 k<sup>s</sup> 1/2, et l'autre en forme d'amande avec plusieurs glaces, d'eau un peu brune, pesant 20 k<sup>s</sup> 1/4, et le troisième de très belle eau en forme de cœur, pesant 16 k<sup>s</sup> 1/8. » (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 281, p. 13.) — Il s'agit ici de la première pierre signalée dans la facture ci-dessus; elle aurait été taillée depuis son achat pour prendre la forme sous laquelle nous la voyons.

2. Vraisemblablement acheté à Bazu en 1669. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 281, p. 14.)



*Mazarin*, taillé à facettes des deux côtés, avec une arête d'une pointe à l'autre, net et parfait, d'une eau cristalline et très vive, pesant 15 k<sup>s</sup> 1/4, estimé soixante-quinze mille livres, cy 75 000 liv.

9. — Un diamant brillant de même forme que le précédent, avec une table au lieu d'arête et plus pointu par les bouts, de moins belle eau, ayant un petit cran à côté, pesant 13 k. 1/4, estimé trente milles livres, cy 30 000 liv.

10. — Un diamant<sup>1</sup> à facettes longues, formé en amande, de bonne eau, dans lequel il y a une glace bleuâtre au coin du biseau, pesant 13 k<sup>s</sup> 1/2, estimé vingt-quatre mille livres, cy 24 000 liv.

11. — Un grand diamant à facettes à la mode, de forme ovale, longuette, à six pans, de bonne eau, de très grande étendue, ayant une petite glace à un biseau de la culasse, pesant 6 k<sup>s</sup> 7/8, estimé quatorze mille livres, cy 14 000 liv.

12. — Un grand diamant longuet, en forme de batteau, taillé à facettes des deux côtés, net et de fort belle eau, pesant 9 k<sup>s</sup> 1/2, estimé vingt-cinq mille livres, cy 25 000 liv.

13. — Un grand diamant à facettes à la mode, aussy de forme ovale, longuette, à six pans, de bonne eau et même étendue, mais qui a une petite glace dans le milieu d'un des biseaux qui lui donne un peu de brun, pesant 6 k<sup>s</sup> 5/8, estimé onze mille livres, cy 11 000 liv.

14. — Un diamant lasque, de grande étendue et de bonne eau, et net de forme de batteau, taillé à la mode, pesant 3 k<sup>s</sup> 3/4, estimé six mille livres, cy 6 000 liv.

15. — Un diamant à facettes en amande, de toute étendue, net et blanc, pesant 3 k<sup>s</sup> 1/2, estimé dix mille livres, cy 10 000 liv.

16. — Un diamant de même en tout que celui ci-dessus, un peu moins grand, pesant 3 k<sup>s</sup> 3/8, estimé huit mille deux cens livres, cy 8200 liv.

17. — Un diamant demy brillant, ovale, pointu des bouts, un peu couleur d'acier, pesant 2 k<sup>s</sup> 1/2, estimé cinq mille livres, cy 5000 liv.

18. — Un diamant de même en tout, pesant 4 k<sup>s</sup>, estimé cinq mille livres, cy 5000 liv.

19. — Un diamant à facettes, de forme ovale, tirant sur le losange, de

1. Vraisemblablement acheté à Bazu en 1669. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 281, p. 14.)



belle eau, ayant de petits points, pezant 9 k<sup>s</sup> 1/2, revenant à dix mille livres, cy 10000 liv.

20. — Un diamant tirant sur le cœur, haut, court et net, de bonne eau, pezant 9 k<sup>s</sup> 1/4, estimé neuf mille trois cent soixante-quinze livres, cy 9375 liv.

21. — Un diamant<sup>1</sup> en cœur, court, de toute étendue et parfait, pezant 6 k<sup>s</sup> 1/4, estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

22. — Un diamant à facettes, de forme ronde, d'étendue, de belle eau et semé de petits points, pezant 10 k<sup>s</sup>, estimé vingt mille livres, cy 20000 liv.

23. — Un diamant brun, de forme ronde et d'étendue, très parfait au surplus, pezant 6 k<sup>s</sup> 1/4, estimé douze mille livres, cy 12000 liv.

24. — Un diamant, demy brillant, presque rond, d'étendue, de bonne eau, ayant un petit point noir et une vive arête d'un bout à l'autre, pezant 8 k<sup>s</sup>, estimé quinze mille livres, cy 15000 liv.

25. — Un diamant demy brillant, pareil au précédent, ayant de petites glaces blanches au côté, et des petits points noirs au milieu, pezant 8 k<sup>s</sup>, estimé seize mille livres, cy 16000 liv.

26. — Un diamant, demy brillant, presque ovale, mal formé, de la seconde eau, un peu céleste, pezant 8 k<sup>s</sup> 1/2, estimé seize mille livres, cy 16000 liv.

27. — Un diamant à facettes de forme ovale tirant sur le losange, de grande étendue, de belle eau et net, pezant 9 k<sup>s</sup> 1/3, revenant à onze mille livres, cy 11000 liv.

28. — Un diamant à facettes, ovale, pointu d'un bout, ayant une arête d'une pointe à l'autre, pezant 9 k<sup>s</sup>, estimé seize mille livres, cy 16000 liv.

29. — Un diamant à facettes de même, pezant 5 k<sup>s</sup>, estimé six mille cinq cents livres, cy 6500 liv.

30. — Un diamant ovale, étroit d'un bout, d'eau un peu savonneuse, de grande étendue, pezant 8 k<sup>s</sup> 1/2, estimé onze mille livres, cy 11000 liv.

31. — Un diamant à facettes presque rond, net et blanc, de grande étendue, pezant 6 k<sup>s</sup> 3/4, estimé treize mille livres, cy 13000 liv.

1. Vraisemblablement acheté à Alvarez en 1679. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 302, p. 331.)



32. — Un diamant presque rond, à facettes, de grande étendue et mal net, pezant  $7\ k^s \frac{3}{4}$ , estimé quatorze mille livres, cy 14000 liv.

33. — Un diamant à facettes, ovale, blanc, glaceux d'un côté, pezant 6  $k^s$ , estimé la somme de huit mille huit cent soixante-quinze livres, cy 8875 liv.

34. — Un diamant à facettes, ovale, tirant sur le carré céleste, pezant 6  $k^s$ , estimé huit mille livres, cy 8000 livres.

35. — Un diamant à facettes, ovale, net, un peu jaune, pezant 6  $k^s$ , estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

36. — Un diamant demy brillant, lasque, à six pans, rond, blanc et net, pezant  $5\ k^s \frac{1}{2}$ , estimé treize mille livres, cy 13000 liv.

37. — Un diamant brillant, lasque, à six pans, rond et blanc, ayant une glace à un coin, pezant 6  $k^s$ , estimé treize mille livres, cy 13000 liv.

38. — Un diamant très rond, brillant, mal net, de très belle eau, pezant 6  $k^s \frac{1}{2}$ , estimé quinze mille livres, cy 15000 liv.

39. — Un diamant grand, à facettes, d'eau verdâtre tirant sur le citron, mais vive et nette, de forme ovale de grande étendue, pezant 6  $k^s \frac{1}{4}$ , estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

40. — Un diamant à facettes, de forme ronde, avec une petite glace d'eau un peu brune, pezant 6  $k^s \frac{1}{2}$ , estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

41. — Un diamant presque rond, d'étendue, pezant  $7\ k^s \frac{1}{2}$ , estimé dix mille livres, cy 10000 liv.

42. — Un diamant à facettes, ovale, de belle eau, pezant 6  $k^s$ , estimé dix mille livres, cy 10000 liv.

43. — Un diamant ovale, lozange, net, d'eau céleste, pezant 7  $k^s$ , estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

44. — Un diamant à facettes, un peu ovale, à six pans, de belle eau et net, pezant 8  $k^s$  scarts, estimé quatorze mille livres, cy 14000 liv.

45. — Un diamant à facettes, de forme ronde, tirant sur le carré de belle eau, ayant un point noir, pezant 8  $k^s$ , estimé neuf mille cinq cents vingt livres, cy 9520 liv.

46. — Un grand diamant à facettes, de forme ovale, plus pointu d'un côté que de l'autre, ayant un peu de manque de pierre d'un côté, d'eau cristalline et parfaite, pezant 13  $k^s \frac{1}{2}$ , estimé vingt mille livres, cy 20000 liv.





47. — Un diamant à facettes, de forme ronde, tirant sur le carré, de belle eau et net, pezant  $7\text{ k}^s \frac{3}{4}$ , estimé neuf mille vingt livres, cy 9020 liv.

48. — Un diamant à facettes, ovale, jaune et mal net, pezant  $5\text{ k}^s \frac{3}{4}$ , estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

49. — Un grand diamant à facettes, de forme ovale tirant sur le lozange, de grande étendue de belle eau, ayant de petits points, pezant  $8\text{ k}^s \frac{1}{8}$ , estimé huit mille six cents livres, cy 8600 liv.

50. — Un diamant à facettes, de forme presque ronde, de toute étendue, de très belle eau et net, pezant  $11\text{ k}^s \frac{1}{4}$ , estimé trente-quatre mille livres, cy 34000 liv.

51. — Un diamant à facettes, de forme ovale tirant sur le carré long, d'eau cristalline, ayant un petit point, pezant  $12\text{ k}^s \frac{1}{2}$ , estimé vingt mille livres, cy 20000 liv.

52. — Un diamant à facettes, de forme ronde tirant sur le lozange, d'eau céleste et mal net, pezant  $6\text{ k}^s$ , estimé la somme de neuf mille livres, cy 9000 liv.

53. — Un grand diamant à facettes, ovale, tirant sur le lozange, de grande étendue, de belle eau, pezant  $7\text{ k}^s \frac{1}{2}$ , estimé sept mille neuf cents livres, cy 7900 liv.

54. — Un diamant à facettes, tirant sur le lozange, net et blanc, pezant  $5\text{ k}^s$ , estimé six mille livres, cy 6000 liv.

55. — Un diamant à facettes, ovale, long, de la seconde eau et net, pezant  $5\text{ k}^s$ , estimé six mille livres, cy 6000 liv.

56. — Un diamant à facettes, lozange, blanc et mal net, pezant  $5\text{ k}^s$ , estimé six mille livres, cy 6000 liv.

57. — Un diamant à facettes, presque rond, tirant un peu sur le cœur, court, de belle eau et de grande étendue, ayant une glace du côté le plus étroit vers la pointe, une autre au coin droit, un point noir au milieu du bord du même côté, un autre point noir presque vis-à-vis de l'autre côté, pezant  $12\text{ k}^s \frac{1}{4}$ , estimé vingt-quatre mille livres, cy 24000 liv.

58. — Un diamant à facettes, de toute étendue, de forme ovale et de belle eau, ayant une glace à un bout, pezant  $13\text{ k}^s \frac{1}{8}$ , estimé vingt-neuf mille livres, cy 29000 liv.

59. — Un diamant à facettes, double, long, pointu, carré, pezant  $9\text{ k}^s \frac{3}{4}$ , estimé vingt mille livres, cy 20000 liv.



60. — Un diamant ovale, à petites facettes, de bonne eau, de toute étendue, pezant  $14\text{ k}^s\frac{1}{4}$ , estimé vingt-deux mille livres, cy 22000 liv.

61. — Un diamant à facettes, ovale, net et de belle eau, pezant  $7\text{ k}^s$ , estimé treize mille livres, cy 13000 liv.

62. — Un diamant à facettes, un peu ovale, très parfait, pezant  $6\text{ k}^s\frac{1}{4}$ , estimé sept mille quatre cens livres, cy 7400 liv.

63. — Un diamant à facettes, de forme ovale, presque rond, un peu pointu d'un bout, de belle eau, ayant quelques petits points, pezant  $9\text{ k}^s\frac{3}{8}$ , revenant à huit mille huit cens livres, cy 8800 liv.

64. — Un diamant de même forme et qualité que le précédent, mais plus plat et plus net, pezant  $5\text{ k}^s\frac{1}{2}$ , revenant à six mille deux cens livres, cy 6200 liv.

65. — Un grand diamant en cœur, taillé à facettes, de grande étendue, de belle eau et net, pezant  $12\text{ k}^s$ , revenant à vingt-neuf mille livres, cy 29000 liv.

66. — Un diamant à facettes, de même eau, forme et grandeur, mais plus faible, pezant  $10\text{ k}^s\frac{1}{4}$ , revenant à vingt-six mille cinq cent cinquante-quatre livres, cy 26554 liv.

67. — Un grand diamant à facettes, de toute étendue, de forme ovale et de belle eau, ayant une glace à un bout, pezant  $12\text{ k}^s$ , estimé vingt-huit mille livres, cy 28000 liv.

68. — Un diamant à facettes, presque rond, tirant un peu sur le cœur, court, de belle eau et de grande étendue, ayant une glace et quelques petits points blancs presque imperceptibles, pezant  $11\text{ k}^s\frac{3}{16}$ , revenant à vingt-deux mille trois cent soixante-treize livres, cy 22373 liv.

69. — Un diamant à facettes, de forme presque ronde, de bonne eau, ayant deux glaces aux deux côtés, pezant  $12\text{ k}^s\frac{1}{2}$ , revenant à vingt mille trente livres, cy 20030 liv.

70. — Aléa.

71. — Un diamant de forme ronde, d'eau cristalline et parfait, pezant  $9\text{ k}^s$ , estimé dix mille livres, cy 10000 liv.

72. — Un diamant de toute vûe, un peu mal, net et de bonne eau, de forme ovale, pointu des deux bouts, pezant  $6\text{ k}^s$ , estimé sept mille livres, cy 7000 liv.

73 à 75. — Aléa.



76. — Un grand diamant à facettes, de forme ronde, à six pans, de très belle eau et net, pezant 16 k<sup>s</sup> 1/2, revenant à trente-trois mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf livres, cy 33599 liv.

77. — Aléa.

78. — Un diamant à facettes, carré, très sale et de mauvaise eau, pezant 6 k<sup>s</sup> 7/8, estimé huit mille livres, cy 8000.

79. — Aléa.

80. — Un diamant à facettes, carré, très sale, et de mauvaise eau, pezant 10 k<sup>s</sup> 3/4, estimé six mille livres, cy 6000 liv.

81. — Un diamant à facettes, ovale, net et brun, pezant 6 k<sup>s</sup> 3/4, estimé six mille livres, cy 6000 liv.

82. — Aléa.

83. — Un diamant à facettes, ovale, carré aux quatre coins, d'étendue, d'eau un peu verdâtre, ayant une glace, pezant 6 k<sup>s</sup>, estimé cinq mille livres, cy 5000 liv.

84 à 86. — Aléa.

87. — Un diamant de forme ovale, d'étendue, un peu verdâtre, ayant une glace à côté, pezant 6 k<sup>s</sup>, estimé quatre mille six cent vingt-huit livres, cy 4628 liv.

88 et 89. — Aléa.

90. — Un diamant à facettes, de forme ronde, à six pans irréguliers, de toute étendue et de bonne eau, ayant deux glaces vers une des pointes qui contiennent toute la largeur, pezant 17 k<sup>s</sup> 3/8, estimé trente-six mille livres, cy 36000 liv.

91 à 93. — Aléa.

94. — Un grand diamant à facettes, ovale, de bonne eau, ayant trois grandes glaces et un point, pezant 14 k<sup>s</sup> 1/4, estimé vingt-quatre mille livres, cy 24000 liv.

95. — Aléa.

96. — Un diamant à facettes, de forme ronde et parfaite, pezant 7 k<sup>s</sup> 1/4, estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

97. — Un diamant à facettes, de forme ovale et de bonne eau, ayant deux petits points, pezant 10 k<sup>s</sup>, estimé dix mille livres, cy 10000 liv.



98. — Un diamant à facettes, de forme ronde tirant sur l'ovale, de bonne eau et net, pezant 8 k<sup>s</sup>, estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

99 et 100. — Aléa.

101. — Un diamant à facettes, ovale, bien formé, de toute étendue, d'eau foineuze et net, pezant 7 k<sup>s</sup> 1/2, estimé onze mille livres, cy 11000 liv.

102. — Aléa.

103. — Un diamant à facettes, de forme ovale, tirant sur le cœur, de belle eau et net, pezant 11 k<sup>s</sup>, estimé vingt-deux mille livres, cy 22000 liv.

104. — Un diamant à facettes, fort plat, ovale, pointu d'un bout, ayant plusieurs petits points, d'eau brune, pezant 4 k<sup>s</sup> 1/2, estimé dix mille livres, cy 10000 liv.

105. — Un diamant à facettes, ovale, de toute étendue, de belle eau, mais mal net, pezant 14 k<sup>s</sup> 1/4, estimé vingt-sept mille huit cent vingt-neuf livres, cy 27829 liv.

106. — Un diamant de même eau, forme et grandeur, pezant 12 k<sup>s</sup>, estimé vingt-cinq mille livres, cy 25000 liv.

107. — Un diamant à facettes, d'étendue un peu ovale, ayant une petite brèche du côté vers le bout, et une glace sur la couronne proche de la pointe, de bonne eau, pezant 6 k<sup>s</sup>, estimé quinze mille livres, cy 15000 liv.

108. — Un diamant à facettes, de toute étendue, bien formé, ovale, d'eau foineuze, mal net, pezant 8 k<sup>s</sup>, estimé onze mille livres, cy 11000 liv.

109. — Aléa.

110. — Un diamant à facettes, de toute étendue, ayant une glace longue à un bout, de forme presque ronde, d'assez bonne eau, pezant 4 k<sup>s</sup> 1/2, estimé six mille cinq cents livres, cy 6500 liv.

111. — Un grand diamant à facettes, tenant un peu de l'ovale, de très grande étendue, de très belle eau, un peu mal, net, pezant 9 k<sup>s</sup>, revenant à neuf mille vingt-deux livres, cy 9022 liv.

112. — Un diamant à facettes, ovale, bien formé, d'eau un peu foineuze, ayant une glace sur la couronne et plusieurs petits points, pezant 6 k<sup>s</sup> 1/4, estimé trois mille cinq cents livres, cy 3500 liv.





113. — Un diamant à facettes, ovale, pointu des deux bouts, de bonne eau, pezant 6 k<sup>3</sup>, estimé cinq mille livres, cy 5000 liv.

114. — Un diamant à facettes, de toute étendue, de forme ovale, ayant un petit point noir au-dessus de la seconde eau, pezant 4 k<sup>3</sup> 1/8, estimé cinq mille cinq cents livres, cy 5500 liv.

115. — Un diamant, taillé, à facettes, de forme presque ovale, de grande étendue et de bonne eau, ayant une glace à une échanerure, dont le bout est le plus large, avec une glace rougeâtre, pezant 16 k<sup>3</sup> 1/8, revenant à trente mille neuf cent quatre-vingt-cinq livres, cy 30985 liv.

116. — Un diamant à facettes, de forme ronde, mal net et d'eau noirastre, pezant 6 k<sup>3</sup>, estimé six mille livres, cy 6000 liv.

117. — Un diamant à facettes, de forme ovale, d'une couleur de citron savonneuse, pezant 10 k. 1/8, revenant à douze mille livres, cy 12000 liv.

118. — Aléa.

119. — Un diamant à facettes, d'étendue, de forme ronde, net et de bonne eau, pezant 4 k<sup>3</sup> 1/2, estimé six mille livres, cy 6000 liv.

120. — Aléa.

121. — Un diamant à facettes, de forme ovale, tirant sur le carré, d'eau brune, pezant 7 k<sup>3</sup> 3/4, estimé sept mille cinq cents livres, cy 7500 liv.

122. — Un diamant à facettes, de même forme et de couleur, pareille au précédent, pezant 7 k<sup>3</sup> 1/4, estimé sept mille cinq cents livres, cy 7500 liv.

123 à 125. — Aléa.

126. — Un diamant à facettes, de toute étendue et de belle eau et net, formé un peu en cœur, pesant 12 k<sup>3</sup>, estimé quatorze mille livres, cy 14000 liv.

127-128. — Aléa.

129. — Un diamant à facettes, de toute étendue, presque rond, d'assez bonne eau, mal net, un peu ébrêché, pezant 6 k<sup>3</sup>, estimé huit mille huit cents livres, cy 8800 liv.

130. — Aléa.

131. — Un diamant à facettes, très plat, ovale, mal formé, d'eau brune, pezant 4 k<sup>3</sup>, estimé huit mille livres, cy 8000 liv.



132. — Un diamant à facettes, d'étendue, un peu ovale, de bonne eau et net, pezant 4 k, estimé quatre mille quatre cents livres, cy 4400 liv.

133. — Un diamant à facettes, de même en tout que celui ci-dessus, estimé quatre mille quatre cents livres, cy 4400 liv.

134. — Aléa.

135. — Un grand diamant brillant, de toute étendue, ovale, tirant un peu sur le céleste, ayant quelques petits blancs, pezant 11 k, estimé quarante-cinq mille livres, cy 45000 liv.

136. — Un diamant à facettes, plat de la couronne, ovale, coupé d'un côté avec un petit point noir, de belle eau, pezant 5 k  $\frac{1}{4}$ , estimé sept mille livres, cy 7000 liv.

137. — Un diamant à facettes, à six pans irréguliers, dont un a un grand cran, mal net, pezant 7 k  $\frac{1}{4}$ , estimé dix mille livres, cy 10000 liv.

138. — Un diamant aussy taillé à facettes, de forme ovale, d'eau couleur de citron savonneuse, ayant une plume à costé de la pointe de la table, pezant 10 k  $\frac{1}{8}$ , revenant à dix mille deux cent huit livres, cy 10208 liv.

139. — Aléa.

140. — Un diamant à facettes, en cœur, moins bien formé, de bonne eau, et net, pezant 6 k, estimé dix mille livres, cy 10000 liv.

141. — Aléa.

142. — Un diamant à facettes, presque carré, de la seconde eau, net et de toute étendue, pezant 5 k  $\frac{3}{4}$ , estimé dix mille cinq cents livres, cy 10500 liv.

143-144. — Aléa.

145. — Un diamant à facettes, d'étendue, rond, tirant sur l'ovale, de bonne eau, ayant un point blanc, pezant 7 k, estimé sept mil cinq cents livres, cy 7500 liv.

146. — Aléa.

147. — Un diamant à facettes, tirant sur le carré, de belle eau, ayant un gros point noir à un bout, pezant 8 k  $\frac{1}{4}$ , estimé neuf mille cent quatre-vingts livres, cy 9180 liv.

148. — Un diamant à facettes, presque carré, mal net, ayant plusieurs



petits points, de toute étendue, pezant 4 k, estimé quatre mille cinq cens livres, cy 4500 liv.

149. — Un diamant à facettes, de toute étendue, ovale, pointu d'un bout, mal net, de la seconde eau, pezant 6 k, estimé quatre mille livres, cy 4000 liv.

150 à 156. — Aléa.

157. — Un diamant de forme ronde, un peu verdâtre, pezant 7 k 1/4, estimé huit mille trois cent soixante livres, cy 8360 liv.

(Sur l'original il n'est ressorti que 8300 liv. en chiffres.)

158. — Un diamant à facettes, de forme ovale et longue, ayant une glace noire d'un côté, pezant 6 k, estimé six mille livres, cy 6000 liv.

159. — Un diamant à facettes, de même forme, mais plus net, pezant 4 k 1/2, estimé cinq mille livres, cy 5000 liv.

160 à 162. — Aléa.

163. — Un diamant à facettes, roze, d'étendue, ovale, de belle eau, ayant plusieurs petits points, pezant 7 k, estimé huit mille cinq cens livres, cy 8500 liv.

164. — Un diamant roze, de grande étendue, de belle eau, aussi avec de petits points, pezant 7 k forts, estimé huit mille livres, cy 8000 liv.

165. — Aléa.

166. — Un diamant à facettes, plus ovale et mal formé, brun, pezant 4 k 1/4, estimé quatre mille livres, cy 4000 liv.

167. — Un diamant à facettes, en cœur, ayant une glace sur la pointe, de bonne eau, pezant 5 k forts, estimé quatre mille livres, cy 4000 liv.

168. — Un diamant à facettes, ovale, brun, pezant 7 k 1/4 forts, estimé six mille livres, cy 6000 liv.

Revenant les deux cent vingt-trois boutons : à la somme de dix-huit cent vingt-un mille six cent quatre-vingt-dix-huit livres, cy 1821698 liv.

*Trois cens boutonnières de justaucorps*, dont cent cinquante-une sont composées chacune de cinq diamants, estimées trois mille sept cent trente-huit livres pièce, l'une portant l'autre; et cent quarante-neuf d'un seul diamant chacune, estimées deux mille cinq cens livres pièce, aussy l'une portant l'autre; revenant à la somme de neuf cent trente-six mille neuf cent trente-huit livres, cy 936938 liv.



*Dix-neuf fleurons de boutonnières* composés chacun de trois diamants. Savoir :

Le premier : un grand diamant en pendeloque, taillé à grandes facettes des deux côtés, de bonne eau et bien vive, pezant 15 k  $\frac{1}{4}$ , estimé cinquante mille livres; deux autres diamants aux côtés, estimés chacun onze mille livres; revenant ensemble à la somme de soixante-douze mille livres, cy 72 000 liv.

Le deuxième : un grand diamant à facettes, en cœur parfait, pezant 17 k  $\frac{1}{2}$ , estimé cinquante mille livres; et les deux autres estimés chacun trois mille livres; revenant ensemble à cinquante-six mille livres, cy 56 000 liv.

Le troisième : un grand diamant couleur de rose et net, pezant 21 k, estimé quarante mille livres; et les deux autres estimés chacun sept mille livres; revenant ensemble à cinquante-quatre mille livres, cy 54 000 liv.

Le quatrième : un grand diamant à facettes des deux côtés, en cœur, taillé en cloud, de grande étendue et de belle eau, estimé trente-six mille livres; et les deux autres, estimés chacun neuf mille livres; revenant ensemble à cinquante-quatre mille livres, cy 54 000 liv.

Le cinquième : un grand diamant en pendeloque, de couleur rougeâtre, ayant une glace, très mal net, pezant 23 k, estimé trente-six mille livres; les deux autres en pendeloque, estimés chacun sept mille cinq cens livres; revenant ensemble à cinquante-un mille livres, cy 51 000 liv.

Le sixième : un diamant lasque, deny-brillant, formé en eau mal net et très céleste, ayant de petits points noirs dans le milieu, pezant 11 k  $\frac{3}{4}$ , estimé xxx<sup>m</sup>... liv.; et les deux autres estimés chacun viii<sup>m</sup> liv.; revenant ensemble quarante-quatre mille livres, cy 44 000 liv.

Le septième : un diamant de fort grande étendue, taillé à facettes, de forme carrée un peu languette, de très belle eau, vers le milieu duquel il y a une très petite glace, un manque de pierre en un coin, pezant 8 k  $\frac{3}{8}$ , estimé trente-trois mille livres; les deux autres estimés chacun cinq mille livres; revenant ensemble à la somme de quarante-trois mille livres, cy 43 000 livres.

Le huitième : en pendeloque, taillé à grandes facettes des deux côtés, d'eau couleur de foin, pezant 14 k  $\frac{1}{2}$ , estimé xxx<sup>m</sup>... liv.; les deux autres estimés chacun vi<sup>m</sup>... liv.; revenant ensemble à quarante-deux mille livres, cy 42 000 liv.





Le neuvième : un diamant demy-brillant, en triangle, dont deux des coins sont arrondis, ayant une plume vers un bout, pesant 7 k<sup>s</sup> 1/4, estimé xxv<sup>m</sup> liv.; les deux autres estimés chacun cinq mille cinq cens livres; revenant ensemble à trente-cinq mille livres, cy 35 000 liv.

Le dixième : un diamant à facettes, en cœur, d'étendue, un peu mal net et de bonne eau, égrisé en dessous, pesant 6 k<sup>s</sup> 5/8, estimé quatorze mille livres; les deux autres estimés chacun huit mille cinq cens livres; revenant ensemble à trente-un mille livres, cy 31 000 liv.

Le onzième : un diamant lasque, pointu d'un bout et net, pesant 10 k<sup>s</sup>, estimé vingt-deux mille huit cent dix livres; les deux autres estimés chacun quatre mille livres; revenant ensemble à trente mille huit cent dix livres, cy 30 810 liv.

Le douzième : un diamant lasque, de bonne eau, ovale, pesant 10 k<sup>s</sup>, estimé xviii<sup>m</sup> xxiij liv.; les deux autres estimés chacun six mille livres; revenant ensemble à trente mille livres, cy 30 000 liv.

Le treizième : un diamant brillant, d'étendue lozange, tirant sur l'ovale, de bonne eau, ayant une glace d'un côté, pesant 15 k<sup>s</sup>, estimé seize mille livres; les deux autres estimés chacun six mille livres; revenant ensemble à vingt-huit mille livres, cy 28 000 liv.

Le quatorzième : un diamant brillant, de toute étendue et parfait, pesant 10 k<sup>s</sup> 1/2, estimé dix-huit mille livres; les deux autres estimés chacun trois mille livres; revenant ensemble à vingt-quatre mille livres, cy 24 000 liv.

Le quinzième : un diamant demi-brillant, carré, tirant sur le lozange, ayant un double biseau sur la couronne, un peu brun et net, estimé douze mille livres; les deux autres estimés chacun six mille livres; revenant ensemble à vingt-quatre mille livres, cy 24 000 liv.

Le seizième : un diamant brillant, en forme de pendeloque, de couleur rougeâtre, ayant une grande glace au milieu et une à côté, pesant 14 k<sup>s</sup>, estimé xv<sup>m</sup> liv., les deux autres estimés chacun iiij<sup>m</sup> liv., et revenant ensemble à vingt-trois mille livres, cy 23 000 liv.

Le dix-septième : un diamant demi-brillant, de toute étendue, pesant 6 k<sup>s</sup> 1/2, estimé xv<sup>m</sup> liv., les deux autres estimés chacun iiij<sup>m</sup> liv.; revenant à vingt-trois mille livres, cy 23 000 liv.

Le dix-huitième : un diamant épais, taillé en table carrée, fort haut de



bizeau et net d'eau, un peu brun, à qui il manque de pierre dans un coin, pezant 22 k<sup>s</sup>, estimé LV<sup>m</sup> liv., un diamant brun pezant 5 k<sup>s</sup>, estimé iij<sup>m</sup>vj<sup>m</sup>iiij<sup>m</sup>v liv.; et un autre diamant brillant, pezant 8 k<sup>s</sup> 1/2, estimé x<sup>m</sup> liv.; revenant ensemble à soixante-neuf mil six cent quatre-vingt-cinq livres, cy 69685 liv.

Le dix-neuvième : un grand diamant faible, taillé en table, assez haut de biseau, d'eau vineuse, tirant sur le gris de lin, pezant 16 k<sup>s</sup> 1/4, estimé xxxv<sup>m</sup> liv.; un autre diamant brillant, pezant 11 k<sup>s</sup>, estimé x<sup>m</sup> liv.; et un autre diamant aussy brillant, estimé viii<sup>m</sup> liv.; revenant ensemble à cinquante-trois mille livres, cy 53000 liv.

Revenant lesdits dix-neuf fleurons à la somme de sept cent quatre-vingt sept mille quatre cent quatre-vingt-quinze livres, cy 787495 liv.

*Quarante-huit boutons et quatre-vingt-seize boutonnières de veste, composés, savoir :*

Les quarante-huit boutons d'un seul diamant, chacun estimé deux mille quatre cens livres pièce l'un portant l'autre; quarante-huit desdites boutonnières aussy d'un seul diamant, chacune estimée viii<sup>m</sup> liv. pièce l'une portant l'autre; et les quarante-huit autres de cinq diamants chacune estimées vii<sup>m</sup>lvii liv. pièce, aussy l'une portant l'autre; revenant le tout à la somme de cent quatre-vingt-cinq mille cent trente-six livres, cy 185136 liv.

Une *croix de chevalier* pour le justaucorps du Roy<sup>1</sup>, composée de cent douze diamants, Savoir :

Un grand diamant au milieu de forme de pendeloque, brillant, estimé trente-cinq mille livres; deux autres diamants en forme de cœur en pendeloque, estimés quarante-deux mille livres; un grand diamant en forme de cœur, court, estimé quinze mille livres; huit brillants en forme ronde, estimés quarante-huit mille livres; quatre cœurs, quatre mille livres; huit brillants, quatre mille deux cens livres; quatre brillants, douze cens livres; quatre-vingt-quatre diamants, treize cent cinquante livres; revenant toutes lesdites sommes ensemble à celle de cent cinquante mille sept cent cinquante livres, cy 150750 liv.

1. Cette croix avait été exécutée en 1663 par Lescot au prix de 38 500 livres, et sa valeur avait atteint, en 1672, 150 750 livres, par suite du nombre considérable de diamants blancs qu'on y avait successivement ajoutés. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 266, p. 8, et Fonds Clairambault, n° 199, p. 395 et 417; Lettre du président Du Metz à Colbert, en date du 17 août 1683.)



Une autre *croix*<sup>1</sup> pour le cordon bleu de Sa Majesté, composée de cent vingt diamants. Savoir :

Un grand diamant, dans le milieu d'eau cristalline, pesant 14 k  $\frac{1}{16}$ , de xxxi<sup>m</sup>v<sup>e</sup> liv.; un autre diamant pesant 13 k  $\frac{1}{2}$ , de xviij<sup>m</sup> liv.; un autre pesant 13 k  $\frac{1}{2}$  de xiiij<sup>m</sup>clx liv.; un autre pesant 12 k  $\frac{1}{4}$ , de xxv<sup>m</sup> liv.; un autre, d'étendue, de xlii<sup>m</sup> liv.; quatre autres, aux côtés du Saint-Esprit, pesant 10 k, de deux mille deux cents livres; deux autres, de six mille six cents livres; trois autres, pesant environ 8 k, de ix<sup>m</sup>n<sup>e</sup> liv.; un diamant de deux mille livres; un autre de deux mille huit cents livres; un, de xviij<sup>m</sup>lx liv; trois, de dix-huit cents livres; cinq, de deux mille deux cents livres; huit, de iij<sup>m</sup>vij<sup>e</sup> liv.; quatre, de ij<sup>m</sup>v<sup>e</sup>, neuf, de iij<sup>m</sup>vj<sup>e</sup> liv.; vingt-quatre, de ij<sup>m</sup>ix<sup>e</sup> liv.; huit petits, de c. iij<sup>m</sup>s liv.; seize petits, de ij<sup>m</sup>xx liv.; vingt-six plus petits, de cxvj liv. Pour la taille de cinquante-cinq diamants qui étaient bruts, pour or et la façon : iij<sup>m</sup>vj<sup>e</sup>iii<sup>m</sup>xx liv. Revenant lesdites sommes ensemble à celle de cent cinquante neuf mille trois cent cinquante six livres, cy 159.356 liv.

Un *crochet de chapeau* composé de sept diamants. Savoir :

Un grand diamant<sup>2</sup>, fort, haut de forme, carré, taillé à facettes, à la mode, net, d'eau grasse, un peu de manque de pierre en deux coins, pesant 42 k  $\frac{5}{8}$ , estimé deux cent mille livres, cy 200.000 liv.

Deux diamants à facettes, formés en cœur, de très belle eau, de grande étendue, pesant l'un 10 k  $\frac{1}{3}$ , qui a deux petits crans dans le bord de la pierre au côté gauche; et l'autre, pesant 9 k  $\frac{3}{4}$ , ayant une petite glace au côté droit, et un point noir dans un cran, estimé la somme de quatre-vingt mille livres, cy 80.000 liv.

Un diamant en forme de cœur, court, taillé à la mode, de grande étendue, de bonne eau, ayant un gros point noir sur le dessus, et une arête au milieu de la culasse, pesant 14 k  $\frac{1}{4}$ , estimé la somme de soixante mille livres, cy 60.000 liv.

Un autre de même forme et de même eau, ayant trois petit points noirs vers la pointe, et de l'autre côté deux petites glaces, pesant

1. Cette seconde croix avait été fournie par Pitan, en 1672, au prix de 15231 livres. Les diamants blancs, ajoutés depuis cette époque, en ont élevé la valeur à 159356 livres. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 289, p. 16; et Fonds Clairambault, n° 499.)

2. Acheté à Tavernier en 1669. Il pesait alors 51 k  $\frac{9}{16}$ ; mais, probablement à la suite de la taille que fit exécuter Alvarez en 1678, son poids fut réduit à 42 k  $\frac{5}{8}$ , et sa valeur, qui n'était d'abord que de 180.000 livres, s'éleva à 200.000 livres. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 281, p. 12, et tome CCCL, p. 6.)



13 k<sup>s</sup> 1/4, aussi taillé à la mode, estimé la somme de soixante mille livres, cy 60 000 liv.

Un grand diamant brillant, carré, long, peçant 20 k<sup>s</sup> 1/2, estimé quarante mille livres, cy 40 000 liv.

Un grand diamant brillant, de forme ovale, tirant sur le carré, dont la table est fort petite, de toute étendue, manque de pierre en un coin, de bonne eau, peçant 11 k<sup>s</sup> 1/4, estimé trente mille livres, cy 30 000 liv.

Revenant lesdites sommes ci-dessus à celle de quatre cent soixante-dix mille livres, cy 470 000 liv.

Somme de ce chapitre : 4511373 liv. s. d.

769938

C. IV. — *Parures de toutes pierres.* — Une parure de toutes pierres, composée de cent soixante-huit boutons, trois cent trente-six boutonnieres, et dix-neuf fleurons de boutonnieres, pour un *justaucorps*, quarante-huit boutons et quatre-vingt-seize boutonnieres de *veste*; une *croix de chevalier*, une *épée* avec sa garniture de *bandrier*, un *crochet de chapeau* et deux paires de *boucles de jarretières* et de *souliers* avec les huit bouts.

Savoir :

Les cent soixante-huit boutons de *justaucorps*, composés chacun d'une pierre de couleur et de sept diamants blancs, estimés vij<sup>e</sup> liv. pièce; revenant à cent vingt-six mille livres, cy 126 000 liv.

Les trois cent trente-six boutonnieres de *justaucorps*, composées, savoir : Cent soixante-huit, de trois pierres de couleur, et de cinq diamants blancs, chacune estimées xj<sup>e</sup> xxiij liv. pièce, l'une portant l'autre; et les cent soixante-huit autres de trois pierres de couleur et de trois diamants, chacune estimées vij<sup>e</sup> liv. pièce, l'une portant l'autre; revenant à la somme de trois cent six mille quatre cent trente-deux livres, cy 306 432 liv.

Les dix-neuf fleurons de boutonnieres de *justaucorps*, composés chacun de trois pièces de couleur et de trois diamants blancs, estimé six mille cinq cent douze livres pièce, l'un portant l'autre; revenant à la somme de cent vingt-trois mille sept cent vingt-huit livres, cy 123 728 liv.

Les quarante-huit boutons pour la *veste*, composés d'une pierre de couleur, chacun estimés quatre cents livres pièce, l'une portant l'autre; revenant ensemble à dix-neuf mille deux cents livres, cy 19 200 liv.





Les quatre-vingt-seize boutonnieres de veste, composées, savoir : quarante-huit d'une pierre de couleur et de quatre diamants blancs, chacune estimées *iiij<sup>e</sup> liv.* pièce, l'une portant l'autre; et quarante-huit autres, d'une pierre de couleur, chacune, estimées *iiij<sup>e</sup> xiiij liv.* pièce; revenant le tout à trente-quatre mille deux cent soixante-douze livres, *34 272 liv.*

Une *croix de chevalier<sup>1</sup> du Saint-Esprit*, composée de vingt-cinq diamants jaunes, et de cent quarante-huit diamants blancs, estimée trente mille livres, *cy 30 000 liv.*

Une *épée<sup>2</sup>* et une garniture de *baudrier* : l'épée, composée de soixante-six pierres de couleur et de *cxvj* diamants blancs; et la garniture de baudrier, composée de trois grandes boucles, deux petites, quatre cœurs et un travers, enrichis de quatre-vingt-trois pierres de couleur et de cent trente-sept diamants blancs; estimés ensemble deux cent vingt-quatre mille huit cens livres, *cy 224 800 liv.*

Un *crochet de chapeau* composé de trois rubis, une émeraude, une topaze, un saphir, un grand diamant brillant jaune, et sept diamants brillants blancs, estimés le tout ensemble soixante-douze mille cent trente-huit livres, *cy 72 138 liv.*

Deux paires de *boucles<sup>3</sup> de souliers et de jarretières* avec les huit bouts, composés de cinquante-six pierres de couleur, et de quatre-vingts diamants, estimées trois mille cinq cens livres, *cy 3500 liv.*

Somme de ce chapitre : *940 070 liv. s. d.*

1. Cette croix avait été fournie par Pitau, en 1672, au prix de 15870 livres; les diamants ajoutés depuis en ont augmenté la valeur. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 289, p. 16; et Fonds Clairambault, n° 499, p. 395.)

2. Ce fut également Pitau qui exécuta cette épée, en 1664, pour le prix de 264566 livres. Courtet l'avait raccommodee en 1668, mais sans y apporter de grands changements. En 1672, Pitau y ajouta deux cent soixante-quatorze diamants d'une valeur de 14567 livres, et le baudrier fut orné de six cent quatre-vingt-trois autres diamants, soit 7904 livres. En 1678, Montarsy ajouta au baudrier quatre-vingt-neuf diamants à facettes pour 3598 livres; mais il est probable que dans les diverses modifications subies par l'épée et le baudrier, en 1691, le nombre des diamants a dû diminuer, et par suite la valeur a été réduite à 224800 livres. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 268, p. 332; tome 280, p. 15 et 31; tome 289, p. 366; et tome 301, p. 258; — Fonds Clairambault, n° 499, p. 417; Lettre du président Du Metz à Colbert en date du 17 août 1683.)

3. Collationné sur l'original (*pie*).



C. V. — *Parure de perles*. — Une parure de perles composée de cent trente *boutonnieres*, dix-neuf *fleurons de justaucorps* et un *crochet de chapeau*.

Savoir :

Les cent trente *boutonnieres de justaucorps*, composées chacune de trois perles et de cinq diamants, estimées en n<sup>e</sup> xix liv. pièce, l'une portant l'autre, revenant ensemble à six cent quatre-vingt-douze mille neuf cents livres, cy 692 900 liv.

Les dix-neuf *fleurons de boutonnieres de justaucorps*, composés, savoir : sept de trois perles et de trois diamants, et douze autres de trois perles et de deux diamants, estimés trente-un mille trois cent cinquante-huit livres, l'un portant l'autre, revenant à cinq cent quatre-vingt-quinze mille huit cent deux livres, cy 595 802 liv.

Un *crochet de chapeau* de sept perles et de onze diamants brillant. Savoir :

Une perle en bouton un peu ovale, bien tournée, de belle eau, pesant 50 k, estimée quinze mille livres, cy 15 000 liv.

Une autre perle un peu languette, percée par un bout, proche lequel il y a un petit trou, avec quelque autre défectuosité, du reste fort blanche et fort belle, pesant avec sa garniture 43 k<sup>s</sup>, estimée quinze mille livres, cy 15 000 liv.

Une perle en poire, de belle eau, un peu plate d'un côté, pesant 43 k<sup>s</sup> 1/2, estimée trente mille livres, cy 30 000 liv.

Une perle en poire, courte, assez bien tournée, pesant 31 k<sup>s</sup>, estimée dix-huit mille livres, cy 18 000 liv.

Une perle en poire, un peu languette, de très belle eau et très parfaite, pesant 29 k<sup>s</sup> scarts, compris sa garniture, estimée trente-six mille livres, cy 36 000 liv.

Une autre perle<sup>1</sup> en poire, bellissime et bien tournée, un peu matte au gros bout, pesant 29 k<sup>s</sup> 1/2, estimée vingt-un mille cinq cents livres, cy 21 500 liv.

Une perle en poire bien formée, de très belle eau, un peu matte par dessus, pesant avec sa garniture 21 k<sup>s</sup>, estimée vingt-un mille livres, cy 21 000 liv.

1. Acheté à Bazu, lapidaire, en 1669. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 281, p. 14.)



Onze diamants brillants, pezent 70 k<sup>1</sup>/<sub>4</sub>, estimés quarante-trois mille huit cent six livres, cy 43806 liv.

Et pour l'or, l'étuy et la façon, la somme de sept cent cinq livres, cy 705 liv.

Revenant toutes les susdittes sommes à celle de deux cent un mille onze livres, cy 201011 liv.

Somme du chapitre : 1499713 liv.

C. VI. — *Crochet de chapeau non compris dans les parures.* — Un crochet de chapeau composé de sept diamants brillants.

Savoir :

Un grand diamant de forme carrée, longuet, cy-devant taillé à l'antique, retaillé en brillant, pezent 22 k<sup>s</sup>, estimé soixante-quinze mille livres, cy 75000 liv.

Un grand diamant épais, de forme carrée, un peu lozange, d'eau un peu couleur de foin, cy-devant aussi taillé à l'antique, pezent, retaillé en brillant, 14 k<sup>s</sup>, estimé cinquante mille livres, cy 50000 liv.

Un diamant brillant, ovale, d'eau cristaline, parfait, pezent 9 k<sup>1</sup>/<sub>2</sub>, estimé quinze mille livres cy 15000 liv.

Un diamant brillant, ovale, d'eau cristaline, parfait, pezent 11 k<sup>s</sup> 1/2 scarts, estimé quatorze mille livres, cy 14000 liv.

Un diamant brillant, un peu ovale, de bonne eau, pezent 10 k<sup>s</sup>, estimé treize mille livres, cy 13000 liv.

Un diamant brillant, d'eau cristaline, forme presque ronde, tirant sur le cœur, pezent 11 k<sup>s</sup> 1/2, estimé dix mille sept cent quarante livres, cy 10740 liv.

Un diamant brillant, un peu ovale, tirant sur le carré long, de la seconde eau, pezent 11 k<sup>s</sup>, estimé dix mille quatre cens livres, cy 10400 liv.

Pour l'or, la façon et l'étuy, cent cinquante livres, cy 150 liv.

Revenant toutes lesdittes sommes à celle de cent quatre vingt-huit mille deux cent quatre-vingt-dix livres, cy 188290 liv.

Un autre *crochet de chapeau* d'un seul diamant, brillant, plus étroit



d'un bout que de l'autre, de belle eau, pezant 25 k, estimé quarante-trois mille huit cent soixante-six livres, cy 43866 liv.

Somme de ce chapitre : 232156 liv.s.d.

C. VII. — *Perles*. — Un *colier* composé de vingt-cinq grosses perles rondes, de bonne eau, pezant ensemble 2 onces, 3 gros, faisant 1425 grains, qui est pour chaque perle 57 grains  $\frac{1}{2}$ , estimé deux cent cinquante mille livres, cy 250000 liv.

Une perle<sup>1</sup> vierge, parfaite, ronde et de belle eau, pezant 27 k  $\frac{1}{2}$ , estimée quatre-vingt-dix mille livres, cy 90000 liv.

Somme de ce chapitre : 340000 liv.

C. VIII. — *Pendants de perles et de diamants*. — Une paire de pendants composée de huit diamants.

Savoir :

Le premier : un grand diamant, appelé le cinquième *Mazarin*, taillé à facette des deux côtés, en forme d'amande, percé par le haut, de fort belle eau cristalline, pezant 21 k  $\frac{5}{8}$ , estimé cent vingt mille livres, cy 120000 liv.

Le deuxième : un grand diamant, appelé le quatrième *Mazarin*, taillé à facettes, en forme de cœur, fort, net et haut, à la réserve d'une petite glace languette, d'eau un peu brune, pezant 24 k  $\frac{1}{4}$ , estimé cent mille livres, cy 100000 liv.

Le troisième : un autre grand diamant, appelé le *Richelieu*, donné à la Couronne par feu M. le cardinal de Richelieu, taillé à facettes, en forme de cœur, de fort belle eau blanche vive et net, ayant un fort petit éclat au-dessus et à une des pointes, pezant 19 k, estimé cent mille livres, cy 100000 liv.

Le quatrième : un grand diamant, appelé le sixième *Mazarin*, taillé à facettes des deux côtés, aussi en forme d'amande, percé par le haut, de fort belle eau cristalline, ayant une pointe de glace à un des côtés, pezant 18 k  $\frac{1}{4}$ , estimé quatre-vingt mille livres, cy 80000 liv.

Les cinquième et sixième : deux diamants en pendeloque, pointus, taillés à l'antique, de belle eau, parfaits, pezant ensemble 21 k  $\frac{1}{2}$ , estimés cinquante mille livres, cy 50000 liv.

1. Acheté à Bazu, en 1669, au prix de 40000 livres. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 281, p. 14.)





Les septième et huitième : deux autres diamants<sup>1</sup> en pendeloque, de forme longue, peçant, compris deux anneaux, 21 k<sup>2</sup>, estimés ensemble cinquante mille livres, cy 50 000 liv.

Revenant toutes les susdittes sommes à celle de cinq cent mille livres, cy 500 000 liv.

Une autre *paire de pendants* composée de quatre diamants dont les deux de dessus sont en boucles d'oreilles. Savoir :

Le premier : un grand diamant brillant, en pendeloque, parfait, peçant, avec un petit anneau d'acier, 22 k<sup>3</sup>, estimé quatre-vingt mille livres, cy 80 000 liv.

Le second : un grand diamant en pendeloque, parfait, peçant 19 k<sup>1/4</sup>, estimé soixante-dix mille livres, cy 70 000 liv.

Le troisième : un grand diamant brillant, élevé, de belle eau, presque carré, ayant quelques petits points dans le fonds, peçant 17 k<sup>1/4</sup>, estimé trente mille livres, cy 30 000 liv.

Et le quatrième : un grand diamant brillant, à huit pans, haut, net et blanc, peçant 14 k<sup>3</sup>, estimé la somme de vingt-cinq mille livres, cy 25 000 liv.

Revenant toutes les susdittes sommes, non tirées hors lignes, à celle de deux cent cinq mille livres, cy 205 000 liv.

Une *paire de pendants d'oreilles*, composée de huit perles et huit diamants, taillés à facettes des deux côtés. Savoir :

La première : une perle platte<sup>2</sup>, de belle eau et bien tournée, peçant 21 k<sup>4</sup>, estimée deux mille quatre cents livres, cy 2400 liv.

La seconde : une autre perle platte<sup>2</sup>, aussy de belle eau et bien tournée, peçant 17 k<sup>3</sup> 1/2, estimée douze cents livres, cy 1200 liv.

La troisième : une grosse perle en poire<sup>3</sup>, un peu en calebasse, d'eau rougeâtre et défectueuse par le haut à l'endroit de la garniture, avec laquelle elle pèse 36 k<sup>3/4</sup>, estimée la somme de douze mille livres, cy 12 000 liv.

La quatrième<sup>3</sup> : une grosse perle aussy en poire, un peu platte, de forme d'amande, de belle eau, qui est travaillée par derrière, peçant avec sa garniture 31 k<sup>3</sup>, estimée six mille livres, cy 6000 liv.

1. Achetés à Tavernier en 1669. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 281, p. 12.)

2. Achetée à Bazu en 1669. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 281, p. 14.)

3. *Ibidem*. — 4. *Ibidem*. — 5. *Ibidem*.



La cinquième : une perle en poire<sup>1</sup>, bien tournée, un peu longuette, de belle eau, pezant avec sa garniture 20 k<sup>s</sup>, à l'endroit de laquelle la perle est un peu jaunâtre, estimée six mille livres, cy 6000 liv.

La sixième : une perle en poire, bien formée, qui a de petits cercles autour, de bonne eau, un peu rougeâtre et percée d'un bout à l'autre, pezant, avec sa garniture, 19 k<sup>s</sup> 1/4, estimée six mille livres, cy 6000 liv.

La septième : une perle en poire<sup>2</sup>, un peu en forme d'olive, de fort belle eau et bien tournée, et percée d'un bout à l'autre, pezant, avec sa garniture, 21 k<sup>s</sup> scarts, estimée huit mille livres, cy 8000 liv.

La huitième : une perle en poire, de forme d'olive, bien tournée et de fort belle eau, pezant, avec sa garniture, 22 k<sup>s</sup> 1/2, estimée huit mille livres, cy 8000 liv.

Deux diamants d'en bas, estimés chacun sept cens livres, faisant ensemble quatorze cens livres, cy 1400 liv.

Et les six autres diamants, estimés chacun quatre cens livres, faisant ensemble deux mille quatre cens livres, cy 2400 liv.

Revenant toutes lesdites sommes, non tirées hors lignes, à celle de cinquante-trois mille quatre cens livres, cy 53400 liv.

Une autre *paire de pendants* composée de vingt-deux diamants en pendeloque, percée par le haut, estimée quarante-quatre mille livres, cy 44000 liv.

Somme de ce chapitre : 802 400 liv.s.d.

C. IX. — *Poinçons*. — Un poinçon d'un grand diamant à facettes, en cœur, d'eau jaune, brune, pezant 16 k<sup>s</sup> 1/2, estimé vingt mille livres, cy 20000 liv.

Un autre poinçon d'un diamant en rose, tirant sur la couleur de topaze, fort jaune, en forme de cœur, taillé à la mode, pezant 11 k<sup>s</sup> 1/2, estimé onze mille livres, cy 11000 liv.

Un autre poinçon d'un diamant épais, de forme carrée, taillé en pointe des deux côtés, d'eau un peu couleur de foin, dans lequel il y a plusieurs petits points noirs, et une égriselure à une pointe, pezant 8 k<sup>s</sup> 1/2, estimé dix mille livres, cy 10000 liv.

Somme de ce chapitre : 41000 liv.s.d.

1. Achetée à Bazu en 1669. (Bibl. nat. Ms. *Mélanges de Colbert*, tome 281, p. 14.)

2. *Ibidem*.



C. X et dernier. — *Épée de diamants.* — Une épée d'or, enrichie de cent trente-un diamants, revenant compris ny<sup>e</sup> xl liv., pour la lame damasquinée, l'étuy et la façon, à vingt-trois mille sept cent soixante-neuf livres, cy 23769 liv.

Vingt *ferrets* garnis de diamants, estimés quatre mille livres, cy 4000 liv.

Somme totale du contenu au présent inventaire : 11424181 livres.

Fait à Versailles les jours et an que dessus.

*Signé* : LOUIS.

Et plus bas :

PHÉLYPEAUX.

Ensuite est écrit :

Aujourd'hui, quatorze juin, mil sept cent dix-neuf.

Il a été ajouté au présent inventaire un diamant acheté en Angleterre, parfait, de la première eau, pesant 546 grains, brillant, de forme carrée, un peu long, les coins arrondis, ayant tous ses degrés, une petite glace dans le feuilletis et un autre à un coin dans le dessous, lequel étant d'un prix inestimable est, par forme d'inventaire, estimé par les sieurs Rondé père et fils, six millions, lequel diamant a été surnommé *le Régent*.

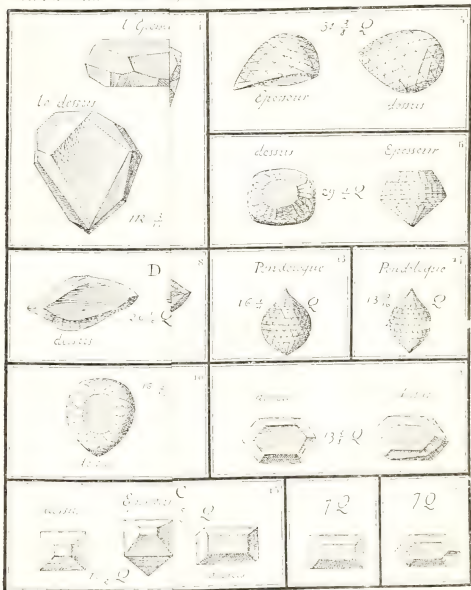
*Signé* : PHÉLYPEAUX.

Collationné :

LE DUC DE LAVRILLIÈRE.



REPRÉSENTATION sur cette que le S<sup>r</sup> IB Tannier a vendue  
au ROY, à son apanage il a fait six Voyages par cette Et en cette  
considération et des Sapele la honneur de la suite de Noble.



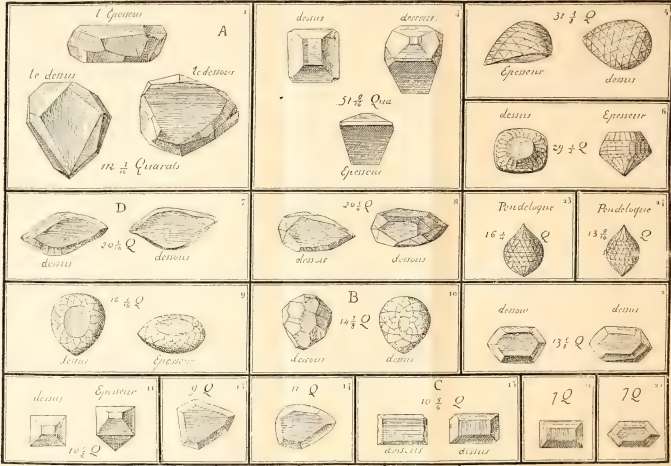
Le DIAMANT cette ?  
d'un beau Vert

Tous les autres sont blancs et  
et ont été vendus à la fois





REPRÉSENTATION de Vingt des plus beaux DIAMENS choisis entre tous ceux que le S<sup>r</sup> B Tavernier a vendus au ROY, a son dernier retour des Indes, qui a été le 6 Décembre 1668 en il a fait six Voyages par terre. Et en cette considération et des Services que ledit Tavernier a rendus a l'Estat, sa Majesté lui honore de la qualité de Noble.



Le DIAMANT cette A est net et d'un beau Violet. Ceux cette B et C sont de couleur de rose pâle. Celui cette D est d'une eau extraordinairement belle.

Tous les autres sont blancs et nets et ont été taillés aux Indes. Les trois d'Embas cette 1, 2, 3 sont bruts. L'Hortel 1668



## IV

## FACTURE DE TAVERNIER

---

La planche qui accompagne cette facture a été gravée sous la direction de Tavernier; il y donne la figuration de ses principaux diamants, et l'état de la taille où ils étaient lorsqu'il les vendit à Louis XIV.

Les numéros de la facture correspondent à ceux de la planche ci-contre.

---

Au sieur Tavernier, pour son payement de plusieurs diamants qu'il a vendus à Sa Majesté. Sçavoir :

220 000 livres : pour un grand diamant bleu, en forme de cœur, court, taillé à la mode des Indes, pezant 112 k<sup>3</sup>/<sub>16</sub> (n° 1 du tableau ci-contre);

5000 livres : pour deux autres diamant bleuastres, taillez aux Indes, l'un de forme ovale, pezant 13 k<sup>5</sup>/<sub>8</sub> (n° 2); et l'autre de forme carrée, pezant 6 k<sup>1</sup>/<sub>8</sub> (n° 3, ne figurant pas dans le tableau);

180 000 livres : pour un gros diamant carré, taillé aux Indes, pezant 51 k<sup>9</sup>/<sub>16</sub> (n° 4);

34 000 livres : pour un grand diamant carré, taillé à facettes aux Indes, en forme d'amande, pezant 32 k<sup>5</sup>/<sub>8</sub> (n° 5);

66 000 livres : pour un autre grand diamant, en forme de table dessus et en pointe dessous, taillé à petites facettes aux Indes, pezant 29 k<sup>3</sup>/<sub>8</sub> (n° 6);

98 000 livres : pour trois grands diamants lasques, l'un en forme ovale, pezant 20 k<sup>1</sup>/<sub>2</sub> (n° 7); et l'autre en forme d'amande avec plusieurs glaces, d'eau un peu brune, pezant 20 k<sup>1</sup>/<sub>4</sub> (n° 8); et le troisième de très belle eau, en forme de cœur, pezant 16 k<sup>1</sup>/<sub>16</sub> (n° 9);



28000 livres : pour trois diamants incarnats, l'un en forme de cœur, taillé à facettes dessus et dessous, pesant  $14\text{ k}^s\frac{1}{8}$  (n° 10) ; l'autre de forme carrée, longue, demi-fonds, d'eau vive, pesant  $10\text{ k}^s$  (n° 11) ; et le troisième taillé aux Indes, aussi de forme carrée languette, pesant  $3\text{ k}^s\frac{1}{4}$  (n° 12, ne figure pas au tableau) ;

36000 livres : pour six grands diamants larges d'estendue et très nets, pesant ensemble  $39\text{ k}^s\frac{1}{8}$  (les trois premiers seulement, n° 13, 14 et 15, sont au tableau, les numéros 16, 17 et 18, sans doute beaucoup moins importants, n'y figurent pas) ;

18200 livres : pour quatre diamants d'eau brune, dont deux en forme de pendeloque plate, de grande estendue, d'eau brune, pesant ensemble  $20\text{ k}^s\frac{1}{2}$  (n° 19 et 20 non compris dans le tableau) ; le troisième, de forme carrée, longue, demi-fonds, pesant  $7\text{ k}^s\frac{1}{2}$  (n° 21) ; et le quatrième, de forme longue, à six pans, pesant  $6\text{ k}^s$  (n° 22) ;

23000 livres : pour deux grands diamants, l'un taillé en pendeloque ronde, à petites facettes, pesant  $16\text{ k}^s\frac{1}{4}$  (n° 23) ; et l'autre taillé à facettes de tous côtés, pesant  $13\text{ k}^s\frac{3}{4}$  (n° 24) ;

4600 livres : pour deux diamants taillés en pendeloque ronde, à petites facettes de tous côtés, pesant  $11\text{ k}^s\frac{1}{2}$  (n° 25 et 26, non compris dans le tableau) ;

7000 livres : pour neuf petits diamants de bonne eau, taillés en pendeloque, pesant  $23\text{ k}^s\frac{3}{4}$  (non compris dans le tableau) ;

18000 livres : pour un grand diamant brut qui a une glace dessous, pesant  $32\text{ k}^s\frac{3}{8}$  (n° 27) ;

6000 livres : pour un diamant brut où il y a du mal, net, pesant  $14\text{ k}^s\frac{7}{8}$  (n° 28) ;

8000 livres : pour un diamant taillé aux Indes, en pierre espaisse, pesant  $10\text{ k}^s\frac{11}{16}$  (n° 29) ;

4000 livres : pour un grand diamant, brut, en pointe, pesant  $10\text{ k}^s\frac{1}{2}$  ;

8000 livres : pour quatre diamants, dont trois *laborades* en l'Inde, l'un en forme de cœur court, pesant  $8\text{ k}^s\frac{1}{3}$  ; l'autre en forme de cœur à quatre facettes, pesant  $7\text{ k}^s\frac{1}{3}$  ; le troisième en forme de losange ovale, pesant  $5\text{ k}^s\frac{1}{3}$  ; et le quatrième, lasque, d'eau brune de forme ovale, pesant  $5\text{ k}^s\frac{3}{4}$  ;

3500 livres : pour deux diamants, l'un *laborade* en l'Inde, en forme de pierre espaisse, pesant  $6\text{ k}^s\frac{3}{4}$  ; et l'autre en forme carrée, d'eau vive, pesant  $6\text{ k}.$  18 ;



2700 livres : pour deux diamants lasques, l'un en forme ovale, pesant 3 k<sup>s</sup> 3/4; et l'autre de grande estendue, de forme ronde, pesant 2 k<sup>s</sup> 3/4;  
Et enfin, 128731 livres : pour onze cent deux diamants divers.

*Nota.* — Le poids des pierres, portant les numéros 7, 10 et 11, mentionné sur la facture, et celui indiqué dans le tableau, ne sont pas identiques. Ces différences portent sur des chiffres insignifiants, et la description de l'inventaire est conforme à la figuration du tableau : il n'y a donc pas de doute sur l'identité des pierres.





## LIVRE VII

LOUIS XV ET LOUIS XVI.

---

### CHAPITRE PREMIER

La Régence; achat du diamant dit *le Régent*. — Louis XV; son sacre; son mariage.  
— Marie Leczińska. — Changement des modes et des parures de la Couronne.

Avec le règne de Louis XV apparaît d'abord l'époque de la Régence; avec elle la gaieté succède à la tristesse des dernières années du grand règne, les fêtes remplacent bientôt le deuil, et les diamants de la Couronne ne restent pas longtemps sans reparaitre à la Cour.

Dès la deuxième année du règne survient un événement qui accroît le Trésor de plus de la moitié de sa valeur : nous voulons parler de l'achat du diamant connu sous le nom de *Régent*, qui fut estimé douze millions dès le siècle dernier, évaluation encore acceptée de nos jours.

Saint-Simon s'attribue le mérite de cette acquisition, qu'il raconte avec complaisance dans ses *Mémoires*.

« Par un événement extrêmement rare, dit-il, un employé aux mines de diamants du Grand-Mogol trouva le moyen de s'en fourrer un dans le fondement, d'une grosseur prodigieuse, et, ce qui est le plus merveilleux, de ga-



gner le bord de la mer, et de s'embarquer sans la précaution qu'on ne manque jamais d'employer à l'égard de presque tous les passagers, dont le nom ou l'emploi ne les en garantit pas, qui est de les purger et de leur donner un lavement pour leur faire rendre ce qu'ils auroient pu avaler, ou se cacher dans le fondement. Il fit apparemment si bien qu'on ne le soupçonna pas d'avoir approché des mines ni d'aucun commerce de pierreries. Pour comble de fortune, il arriva en Europe avec son diamant. Il le fit voir à plu-



LE RÉGENT

Gravure extraite des *Pierres précieuses*. (Bib. des Merveilles.)

sieurs princes, dont il passoit les forces, et le porta enfin en Angleterre, où le roi l'admira sans pouvoir se résoudre à l'acheter. On en fit un modèle de cristal en Angleterre, d'où on adressa l'homme, le diamant, et le modèle parfaitement semblable, à Law, qui le proposa au régent pour le roi. Le prix en effraya le régent, qui refusa de le prendre.

« Law, qui pensoit grandement en beaucoup de choses, me vint trouver consterné, et m'apporta le modèle. Je trouvai comme lui qu'il ne convenoit pas à la grandeur du roi de France de se laisser rebuter par le prix d'une pièce unique dans le monde et inestimable, et que plus de potentats n'avoient osé y penser, plus on devoit se garder de le laisser échapper. Law, ravi de me voir penser de la sorte, me pria d'en parler à M. le duc d'Orléans. L'état des finances fut un obstacle sur lequel le régent insista beaucoup. Il craignoit d'être blâmé de faire un achat si considérable, tandis qu'on avoit tant de peine à subvenir aux nécessités les plus pressantes et qu'il falloit laisser tant de gens dans la souffrance. Je louai ce sentiment; mais je lui dis qu'il n'en devoit pas user pour le plus grand roi de l'Europe comme pour un



simple particulier, qui seroit très répréhensible de jeter cent mille francs pour se parer d'un beau diamant, tandis qu'il devroit beaucoup et ne se trouveroit pas en état de satisfaire; qu'il falloit considérer l'honneur de la couronne et ne lui pas laisser manquer l'occasion unique d'un diamant sans prix, qui effaçoit ceux de toute l'Europe; que c'étoit une gloire pour sa régence, qui dureroit à jamais, qu'en tel état que fussent les finances, l'épargne de ce refus ne les soulageroit pas beaucoup, et que la surcharge en seroit très peu perceptible. Enfin, je ne quittai point M. le duc d'Orléans, que je n'eusse obtenu que le diamant seroit acheté.

« Law, avant de me parler, avoit tant représenté au marchand l'impossibilité de vendre son diamant au prix qu'il l'avoit espéré, le dommage et la perte qu'il souffriroit en le coupant en divers morceaux, qu'il le fit venir enfin à deux millions avec les rognures en outre qui sortiroient nécessairement de la taille. Le marché fut conclu de la sorte. On lui paya l'intérêt des deux millions jusqu'à ce qu'on lui pût donner le principal, et en attendant pour deux millions de pierreries en gage qu'il garderoit jusqu'à entier paiement des deux millions.

« M. le duc d'Orléans fut agréablement trompé par les applaudissements que le public donna à une acquisition si belle et si unique. Ce diamant fut appelé *le Régent*. Il est de la grosseur d'une prune de la reine Claude, d'une forme presque ronde, d'une épaisseur qui répond à son volume, parfaitement blanc, exempt de toute tache, nuage et paillette, d'une eau admirable, et pèse plus de cinq cents grains. Je m'applaudis beaucoup d'avoir résolu le régent à une emplette si illustre. »

Ce diamant, acheté deux millions cinq cent mille livres, fut d'abord évalué six millions, puis douze millions dans l'Inventaire de 1791; il acquit une renommée considérable, et il est resté comme le type le plus pur des diamants de l'Inde. Sauf deux légères fentes, presque invisibles, il n'a aucun défaut; sa taille est irréprochable, et sa cristallisa-



tion est aussi éclatante par ses feux qu'elle est nette par sa pureté et sa blancheur. Il demeure encore dans les caves du Ministère des finances, d'où il sortira un jour pour être exposé au Louvre et rappeler les joyaux de la Couronne aujourd'hui dispersés.

Louis XV, quoique enfant, se para bientôt du *Régent*. Le 21 mars 1721, lorsque le jeune monarque reçut les ambassadeurs de Turquie, il portait sur un habit de velours couleur de feu la parure de boutons et de boutonnières faite avec les diamants de la Couronne pour Louis XIV; sur son chapeau était placé le *Sancy*, serti dans une grosse agrafe; enfin, sur son épaule, au milieu d'un nœud de perles et de diamants, étincelait le *Régent*. C'était la première fois que cette pierre était portée; elle avait été même montée tout exprès pour la circonstance<sup>1</sup>.

Cette ambassade ottomane fut reçue à Paris avec le luxe et les prévenances dont on entourait alors les ambassadeurs des pays lointains. Au nombre des curiosités qu'on montra aux représentants du Grand-Turc, nous devons signaler les diamants de la Couronne. Laurent Rondé, alors garde des joyaux, en fit les honneurs. L'ambassadeur, émerveillé, ne put s'empêcher de dire que son maître n'avait pas d'aussi beaux bijoux<sup>2</sup>.

Un an plus tard, en mars 1722, le roi, étant allé à Notre-Dame entendre le *Te Deum* célébré pour l'heureuse alliance conclue entre la France et l'Espagne, mit un habit de velours lilas avec la garniture qu'il avait à la réception des ambassadeurs ottomans; le *Régent* était à l'épaulette et le *Sancy* en agrafe de chapeau<sup>3</sup>.

Nous ne retrouvons plus de renseignements sur nos joyaux depuis ce moment jusqu'au sacre de Louis XV.

Pour cette circonstance, Laurent Rondé<sup>4</sup>, que nous avons

1. Le *Mercur*, 1721, 21 mars, p. 137.

2. Le *Mercur*, 1721, mai, p. 145.

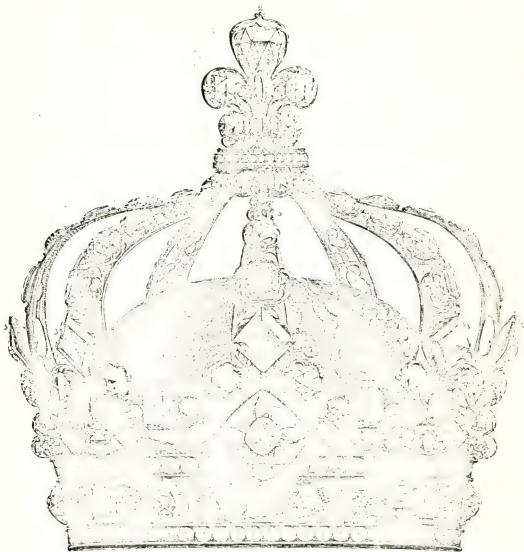
3. *Ibid.*, 1722, p. 148.

4. Rondé ou Rondet : familles d'orfèvres des dix-septième et dix-huitième siècles,





vu succéder à Montarsy comme joaillier de la Couronne, fut chargé avec son fils Claude de monter la couronne



LA COURONNE DU SAGRE DE LOUIS XV. MONTÉE PAR RONDÉ PÈRE ET FILS  
D'après une gravure d'Antoine.

royale qui devait servir à cette cérémonie. Lorsqu'elle fut terminée, Rondé invita, par la voie des annonces du

dont trois d'entre eux furent gardes des pierres ou joailliers de la Couronne. Le premier, Laurent, reçu maître orfèvre en 1689, habita d'abord quai des Orfèvres et



*Mercur*, le public à venir la voir dans ses ateliers situés au Louvre. Parmi les curieux qui répondirent à l'appel se trouva l'avocat Barbier, qui raconte ainsi sa visite dans ses *Mémoires* :

« J'ai vu ces jours-ci, dit-il<sup>1</sup>, chez M. Rondet, joaillier du roi, la couronne que l'on a faite pour le sacre de Louis XV. C'est la chose la plus brillante et l'ouvrage le plus parfait que l'on ait jamais vu. Elle est à huit branches, dont le bas forme une fleur de lis de diamants; et en haut est une grande fleur de lis, en l'air, et isolée. Le diamant appelé *Sanci*, qui était le plus beau du temps de Louis XIV, fait le haut de la fleur de lis, et il y a quatre autres gros diamants qui font les feuilles. Cela est monté en perfection. Au milieu du front, il y a le gros diamant que M. le Régent a acheté pour le roi. Il est surprenant pour la grosseur, on l'appelle le *Millionnaire*, il vaut trois millions. On dit qu'il n'y en a pas un plus gros chez l'empereur du Mogol. On dit aussi, je ne sais s'il est vrai, que celui qui l'a ap-

ensuite au Louvre, lorsqu'il succéda à Montarsy, dont il était le neveu, comme garde des joyaux de la Couronne (1710); il fut anobli, nommé conseiller et secrétaire du roi (Bibl. nat. Ms. Cabinet des titres, n° 36800), et resta en fonction jusqu'en 1722; il monta le *Régent* dans un nœud pour Louis XV; il s'associa ensuite avec son fils Claude, et ils exécutèrent en collaboration la couronne du sacre de Louis XV. Laurent avait comme poinçon : L R et une étoile.

Claude, fils de Laurent, d'abord apprenti avec son père, lui succéda comme joaillier de la Couronne et habita au Louvre par brevet du 17 décembre 1722; il mourut vraisemblablement vers 1734; et fut remplacé par son neveu Claude-Dominique Rondé. Il avait comme poinçon : C R et un cœur.

Claude-Dominique Rondé était fils d'un autre Claude Rondé et neveu de Laurent (le premier des gardes des pierres de la Couronne). Claude Rondé père avait été reçu maître orfèvre en 1674; il avait habité quai des Orfèvres et était mort en 1696. Son fils Claude-Dominique, dont nous nous occupons présentement, fut d'abord apprenti chez Laurent, son oncle, par brevet en date du 13 avril 1711; il fut reçu maître orfèvre, par privilège, des galeries du Louvre; il succéda à Claude Rondé, son oncle, le 31 mars 1734, et occupa son logement au Louvre le 4 janvier 1734; il mourut en 1757, après avoir, pendant plus de vingt ans, administré le trésor de la Couronne; il fut garde et grand-garde de la corporation des orfèvres.

(Arch. nat. S. 7212, Z. 3133, 3002, 2971, 2986, 3028, 3023, 3141, 3016, 3142, 3233. — *Nouvelles Archives de l'art français*, 1873, p. 83, 85, 87, 94 et 139. — Actes de l'état civil : Champetier de Ribes, notaire à Paris, acte notarié passé par Momy le 20 janvier 1787, concernant la naissance de François-Claude Goujon.)

1. Barbier, *Chronique de la régence et du règne de Louis XV*, 1<sup>re</sup> série, tome I, p. 242.



porté, pour n'être point surpris, s'étoit fait ouvrir la cuisse, et qu'on l'y avoit enfermé dans du plomb, et que, quand il a été ici, il s'est fait ouvrir la cuisse. Il est certainement plus gros qu'un œuf de pigeon. »

On voit que l'avocat Barbier ne manquait pas de naïveté et qu'il accueillait volontiers les racontars plus ou moins fabuleux de l'époque. Voici maintenant la description de la Couronne telle que la donne le *Mercur*<sup>1</sup> :

« Le bandeau ou diadème de cette superbe couronne est bordé de deux fils de perles, et orné de huit pierres de différentes couleurs, très grandes et parfaites, entre chacune desquelles sont trois diamans liés ensemble par des ornements très légers.

« Huit fleurs-de-lys de diamans s'élèvent au-dessus de chacune des pierres de couleur qui sont sur le diadème, et huit fleurons ou ornemens, composés chacun de trois pierres de diverses couleurs et de trois diamans, sont placés entre chaque fleur-de-lys. Les testes des huit fleurs-de-lys sont formées de diamans en tables appellés *Mazarins*<sup>2</sup>, les bras et corps de trois autres diamans et les travers sont chacune d'un seul diamant de forme longue.

« Le gros diamant très parfait, pesant cinq cent quarante-sept grains, appelé *le Régent*, acheté pour le Roy par M. le duc d'Orléans, sert à former le corps et la traverse de la fleur-de-lys du devant de la couronne.

« Des huit fleurs-de-lys ci-dessus naissent huit branches, qui ferment la couronne; elles sont ornées de diamans et de pierres de diverses couleurs.

« Un fil de perles, accompagné de deux rangs de petits brillants, sert à rassembler les huit branches, et de base pour la fleur-de-lys qui termine le dessus de la couronne.

1. Le *Mercur*, 1732, novembre, 1<sup>re</sup> partie, p. 218.

2. Cette mention est fautive. Comme on le voit dans le dessin de la couronne, reproduit ici, les pierres en question étaient calibrées l'une sur l'autre, tandis que les pierres dites *Mazarins* ne l'étaient pas. Du reste, en dehors du *Sancy*, les dix-sept autres *Mazarins* étaient presque tous montés avec d'autres, au moment du sacre, soit dans la grande chaîne ou dans les boucles d'oreilles ou les garnitures de boutons.



« Entre ces huit branches, et de l'endroit où elles se réunissent, sortent huit gros diamans en pendeloques, qui forment comme autant de nouvelles branches naissantes, et une espèce de soleil, quand on regarde la couronne à vue d'oiseau.

« Cette fleur-de-lys, qui domine sur toutes les autres, est isolée. La tête est composée d'un diamant en forme de poire nommé *le Sancy*; les bras et traverses sont faits avec seize diamans, adossés et joints ensemble par de petits ornements, pour répondre à l'épaisseur du *Sancy*. La calotte est de satin violet, enrichie de vingt-cinq diamans, liés ensemble par une broderie d'or très légère.

« Cet admirable ouvrage, monté à jour, pesant environ trente-deux onces, a été exécuté sous la conduite et sur les dessins de M. Rondé fils, associé avec M. Rondé son père, pour faire toutes les fournitures de pierreries dont le Roy a besoin, de la même manière qu'ont fait ci-devant les sieurs de Montarsy, père et fils, leurs oncle et cousin, en sorte que depuis plus de soixante-dix ans cette famille est honorée de la confiance du Roy, et chargée des pierreries de la Couronne ».

Cette pièce a été reproduite par la gravure, dont nous donnons ici un fac-similé.

Peu de temps après le sacre de Louis XV eut lieu son mariage avec Marie Leezinska. A cette occasion, la plupart des anciennes parures montées pour le costume du roi furent démontées afin d'être affectées à l'usage de la reine. On exécuta diverses joyaux de femme tels que colliers, girandoles, aigrettes, agrafes, broches, etc.; mais la plus importante des parures fut une couronne plus légère et plus petite que celle du roi. Aucun texte ne nous parle de cette nouvelle couronne; la gravure, cependant, en ayant été conservée, et les tableaux de la reine par Van Loo et Toqué aidant, nous pouvons non seulement la reproduire mais encore la décrire.

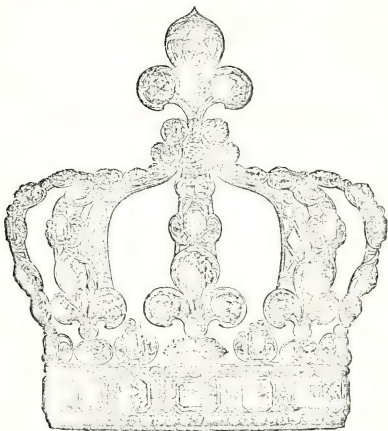
Sa carcasse, en vermeil, « repérée à jour, dit la légende





placée sous l'estampe reproduisant cette couronne, était composée à l'ordinaire du bandeau du cercle des branches ou diadèmes qui la ferment ou du cimier.

« Le bandeau était orné de diamans roses, entre-



COURONNE DE MARIE LESZCZYŃSKA

D'après une gravure de Ch. Duflos.

méléz alternativement de rubis, de saphirs, de topases et d'esmeraudes, lesquels étaient accompagnés chacun de petits ornemens d'argent représentant come une espèce de broderie; deux fils de perles formaient les ourlets du bandeau.

« Le cercle était composé de huit fleurs-de-lis de diamans roses. Entre les fleurs-de-lis il y a de petits agrè-



mens forméz d'une pierre de couleurs, accompagnée de trois diamans.

« Les huit diadèmes, paraissant naître des fleurs-de-lis, et se réunir au cimier, étaient enrichis de diamans et de pierres de couleurs, disposés alternativement comme au bandeau.

« Le cimier était en double fleur-de-lis toute de diamans roses.

« On comptait à cette couronne cent trente-huit diamans et quarante perles de couleur. Elle était haute de huit pouces et pesait environ seize onces.

« Elle fut exécutée sous les ordres de M<sup>r</sup> Rondé, joaillier du Roy, par le S<sup>r</sup> Rondé son neveu. »

Cette couronne fut portée à son mariage par Marie Leczinska, qui avait ce jour-là un grand manteau de velours violet clairsemé de fleurs de lis d'or enrichies de quelques pierreries, une jupe dont le devant était surchargé de diamants, et ses manches couvertes d'agrafes en joaillerie<sup>1</sup>.

La reine dut se conformer à la mode : elle porta des colliers dits *carcans*, montés en diamants généralement appliqués sur un velours serrant le cou. Au centre de l'un d'eux était ordinairement fixé le *Sancy* formant pendoque; le *Régent*, au contraire, servait à l'ornementation de sa coiffure.

Au mariage de Louise-Élisabeth de France, qui eut lieu en 1739 avec l'infant d'Espagne<sup>2</sup>, la reine portait un collier avec le *Sancy* en pendant au centre; lors du premier mariage du dauphin avec Marie-Thérèse d'Espagne, le dauphin porta le *Sancy* à son chapeau, mais Marie Leczinska reentra en possession de ce diamant les fêtes terminées et le porta jusqu'à la fin de ses jours dans les grandes cérémonies où elle était obligée de paraître.

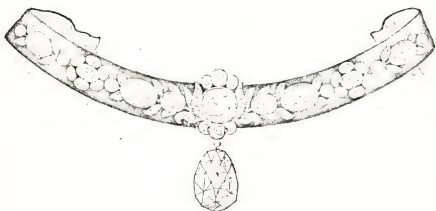
1. Le *Mercur*, 1725, p. 2195.

2. Don Philippe.



Nous avons peu de détails sur les transformations des bijoux de la Couronne sous le règne de Louis XV. Une lettre, adressée le 3 février 1774 par le duc d'Aiguillon au joaillier de la Couronne d'alors, Aubert<sup>1</sup>, démontre que, même si des documents les concernant nous avaient été conservés, nous n'aurions probablement pas pu obtenir beaucoup plus de renseignements, par suite du peu d'ordre observé alors dans la comptabilité.

En effet, Rondé avait été remplacé dans la charge de



COLLIER DE MARIE LECZINSKA, AVEC LE RÉGENT AU CENTRE

D'après un dessin conservé dans la maison Bapst et Falize (ancienne maison Bapst).

joaillier de la Couronne par Jacquemin<sup>2</sup> en 1752; ce dernier garda cette administration jusqu'en 1774, date de sa mort.

1. Aubert (Auge-Joseph) : reçu, comme apprenti, maître-orfèvre le 21 juillet 1762; habita d'abord quai des Orfèvres; reçut le brevet d'orfèvre et de joaillier de la Couronne le 30 mai 1773; reçut le brevet de logement dans les galeries du Louvre le 15 novembre suivant, en remplacement de Jacquemin; était joaillier, mais ne s'occupait pas d'orfèvrerie. Ses papiers, fort considérables, laissés entre les mains d'un sieur Lessonneux, furent confisqués lors de la Révolution et sont encore conservés aux Archives nationales; ils comportent nombre de détails sur son administration. Il avait comme poinçon JA et une étoile. Aubert mourut en 1776. Voir : *Archives de l'Art français*, tome I, p. 202. — Arch. nat., Z. 3063, 3071, 3142 et 3067. — Bachaumont, *Mémoires secrets*, tome VIII, 4 juin.

2. Pierre-André Jacquemin, reçu maître orfèvre, comme fils de maître, le 8 mars 1751; nommé, le 7 janvier 1753, à la place de Rondé, joaillier du roi et garde des diamants de la Couronne. Le 13 mars 1757, il obtint le logement occupé au Louvre par le même sieur Rondé, et le 8 septembre 1765 il y prenait l'appartement de Fr.-Th. Germain, déclaré en faillite. Jacquemin portait le titre de joaillier de la Cou-



C'est à cette occasion que le duc d'Aiguillon, chargé de contrôler son administration, s'aperçut de l'irrégularité des livres, au moins de l'insuffisance de la comptabilité; et dans une lettre adressée à Aubert, lors de sa nomination de joaillier de la Couronne, le duc déclarait que, vu l'impossibilité de retrouver la comptabilité des bijoux confiés à Jacquemin, il prescrivait d'abord un nouveau mode de tenue des livres et ordonnait ensuite une enquête afin de retrouver ce qui pourrait donner des renseignements sur les opérations dont il n'avait point le détail dans les pièces de Jacquemin.

Cette netteté de tenue des livres ne devait pas encore se retrouver sous le règne de Louis XVI; car dans les papiers de la Couronne<sup>1</sup> nous trouvons encore en 1788 une note de Thierry de Ville-d'Avray, écrivant à l'un de nos arrière-grands-pères, nouvellement nommé joaillier de la Couronne, que la comptabilité de ses prédécesseurs était incompréhensible, et lui donnant des modèles d'établissement de livres de comptabilité et d'opérations.

Puisque nous ne pouvons pas retrouver parmi les documents de l'époque les transformations que subirent successivement les bijoux de la Couronne sous Louis XV, nous raconterons premièrement les changements introduits dans le mode de travail appliqué jusqu'alors à la monture des pierres, puis en second lieu nous parlerons des formes et de l'usage des bijoux au dix-huitième siècle, en insistant sur le fait qu'à cette époque la joaillerie française fut la première joaillerie de tous les temps et de tous les pays.

Au dix-huitième siècle, les diamants étaient à peu près

ronne; à sa mort, il fut remplacé par Ange-Joseph Aubert, en 1773. Il laissa une riche collection d'objets d'art qui fut cataloguée et vendue la même année. Son fils Alexis occupa quelques-unes de ses fonctions. Le brevet de sa nomination et de son logement au Louvre est du 8 septembre 1769. Le rôle de capitation de 1772 nous indique que c'était lui qui faisait le plus d'affaires après Jean-Denis Lempereur. Son poinçon portait les lettres P V J et pour devise un cœur. (Arch. nat. Z. 3645, 3115, 3116, 3149 et 3025). — K. 1042. (Rôle de la capit. de 1772 et de 1773); 1090, 1219, 1336, 1689, 2136, 2265, 2390, 2767, 2828. — *Livre rouge*, p. 2. — *Almanach du Dauphin*, 1772-3.

1. Papiers provenant de Thierry de Ville-d'Avray.





montés<sup>1</sup> comme aujourd'hui dans des chatons pleins et avec moins d'épaisseur.

Pour préparer la parure on la modelait en cire sur une petite planchette de bois, la représentant telle qu'elle devait être; on sertissait ensuite sur des chatons des pierres fausses, calibrées sur celles qui étaient destinées à figurer dans la pièce définitive; puis on appliquait chacun de ces chatons à la place qu'il devait occuper sur la cire : on obtenait ainsi l'effet complet de la parure avant de l'avoir commencée. Souvent, on faisait aussi de petits trous dans la planchette, au-dessous de chaque chaton, pour pouvoir les river sur le bois.

Nous avons rencontré plusieurs de ces planchettes, avec le dessin modelé à la cire et la parure en chatons complètement appliquée dessus. Nécessairement c'étaient toujours des objets de composition difficile, tels que bouquets ou pièces de corps, que l'on préparait ainsi<sup>2</sup>.

On mêlait souvent les pierres de couleur aux diamants, et même on peignait quelquefois les brillants de différentes façons. Stras<sup>3</sup>, qui naquit à Strasbourg en 1700, avait même réussi dans ce nouveau genre de peinture. C'était un

1. Voir l'introduction à *l'Inventaire de Marie-Joseph de Saxe*, in-4°, Paris, Imprimerie générale, 1883. — Voir aussi *l'Encyclopédie*, Fontenay, *les Bijoux anciens et modernes*, in-4°, Paris, Quentin, 1887; Pouget, *Traité des pierres précieuses et de la manière de les employer en parure*, in-4°, Paris, 1872; etc.

2. Tout fait supposer que Stras était l'inventeur de cette préparation : d'abord, les pierres d'imitation étaient certainement fournies par lui; ensuite, dans ces planchettes, il y a beaucoup de pierres imitant le diamant coloré, dont il est aussi l'inventeur.

3. Georges-Frédéric Stras, chimiste célèbre, fut d'abord compagnon chez la veuve Prevost, puis reçu maître orfèvre et joaillier privilégié du roi le 15 mai 1734; il donna son nom à la composition qu'il inventa. Stras est cité continuellement dans les Mémoires du temps et dans le *Mercur*; il se retira des affaires en 1752, laissant sa charge de joaillier du roi à son gendre Georges-Michel Bapst; il collectionnait et fit preuve de goût. Ce fut lui qui fit exécuter à Cochin sa première gravure; c'était son enseigne; elle est ainsi décrite par Portalis et Beraldi dans les *Graveurs du dix-huitième siècle* (tome I, 2<sup>e</sup> partie, p. 558, Paris, 1880) : « *Adresse du bijoutier Stras, espèce de cartel dans lequel on voit une Vénus sur le bord de la mer, tenant du corail et des bijoux, accompagnée de tritons, etc., 1735* ». Voici la légende qui accompagne cette gravure : « Stras, marchand joyaillier du Roy, demeurant à Paris, quay des Orfèvres, au duc de Bourgogne, avertit Messieurs les metteurs en œuvre de tous



certain Trochus qui avait inventé les procédés de coloration, et Stras en avait eu connaissance par les demoiselles Goujon, petites-nièces de Trochus.

A l'époque dont nous parlons, la joaillerie venait de subir une révolution profonde tout à son avantage. Les pierres, jusqu'alors montées à fond avec des entourages grossiers d'émail, furent désormais montées à jour et jouèrent naturellement avec plus d'éclat, et le bijou gagna d'autant en légèreté. Nous ne savons pas à qui attribuer cette innovation, mais à coup sûr les deux joailliers de la Couronne, Claude-Dominique Rondé et Jacquemin, et les quatre joailliers du roi, Lempereur<sup>1</sup>, Leblanc<sup>2</sup> Stras

pays, provinces et nations, qu'il possède dans la dernière perfection, le secret de bien faire les feuilles blanches, comme aussi celles de toutes autres couleurs. Peint toutes sortes de pierres très avantageusement égales à celles d'Orient. Vend de la poudre d'or parfaite, et enverra à condition à quiconque souhaitera diamans et autres pierreries précieuses en œuvre et hors d'œuvre en gros et au détail. Le tout à très juste prix. » La seule épreuve de cette enseigne qui ait été connue par MM. E. et J. de Goncourt, est celle que nous possédons; et ils en ont fait la description suivante dans l'étude qu'ils ont publiée sur Cochin, dans la *Gazette des Beaux-Arts* (tome XXIV, p. 249, Paris, 1868) : « Mais c'est seulement en 1735 que Cochin s'annonce par une petite estampe, une Vénus semant le corail et les bijoux dans un encadrement de roseaux et de madrépores, petite figure pour l'adresse de Stras, le marchand joyaillier du Roy, qui promet déjà le dessinateur et l'ornemaniste; planche curieuse pour l'histoire du talent de Cochin : c'est la première gravure qu'il exécute d'après un dessin de sa composition, car le jeune artiste est déjà depuis longtemps un dessinateur. » Ce fut Stras, notre grand-père à la neuvième génération, qui le premier de notre famille reçut le titre de joaillier privilégié du roi. Il mourut en 1770, laissant une grande fortune. Il faisait un commerce considérable de diamants et de pièces de joaillerie. Au moment de sa mort, il ne s'occupait plus de chimie depuis longtemps. Son poinçon portait G F S et une épée couronnée. (Arch. nat. Z. 3026; 1713. T. 1490<sup>10</sup>, fol. 365; 1753. Z. 75; 1734. Z<sup>3</sup>, fol. 113, Z. 258. — *Almanach du Dauphin*, 1772.)

1. Jean-Denis Lempereur, reçu maître orfèvre comme fils de maître, garde comptable en 1714, 1745 et 1776 : faisait, avec Pierre-André Jacquemin, le plus d'affaires en orfèvrerie; était en 1751 conseiller du roi, quartierier de ville, et demeurait Cour-Neuve du Palais; était aussi grand amateur d'œuvres d'art; « avait (dit le catalogue Tallard annoté) un très beau cabinet de dessins, et joignait à son amour de la collection un goût exquis et une grande connaissance »; il demeurait alors, en 1733, rue Vivienne, près de celle des Filles-Saint-Thomas; il signa l'inventaire des joyaux de la Couronne de 1774, et laissa lui-même une belle collection dont le catalogue est encore fort recherché. Son poinçon portait la marque J D L et un monde. (Arch. nat. Z. 3139, 3137, 3139 et 3144; Z<sup>3</sup> 665; K. 1043. — Bachaumont, *Mémoires secrets*, tome I<sup>er</sup>, 1763, mai, 1. — Clément de Ris, *les Amateurs d'autrefois*, p. 328, 340, 365 et 380. — Avait été comptable de 1715 à 1746 (K. 1043).

2. Leblanc père et fils. — Le registre de la paroisse Saint-Gervais nous indique que



et Georges-Michel Bapst<sup>1</sup>, ne durent pas y être étrangers<sup>2</sup>. Tout d'abord on ne portait pas de diadème : on décorait la chevelure par des aigrettes ayant la forme de fusées, de bouquets, de fleurs, de branches ou de nœuds de rubans.

Aux oreilles, on portait des girandoles, c'est-à-dire, comme nous l'avons déjà dit, une pierre montée en chaton à laquelle, par divers motifs, étaient attachées trois pende-loques également sur chaton. La mode n'avait pas changé depuis Louis XIV ; ce ne fut que plus tard, sous Louis XVI, que l'on prit l'habitude de porter des boucles différentes

Leblanc père (Jean-Baptiste), est mort le 17 avril 1763, à l'âge de quarante-cinq ans. Les témoins étaient Jean-Alexandre Leblanc et Pierre-Augustin Leblanc, ses fils, et Pierre-Augustin Bingard, son beau-frère. Sa veuve continua son commerce dans la boutique de son mari, place Baudoyer. J.-B. Leblanc était un artiste habile; Pouget dit, en 1762, dans son livre sur les *Pierres précieuses*, qu'il a dédié à Lempereur, que « la pièce de corps de Mme la dauphine, faite chez M. Leblanc, est peut-être le plus beau morceau que l'on puisse rencontrer en ce genre. » Ce fut lui qui, à l'occasion de la perte d'un diamant de prix, fit découvrir Mme Binet de Boisgiroult, première femme de chambre de la Dauphine, comme auteur des vols qui se commettaient chez elle. (Barbier, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV.*) Son troisième fils, Gaspard-Alphonse, quoique apprenti et compagnon chez son père, et depuis chez sa mère, ne fut reçu maître que le 2 avril 1769. Il fournissait Mme du Barry. M. le baron Pichon possède un reçu de lui ainsi conçu : « Reçu de Mme la comtesse du Barry, la somme de..., pour un cœur qu'il m'a fourni de diamants jaunes (*sic*). » Il rédigea, de concert avec Lempereur et Aubert, l'inventaire des diamants de la Couronne en 1774. Son poinçon portait les lettres G A L et avait pour devise un cœur. Il faisait des fournitures assez considérables à la Couronne. Le 29 février 1776, il livra une parure pour la somme de quinze mille livres, en paiement de laquelle il reçut des pièces inscrites sous différents numéros dans l'inventaire de 1774 des diamants de la Couronne. (Arch. nat. Z. 3135, 3043, 3134, 219, 51, 3022, 3039, 3101, 3072, 117 et 3064. — Caire, *la Science des pierres précieuses appliquée aux arts*, p. 35, in-8°, Paris, 1883. — Pouget, ouvrage cité plus haut, p. 1. — Inventaire de 1774. — Leblanc fut comptable en 1761, K. 1045.)

1. Georges-Michel Bapst, né en 1700, fut reçu orfèvre le 16 décembre 1752, après avoir fait son apprentissage chez son beau-père Stras; il le remplaça cette année même (1752) dans son titre d'orfèvre privilégié du roi; il habitait à cette époque quai des Orfèvres, paroisse Saint-Barthélemy; son loyer annuel était de trois cents livres; il exécuta nombre de parures pour le roi et les princesses et aida à la monture de certaines parures de la Couronne. Son fils, Georges-Frédéric, apprenti chez Jacquemin (brevet du 12 novembre 1761), s'associa successivement avec Aubert, joaillier de la Couronne, Bachmann, orfèvre, et avec Menière, joaillier de la Couronne, en 1789; nous ne connaissons pas la date de sa réception de maître orfèvre; il fut principal bailleur de fonds au moins des derniers associés que nous venons de citer, et il exécuta l'épée de Louis XVI. (Arch. nat. Z. 3047 et 3057; Z. 75 et 99.)

2. Georges-Michel Bapst était mort en 1770.



aux oreilles, et en particulier une seule pendeloque. Quelquefois on remplaçait les chatons par une masse de petites pierres qui en prenait la forme.

Au cou, on avait des colliers dont le milieu était généralement formé d'un grand nœud avec une ou plusieurs pendeloques. Les deux parties qui partaient du centre pour se fermer derrière la nuque s'appelaient des cintres; elles étaient souvent aussi larges que le nœud et pouvaient mesurer deux centimètres. Souvent aussi le motif central du collier supportait un ou deux petits nœuds de pierres, auxquels étaient attachées une ou trois pendeloques.

L'ornementation de la robe était fort compliquée. D'abord sur le corsage, en forme d'un long triangle dont la base était en haut, se plaçait une parure appelée pièce de corps.

C'était une suite de nœuds, plus ou moins gros, selon que leur place était plus ou moins élevée sur le corsage, et qui se mettaient suivant leur taille les uns au-dessus des autres, les plus petits à la ceinture et les plus gros à la bordure de la robe, couvrant ainsi tout le devant du corsage.

Sur les épaules se portaient des nœuds qu'on appelait nœuds d'épaule; souvent ce nœud supportait un gland qui pendait après une boucle de diamant ou bien un simple nœud de pierres.

A la ceinture était une longue suite de pierres qui venait terminer en pointe par devant et qui prenait le nom de tailles. Les tailles formaient quatre pièces séparées : deux destinées à être portées par devant, deux par derrière.

Aux manches, presque toujours en dentelles, se mettaient des pompons composés d'un diamant au centre et de plusieurs diamants autour. La suite de ces pompons s'appelait *crevée*, et ce nom venait de ce qu'au seizième siècle ces pompons se plaçaient à l'extrémité de chaque crevé.

A côté de ces pompons il y avait des boutons de compères, c'est-à-dire les pompons destinés à chamarrer la robe dans tous les endroits que l'on croyait devoir rendre





un peu brillants, et qui existaient par paires et se plaçaient deux à deux.

Les bracelets existaient comme de nos jours : c'était une plaque, souvent un portrait entouré de brillants et attaché à plusieurs rangs de perles; il y avait des bracelets de moindre valeur et plus intimes, faits avec les cheveux de personnes chères.

La robe, avec ses énormes paniers, était soutenue des deux côtés par des agrafes en brillants de différentes formes, mais généralement d'une bande de diamants avec deux crochets aux extrémités. On les appelait trousse-côtés. Une agrafe semblable supportait la queue; elle était plus grande et s'appelait trousse-queue. Les trousse-côtés et les trousse-queues étaient quelquefois aussi en forme de nœud.

C'est ainsi que se composait la suite exacte d'une grande parure. Mais en dehors de ces bijoux existaient toutes les pièces de joaillerie journalière.

La décoration du bonnet consistait d'abord en des *rubans de tête* en diamants que l'on plaçait sur le bonnet; on avait encore des *fontanges* ou nœuds ou des *becs de bonnet*; c'étaient de petits motifs adaptés à l'extrémité de la pointe du bonnet au sommet du front. Dans les grandes toilettes on mettait dans les cheveux des aigrettes ou motifs d'ornementation de diamants souvent réunis par des rangs de perles. Les nœuds de cols et les nœuds de robes de chambre servaient d'agrafes; les boucles de souliers et enfin les châtelines, les nécessaires, les éventails, etc., complétaient la série des bijoux du jour<sup>1</sup>.

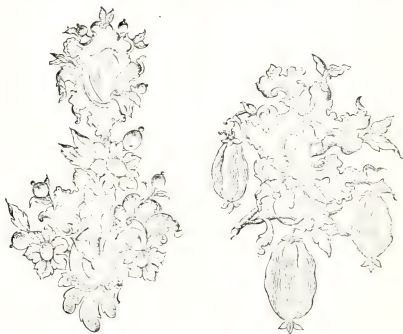
L'Inventaire des bijoux de la Couronne de 1774, en nous ramenant à ces modes, nous apprend que nombre de parures figurant sur l'Inventaire de 1691 existaient encore

1. Quoique cette anecdote n'ait point trait aux diamants de la Couronne, nous la reproduisons. Elle donne des aperçus nouveaux sur les modes du dix-huitième siècle.

a Le Roy passa dans l'appartement de Mme de Mailly; elle était éveillée, mais dans son lit, toute coiffée et la tête pleine de diamants; elle couche toujours ainsi; elle



vers la fin du règne de Louis XV; parmi ces dernières étaient : la grande chaîne comprenant le diamant de la Maison de Guise et douze *Mazarins*; la parure d'habit du roi de cent vingt-trois boutons, dix-neuf fleurons de boutonnières et d'un crochet de chapeau. Les nouveaux bijoux exécutés sous Louis XV étaient surtout pour la



MOTIFS DE JOAILLERIE POUR LA COIFFURE

reine : une parure de pierres de couleur composée d'une épaulette, d'une ceinture, d'un trousse-queue, de trousse-robres et d'un collier; des girandoles de perles de diamants; des rangs de perles, des poires, des coulants et des pendoques de diamants. Le roi s'était fait faire une croix et une plaque du Saint-Esprit en diamants, la fameuse Toison

avait sur son lit la jupe de son habit pour le mariage de Madame, et dans sa chambre un joaillier nommé Lemagnan, qui a beaucoup de pierreries et qui prête des parures valant deux ou trois millions. Il y avait aussi des marchands de parures d'habits que Mme de Mailly avait également fait venir pour la circonstance. » (*Mémoires de Luyves*, août 1739, édition Dussieux et Soulié, tome III, p. 7.)



d'or montée par Jacquemin, comprenant le *Diamant bleu* de Tavernier, la *Côte-de-Bretagne* gravée par Gay, et la plaque du Saint-Esprit montée également par Jacquemin, dont le centre était formé d'une colombe de rubis taillés, débris de l'*A-romain* et de l'*OEuf-de-Naples*.

A ce moment, comme le montrent les dessins que nous reproduisons, la joaillerie était à son apogée pour la monture et l'effet décoratif; sous Louis XVI elle perdit de ses qualités. Si de nos jours elle cherche à se relever, on a le grand tort de s'occuper surtout à pasticher le dix-huitième siècle, tandis que l'on devrait s'attacher à rechercher dans la nature et la forme simple quelque chose de nouveau, de personnel à notre époque et à nos modes.

---



## APPENDICE

### DU CHAPITRE PREMIER

#### I

##### LE RÉGENT, DIT AUSSI DIAMANT DE PITT.

Une société scientifique de Londres, la Hakluyt Society, vient de publier par la plume autorisée de son président, le colonel H. Yule, R. E.<sup>1</sup>, l'histoire du *Régent*, plus connu en Angleterre sous le nom de *Pitt Diamond* ou *Diamant de Pitt*, nom de ce gouverneur anglais en fonction à Madras au commencement du siècle dernier, auquel on doit l'importation en Europe de cette pierre célèbre.

Cette publication contient des documents qui nous font connaître la découverte du *Régent* et son histoire jusqu'à son entrée dans le trésor de la Couronne, c'est-à-dire de 1698 à 1717, les négociations qui précédèrent son achat par le duc d'Orléans, un côté de la situation politique et financière de l'Europe et de la France en particulier à cette époque, puis les susceptibilités qu'éveillèrent à l'étranger, principalement en Angleterre, l'acquisition faite par le régent au nom de Louis XV. On jugera par là de l'admiration générale que causa ce diamant lors de sa première apparition à la cour de France.

Nous extrayons de cette brochure, pour les présenter à nos lecteurs, deux lettres de la correspondance de Thomas Pitt et ses papiers d'affaires, conservés au British Museum, qui nous montrent que, en 1701, le gouverneur mandait déjà de Madras à son représentant à Londres, sir Stephen

1. H. Yule, *The History of the Pitt Diamond*, London, 1888.





Evance, chevalier, de s'occuper du placement du *Régent* en Europe. Voici la lettre qu'il lui écrivait à ce sujet :

« Fort Saint-George, 6 novembre 1701.

« Monsieur,

« La présente accompagne le modèle d'une pierre que j'ai vue dernièrement : elle pèse trois cent trois *mangelius*<sup>1</sup> ou quatre cent vingt-six carats ; elle est d'une excellente eau cristalline, sans aucun défaut ; il y a seulement à une des pointes de la partie plane une ou deux petites glaces qui disparaîtront à la taille, ne se trouvant qu'à la surface de la pierre ; le prix qu'ils en demandent est prodigieux, étant de deux cent mille pagodas<sup>2</sup>, bien que je pense qu'avec cent de moins (cent mille) on pourrait l'acheter. Si elle est destinée à rester d'un seul morceau — je crois qu'elle ne perdra pas plus d'un quart à la taille et qu'elle sera la plus grosse pierre du Mogol — je la prends. Au prorata de la situation des pierres, elle est inestimable. Depuis que je l'ai vue, j'ai pensé à celle de Tavernier, et il n'y aura pas de pierre aussi grosse que celle-ci quand elle sera taillée. J'écris ceci uniquement à vous et à nul autre ; je désire que cela demeure secret et que vous soyez le premier qui, par delà les terres et les mers, m'envoyiez votre opinion sur cette pierre ; car elle est d'une si grande valeur, que je crois qu'il y en a peu ou pas du tout qui puisse l'acheter. Je l'ai mis (le modèle) dans une petite boîte, marquée S. E., que le capitaine vous remettra. Mes cordialités et je suis, Monsieur, votre plus obligé et serviteur.

« T. PITT. »

A cette lettre, sir Stephen Evance lui répondait par celle-ci :

« Londres, 1<sup>er</sup> août 1702.

« J'ai reçu votre lettre avec le modèle d'un gros diamant du poids de quatre cent vingt-six carats, dans laquelle vous détaillez son eau et sa beauté (certainement, on n'a pas encore entendu parler d'une pierre semblable) et dites qu'ils en demandent le prix de deux cent mille pagodas, bien que vous pensiez qu'on pourrait l'acheter pour moins de cent mille. Nous venons d'entrer dans une période belliqueuse ; le roi de France a les bras et les jambes liés ; il ne peut donc pas acheter une telle pierre. Il n'y a pas de

1. *Mangelius* ou *mangelin* : mesure indienne en usage pour les pierreries, variant entre un carat un quart et un carat trois quarts.

2. Monnaie divisionnaire indienne : équivalant environ, selon le cours, à huit shillings, soit douze francs quatre-vingts, le shilling valant alors, pour cette époque, un franc soixante.



prince en Europe qui puisse l'acheter. Par conséquent, je vous conseille de ne prendre aucun engagement, vu que le fort intérêt annuel produirait une grosse somme d'argent immobilisée, comme pour les diamants reçus par *the Duchess*, que je n'ai pu vendre huit shillings le pagoda<sup>1</sup>. M. Alvarez [da Fonseca] me dit qu'il a reçu quelques diamants, six shillings le pagoda, ce qui n'est guère encourageant pour l'importation des diamants. »

Par ce qui précède, on peut voir que si les Indiens estimaient déjà le *Régent* à sa juste valeur, Pitt ne l'appréciait pas moins; aussi chargeait-il son fils Robert d'apporter le précieux joyau en Angleterre. Le *Loyal Cook*, parti de Madras le 10 octobre 1702, amena le fils de Pitt et le *Régent* en Europe.

Après ces deux lettres, nous reproduisons quelques pièces publiées dans la brochure du colonel Yule, qu'il nous a paru utile de faire connaître pour l'histoire du *Régent*.

D'abord une lettre adressée à un certain M. Urban, et publiée autrefois dans le *the Gentleman's Magazine*<sup>2</sup> :

« Monsieur,

« Dans le *Journal des Sçavans* de juillet 1774, p. 553, se trouve un extrait d'une lettre d'un missionnaire français, avec ce singulier passage :

« L'un des principaux diamants de la Couronne de France, acheté d'un Anglais, était un des yeux du Jagrenat, fameuse idole placée dans la pagode de Chandernagor, au Bengale; cette divinité a depuis conservé son œil unique, malgré tous les efforts des Français pour l'aveugler entièrement, parce qu'elle a été mieux gardée.

« Cette version diffère, je crois, de celle, la plus communément répandue sur ce diamant, par laquelle il aurait été apporté de son lieu d'origine, caché dans une blessure qu'un esclave s'était faite à la jambe. Dans quel état était ce diamant lorsqu'il arriva entre les mains de M. Pitt? S'il était brut et pas taillé, le sacrilège supposé n'est pas douteux pour moi; car j'imagine qu'un diamant à l'état naturel n'aurait pas fait une plus brillante figure au milieu du visage de Jagrenat qu'une pièce d'alun.

« J. C. »

Le colonel Yule rapporte ensuite, d'après le joaillier Streeter, une anecdote dont nous n'affirmons pas l'authenticité<sup>3</sup>.

1. Ce passage démontre que dans ce temps-là les fonctionnaires de Sa Majesté britannique savaient heureusement concilier leurs intérêts personnels avec ceux de leur pays.

2. *The Gentleman's Magazine*, vol. XLVI, p. 64, London, 1776.

3. *Precious Stones and Gems*, p. 118, London, 1777.



« On dit que Pitt a obtenu la pierre de Golconde dans l'année 1700. Elle provenait des mines de Parkal, situées à quarante-cinq milles de Golconde. Elle fut trouvée par un esclave qui, pour la cacher, se blessa à la cheville et dissimula la pierre sous le bandage. A la longue il fit part de sa découverte à un matelot, auquel il promit la pierre s'il voulait lui assurer sa liberté. Le matelot introduisit l'esclave à bord, lui prit le diamant et jeta l'esclave à la mer. Le meurtrier vendit le diamant mille livres sterling (trente-deux mille francs<sup>1</sup>) à Pitt, les dépensa promptement dans des excès de tous genres, et de meurtrier devint un suicidé. »

Cette dernière version paraît avoir été la plus accréditée à cette époque, grâce surtout aux ennemis de Pitt qui n'allèrent rien moins jusqu'à l'accuser de complicité morale avec le matelot dans ce meurtre de l'esclave. Devant une telle accusation, Pitt publia une déclaration datée de Bergen, le 29 juillet 1710, par laquelle il affirme avoir acheté le *Régent*, de 1700 à 1701, du plus fort marchand de diamants du Mogol, nommé Jaurchund. Celui-ci demandait deux cent mille pagodas de la pierre; Pitt en offrit d'abord trente mille et monta jusqu'à quarante-huit mille pagodas, soit six cent quatorze mille quatre cents francs, somme à laquelle aurait été conclu le marché, passé régulièrement par un acte de vente signé de deux parties contractantes et de deux témoins indigènes.

Voici maintenant une note manuscrite de Philippe, deuxième comte Stanhope et petit-fils de Pitt, qui nous donne des détails circonstanciés sur la vente du *Régent* au duc d'Orléans.

« Diamant vendu en 1717 pour deux millions de livres<sup>2</sup>. Avant son envoi en France, quarante mille livres sterling avaient été déposées en Angleterre comme acompte sur le montant du prix du diamant. Sur cette somme payée d'avance, cinq mille livres sterling étaient allouées à mon grand-père pour le dédommager de ses frais de déplacement, dans le cas où la vente n'aurait pas eu lieu.

« Il fut taillé par Harris et non par Van Hufin. La taille coûta six mille livres sterling. Les débris furent évalués à dix mille livres sterling, bien que tous n'aient pas été vendus. C'est mon grand-père qui l'apporta à Calais; il était accompagné de ses deux fils, lord Londonderry et M. John Pitt, et de son gendre, M. Cholmondeley. Là, il se rencontra avec un joaillier du roi chargé d'examiner et de recevoir le diamant, et de remettre en échange je crois quelques boîtes de joyaux de la Couronne

1. La livre sterling avait alors une valeur relative de trente-deux francs.

2. Par livres, il faut entendre livres françaises.



de France, comme garantie du paiement du surplus de la somme déposée, paiement qui fut divisé en trois échéances.

« Après la taille, le diamant pesait cent vingt-huit carats.

« Le surplus de la somme déposée n'a jamais été payé, — ajoute lady Stanhope, qui a bien voulu nous communiquer ce document historique ; — et lorsque les enfants du gouverneur Pitt le réclamèrent au gouvernement français, la dette fut parfaitement reconnue, mais on opposa un refus de paiement basé sur l'impossibilité de revenir sur les affaires passées du temps du régent. »

Nous ne chercherons pas à réfuter ici cette assertion de Lady Stanhope, que nous avons tout lieu de croire peu fondée ; et nous terminerons en citant le passage d'une lettre que Pitt adressait en 1707 à Alvarez da Fonseca, mentionné plus haut.

« Je ne veux pas m'en séparer [du *Régent*], dit-il, à moins de quinze cents livres sterling le carat, ce qui n'est pas plus cher, j'en suis sûr, qu'une tranche de bœuf ; car dès qu'un potentat l'aura acheté, il vaudra le lendemain un million de livres sterling. »

Pitt prophétisait juste : peu de temps après son acquisition par le duc d'Orléans, le *Régent* était estimé douze millions de francs après avoir été payé seulement le quart de ce prix.

Nous remercions ici vivement M. le colonel H. Yule de l'envoi de sa brochure avant sa publication et de nous avoir mis ainsi à même de connaître un des premiers le résultat de ses recherches sur le *Régent* en Angleterre et de pouvoir en faire profiter nos lecteurs.

---





## CHAPITRE II

Louis XVI. — Marie-Antoinette. — Goûts simples de la reine. — Simplification des parures. — Histoire du collier de la reine. — Taille des diamants de la Couronne — La parure rubis de la Couronne donnée à la reine.

Sous ce règne, qui semble être une époque d'attente et de recueillement précédant de grands événements longtemps attendus, les diamants de la Couronne sont relégués au second plan. Les guerres, peu nombreuses, n'exigent pas leur mise en gage, et les cérémonies ne les voient plus si fréquemment. Avec l'arrivée de Marie-Antoinette, la pompe de l'étiquette de la cour semble céder le pas à la simplicité; les fêtes de Louis XIV et de Louis XV sont remplacées par des réunions presque intimes : le hameau de Trianon a supplanté la grande galerie des Glaces du château de Versailles.

Marie-Antoinette n'aime pas les lourdes parures; elle répond au joaillier Bœhmer, qui lui propose le fameux collier connu plus tard sous le nom de *Collier de la Reine*, que *la France a plutôt besoin d'un vaisseau que d'une parure de diamants*.

Dans le portrait longtemps attribué à Roslin le Suédois, et que Henri Bouchot<sup>1</sup> vient de restituer à Mme Vigée-Lebrun, la reine, en grand costume de cour, ne porte pas de collier; sa robe n'a pas davantage de ces énormes broches qui composaient le devant du corsage de Marie Leczinska; les girandoles à trois pendeloques s'amincis-

1. Bouchot, *les Lettres et les Arts*.



sent; et elle n'a d'autres boucles d'oreilles que deux poires attachées à un chaton.

Les aigrettes ou les motifs ornementaux, tels que nous les avons vus sous le règne précédent, continuent à se placer dans les cheveux. Les bracelets se multiplient : ce sont généralement des plaques, composées d'une pierre



BOUQUET ENLÉGUÉ PAR G.-F. BAPST EN 1788 POUR LA REINE<sup>1</sup>.

Collection de dessins de la maison Bapst et Falize.

de couleur entourée de diamants, fixés sur le dessus du bras par des fils de perles. On fait grand usage de bouquets au corsage dans les réunions intimes, et aux doigts on met des bagues assez volumineuses qui prennent le nom de « bagues marquises ».

En guise de broches, les chiffres en diamants entrelacés sont à la mode : le tout encadré de guirlandes de lau-

1. Arch. nat., O<sup>1</sup> 3359.



rier, avec des nœuds de rubans en haut et en bas, et formés de petits diamants et de roses.

C'est le type des bijoux Louis XVI.

Un médaillon de ce genre, au chiffre du roi et exécuté par G.-F. Bapst pour Marie-Antoinette, apparut pour la première fois à l'exposition du Salon de correspondance, en 1779<sup>1</sup>.

Contrairement à l'exemple donné par la reine, quelques dames de la cour continuèrent à s'orner les épaules; elles mettaient des berthes ou plastrons qui pendaient sur la poitrine et dépassaient la bordure du corsage; le type de ces berthes, qui s'adaptaient au cou par des nœuds de rubans et pendaient en guirlandes sur la poitrine, fut le collier dit *Collier de la Reine*.

Le diadème ne doit apparaître que plus tard, vers 1788, et il n'est composé de diamants qu'au commencement du dix-neuvième siècle; jusque-là on le monte en or ciselé, quelquefois avec des camées.

La joaillerie perd dans ses montures la simplicité des lignes; les parures n'ont plus pour but de présenter les pierres dans leur éclat; la pierre est considérée comme une matière qui sert d'instrument pour obtenir un motif ornemental. C'est l'opposé du but de la joaillerie. La joaillerie doit servir à mettre la pierre en valeur; la monture n'est qu'un cadre qui présente sous les feux des rayons de la lumière la pierre précieuse, qui est l'objet à voir.

Dès le commencement du règne, Louis XVI donna à Marie-Antoinette deux girandoles composées de deux poires en brillants, pendant à quatre diamants formant attache. Elle porta constamment ces girandoles à ses oreilles<sup>2</sup>.

Pour répondre à ces goûts de simplicité générale, de sen-

1. Expositions du Salon de Correspondance : *Nouvelles de la République des Arts et des Sciences*, par Poin de la Blancherie.

2. « Ce fut à ce premier voyage de Marly que parut à la cour le joaillier Behmer, dont l'ineptie et la cupidité amenèrent, dans la suite, l'événement qui porta l'atteinte la plus funeste au bonheur et à la gloire de Marie-Antoinette. Cet homme avait réuni



timentalité, que la nouvelle Héloïse mettait à la mode, presque toutes les parures de femme du Trésor furent démontées, et les pierres sur papier servirent pour les fêtes avec une monture provisoire faite au pied levé pour orner les vêtements de la reine.

On le voit, les objets de joaillerie disparaissaient; les riches ornements n'existaient plus; les grosses pierres de la Couronne, telles que le *Régent*, le *Sancy*, les *Mazarins*, étaient posées négligemment soit au milieu d'une aigrette de plumes de héron, soit comme des gouttes d'eau sur des guirlandes de fleurs.

Les parures d'homme subsistent au contraire; Louis XVI les fait même augmenter.

Les deux principales parures du roi sont la parure blanche et la parure de couleur. Dans la parure blanche est une Toison d'or en brillants, estimée quatre cent treize mille livres; une plaque du Saint-Esprit avec fleurs de lis, estimée trois cent vingt-quatre mille livres; et la croix de cordon du même ordre, deux cent mille livres. Dans la parure de couleur est la Toison d'or avec la *Côte-de-Bretagne*, estimée à elle seule près de quatre millions; une épaulette de plusieurs centaines de mille livres et enfin une épée montée en 1784.

à grands frais six diamants, en forme de poires, d'une grosseur prodigieuse: ils étaient parfaitement égaux et de la plus belle eau. Ces boucles d'oreilles avaient été destinées à la comtesse du Barry avant la mort de Louis XV.

« Böhmer, recommandé par plusieurs personnes de la cour, vint présenter son échin à la reine: il demandait quatre cent mille francs de cet objet. La jeune princesse ne put résister au désir de l'acheter; et le roi venant de porter à cent mille écus par an les fonds de la cassette de la reine, qui sous le règne précédent n'était que de deux cent mille livres, elle voulut faire cette acquisition sur ses économies et ne point grever le trésor royal du paiement d'un objet de pure fantaisie. Elle proposa à Böhmer de retirer les deux boutons qui formaient le haut des deux girandoles, pour les remplacer par deux de ses diamants. Il y consentit, et réduisit les girandoles à trois cent soixante mille francs, dont le paiement fut réparti en différentes sommes et acquitté en quatre ou cinq années par la première femme de la reine, chargée des fonds de sa cassette. Je n'ai omis aucun détail sur cette première acquisition, les croyant très propres à jeter un vrai jour sur l'événement trop fameux du collier, arrivé vers la fin du règne de Marie-Antoinette. » (*Mémoires de Mme Campan*, édition Barrière, p. 95, Didot, Paris, 1879.)





Cette épée, qui est un chef-d'œuvre de travail pour l'époque, fut composée de grandes roses et de plusieurs diamants. Dans l'idée première du roi, elle avait été commandée pour permettre l'emploi des roses du trésor de la Couronne, qui jusqu'à présent n'avaient point eu de destination. Un joaillier célèbre alors à Paris, le sieur Brevet, fut chargé de la dessiner et de la faire monter par G.-F. Bapst<sup>1</sup>.

Cette épée, avec tous les bijoux de la Couronne, devait être volée en 1792; mais, comme nous le verrons plus loin, elle eut dans le vol un rôle tout particulier, qui la distingua des autres joyaux<sup>2</sup>.

Le règne de Louis XVI n'est plus marqué que par deux faits importants concernant les diamants de la Couronne.

Le premier a trait à la taille des diamants, le second à la donation d'une parure de la Couronne à la reine.

Dès 1784, l'administration des diamants de la Couronne, qui relevait du trésor royal depuis Colbert et se trouvait sous la haute direction du ministre de la Maison du roi, fut rattachée à cette date au service du Garde-meuble, dont le garde général était alors Thierry de Ville-d'Avray. Ce dernier décida que le joaillier de la Couronne serait chargé des estimations, des propositions de modifications et de la surveillance des montures; mais qu'il ne devrait plus ni exécuter ces montures, ni fournir les pierres : en un mot, les avantages de la charge disparaissaient entièrement<sup>3</sup>.

Aubert, qui était alors joaillier de la Couronne et associé avec deux négociants, Tourtaux de Septeuil et G.-F. Bapst<sup>4</sup>, ne voulut pas accepter cette diminution de situation qui faisait de lui un simple employé; il voulut conserver ses prérogatives; mais, ayant reconnu que la lutte était impossible avec Thierry de Ville-d'Avray, il renouça à sa charge

1. Arch. nat. O<sup>1</sup> 3559.

2. On verra au chapitre suivant, à l'histoire du vol, la reproduction de cette épée.

3. Arch. nat., O<sup>1</sup> 3559.

4. Arch. nat., Papiers de Lessonneux, confisqués en 1793 (28 registres).



en faveur de Böhmer et de Bossange, dont les noms devaient rester célèbres dans l'affaire du *Collier de la Reine*.

A ce propos, on croit généralement que ce collier a quelque rapport avec les bijoux de la Couronne; nous esquisserons en deux mots les faits, et l'on verra que le *Collier de la Reine* n'a jamais fait partie du trésor de l'État.

Böhmer, avant d'être joaillier de la Couronne, avait employé la plus grande partie de sa fortune (une somme de seize cent mille livres) à composer un collier-berthe qu'il présenta à la reine à plusieurs reprises, mais qui fut toujours refusé.

Une intrigante, Mme de la Motte, parvint à abuser le joaillier et à lui persuader que le collier si souvent refusé était enfin agréé, et elle se le fit livrer comme représentant Marie-Antoinette. Aussitôt en possession du joyau, elle fit casser et disparaître les pierres, qui furent probablement vendues en Angleterre. Pour arriver à persuader à Böhmer que la reine achetait le collier, Mme de la Motte s'était servie du cardinal de Rohan, qui joua dans toute cette affaire un rôle de dupe ou d'escroc qu'on ne saura probablement jamais distinguer.

Lorsque Böhmer fit demander à la reine le payement du collier, on fut aussi étonné de sa demande que lui le fut de l'étonnement avec lequel on le reçut. Mais la vérité se découvrit bientôt. Un procès retentissant eut lieu, et, entraînés par un courant politique, les magistrats acquittèrent le cardinal de Rohan par un arrêt que l'histoire impartiale a considéré comme inique<sup>1</sup>.

A la suite de ce fait, Böhmer et Bossange, ruinés, durent vendre leur charge de joaillier de la Couronne, que Paul-Nicolas Ménière acheta à la fin de 1788<sup>2</sup>.

1. Campardon, chef de section aux Archives nationales, *Marie-Antoinette et le Procès du Collier*, Paris, Plon, 1863.

2. Paul-Nicolas Ménière, d'une famille d'orfèvres du dix-huitième siècle, était fils de Nicolas Ménière, qui, après avoir longtemps exercé en province, avait été reçu maître orfèvre à Paris en 1765 à titre privilégié, par arrêt du conseil. Deux des frères



Ménière était depuis longtemps au courant des opérations des diamants de la Couronne. Durant la gestion de Bœhmer et de Bossange, il avait été envoyé en Hollande pour surveiller la taille des diamants du Trésor ; car, sur un rapport de Thierry de Ville-d'Avray, la retaille de la plupart des pierres avait été décidée. Voici comment les faits s'étaient passés<sup>1</sup>.

En 1784, il avait été reconnu que la taille des diamants qui remontait à un siècle et demi était très inférieure à celle que l'on pratiquait ; aussi avait-on décidé la mise à la meule des pierres du Trésor.

Tout d'abord on consulta Ménière, puis un amateur de pierres précieuses nommé Daugny. Sur leur proposition, on confia à des lapidaires français le soin de reprendre quelques pierres ; mais Thierry de Ville-d'Avray, jaloux de son autorité, ne crut pas devoir accepter cette solution. Il fit un rapport au conseil du roi dans lequel il déclarait que les lapidaires français travaillaient moins bien que les lapidaires hollandais, et qu'il était préférable de confier la taille des diamants à des maisons d'Anvers ou d'Amsterdam.

Cette opération de taille était une œuvre considérable, qui allait coûter cher. En agissant comme il le faisait, Thierry

de Paul-Nicolas, Paul-Toussaint et Jean-Nicolas, étaient aussi orfèvres ; l'un reçu en 1770, l'autre en 1775. Paul-Nicolas fut reçu par arrêt de la Cour des monnaies le 18 janvier 1775. Il avait comme poinçon : P N M, et une pomme de pin. Il habitait rue Mauconseil. Il épousa la fille de son confrère l'orfèvre Lisonnet. Assez adroit, il réussit promptement à se faire valoir dans les bureaux de la maison du roi et fut bientôt chargé de nombreuses commandes, particulièrement, comme nous le verrons, de la taille des diamants envoyés en Hollande. En 1788, après les affaires du collier de la reine, il fut nommé joaillier de la Couronne. Sous la Révolution, il fut incarcéré à plusieurs reprises, puis délivré en thermidor. Il fut alors chargé de missions diplomatiques auprès du sultan ; tenu à l'écart sous l'Empire, il reprit sa charge de joaillier de la Couronne en 1814 et mourut en 1821. Il s'était associé en 1796 avec Jacques-Hébraud Bapst, qui épousa sa fille unique l'année suivante. — Les cotes des papiers des Archives nationales et du Ministère des affaires étrangères, concernant Ménière, sont beaucoup trop nombreuses pour être citées ici. Ses papiers et ses dessins sont encore notre propriété et sont conservés dans la maison Bapst et Falize.

1. Tous les détails qui suivent nous ont été fournis par les documents conservés aux Archives nationales : O<sup>1</sup> 3359 (carton), dans les 6 registres O<sup>1</sup>, de 3360 à 3365, et le carton KK, 369, et dans les papiers de commerce de la maison Bapst et Falize.



de Ville-d'Avray non seulement indisposait les industriels français, qui réclamaient, mais il lésait encore les intérêts du pays. Outre qu'il n'est pas prouvé que nos lapidaires fussent de beaucoup inférieurs à ceux de la Hollande, le travail était de nature à développer les talents de nos nationaux, et partant cette industrie en France. Il eût même été préférable de créer des établissements de taillerie chez nous; cette industrie, naissante sur les bords du Zuyderzée, se serait peut-être créée en France, elle aurait pu y devenir florissante et donner à la longue une source de revenus et de prospérité qui devait passer à l'étranger.

La taille s'opéra en Hollande, et en 1788 les pierres étaient rentrées au Garde-meuble.

La valeur du Trésor fut augmentée de la taille des pierres: mais, d'un autre côté, le Trésor fut diminué d'une parure de brillants et de rubis d'Orient, composée d'un collier, d'une paire de boucles d'oreilles avec pendeloques et petits nœuds, de guirlandes pour la tête, et de quatre pompons<sup>1</sup>.

Ce joyau fut porté au commencement du règne par la reine, à qui il plaisait beaucoup, et bientôt elle voulut lui donner plus d'importance et le fit augmenter de diamants et de rubis qui lui appartenaient en propre; alors on ne put plus distinguer dans cette parure les pierres de l'État des pierres de la reine. On se rendit ainsi compte du fait lorsqu'on voulut en faire le récolement. On en prévint Marie-Antoinette, qui alors demanda au roi que la propriété des bijoux, tels qu'ils se trouvaient montés, lui fût accordée. Louis XVI céda à son désir; et cette cession fut régulièrement reconnue par un bon du roi enregistré au conseil en date du 13 mars 1785 et de nouveau ratifié par un second arrêt rendu en 1788.

Les pierres de cette parure de Marie-Antoinette, à en croire le *Catalogue officiel*<sup>2</sup> de la Schatzkammer de

1. Inventaire de 1774, n° 38.

2. *Katalog der Sammlungen der Schatzkammer*, vitrine XXII, de 27 à 31, p. 150 Vienne, 1880.





Vienne, subsisteraient encore. La parure, telle qu'elle a été donnée à Marie-Antoinette, aurait été emportée par sa fille, alors Mme Charlotte de France, lorsqu'elle fut échangée contre les conventionnels prisonniers en Autriche. François II l'aurait achetée de cette princesse, et elle serait restée intacte jusqu'en 1858; elle aurait été cassée à cette date : ses pierres auraient servi à monter la parure actuelle pour le mariage de l'empereur d'Autriche, et cataloguée sous le numéro 27 dans l'inventaire de la Schatzkammer.

Pour notre part, nous n'admettons pas cette version. Il nous paraît impossible que Mme Charlotte de France ait eu entre les mains la parure de rubis de sa mère.

Lorsque le roi et la reine entrèrent au Temple, on les fouilla, ainsi que leurs enfants, et c'est à peine si on leur laissa les objets indispensables. Il aurait fallu que Mme Charlotte reçût cette parure lors de son échange, en 1796 : fait encore plus improbable.

A ce moment, la République faisait argent de tous les bijoux qu'elle avait sous la main, même de ceux qui ne lui appartenaient pas, comme les diamants du roi de Sardaigne. Comment donc admettre qu'on se fût ainsi dégarni d'un objet dont la mise en gage ou la vente aurait procuré plusieurs millions en assignats ?

On voit que le fait est au moins improbable.

Au moment où cette parure de rubis était donnée à Marie-Antoinette, le Trésor était encore diminué de quelques petites pierres, d'une valeur de cent mille livres, données en paiement à des joailliers pour des fournitures déjà anciennes. Malgré cette diminution, en 1789, à la veille de la Révolution, le Trésor était estimé à quatorze millions neuf cent quatre-vingt-six mille cent quatre-vingt-huit livres.

Le *Régent* n'était compté dans ces chiffres que pour six millions.

1. On verra plus loin, dans les chapitres consacrés à l'histoire de nos bijoux durant la Révolution, que les comités de la Convention, et plus tard le Directoire, firent argent de tous les objets de l'État et même de ceux confisqués ou saisis à des tiers.



Avec l'année 1789, l'Assemblée constituante eut à créer l'édifice politique et social de la France. Parmi les nombreuses institutions dont elle dota notre pays, il faut comprendre ce que l'on appela depuis la dotation de la Couronne ou liste civile. En vertu des lois qu'elle rédigea, le roi n'avait plus la libre disposition des biens de l'État : ces biens appartenaient à la nation, le roi n'en avait que l'usufruit, et une dotation fixe lui était fournie annuellement; l'Assemblée consacrait ainsi le principe de la fondation du trésor de la Couronne par François I<sup>er</sup>, puisque ce trésor était inaliénable et que les rois ne pouvaient qu'en avoir l'usufruit sans droit d'aliénation.

L'administration des diamants de la Couronne fut donc peu modifiée; néanmoins le dépôt en fut ordonné au Garde-meuble de la Couronne, sous la surveillance d'un fonctionnaire relevant du ministre de l'intérieur.

Le roi et la reine en gardèrent une partie durant les années 1789, 1790 et 1791, mais bientôt les événements se précipitant, Louis XVI et Marie-Antoinette renvoyèrent les derniers bijoux qu'ils avaient encore, et lors de la réunion de l'Assemblée législative tous les diamants étaient rentrés au Garde-meuble. C'est là qu'aux derniers jours de cette assemblée tous les diamants réunis furent volés. Le récit de ce vol, qui est demeuré un des problèmes d'histoire les plus souvent posés et restés encore sans solution, tient du roman par l'in vraisemblance et l'intérêt.

Raconter le vol, suivre les objets volés et les voleurs dans leurs péripéties, telle sera la suite de ce récit.

Nous verrons ensuite comment ceux des joyaux retrouvés par la nation vinrent fournir leur contingent à la gloire immortelle que devait donner à la France cette épopée de vingt-cinq années de victoires, unique dans l'histoire du monde.



## APPENDICE

### DU CHAPITRE II

---

Nous ne publions ici que le sommaire de l'inventaire de 1774, sa reproduction intégrale étant trop longue. Un grand nombre de ces pierres sont détaillées tout au long dans l'inventaire de 1691 au chapitre précédent.

---

#### I

#### INVENTAIRE DE 1774.

ARTICLE PREMIER. — Un superbe diamant appelé « le Régent », de forme carrée, les coins arrondis, blanc, ayant une petite glace dans le filletis et une autre au coin dans le dessous, pesant cinq cent quarante-six grains et estimé six millions. Cette pierre n'existait pas à l'inventaire de 1691; elle a été achetée en Angleterre le 14 juin 1710.

Le « Sancy », le « diamant bleu » et le « grand saphir ». Voir l'inventaire de 1691, chapitre premier.

ART. 2. — Une grande chaîne de quarante-cinq diamants. (Chap. 2 de l'inventaire de 1691, seulement il en manque deux, les numéros 31 et 35.)

ART. 3. — Une parure de diamans composée de cent vingt boutons de justaucorps, au lieu de cent vingt-trois existant en 1691; les diamans portant les numéros 21, 49 et 62 manquent. (Voir chap. 3 de l'inventaire de 1691.)

ART. 4. — Vingt fleurons de boutonnières composés chacun de trois



diamants; seulement il manque le diamant du milieu, au numéro 20 et deux autres au numéro 18, ce qui réduit le nombre des fleurons de boutonnières à dix-neuf. (Chap. 3 de l'inventaire de 1691.)

ART. 5. — Cent huit boutons de veste en diamans. Il n'y en avait que quarante-huit à l'inventaire de 1691, chap. 3.

ART. 6. — Un crochet de chapeau composé de 7 diamans. (Chap. de l'inventaire de 1691.)

ART. 7. — Divers articles en pierres de couleur et diamans, fleurons, bagues, girandoles, entrés sous le règne de Louis XV.

ART. 8. — Une parure de pierres de couleur consistant en épaulettes et ceinture pour le Roi, et trousse-queue, trousse-ropes et collier pour la Reine. Ces objets montés sous le règne de Louis XV.

ART. 9. — Un crochet de chapeau composé de onze diamans et sept perles. (Chap. 6 de l'inventaire de 1691.)

ART. 10. — Une paire de boucles d'oreilles de deux perles, sept grands fleurons, quatorze plus petits et cent vingt-huit boutonnières de perles et diamans.

ART. 11. — Une paire de girandoles en perles et diamans.

ART. 12. — Un collier avec pendeloque et trèfle en perles et roses. Ces trois dernières parures montées sous le règne de Louis XV.

ART. 13. — Un rang de vingt et une perles, un de vingt-cinq perles et une belle perle ronde de vingt-sept karats. (Chap. 7 de l'inventaire de 1691.)

ART. 14. — Neuf diamans en poire et une aigrette composée de neuf poires. Deux de ces diamants en poire pesant quarante et un karats formaient, au chapitre 8 de l'inventaire de 1691, une paire de pendants d'oreilles.

ART. 15. — Un coulant d'un brillant jaune avec sa pendeloque.

ART. 16. — Un gros diamant, deux bouts de collier en brillants, trois morceaux de petits diamans, deux bagues en diamant, une pendeloque d'un diamant et une croix de cinq diamans.

ART. 17. — Épaulette composée de douze diamans roses.

ART. 18. — Une toison d'or en diamans et pierres de couleur.





ART. 19. — Une autre toison d'or composée de quatre grands diamans, de huit moyens et de plusieurs menus diamans.

ART. 20. — Une croix du Saint-Esprit composée de dix-huit diamans et de nombreux petits brillants et roses.

ART. 21. — Une plaque du Saint-Esprit composée de dix-huit diamans et de nombreux brillants.

ART. 22. — Une croix du Saint-Esprit du cordon assortissant à la plaque ci-dessus.

ART. 23. — Une épaulette composée de diamans et de rubis.

ART. 24. — Une parure en brillants et rubis (collier, boucles d'oreilles, pendeloques, guirlandes et pompons). Ces derniers objets montés sous Louis XV.

---



## LIVRE VIII

### LE VOL DU GARDE-MEUBLE<sup>1</sup>

#### CHAPITRE PREMIER

Les historiens et le vol du Garde-meuble; les accusations réciproques  
des partis.

Le vol du Garde-meuble est encore un fait obscur de la Révolution, que les partis se sont successivement reproché, jusqu'au moment de leur chute, et dont les historiens ont cherché, sans succès jusqu'à présent, à pénétrer le mystère.

Il eût été cependant facile, à l'époque du vol, de découvrir la vérité et de présenter les faits tels qu'ils s'étaient passés.

Mais les hommes politiques de 1792 avaient d'autres préoccupations. Ce qu'ils cherchaient avant tout, c'était un moyen d'écraser leurs adversaires, et, pour atteindre ce but, tout leur était bon.

A peine le vol du Garde-meuble fut-il commis, que

1. Le vol du Garde-meuble a été l'objet de deux études : la première traitée d'une façon humoristique par Charles Monselet dans son *Étude sur le Tribunal révolutionnaire* ; la seconde, d'une façon plus sérieuse, par M. Drumont dans la *Revue de la Révolution*. Mais dans ces deux publications le vol en lui-même est moins étudié que les procès qui en résultèrent.



chaque parti s'empressa d'exploiter cet événement à son profit; chacun en rejetait la responsabilité sur un autre, afin de le discréditer et de le faire tomber sous le mépris public.

Tandis que les documents impartiaux, preuves matérielles des faits, demeuraient ignorés, ou plutôt étaient systématiquement laissés dans l'ombre par ceux-là mêmes qui les connaissaient, les discours, pamphlets, articles de sectaires, se multipliaient et faisaient grand bruit.

Lorsque plus tard les historiens de la Révolution voulurent présenter les faits, ils ne connurent point les pièces délaissées, et n'eurent entre les mains que des écrits passionnés et par conséquent erronés, dont les contradictions les empêchèrent de retracer les événements.

Reprenant l'œuvre des historiens, nous commencerons par reproduire les accusations réciproques des contemporains, et, pour y répondre, nous les ferons suivre de l'exposé des faits tels que ces documents, encore ignorés aujourd'hui, les font ressortir avec tout l'éclat de la vérité et de l'impartialité.

Si l'on en croit Mme Roland, c'est Danton et Fabre d'Églantine qu'il faut accuser. Au dire de Fabre d'Églantine, les Girondins furent les véritables voleurs. Marat accuse les aristocrates. L'accusateur public du Tribunal révolutionnaire veut y reconnaître la main royale de Marie-Antoinette. Enfin une légende a fait voir dans ce vol un acte de gouvernement, dont le but était d'obtenir, en la payant, la retraite de Brunswick.

Mme Roland s'exprime ainsi : « J'ai reçu ce matin chez moi un des voleurs du Garde-meuble qui venait voir s'il n'était pas soupçonné. — Qui donc? — Fabre d'Églantine! — Un coup si hardi ne peut être que l'ouvrage de l'audacieux Danton. J'ignore si cette vérité sera mathématiquement prouvée, mais je la sens vivement, et Fabre n'est



venu faire que le rôle de son complice et de son espion. J'ai appris, sept mois après, que l'on retenait dans les prisons de Beauvais un grand coquin nommé Lefort qui avait été saisi avec des effets du Garde-meuble et qui chargeait Danton; mais on n'ose le faire paraître, parce que sa faction est trop puissante; on aime mieux le garder pour un temps meilleur où il sera possible de faire justice, si jamais ce temps arrive pour la génération présente. Certes, les gens qui ont fait une insurrection pour renverser les Douze de la Convention, parce qu'elle tenait les fils de leurs complots, sauront bien étouffer les témoins ou renverser le tribunal qui s'aviserait de les inculper. Il n'y a d'arrêtés et de punis que des petits garçons voleurs, employés comme des manœuvres à l'affaire du Garde-meuble, sans être initiés dans le secret de son entreprise; ils avaient été avertis qu'il y aurait une grande aubaine dont ils pourraient profiter en prêtant la main à l'enlèvement de riches effets; ils étaient grimpés par le dehors de la colonnade, avaient enlevé et remis beaucoup de choses, mettant en poche pour eux, tant que faire se pouvait. Cinq ou six de ces gredins furent exécutés sans donner aucune lumière sur la trame dont ils n'étaient que des agents secondaires. »

Roland est du même avis que sa femme<sup>1</sup> : « Tout le monde sait, dit-il, que du moment où le Garde-meuble fut mis sous ma surveillance, comme ministre de l'intérieur, jusqu'au vol des diamants, je n'avais cessé de faire des plaintes, de vive voix et par écrit, au commandant de la garde nationale parisienne et à celui de la section, de ce que ce dépôt était toujours mal gardé, et souvent ne l'était par personne; que j'y avais toujours ajouté la réquisition formelle d'une force armée vigilante et permanente, sans

1. Arch. nat. F<sup>7</sup>, n° 434. Note de la main de Roland trouvée dans les papiers de Brissot. « Résumé d'une conversation secrète de l'ex-ministre de l'intérieur pouvant servir de repouse aux calomnies de ses dénonciateurs. » — Dauban, *la Démagogie en 1793*, p. 137, Paris, Plon, 1868.





que mes plaintes, mes demandes, transmises plusieurs fois au Corps législatif même, eussent pu avoir aucun effet.

« Le vol s'effectue enfin; et Camus, l'archiviste, à la tête d'une patrouille, fut le premier qui s'en aperçut, prenant sur le fait deux voleurs qu'on peut soupçonner, par l'instruction de leur procès et la suite de cette affaire, n'avoir été que des agents très secondaires. »

Le secrétaire de Danton, Fabre d'Églantine, écrivait relativement à Restout, l'administrateur général du Garde-meuble, celui dont la responsabilité était le plus engagée après celle de Roland<sup>1</sup> : « Nommé commissaire de la Convention à la levée des scellés du Garde-meuble, je dois faire part au Comité de sûreté générale des observations que j'ai faites et des circonstances analogues à ces observations.

« 1<sup>o</sup> Il m'a paru qu'il avait été fait deux vols au Garde-meuble; un grand, par lequel les objets les plus précieux ont été soustraits; un petit, par lequel on a cherché à couvrir le premier en excitant des voleurs subalternes et inspirés à voler les restes du grand vol. Ces petits voleurs ont été si bien conduits qu'on les a pris la main dans le sac, et qu'on leur a ainsi jeté sur le corps toute la coulpe du double vol. »

Lors du procès des Girondins, en 1793, Fabre d'Églantine n'eut pas honte de s'écrier<sup>2</sup> : « J'appelle sur ce vol la responsabilité de Roland et de toute la coalition dont il faisait partie. » « Insinuation odieuse », dit Louis Blanc<sup>3</sup>, que Vergniaud pulvérisa par ces paroles : « Je ne me crois pas réduit à l'humiliation de me justifier d'un vol. »

Dans l'*Ami du Peuple* du 20 septembre 1792<sup>4</sup>, Marat

1. *Journal des Jacobins*. Extrait du rapport en original de la main de Restout (sans date). Arch. nat., O<sup>2</sup> 476.

2. Dauban, *la Démagogie en 1793*, p. 139, Paris, Plon, 1868.

3. Louis Blanc, *Histoire de la Révolution française*, tome VII, p. 220. Paris, 1855, in-8°.

4. *L'Ami du peuple*, journal politique impartial, par J.-P. Marat, auteur de l'*Offrande à la Patrie*, du *Moniteur*, du *Plan de la Constitution* et de plusieurs autres ouvrages.



écrit ces lignes à l'adresse de Roland et des aristocrates : « Pour décrier la municipalité provisoire, peindre son comité de surveillance comme incapable, affranchir de toutes entraves les machinations, ils (les aristocrates) ont soudoyé une troupe de brigands pour piller le Garde-meuble et les maisons des meilleurs citoyens. »

L'accusateur public Lullier, dans une de ces harangues ronflantes qui étaient de mise à l'époque, s'écriait : « Citoyens ! vous avez déjà connu les complots dangereux qui, dans la nuit du 9 au 10 août dernier, devaient éteindre la liberté dans le sang des meilleurs citoyens ; vous avez également connu celui par lequel s'est opérée la spoliation du Garde-meuble ; eh bien ! maintenant, rapprochez les faits, et vous verrez que l'affaire a été dirigée par la même main ; partout vous verrez une femme orgueilleuse, lascive et cruelle, secouant à la fois les flambeaux du fanatisme et ceux de la discorde, et, dans l'excès de ses fureurs sanguinaires, harceler, tourmenter le crime qu'elle avait tant de fois fatigué, l'armer de nouveaux poignards, et, non contente de tant d'excès, appeler des bords étrangers les hommes les plus atroces pour consommer tant de forfaits. »

« C'est elle qui a produit la guerre civile, qui a attiré les brigands couronnés sur nos bords ; c'est elle qui a spolié le Garde-meuble et commis tous les crimes de la Révolution. »

Quant à la légende de l'achat de Brunswick, elle a été créée par d'Allonville dans ses *Mémoires*<sup>1</sup>, et depuis elle a trouvé un écho puissant dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*. A en croire l'écrivain royaliste, Billaud-Vareannes aurait gagné le camp prussien en emportant la plus grande partie des bijoux volés, et, moyennant leur remise, il aurait acheté la retraite de Brunswick.

D'après le *Mémorial de Sainte-Hélène*, Napoléon n'avait jamais pu comprendre ni la ténacité de Dumouriez à

1. *Moniteur universel* du 18 octobre 1793. Audience du Tribunal criminel du 16 octobre 1793. Procès de Depeyron dit Francisque et Badarel.

2. *Mémoires secrets de d'Allonville*, tome III, p. 95.



Sainte-Menehould, ni la fuite précipitée de l'armée coalisée, et il ne pouvait s'expliquer ces deux faits que par des motifs restés ignorés et étrangers à l'art de la guerre<sup>1</sup>. De là est née cette légende persistante suivant laquelle Danton aurait fait enlever par Sergent et Panis les bijoux de la Couronne pour les porter au quartier général allemand.

---

1. *Mémorial de Sainte-Hélène.*



## CHAPITRE II

La situation à Paris en septembre 1792. — La place de la Concorde, le Garde-meuble, ses collections, sa garde.

Au lendemain des massacres de septembre, l'état de Paris était tel que tout pillage à main armée était une œuvre aisée, on pourrait presque dire ordinaire. Les brigands, les voleurs de profession, les repris de justice de toutes sortes, receleurs, coupeurs de bourse, escarpes, etc., avaient été mis en liberté.

Comme d'habitude, ils se réunissaient dans des cabarets, où ils causaient de leurs projets, ou bien racontaient leurs prouesses. Plusieurs d'entre eux avaient grossi les rangs des bandits qui, sous le nom de Marseillais, étaient accourus à Paris à l'annonce des troubles.

La police était nulle : *Santerre en était chargé*; des individus déguisés en officiers municipaux arrêtaient les citoyens paisibles dans les rues et les sommaient de leur remettre leurs chaînes de montre ou leurs boucles de souliers, pour en faire soi-disant *offrande à la patrie*.

Toutes les nuits, des hommes pénétraient par les combles des Tuileries dans l'intérieur des appartements. Ils enlevaient, en les brisant pour les emporter plus commodément, les objets précieux.

Ces faits étaient connus, et se répétaient avec une telle impunité, que dans un rapport de police<sup>1</sup> on déclarait que,

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Rapport de police du 30 septembre 1792.





si l'on voulait empêcher cette dévastation continuelle, il faudrait murer toutes les fenêtres, lucarnes et autres ouvertures du Palais.

C'était à la garde nationale qu'incombait le soin de veiller à la sécurité des monuments publics, et par conséquent à sauvegarder le Garde-meuble.

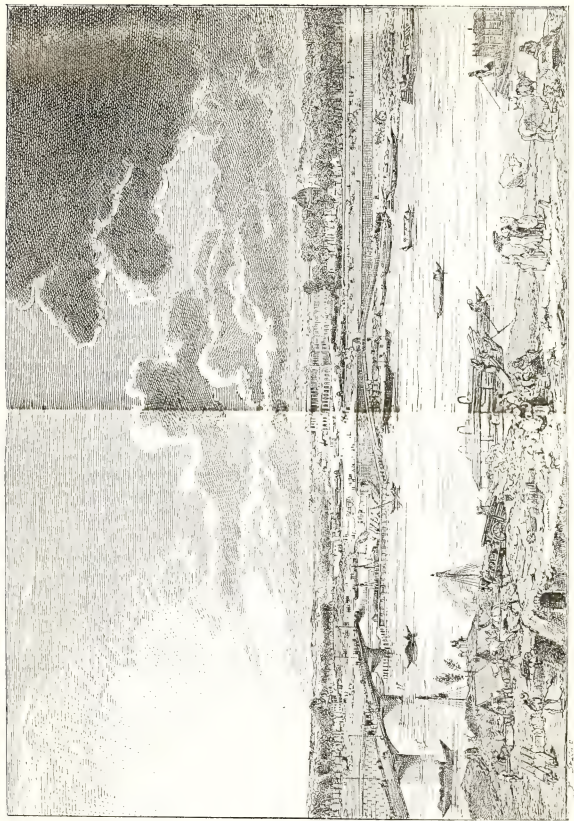
La place de la Concorde était, à la fin de 1792, différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Au milieu, à l'endroit où s'élève l'obélisque, était la statue de Louis XV, due au ciseau de Bouchardon. Tout autour de la place, sur l'emplacement occupé par les balustrades qui relient actuellement les statues des huit villes, il y avait un fossé coupé à angle droit par l'avenue des Champs-Élysées, le passage du pont de la Concorde, la rue Royale et l'allée des Tuileries passant par le pont tournant. Chacun de ces quatre passages était fort étroit.

Les Champs-Élysées étaient alors un cloaque couvert de tas de pierres, où poussaient des broussailles. En temps de pluie, des mares croupissantes en faisaient un lieu d'infection. Par sa nature, cet endroit était, à la fin du dix-huitième siècle, le repaire habituel de tous les bandits de la capitale, et le théâtre d'agressions et d'assassinats incessants.

Au nord s'élevaient comme aujourd'hui les deux chefs-d'œuvre de l'architecte Gabriel, bâtis en 1760 : l'hôtel Crillon et le Garde-meuble, devenu depuis le Ministère de la marine. Ce bâtiment avait deux entrées, l'une sur la place Louis XV et l'autre sur la rue Saint-Florentin, en face de l'hôtel de Talleyrand.

Le Garde-meuble n'était pas seulement un magasin de dépôt, mais aussi un musée destiné à contenir le trésor de la monarchie. Les salles avaient été disposées pour permettre au public de visiter ces collections une fois par semaine. On y voyait les armures des rois de France, dont une partie orne actuellement le Musée d'artillerie, et d'autres le Louvre; puis venaient des lits de parade de la





of the  $\mathcal{O}_K$  is contained in  $\mathcal{O}_K$ ,  
 therefore an ideal  $\mathfrak{a}$  gives, any  $\alpha \in \mathfrak{a}$ , the same Div Class



cour, des objets précieux, tels que la grande nef de Louis XIV et la chapelle du cardinal de Richelieu<sup>1</sup>.

Là, aussi, était conservée cette collection de tapisseries unique au monde, dont le Mobilier national ne possède plus aujourd'hui qu'une faible partie.

Dans l'une des salles du premier étage étaient enfermés, dans des vitrines, ceux des diamants de la Couronne qui étaient montés en parures. A la suite des derniers événements, le roi et la reine avaient renvoyé au Garde-meuble les bijoux de l'État dont ils s'étaient servis jusqu'alors dans les cérémonies<sup>2</sup>.

Le matin du 20 juin, le conservateur, Thierry de Ville-d'Avray, craignant un pillage, avait transporté les diamants sur papier, qui formaient alors de beaucoup la partie la plus considérable du Trésor, dans un placard de son appartement personnel. Mais, sur une observation qui lui fut faite dans le courant d'août, il avait réintégré ces diamants dans la commode en marqueterie où depuis 1784 étaient ordinairement placées les boîtes enduites de cire sur lesquelles étaient fixés par classement les diamants non montés.

Ces boîtes étaient au nombre de huit, fermées par de simples crochets. Dans l'une d'elles se trouvaient le *Régent*, le *Sancy*, les perles et beaucoup d'autres pierres précieuses, le tout conservé dans un tiroir très épais que fermait une forte serrure en cuivre. Cette serrure était à secret et garnissait la face intérieure du tiroir dans toute sa hauteur. Les boîtes étaient recouvertes de dessus de glace à ressorts<sup>3</sup>.

Dans cette salle du premier étage, il y avait aussi un coffret en noyer garni de lames de cuivre et muni d'une

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Mémoire de Restout, administrateur général du Garde-meuble.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476, et *Bulletin du Tribunal criminel*, audience du 21 septembre 1792. Déposition du citoyen Jacques-Antoine Spol, commissaire de la section du Ponceau, dans le procès de Douligny et de Chambon.

3. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476, Mémoire de Restout, déjà cité.



poignée, dans lequel étaient les décorations et les boutons d'habits du roi<sup>1</sup>. Comme cette boîte était trop haute pour entrer dans le tiroir, elle fut laissée sur une table de porphyre qui occupait le milieu de la salle<sup>2</sup>.

Si ces objets précieux étaient restés là où Thierry de Ville-d'Avray les avait placés le matin du 20 juin, ils n'auraient point été pillés.

La porte d'entrée du Garde-meuble sur la rue Saint-Florentin était sous la surveillance d'un poste dont le nombre d'hommes variait journellement. La garde en était fort mal faite. Il arrivait souvent que les hommes, n'étant pas relevés à l'heure fixée, abandonnaient le poste sans être remplacés.

Durant le mois de septembre 1792, le garde général Restout ne cesse de se plaindre à son supérieur, le ministre de l'intérieur, de la façon dont le service est fait : « Le Garde-meuble, écrit-il, est un objet trop important pour ne pas mériter l'attention de M. le Commandant général. Je le prie, je le requière *(sic)* de vouloir bien prendre les mesures que sa prudence lui indique. Je pense qu'il est besoin de vingt hommes à chaque porte, savoir à celle de la Place et à celle donnant sur la rue Saint-Florentin<sup>3</sup>. »

En dépit de ces observations, le service ne fut jamais régulièrement fait.

Les 2, 3, 7, 8, 9, 13 et 19 septembre, Restout et le sieur Courlesvaux ne cessent d'envoyer des lettres à Santerre et à l'adjudant général Doncet<sup>4</sup>.

« Si je constatois chaque fois que la garde manque, dit Restout, il y auroit autant de procès-verbaux que de jours. La garde qui est venue hier a trouvé le poste abandonné. Hier au soir, j'ay trouvé en rentrant une sentinelle seu-

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476.

3. Arch., nat., O<sup>2</sup> 476. Lettre de Restout à Santerre en date du 3 septembre 1792 ; et O<sup>2</sup> 488.

4. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488 et O<sup>2</sup> 490. Dossier des lettres de Restout.





lement dans l'intérieur. J'ay été prier l'officier de garde d'en poser une en dehors, ce qu'il a fait, et j'ai cru qu'il l'auroit ainsi continué; j'ay seu ce matin que vers une heure après minuit le portier, voyant qu'il n'y avoit personne ni en dedans ni au dehors, a fermé la porte.

« Vers six heures, les gens du corps de garde voulant aller boire, ont trouvé mauvais qu'elle fût fermée; il (le portier) a été insulté et menacé au point d'estre prest à se mettre en deffence, sur ce qu'il a dit qu'il avoit dû faire son devoir, puisque la maison estoit à sa garde, il devoit y veiller. »

Une autre fois Restout écrivait encore<sup>1</sup> : « Il n'y a eu avant-hier au poste de la rue Saint-Florentin qu'un seul homme jusqu'à hier soir. Les trois qui lui ont été adjoints hier soir, faute d'être relevés, se retirent et le poste reste abandonné.

Deux jours avant le vol, le 8 septembre<sup>2</sup>, en présence des représentations continuelles de Restout, le sieur Doucet vint constater lui-même l'insuffisance de la garde, et malgré les observations de l'administrateur général du Garde-meuble, il déclara : « que les portes étant bien fermées la nuit, il n'y avait rien à craindre », sans se préoccuper davantage du danger qui lui était signalé.

Le lendemain soir, en rentrant, Restout trouva la porte du Garde-meuble abandonnée, et, avant d'en informer le commandant général, il demanda quelques hommes à la section des Tuileries. « Le citoyen Laroche, commandant de la section, dit Restout, s'offensa de ce que je le requérais sous sa responsabilité, et répondit verbalement que je n'avais qu'à garder les portes moi-même ou les tenir fermées », et deux jours après le citoyen Laroche se plaignit à la section en ces termes : « Le sieur Restout a déjà le ton d'un despote; il suce dans cette maison le lait de l'aris-

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488. Lettre de Restout à Santerre en date du 9 septembre 1792.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Mémoire de Restout, déjà cité.



toeratie qui y a si longtemps dominé. Il lui faut des gardes<sup>1</sup> ! »

Le 13 septembre suivant, pendant que le vol s'accomplissait, Restout informait Santerre « que les hommes, qui tenaient le poste du Garde-meuble depuis vingt-quatre heures, se retiraient sans être remplacés, et qu'ils avaient laissé un seul factionnaire pour attendre ceux qui devaient venir les relever, ce qui a été probablement oublié<sup>2</sup>. » Le 19 suivant, Restout écrivait encore : « Des citoyens armés de la section des Champs-Élysées sont au Garde-meuble, au poste de la rue Saint-Florentin, depuis onze heures du matin avant-hier; ils demandent à se retirer après avoir envoyé aux Feuillants infructueusement. » Santerre répondit qu'il avait donné des ordres en conséquence à Doucet. Néanmoins, au mois de janvier suivant, le même fait se renouvelait encore<sup>3</sup>.

Quelquefois il eût été préférable qu'il n'y eût personne au poste, car il existe une note de Restout à Roland ainsi conçue : « J'ai l'honneur de vous réitérer l'indispensable nécessité d'établir les corps de garde que j'ai proposés à l'extérieur du Garde-meuble, par la raison que ces hommes, souvent saouls et ivres, sont susceptibles de mettre le feu avec leurs lampions et leurs chandelles<sup>4</sup>.

« Je supplie instamment d'être débarrassé de cette garde, celle que Monsieur le Ministre a donné ordre d'arranger près l'Orangerie est plus que suffisante au moins pour le poste de la rue Saint-Florentin où il fourniroit aisément un factionnaire à l'extérieur. La porte seroit fermée jour et nuit, ce qui seroit d'autant plus sûr que quelquefois la garde n'est composée que d'enfants dont le plus âgé a dix-sept ans<sup>5</sup>. »

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Mémoire de Restout, déjà cité.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476 et O<sup>2</sup> 488. Dossier des lettres de Restout.

3. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476 et O<sup>2</sup> 488.

4. *Ibidem*.

5. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488.



Telle était la surveillance que l'autorité accordait aux diamants de la Couronne : cependant les pouvoirs législatifs s'étaient occupés d'eux à différentes reprises.

Au lendemain de la fuite de Varennes, le projet de l'enlèvement des diamants du Garde-meuble avait été dénoncé à l'Assemblée constituante; ce bruit s'étant accrédité, Charles de Lameth, dans la séance du 22 juin 1791, crut devoir demander aux commissaires qui avaient été chargés de surveiller le Garde-meuble des renseignements sur les diamants de la Couronne. Il proposa que l'on chargeât deux joailliers d'en faire un inventaire. Fréteau, en appuyant la motion de Charles de Lameth, insista pour qu'une garde suffisante répondît de leur sûreté<sup>1</sup>. Trois commissaires nommés par l'Assemblée nationale, les citoyens Bion, Christin et Delattre, répondirent au désir de Charles de Lameth, mais ils se préoccupèrent peu de celui de Fréteau. Ils se rendirent au Garde-meuble le 25 juin, et firent dresser un inventaire des bijoux de la Couronne et de tous les objets du cabinet du roi. Le 28 septembre suivant, l'un d'eux présenta à l'Assemblée nationale un rapport sur la mission qu'il avait remplie de concert avec ses deux collègues, et proposa de conserver intacts, sans les changer, les différents bijoux de la Couronne. Les choses restèrent en cet état jusqu'aux événements du 10 août 1792<sup>2</sup>. Mais, au lendemain de la chute de la royauté, le 16 août, Cambon montait à la tribune de l'Assemblée, et proposait la vente du trésor de la Couronne : « C'était, disait-il, le moyen de donner un nouveau gage aux assignats », et il demandait que le ministre de l'intérieur fût préposé à leur garde.

Répondant en quelque sorte à la proposition de Cambon, une bande d'individus sortis de prison les 2, 3 et 4 septembre crurent plus naturel, puisque cette collection était

1 *Moniteur universel* du 23 juin 1791, n° 174. Séance de l'Assemblée nationale du 22 juin 1791.

2 *Moniteur universel* du 18 août 1792, n° 231. Séance de l'Assemblée nationale du 16 août 1792.



destinée à disparaître, de se charger eux-mêmes de cette opération, en s'en attribuant le profit.

Le lundi 17 septembre, à dix heures du matin, au moment où l'Assemblée venait d'entrer en séance, on annonça tout à coup un message de Roland qu'un secrétaire lut immédiatement. « Le ministre de l'intérieur informait l'Assemblée que le Garde-meuble venait d'être forcé et pillé; deux voleurs avaient été arrêtés; on avait requis la force publique; mais, disait-il en terminant, les diamants avaient disparu<sup>1</sup>. »

Quelques instants après, Roland vint en personne confirmer ces faits. La nouvelle répandue, Thuriot s'était rendu immédiatement sur le lieu du crime, et, rentrant au moment où le ministre avait la parole, il demanda que quatre membres de l'Assemblée fussent adjoints au juge de paix chargé de l'instruction de l'affaire<sup>2</sup>.

L'Assemblée accueillit cette proposition avec des applaudissements frénétiques, et nomma Thuriot le premier des quatre délégués. A ce moment, Santerre, qui avait été mandé à la barre de l'Assemblée, se présenta. Il déclara, dans le style prudhommesque qui lui était familier, avoir pris les mesures nécessaires pour empêcher tout attentat contre le gouvernement. Il ajouta qu'à la nouvelle du vol il s'était empressé de faire garder les barrières, puis il termina par cette phrase rassurante : « Je vais doubler la force publique; c'est un reste d'aristocratie qui expire : ne craignez rien, elle ne pourra jamais se relever<sup>3</sup>. »

Le coup était fait, et de *trente millions* de diamants et

1. *Moniteur universel* du 18 septembre 1793, n° 363. Séance de l'Assemblée nationale du 17 septembre 1793.

2. *Moniteur universel* du 18 septembre 1793, n° 364, p. 1113 et 1115, séance de l'Assemblée nationale du 17 septembre 1793, et Arch. nat., O<sup>2</sup> 488. Requête du président du Tribunal criminel, M. Pepin-Degrouhettes, à M. le Président de l'Assemblée nationale du 21 novembre 1793, pour autoriser les sieurs Thuriot, Merlin, Laplaigne et Laporte à se présenter devant le Tribunal.

3. *Moniteur universel*, n° 365, p. 1117. Suite de la séance de l'Assemblée nationale du 17 septembre 1793.





objets précieux que contenait le Garde-meuble au commencement de septembre, Roland annonçait d'un air piteux qu'il n'en restait pas pour plus de *cinq cent mille francs*<sup>1</sup>.

1. *Bulletin du Tribunal criminel* du 16 octobre 1793. Déposition de Roland, ministre de l'intérieur, dans le procès de Depeyron dit Francisque, et déposition de Lemoyne-Creey, gardien du Garde-meuble.

---



## CHAPITRE III

Les organisateurs du vol. — Leurs réunions et leurs projets. — Composition de la bande. — Effraction. — Mesures de prudence. — Le vol exécuté du 11 au 17 septembre. — Les partages. — Soupçons. — Les voleurs sont surpris.

Un voleur renommé, du nom de Paul Miette, semble avoir conçu le premier l'idée de voler le Garde-meuble<sup>1</sup>.

Tous les lundis, jour où le public était admis à visiter les collections, cet amateur d'un genre spécial se rendait au Garde-meuble et y examinait les objets qu'il se proposait de soustraire. Il avait eu durant ses visites tout le loisir de constater le peu de surveillance dont ces richesses étaient entourées. Ceci se passait au commencement de l'année 1792.

Au printemps, Paul Miette, qui n'avait pas perdu l'habi-

1. Arch. nat., W 250. Déposition de Douigny et déclaration du jury dans le procès de Paul Miette. — Greffe du tribunal de Beauvais. Déclaration faite par Cottet dit le Petit Chasseur, le 23 septembre 1792, concernant le vol du Garde-meuble, en présence de MM. Lecomte, commissaire, et Brulé, greffier. Dès le lendemain du vol, Cottet affirmait que l'honneur de la conception de l'expédition du Garde-meuble revenait à Paul Miette. Douigny, qui n'avait pas connaissance de cette déclaration, disait exactement la même chose. La pièce conservée au greffe du tribunal de Beauvais est une copie portant la date du 27 septembre 1792, déclarée conforme à l'original par le sieur Paquin, secrétaire commis.

Voir aussi le testament de Meyrau dit Grand C..., écrit au moment de monter sur l'échafaud, et qui dans son ensemble dénote une sincérité non douteuse.

Voir également la déposition de Sirent en date du 18 septembre 1792, dans laquelle il est dit que les diamants du Garde-meuble avaient été volés par Paul Miette.

Audition de quatre témoins par le tribunal criminel de l'Oise, le 13 mai 1793.

Ces dernières pièces se trouvent également au greffe du tribunal de Beauvais.



tude de faire quelque coup, fut accusé d'un nouveau vol, arrêté et interné à la Force. Il y rencontra un de ses compagnons, le sieur Deslandes, auquel il communiqua ses projets.

« Il avait été pendant longtemps les lundis, disait-il, voir comment il serait possible d'effectuer le vol », et il avait fini par conclure : « qu'il n'était pas plus difficile de s'introduire au Garde-meuble que dans toute autre maison » ; à quoi Deslandes répondit « qu'aussitôt sorti de prison, il irait lui aussi examiner le terrain ».

Le complot préparé à la Force par les soins de Paul Miette, Deslandes, Tricot, Delors et autres<sup>1</sup> eut bientôt un grand nombre d'adhérents. Les échappés de prison des 2 et 3 septembre formèrent dans Paris un nombre considérable d'individus réunis par bandes ayant des ramifications entre elles et correspondant même avec des voleurs de province. Aussi, lorsque le coup fut décidé, plusieurs voleurs de province furent appelés à Paris par leurs camarades.

Le premier jour la bande fut peu nombreuse, mais les jours suivants elle grossit. Il serait difficile de savoir les noms de ceux qui la composaient, car la plupart de ces voleurs avaient l'habitude, comme leurs successeurs de nos jours, de changer continuellement de nom<sup>2</sup> ; ce qui rend leur identification fort difficile, car les pièces les désignent souvent sous des noms différents, et de deux ou trois personnes on ne doit en trouver qu'une. Mais il nous paraît vraisemblable qu'il existait deux bandes principales : la première composée de Bazile, Cadet Guillot, Larray, Tricot, Delcampo, Colin et Letort. Ce dernier, aussitôt l'affaire décidée, se serait rendu à Brest<sup>3</sup>, où son ami Bazile était détenu à la prison de la Chainette, et serait parvenu à le faire

1. Déclaration de Cottet au greffe de Beauvais.

2. Déclaration de Cottet, déjà citée.

3. *Journal des Girondins*, tome IV, année 1793, n° 401, p. 167. Déposition de Thuriot à la séance de la Société des Girondins du 23 avril 1793.



évader ; tous deux seraient arrivés à temps pour opérer au Garde-meuble dès le premier jour.

La deuxième bande comprenait Francisque, Chapeau-rond, Cornu, Leconte, Badarel, Cottet, Gallois dit Matelot, Meyran dit Grand C..., et Groseul de Bonne Vierge.

Cadet Guillot avait dû faire venir de Rouen les nommés Fleury-Dumoutier, Gobert et François-Auguste, qui ne paraissent pas avoir été connus de leurs camarades d'expédition.

D'autres bandes, probablement de relations moins suivies avec les deux premières, prirent part aussi au vol du Garde-meuble. Aucun de leurs membres ne fut d'abord arrêté, et comme ceux qui avaient été pris ne les connaissaient que vaguement, ils ne purent les dénoncer ; c'est ainsi que ces bandes échappèrent, au moins dans les premiers temps, aux recherches de la police.

Ce qui résulte des pièces diverses que nous avons consultées, c'est que l'expédition réunissait une cinquantaine d'individus groupés en plusieurs groupes venus de tous les points de la France, et que les journées des 2 et 3 septembre avaient mis en liberté pour leur permettre d'exécuter ce grand coup.

Le 11 septembre, vers onze heures du soir, les affidés occupèrent en partie la place de la Concorde ; quelques-uns simulaient une patrouille, tandis que les plus adroits, comme Badarel, Gallois dit Matelot, Francisque, Guillot et Gobert (ces deux derniers Rouennais), grimpèrent sur les deux pavillons situés aux deux angles du bâtiment, « à l'aide des refends des pierres, en s'aidant de la corde du réverbère placé à l'extrémité de la colonnade ». Arrivés à l'entablement de pierre, ils avaient enjambé le balustre et pénétré sur la galerie extérieure formée par la colonnade. Là, ils avaient enfoncé le volet d'une fenêtre, coupé un carreau avec un diamant de vitrier<sup>1</sup>, et l'un d'eux, passant

1. Constatation du juge de paix Fantin, dans la nuit du 17 septembre. Copie certifiée conforme au greffe du tribunal de Beauvais.





la main par cette ouverture, avait fait jouer l'espagnolette et ouvert la fenêtre par laquelle tous étaient entrés<sup>1</sup>.

Les barres de fer fort lourdes dont chaque volet était muni n'étaient pas en place : sans cela, vu la pesanteur de ces barres, il eût été impossible<sup>2</sup> d'ouvrir les fenêtres de l'extérieur.

Une fois entrés, leur premier soin avait été de s'occuper de la fermeture des portes donnant sur le palier de l'escalier intérieur, par lequel les hommes du poste, placé au fond de la cour, auraient pu venir les déranger. Ces portes étaient scellées au moyen de bandelettes revêtues de cachets que personne n'aurait osé briser, à cause de leur caractère judiciaire.

Les voleurs étaient donc certains que personne ne pénétrerait dans la salle et ne s'apercevrait de la dévastation.

D'autre part, le manque de sentinelles au dehors donnait toute sécurité à nos héros. Ils n'avaient qu'une seule crainte, celle que le bruit qu'ils pouvaient faire n'attirât les gardes nationaux sur le palier de l'escalier, et que ceux-ci, en présence du vol qui s'accomplissait dans les salles, n'hésitassent pas à briser les scellés, à forcer les portes et à entrer. Aussi, pour se prémunir contre ce danger, qui était le seul à craindre, avaient-ils apporté des crochets de fer destinés à empêcher l'ouverture des portes. La résistance que ces crochets auraient opposée aux efforts des gardes nationaux, les moyens qu'il aurait fallu employer

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Extrait du procès-verbal des commissaires nommés le 17 septembre 1792 par l'Assemblée nationale pour constater le vol du Garde-meuble. O<sup>2</sup> 488. Déclaration de Dumoutier et C. II 5, 101. Réponse faite par Camus le 25 septembre 1792 à une affiche intitulée : *la Vérité sur le vol du Garde-meuble*.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Mémoire de Restout, et *Bulletin du Tribunal criminel révolutionnaire*, n° 58. Déposition de Fabre d'Églantine dans le procès des Girondins en 1793, et dans la séance du club des Jacobins du 22 avril 1793. D'après les pièces envoyées par le tribunal de cassation au tribunal criminel de Beauvais, les barres de fer, au dire du juge de paix Fantin, auraient été en place comme le prétend Restout dans son Mémoire, mais les voleurs les auraient soulevées au moyen de pincettes ou de leviers qu'on retrouva dans les salles et qui furent produits comme pièces à conviction.



pour les forcer, étaient plus que suffisants pour prévenir les voleurs et leur donner le temps de se sauver par les fenêtres de la galerie<sup>1</sup>.

Cette précaution prise, ils se mirent aussitôt au *travail* sans inquiétude.

Ils se dirigèrent d'abord sur les vitrines qui contenaient certains bijoux montés et qu'ils avaient étudiées les jours d'exposition publique. Francisque et Paul Miette les brisèrent, forcèrent les tiroirs et enlevèrent ce qu'ils contenaient, pendant que Gobert et Cadet Guillot prenaient des colliers de chatons, la garniture de boucles de souliers du roi, une perle enfermée dans une boîte d'or sur laquelle était écrit : *Reine des perles*, l'épée de Louis XVI, et deux grandes montres avec chaînes en diamants<sup>2</sup>. Quant à Gallois et à Badarel, ils éclairaient les *travailleurs*<sup>3</sup> avec des chandelles.

Lorsqu'ils jugèrent la récolte suffisante, ils descendirent. Francisque partagea avec ses camarades de Paris ce qu'il avait dans ses poches, tandis que Gobert et Cadet Guillot, retrouvant Bernard Salles, Auguste et Dumoutier de Ronen, partaient immédiatement pour cette ville sans attendre davantage<sup>4</sup>.

A en croire leur déposition, ils auraient préalablement avisé quelques amis du coup qu'ils venaient de faire et de celui qui restait encore à exécuter<sup>5</sup>.

Cette première nuit, tout était terminé à deux heures du matin; chacun regagnait son logis sans bruit, satisfait de cette bonne aubaine, et surtout alléché par l'espoir d'arriver à faire encore beaucoup mieux la nuit suivante<sup>6</sup>.

1. Arch. nat., O<sup>s</sup> 476. Mémoire de Restout.

2. *Ibidem*.

3. Arch. nat., O<sup>s</sup> 488. Déclaration faite par Fleury-Dumoutier, détenu à Bicêtre, au Comité de sûreté générale, le 30 thermidor an III.

4. *Bulletin du Tribunal criminel*, audience du 16 octobre 1793. Procès de Depeyron dit Francisque et de Badarel.

5. Arch. nat., O<sup>s</sup> 488. Déclaration de Fleury-Dumoutier, déjà citée.

6. *Ibidem*.



On n'avait point touché en effet aux pierres non montées, ni aux pièces du cabinet du roi. Les parures montées, exposées dans les vitrines à la vue du public, étaient les premières désignées aux yeux des voleurs, tandis que les pierres sur cire, conservées dans les petites boîtes renfermées dans la commode en marqueterie, étaient au premier moment ignorées de nos coquins et ne devaient être découvertes que les jours suivants.

Heureux d'une aussi belle récolte, ils se réunirent comme d'habitude dans quelque cabaret borgne, chez le sieur Retour, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois, ou chez la veuve Noël, rue du Champ-Fleuri, et se reposèrent pendant la nuit du 12 au 13<sup>1</sup>; mais, dans celle du 13 au 14, l'expédition recommença, probablement dans des conditions identiques, sauf que le nombre de ceux qui y prirent part avait augmenté.

Francisque était toujours un des chefs. Ils entrèrent par la galerie, trouvèrent la fenêtre ouverte depuis la veille, et, après avoir allumé des chandelles, ils enlevèrent les petites boîtes remplies de diamants et disparurent<sup>1</sup>. C'est probablement cette nuit-là que furent prises les grosses pièces, telles que le *Sancy* et le *Régent*.

On se reposa également dans la nuit du 14 au 15, mais les nuits suivantes les mêmes faits se renouvelèrent.

Dans la nuit du 15 au 16, confiants dans la sécurité que leur laissait la police, nos hommes jugèrent superflu de faire des patrouilles sur la place de la Concorde et s'introduisirent tous dans le Garde-meuble.

Ce soir-là, ils avaient en le soin de s'approvisionner de vin et de victuailles. A la lueur des chandelles, ils organisèrent un souper qui ne dut pas manquer de pittoresque

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Audience du 1<sup>er</sup> novembre 1792. Procès de Meyran dit Grand C... Questions posées aux jurés.

2. Déposition des sieurs Le Blond et Le Leu devant Letellier, commissaire de police de la section du Pont-Neuf, en date du 17 septembre 1792. Copie de l'original signé du secrétaire greffier de la section du Pont-Neuf, nommé Sterky, conservée au greffe du tribunal de Beauvais.



étant donnés le lieu, les circonstances et les personnages qui y prirent part.

Les tapisseries qui tendaient les murs et les armures de nos rois de France, éclairées par des chandelles, devaient former en effet un cadre saisissant à cette orgie de brigands, qui fêtaient ainsi le succès du plus beau coup de main que les temps modernes aient enregistré.

Lorsque, après le vol, Fabre d'Églantine pénétra pour la première fois dans les salles où avait eu lieu le festin, il y trouva des bouteilles vides, du pain, des pelures de cervelas et des bouts de chandelles<sup>1</sup>.

Dans la nuit du 15 au 16, une partie de la bande s'était réunie dans le cabaret du sieur Retour, où plusieurs d'entre eux, sans doute échauffés par les boissons, en étaient arrivés à se donner des coups en se disputant les dépouilles de leur expédition. Deux surtout avaient été plus violents que les autres, et leur pugilat ne s'était terminé que sur cette réflexion mutuelle : qu'après tout, il restait encore quelque chose au Garde-meuble, et que le soir même il serait possible de réparer l'injustice dont ils croyaient avoir été victimes dans le partage<sup>2</sup>.

Mais pendant que ceux-là festoyaient chez Retour, d'autres s'étaient retirés au milieu d'un tas de pierres qui bor-

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Mémoire de Restout et *Bulletin du Tribunal révolutionnaire*, n<sup>o</sup> 58. Déposition de Fabre d'Églantine dans le procès des Girondins en 1793 et dans la séance du club des Jacobins du 22 avril 1793. (Voir *Journal des Jacobins*.) Greffe du tribunal de Beauvais. Procès-verbal dressé le 14 mai 1793, par le citoyen Maillard et les administrateurs du département de Paris, en présence des citoyens Audrain et Bohan, députés à l'Assemblée nationale.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Audience du 1<sup>er</sup> novembre 1792. Procès de Meyran dit Grand C..., l'un des combattants ; l'autre était Gallois dit Matelot. (Interrogatoire de Cottet, en date du 31 octobre 1792.)

Cette boîte contenait, avant le vol, les rubis des numéros 1, 2, 3 et 4 de l'article II de l'inventaire de 1789. L'un d'eux était estimé cinquante mille livres, un autre vingt-cinq mille, quelques autres environ quinze mille et dix mille livres, le reste d'une valeur beaucoup moindre. Tous ces rubis étaient ainsi indiqués : spinelles, 2 ; rubis d'Orient, 88 ; balais, 59 ; topazes, 69.

Voir l'inventaire de 1789 aux chapitres ci-dessus désignés, et déclaration de Le Leu et Le Boud devant le commissaire Letellier, le 16 septembre 1792 ; copie certifiée conforme, conservée au greffe du tribunal de Beauvais.





daient la berge de la Seine du côté du Palais-Bourbon, et se partageaient le contenu des boîtes qu'ils avaient enlevées au Garde-meuble.

Les sieurs Le Blond et Le Leu, passant par là, virent ce partage; ils s'approchèrent, et Le Blond acheta une boîte avec ce qui restait dedans, c'est-à-dire trois diamants, dont deux jaunes, et sept grosses perles. Il trouva à terre quelques perles qu'il remit dans la boîte, et proposa à Le Leu de lui revendre le tout pour six livres. Mais, avant de conclure le marché, tous deux se rendirent chez l'orfèvre Vittard, au pont Saint-Michel, pour le consulter sur le prix de ces objets.

Vittard, après avoir examiné ces pierres, engagea Le Blond et Le Leu à faire leur déclaration au Comité sur cette découverte. Ils se rendirent alors à la mairie, où ils ne furent pas reçus, et, dans la matinée du 16, ils se présentèrent chez le commissaire de police de la section du Pont-Neuf, le sieur Letellier. Celui-ci mit les scellés sur la boîte et, accompagné de Le Blond et de Le Leu, se rendit à l'endroit où avait eu lieu le marché.

Après quelques recherches, ils retrouvèrent deux rubis à terre et ramassèrent ensuite le sable qui se trouvait près de là, le mirent dans un sac afin qu'on pût s'assurer à la section s'il ne contenait pas d'autres pierres précieuses; puis, après avoir envoyé le sac à la section, le commissaire et les deux témoins se rendirent au Garde-meuble. Le sieur Courlesvaux, adjoint au garde général, les reçut, et, après leur déclaration, il alla immédiatement constater l'état des scellés mis sur les portes. Il revint bientôt et leur donna l'assurance que les scellés étaient intacts : conséquemment rien n'avait pu disparaître du Garde-meuble.

La boîte cachetée fut remise le même jour au comité de surveillance siégeant à l'Hôtel de ville. Un joaillier nommé Maillard, aussitôt appelé pour donner son avis, déclara ne pouvoir rien dire sur la provenance des pierres puisque la boîte était cachetée et qu'il était impossible d'en voir le



contenu!. Immédiatement Maillard se rendit chez le sieur Pellerin de Chantereine, contrôleur du Garde-meuble. Ce dernier répondit : « que les scellés étaient intacts sur les portes du Garde-meuble, que la garde nationale y avait des postes jour et nuit, et qu'il était impossible que ce dépôt public pût être volé; que vraisemblablement cette boîte devait provenir des vols commis aux Tuileries dans la journée du 10 août. »

Le commissaire Letellier fit parvenir aux administrateurs de la police les déclarations de Le Blond et de Le Leu, avec le résultat de l'enquête ouverte par lui au sujet de la découverte des pierres sur la berge de la Seine. En même temps il faisait afficher le placard suivant :

« Les commissaires de la section du Pont-Neuf, préviennent MM. les orfèvres-joyailliers, qu'ils soupçonnent qu'il a été volé au Garde-meuble ou au château des Thuilleries des pierres fines, des diamans d'une grande valeur, plus des perles forme pendeloque et d'autres applaties en goutte de suif.

« Il n'est pas possible de désigner les articles, mais MM. les orfèvres-joyailliers sont invités à retenir toutes les pierres et perles fines qui leur seront présentées par des personnes inconnues et notamment une pierre qui est supposée peser *cent* grains, que l'on croit être un brillant blanc, et d'en prévenir aussitôt les commissaires de la section du Pont-Neuf en retenant les personnes.

« *Signé* : PAXIS, DEPLAIN. »

Mais ces avis n'eurent pas, ce jour-là du moins, de résultats positifs.

C'est surtout dans la dernière nuit, celle du 16 au 17, que l'opération prit la tournure d'une expédition organisée.

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Avis imprimé donné le 16 septembre 1792, par les commissaires de la section du Pont-Neuf aux orfèvres-joyailliers, sur les vols de pierreries commis au Garde-meuble ou ailleurs. Même source. Lettre du sieur Pellerin de Chantereine au sieur Restout, en date du 21 septembre 1791.



Le nombre de ceux qui y prirent part atteignit le chiffre de *cinquante* environ, tant hommes que femmes. Une partie d'entre eux, en costume de gardes nationaux et armés, occupaient les abords de la place<sup>1</sup>. D'autres arrivèrent en bande, également en uniforme, chantant la *Carmagnole*, de sorte que la sentinelle placée rue Saint-Florentin les vit passer et les prit pour de bons patriotes<sup>2</sup>. Probablement fatigué de tenir son fusil, ce factionnaire rentra au poste. Il ne s'aperçut de rien, et avoua même plus tard n'être pas resté en faction par crainte du froid.

Comme les nuits précédentes, les mêmes individus pénétrèrent dans le Garde-meuble et enlevèrent cette dernière fois tout ce qui restait, entre autres les objets d'art du cabinet du roi et les pièces de la chapelle du cardinal de Richelieu. Au fur et à mesure qu'ils mettaient la main sur un objet trop volumineux pour entrer dans les poches, ils le jetaient de la galerie en bas, et les camarades restés sur la place se précipitaient pour le ramasser. Alors commençait une lutte violente dans laquelle les plus vigoureux s'emparaient du butin<sup>3</sup>.

Vers onze heures, le pillage devait toucher à sa fin, presque tout le monde était descendu; deux retardataires, plus avides que les autres, restaient encore, lorsque ceux qui avaient fait le guet sur la place de la Concorde entourèrent leurs camarades qui venaient de descendre, principalement Francisque, auquel ils demandèrent un partage immédiat<sup>4</sup>. Leurs revendications devinrent bientôt très violentes, et produisirent un si grand vacarme, qu'une patrouille de gardes nationaux du poste des Feuillants, situé rue Saint-

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Audience du 21 septembre 1792. Procès de Doulligny et Chambon.

2. Même source et même audience. Déposition du factionnaire.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Francisque Depeyron dans le procès de Lyon Rouef.

4. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Depeyron dit Francisque et de Badarel. Interrogatoire de Badarel à l'audience du 16 octobre 1792. Procès de Pierre Gallois dit Matelot. Déposition de Francisque Depeyron à l'audience du 30 octobre 1792.



Honoré non loin de l'église de l'Assomption, en faisant sa ronde fut attirée par le bruit<sup>1</sup>; débouchant par la rue Saint-Florentin, elle arriva sur la place Louis XV. A la vue des baïonnettes que faisait scintiller la lueur des réverbères, les voleurs placés en vedettes donnèrent aussitôt l'alarme. Au signal convenu, toute la bande disparut<sup>2</sup>.

La patrouille se partagea en deux et se dirigea par moitié vers le pavillon du coin de la rue Saint-Florentin et vers celui de la rue Royale. Camus, garde des Archives, faisait partie du second groupe<sup>3</sup>. Il fut tout étonné, en arrivant au coin de la rue Royale, de voir bouger le réverbère placé à l'angle du Garde-meuble; nés'expliquant pas ce phénomène, il s'approcha et ne tarda pas à apercevoir une forme humaine. Sur l'interpellation de Camus, qui lui ordonnait de descendre et menaçait de faire feu, l'individu descendit; on s'empara immédiatement de lui. Interrogé, cet homme déclara s'appeler Chabert<sup>4</sup>. Au même instant, un second individu tombait de la colonnade du Garde-meuble sur le trottoir, au milieu des gardes nationaux ébahis. On le releva. Il se plaignait vivement des douleurs que lui causait sa chute et dit qu'il s'appelait Douligny.

Il était minuit et demi. Le commandant de la patrouille vint alors prévenir le chef du poste du Garde-meuble, qui ignorait encore que les richesses confiées à sa vigilance avaient disparu. Les gardes nationaux étaient endormis; on dut les réveiller les uns après les autres, et on leur remit les deux prisonniers<sup>5</sup>.

Au même instant, Camus, qui avait été laissé en faction

1. Arch. nat., C II 5, 101. Réponse faite par Camus à une affiche intitulée : *la Vérité*, en date du 25 septembre 1792. — *Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Camus dans le procès de Douligny et de Chambon, le 21 septembre 1792.

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*.

4. Arch. nat., C. II, 5, 101. Réponse faite par Camus le 25 septembre 1792 à une affiche intitulée : *la Vérité*.

*Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Camus dans le procès de Douligny et Chambon, le 21 septembre 1792. Interrogatoire de Douligny et Chambon.

5. *Ibidem*.





au coin de la rue Royale, vit une voiture qui se dirigeait de son côté; il l'arrêta et demanda au cocher s'il portait du monde. Sur sa réponse affirmative, trois hommes descendirent : c'étaient les sieurs Collette, gendarme; François Ducruix, ancien militaire; et Jannicot, courrier. Le gendarme Collette avait été prévenu à minuit par les administrateurs de la police, de se rendre immédiatement au Garde-meuble avec deux hommes qu'il était autorisé à requérir, pour arrêter et mettre sous la main de la justice les brigands qui devaient venir dévaliser le Garde-meuble dans la nuit<sup>1</sup>. Il prit une voiture pour s'y rendre plus vite, mais il ne put arriver sur les lieux qu'à lorsque la patrouille de gardes nationaux avait déjà découvert le vol et arrêté deux voleurs.

A leur aspect, Camus jugea prudent de les arrêter et de les conduire au poste. Là, ils exhibèrent l'ordre qu'ils avaient reçu des administrateurs de la police. A ce moment, Camus, relevé de sa faction, proposa de monter avec quelques hommes dans l'intérieur du Garde-meuble pour s'assurer s'il n'y restait pas d'autres voleurs. Sa proposition fut aussitôt adoptée, et deux des délégués de la police ainsi que quelques gardes nationaux se joignirent à lui pour faire ces recherches.

A la tête de ses hommes, Camus monta par l'escalier intérieur, arriva sur le palier, devant la porte du premier étage, et constata que les scellés qui y avaient été apposés étaient intacts, ainsi que ceux des autres portes donnant accès dans les salles. Il comprit alors que les voleurs n'avaient pu pénétrer qu'en grimpant par l'extérieur. Il retourna sur ses pas et revint au poste pour faire part de ses observations, quand il aperçut le troisième délégué qui avait pris le sabre du factionnaire et se tenait en faction

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Tahou, cocher, dans le procès de Doulligny et Chambon. Audience du 24 septembre 1792.

*La Vérité sur les voleurs du Garde-meuble*, affiche sur papier jaune conservée au greffe du tribunal de Beauvais.



avec lui devant le poste. A ce moment Camus, le chef du poste et les gardes nationaux commencèrent à concevoir des doutes sur la réalité des ordres dont les délégués étaient porteurs, et, après en avoir fait l'examen, comme les réponses des délégués ne paraissaient pas s'accorder avec celles du cocher, on les enferma tous les quatre avec les deux voleurs arrêtés et on mit le fiacre en fourrière.

Aussitôt après, Camus, ayant fait demander des échelles, suivit la même voie que les voleurs, et, s'aidant de la corde du réverbère, monta avec deux hommes sur la galerie; il trouva sur la corniche un vase d'or massif<sup>1</sup> dont la ville de Paris avait fait présent à Louis XV à l'occasion de la naissance du Dauphin<sup>2</sup>; il pénétra ensuite dans les salles, dont le plancher était jonché de diamants. On découvrit une superbe perle dans une boîte en ivoire, un vilebrequin, une vrille et d'autres objets propres à l'effraction, tels que : « une pince en fer; une deuxième pince, plus

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Doulligny et Chambon. Audience du 21 septembre 1792. Déposition de Camus.

Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Mémoire de Restout.

2. Nous avons longtemps cru que l'objet dont il s'agit ici était la nef du couvert du roi, exécuté par Meissonnier et reproduit par son auteur dans un livre, mais nous avons pu nous convaincre que l'objet en question était tout autre, et même nous en avons retrouvé la description dans l'inventaire des gemmes de la couronne en 1791 :

« Nef d'or dont la proue est terminée par deux amours qui supportent une couronne de diamans placée au-dessus des armes de France, composée de huit fleurs de lis produisant trente-deux diamans et pierres foibles; le cercle garni de quatorze pierres foibles, trois rubis et trois saphirs; le fleuron qui termine la couronne manque.

« Les bords de la chaloupe sont enrichis de dix gros diamans, quatre brillans, quatre demi-brillans, deux roses et douze rubis. La poupe offre un mascarou. Cette chaloupe est portée par quatre sirènes, et la base par six tortues.

« Le couvercle est terminé à une des extrémités par un mascarou; au milieu de ce couvercle est un dauphin sur lequel est assis un enfant qui porte une couronne ornée de diamans, composée de douze fleurs de lis, produisant quarante-huit diamans, partie roses et partie demi-brillans. Le fleuron qui domine le dessus de ladite couronne est garni de quatre roses et de quatre pierres foibles (la cinquième partie du fleuron manque); le cercle de la couronne est garni de six rubis, six saphirs et vingt-deux pierres foibles. L'ensemble pèse cent six mares six onces quatre gros d'or, estimée trois cent mille livres, ci. . . . . 300 000<sup>3</sup>  
(11<sup>e</sup> armoire, 5<sup>e</sup> tablette, n<sup>o</sup> 513.)

Dans aucun recueil ni dans aucun dépôt nous n'avons pu retrouver la reproduction de cet objet.



petite, affilée en ciseau aux deux bouts, dont l'un est recourbé; un crochet de fer rond formant à son extrémité une boucle ouverte; un ciseau à froid pour couper le fer; une scie à main montée sur un manche; un couteau de chasse, un ceinturon, un fourreau, un poignard, un couteau à tranchant, des pierres à fusil, un chapeau de peluche rond'. »

Après avoir constaté que les scellés avaient été brisés sur les armoires contenant les bijoux et les objets d'art, Camus rentra aussitôt au poste du Garde-meuble. A sa vue, les délégués manifestèrent hautement leur mauvaise humeur, en lui reprochant de les avoir fait arrêter, et le menacèrent de le faire afficher. Sans s'inquiéter de leurs invectives, Camus, qui, en raison de sa haute situation, avait, comme tous les gens d'importance dans la garde nationale, une autorité beaucoup plus considérable que les chefs, procéda à l'interrogatoire des deux voleurs. L'un d'eux, Doulligny, ayant déclaré qu'il habitait rue Saint-Denis, 191, Camus s'y rendit avec deux hommes pour avoir quelques renseignements sur lui. Malgré tout le soin qu'il mit à rechercher la demeure qui lui avait été indiquée, il ne put la découvrir, et à cinq heures du matin il rentrait au poste de la rue Saint-Florentin en déclarant que l'adresse était fausse. Puis il fit au juge de paix qui s'était transporté au Garde-meuble les déclarations requises sur les faits auxquels il avait assisté<sup>1</sup>.

Dès l'arrivée de la patrouille, la plupart des voleurs s'étaient enfuis à l'autre extrémité de la place et avaient passé le pont.

Francisque tenait dans son mouchoir la plus grosse partie des diamants, et sous son bras une boîte également

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Mémoire de Restout, et *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Doulligny et Chambon. Audience du 21 septembre 1792. Déposition de Camus.

2. Arch. nat., C. II, 5, 101. Réponse de Camus à une affiche intitulée : *la Vérité*, le 25 septembre 1792.

*Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Camus dans le procès de Doulligny et Chambon. Audience du 21 septembre 1792.



pleine de pierres et de perles. Ses complices continuaient leurs revendications, et le bousculaient en le sommant de remettre à chacun sa part du butin.

Francisque, impatienté, menaça de tout jeter à la rivière. Cet argument parut les calmer, et, arrivés en face du Palais-Bourbon, ils descendirent sur la berge, près du pont de la Concorde, et se placèrent en rond autour de Francisque, après avoir déployé à terre leurs mouchoirs<sup>1</sup>. Celui-ci commença le partage et leur remit à tour de rôle des poignées de diamants qu'il tirait de son mouchoir ou de ses poches. Ils étaient seize autour de lui, et pendant qu'il était occupé à cette distribution, les plus adroits trouvaient moyen de soustraire de sa boîte ou de ses poches plus que leur propre part<sup>2</sup>.

Durant le partage, un individu porteur d'un fanal s'approcha d'eux<sup>3</sup>. Le nommé Deslandes, qui montait la garde armé d'un sabre, en costume de garde national, cria : « Qui vive ? » L'individu continuant d'avancer, ils furent tous pris de crainte et s'enfuirent derrière des tas de pierres, où le partage recommença. Mais une vieille femme vint encore les déranger. Francisque leur conseilla alors de se séparer, et leur donna rendez-vous chez Lecomte, limonadier à la Halle, pour le lendemain à neuf heures, afin de terminer la distribution du butin<sup>4</sup>.

Ils se dispersèrent, non sans laisser sur les bords du quai de nombreux bijoux, particulièrement des perles et une caisse de couleur jaune que Francisque avait emportée avec lui et que Badarel cacha sous des pierres<sup>5</sup>.

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Cottet dit le Petit Chasseur.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Testament de Meyran dit Grand C..., au moment de son exécution. *Acte d'accusation* de Cottet, en date du 5 novembre 1793. *Déclaration* de Francisque dans le procès de Meyran dit Grand C..., le 1<sup>er</sup> novembre 1793.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Cottet et interrogatoire dudit, à l'audience du 7 novembre 1793.

4. *Bulletin du Tribunal criminel*. Audience du 16 octobre 1793. Procès de Depeyron dit Francisque et de Badarel. *Déclaration* de Badarel.

5. *Bulletin du Tribunal criminel*. Audience du 30 octobre 1793. *Déposition* de Francisque Depeyron dans le procès de Gallois dit Matelot.





Badarel et Gallois dit Matelot, tous deux associés, emportèrent avec eux leurs parts et se rendirent d'abord dans une chambre située rue de la Mortellerie, à côté de l'hôtel de Sens, où ils déterminèrent ce qui revenait à chacun d'eux<sup>1</sup>. Leur butin se composait de bijoux et de pièces d'orfèvrerie cassées; c'est là qu'ils brisèrent les figures de la chapelle du cardinal de Richelieu, dont ils vendirent l'or à un sieur Marian. Lorsqu'on pénétra plus tard dans cette chambre, on y trouva encore des pierres à terre<sup>2</sup>.

Le lendemain, ils se dirigèrent du côté des Champs-Élysées, et s'arrêtèrent dans l'allée des Veuves, devant la maison de la veuve Brulé. Matelot enterra les bijoux comprenant la part de Badarel et la sienne pendant que son compagnon faisait le guet<sup>3</sup>.

D'autres voleurs plus malins, ou plutôt mieux nantis que les autres, au lieu d'attendre le dernier partage, qui devait se faire le lendemain chez Lecomte, limonadier, prirent leurs dispositions pour quitter immédiatement Paris, avant que la nouvelle du vol ne fût ébruitée et que la police ne se mît à leurs trousses<sup>4</sup>. Certains d'entre eux parvinrent à gagner l'Angleterre et à y vendre le produit de leur vol.

Telle est en quelques mots l'histoire du vol du Garde-meuble; maintenant, c'est l'histoire des voleurs et des objets volés que nous allons suivre; nous verrons comment certains bijoux rentrèrent dans le Trésor et comment d'autres au contraire furent à jamais perdus.

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Audience du 21 septembre 1792. Déposition du citoyen Clavelot dans le procès de Doulligny et Chambon.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Depeyron dit Francisque et de Badarel, le 16 octobre 1792.

3. Même source.

4. Arch. nat., O<sup>2</sup> 188. Déposition de Fleury-Damoutier au Comité de sûreté générale, le 30 thermidor an III.



## CHAPITRE IV

Les recherches. — Les premiers interrogatoires. — Les dénonciations. — Nouvelles recherches dans les cabarets. — Arrestation de nouveaux voleurs.

Arrivés au poste, les deux individus arrêtés furent interrogés. Celui qui avait dit s'appeler Chabert reconnut avoir voulu tromper sur son véritable nom, et déclara s'appeler en réalité Chambon. L'autre, qui se plaignait de douleurs violentes, s'appelait Douligny. On les fouilla, et l'on trouva sur eux : un briquet, une pierre à fusil, un pain de bougie, un rat de cave, de l'amadou, un vilebrequin avec sa mèche, un marteau de vitrier avec ciseau. Douligny était armé d'un couteau de chasse et d'un poignard. Tous deux avaient des diamants dans leurs poches<sup>1</sup>.

Douligny avait en outre pris, mais laissé sur la terrasse, une nef d'or pesant cent six marcs, garnie de dix pierres, tant roses que brillants, et de douze rubis; une couronne ornée de roses, rubis et pierres en tables, et enfin un hochet en or, que dans l'instruction on a prétendu avoir été celui du jeune Dauphin<sup>2</sup>. C'est, croyons-nous, une erreur : la pièce trouvée sur Douligny était un hochet couvert de diamants, le bout en corail, donné à Louis XVI par l'impéra-

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Douligny et Chambon. Acte d'accusation du 21 septembre 1792. Inventaire des objets trouvés sur Douligny et Chambon, dressé par le juge de paix Fantin, le 17 septembre 1792, et conservé au greffe du Tribunal de Beauvais.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Procès-verbal de dépôt des diamants retrouvés sur les voleurs, à la caisse de l'Extraordinaire, en date du 11 décembre.



trice Catherine de Russie. Il avait été estimé dans le dernier inventaire vingt-quatre mille livres<sup>1</sup>.

Chambon avait sur lui les bijoux envoyés en 1790 par Tippo-Saëb, et estimés environ dix mille livres<sup>2</sup>; il avait en outre un Bacchus en or à cheval sur un tonneau en agate, et une croix d'or garnie d'émeraudes, de topazes et autres pierres<sup>3</sup>.

Aussitôt après l'interrogatoire sommaire fait par Camus, le chef du poste avait envoyé quérir les sieur Restout et le juge de paix Fantin, qui s'étaient rendus à son appel immédiatement. A deux heures du matin, le juge de paix ouvrit une enquête et interrogea, en présence de son greffier qui inscrivait les dépositions, les différentes personnes présentes au moment de la découverte du vol. Ce furent d'abord les gardes nationaux de la patrouille, qui racontèrent les faits que nous connaissons déjà, puis Doulligny et Chambon, après avoir fait un inventaire sommaire des objets trouvés sur eux<sup>4</sup>.

Aux questions qui lui furent posées par le juge de paix, Doulligny répondit que, passant sur la place Louis XV vers minuit, il avait rencontré deux individus inconnus qui lui ont dit : « Venez avec nous. » Un de ces particuliers est monté alors le long de la lanterne, l'autre l'a suivi. Quant à lui, « il croyait, dit la déposition, monter chez des filles, et riait ». Il déclare ensuite qu'il n'est point entré dans les salles et qu'il est resté assis sur la balustrade, les pieds pendants; qu'il *était dans le train (sic)*, et qu'il croyait toujours aller voir des filles; que les deux particuliers lui ont mis des bijoux dans ses poches, mais que l'état d'ébriété dans lequel il était lui empêchait de se souvenir d'autre chose.

1. Inventaire de 1791.

2. Inventaire de 1791.

3. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Procès-verbal ci-dessus désigné.

4. Tous ces interrogatoires ainsi que l'inventaire précités sont conservés in extenso au greffe du tribunal de Beauvais, sous le titre de : Procès-verbal de Fantin, juge de paix, dressé le 17 septembre 1792, à une heure du matin.



Chambon, interrogé à son tour, déclare que vers onze heures et demie, au sortir de la rue Royale, une vingtaine de brigands armés l'ont arrêté; les uns voulaient le sabrer ou lui brûler la cervelle, d'autres préféraient se servir de lui.

Après des menaces, ils le forcèrent d'aller chercher au coin de la rue Saint-Florentin, au pied du bâtiment, des objets qui se trouvaient par terre, pour les porter au milieu de la place, et qu'il n'avait pu se refuser à cet office, attendu qu'il était cerné de toutes parts par des hommes armés, prêts à exécuter leurs menaces de mort; enfin, que c'était au moment où il commençait à ramasser ces objets qu'il a été arrêté.

L'interrogatoire de Chambon venait d'être terminé quand un garçon de restaurant apporta à Fantin une émeraude qu'il venait de trouver. A son tour, le juge de paix monta au Garde-meuble accompagné de son greffier, d'un employé et des deux détenus Doulligny et Chambon. Comme l'avait déjà fait Camus, il constata l'effraction de la fenêtre ainsi que la disparition des objets. Il était environ cinq heures du matin lorsque le juge de paix redescendit au poste, où il reçut de Camus, qui venait d'arriver, la déclaration que l'adresse donnée par Doulligny était fausse. Celui-ci s'excusa en disant qu'étant depuis peu de temps à Paris, il s'était trompé par ignorance dans la désignation de son logement.

Au même moment, un ordre du ministre de l'intérieur était remis à Fantin, lui donnant avis de cesser toute instruction judiciaire jusqu'à ce que l'Assemblée nationale en eût décidé. Ainsi fut clos le procès-verbal dont nous avons donné les principaux détails.

Badarel, qui s'était rendu sur la place Louis XV pour voir ce qui s'y passait, fut arrêté au pied de la statue, par un sieur Clavelot, auquel il avait paru suspect, et conduit immédiatement à la Conciergerie<sup>1</sup>.

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Doulligny et Chambon. Déposition du citoyen Clavelot à l'audience du 21 septembre 1793.





Pétion, comme maire de Paris, et Roland, ministre de l'intérieur, étaient chargés de rechercher les auteurs du vol, mais leurs investigations auraient été probablement infructueuses si un nommé Lamy-Evette dit Brière<sup>1</sup>, autrefois condamné pour fabrication de faux assignats, et relâché aux massacres de septembre sans avoir purgé sa condamnation, n'était venu à leur secours<sup>2</sup>.

Lamy-Evette était encore sous la terreur d'être retrouvé et ramené en prison; il confia ses craintes à sa maîtresse, la femme Corbin, mulâtresse, qui fréquentait assidûment le club des Jacobins. Celle-ci se rendit immédiatement chez Pétion, qu'elle connaissait, et lui proposa de faire découvrir les voleurs et de retrouver les objets volés. Ceci se passait dans la journée du 18 septembre, c'est-à-dire le surlendemain du vol.

Pétion accepta les conditions que la veuve Corbin lui imposait pour lui faire obtenir les révélations de Lamy-Evette, et le même jour elle le lui amena habillé en garde national et le présenta au maire sous le nom de Brière<sup>3</sup>.

Lamy-Evette raconta qu'il avait connaissance de tout ce qui avait été volé, mais qu'ayant déjà été enfermé à la Conciergerie pour fabrication de faux assignats, il craignait d'être repris. Il espérait cependant obtenir sa grâce en dé-

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Cottet dit le Petit Chasseur. Déposition de Pétion, maire de Paris, de Gerbu, orfèvre, et de Roland, ministre de l'intérieur, à l'audience du 7 novembre 1793.

2. Sergent-Marcéau, ce membre de la Commune que sa probité proverbiale fit surnommer Sergent-Agathe, s'attribua, quarante-cinq ans après ces faits, dans une lettre publiée en 1834 dans la *Revue rétrospective*, le mérite de la découverte du vol.

Sa lettre n'est qu'un tissu de racontars faux ou falsifiés. Nous pourrions donc la passer sous silence, mais cependant nous renvoyons ceux des lecteurs qu'elle pourrait intéresser à l'article de M. Édouard Drumont, paru dans la *Revue de la Révolution*, en 1885, sous le titre de : « Le vol des diamants de la Couronne ». On y verra comment ce célèbre publiciste, après avoir reproduit la lettre de Sergent, en démontre la fausseté et prouve que ce personnage n'était qu'un vantard, effronté menteur. La démonstration est si péremptoire qu'il est inutile d'y revenir.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*, Procès de Cottet dit le Petit Chasseur. Déposition de Pétion, maire de Paris, de la femme Corbin et de Gerbu, à l'audience du 7 novembre 1793.



voilant les auteurs du vol du Garde-meuble, et en aidant la justice à retrouver les objets volés. Si cette assurance ne lui était pas donnée, il se tairait.

Pétion promit tout ce qu'il voulut, et lui donna même une lettre de recommandation pour Roland, qui reçut Lamy-Evette dans la soirée du même jour<sup>1</sup>. Après avoir fait au ministre la même déclaration qu'au maire, Brière ajouta qu'un nommé Gerbu, joaillier, demeurant rue du Harlay, venait d'acheter d'un des voleurs un certain nombre de pierres en ayant l'air de se prêter à cette acquisition, mais dans le but de découvrir d'autres bijoux et de les faire restituer à la République. Roland ordonna à Lamy-Evette d'aller sur-le-champ chercher Gerbu. Ils revinrent tous deux bientôt après, et Gerbu, ayant confirmé le récit de Lamy-Evette, remit au ministre vingt-cinq pierres sur lesquelles il avait promis de payer quinze mille livres, somme insignifiante eu égard à l'importance de l'achat. Il lui annonça en outre que son vendeur devait le lendemain lui apporter un collier<sup>2</sup>.

Roland donna un reçu des vingt-cinq pierres, et remit à Gerbu les quinze mille livres demandées ; il délivra ensuite à Lamy-Evette et à Gerbu un papier ainsi conçu<sup>3</sup> :

« Jé donne pouvoir au S<sup>r</sup> Brière ou au S<sup>r</sup> Gerbu porteur de cet écrit, de faire arrêter toute personne qu'il trouvera saisie de quelques bijoux ou diamants de ceux volés au Garde-meuble.

« Le Ministre de l'intérieur,

« ROLAND. »

« Paris, le 18 septembre de l'an IV<sup>e</sup>.

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Cottet dit le Petit Chasseur. Déposition de la femme Corbin et de Roland, ministre de l'intérieur, à l'audience du 7 novembre 1792. Arch. nat., F<sup>7</sup>, n° 439 j. Lettre de Roland au Président du Comité de surveillance en date du 26 septembre 1792.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition du ministre Roland et de Gerbu, orfèvre, dans le procès de Cottet, le 7 novembre 1792.

3. Arch. nat., F<sup>7</sup>, n° 144 j. fol. 195. Et extrait certifié conforme des minutes du greffe du tribunal de Beauvais.



Mais il leur était recommandé, dans le cas où le coupable ne serait pas nanti de ces objets, de se borner à le dénoncer aux officiers municipaux pour que l'arrestation se fit dans toutes les formes<sup>1</sup>.

Voilà maintenant comment les choses avaient été préparées :

Dans la soirée du 17, veille du jour où il fut présenté aux autorités, Lamy-Evette s'était rendu dans un café, rue de la Tixeranderie, où il avait rencontré le chapelier Boutet et Cottet dit le Petit Chasseur, voleur de profession qui s'était distingué le 10 août précédent en volant des bijoux et des dentelles aux Tuileries<sup>2</sup>. La conversation qu'il eut avec ces deux individus le mit sur les traces du vol du Garde-meuble. Lamy-Evette offrit à Cottet, dans le cas où il aurait des diamants à vendre, de l'aider à les réaliser. Cottet accepta cette proposition, et lui donna rendez-vous pour le lendemain matin chez un traiteur de la rue du Harlay<sup>3</sup>; puis Cottet se rendit chez un de ses amis du nom de Manger, qui était possesseur d'un certain nombre de diamants de la Couronne. Ils s'entendirent pour les vendre et partager l'argent qui proviendrait de leurs opérations. Rendez-vous fut pris pour le lendemain matin chez le traiteur de la rue du Harlay où Cottet devait rencontrer Lamy-Evette. Quand ils furent réunis, Lamy-Evette conseilla à Cottet et à Manger de se rendre chez l'orfèvre Gerbu, qu'il avait déjà prévenu. Ceux-ci s'y rendirent aussitôt; mais, au moment d'entrer, Manger hésita. Cottet pénétra seul, et proposa à Gerbu de lui vendre vingt-cinq pierres qu'il lui montra. On convint du prix de quinze mille livres<sup>4</sup>.

1. Arch. nat., F<sup>7</sup>, n° 4394. Lettre de Roland, ministre de l'intérieur, au président du Comité de surveillance, en date du 26 septembre 1792.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Acte d'accusation de Cottet, lu à l'audience du 7 novembre 1792. Déposition de François Desvoix à la même audience. Déclaration de la fille Leclerc, faite le 4 octobre 1792 et lue à la même audience.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*. Interrogatoire de Cottet, en date du 30 octobre 1792, signé par lui et par René Loiseau, juge.

4. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Cottet, déposition de Gerbu, orfèvre, à l'audience du 7 novembre 1792.



Gerbu donna à Cottet un acompte de treize doubles louis et un assignat de cinq cents livres, en l'engageant à revenir le lendemain pour toucher le reste de la somme. En même temps il lui demanda d'apporter d'autres diamants s'il en avait encore, en l'assurant, ce qui aurait dû mettre Cottet sur ses gardes, qu'il ne courait aucun risque.

Aussitôt que Cottet fut parti, Gerbu allait prévenir son voisin et confrère M. Desvoix, et le pria de l'aider à faire recouvrer à la République le plus grand nombre de bijoux possible<sup>1</sup>.

Le lendemain 19, Cottet et Lamy-Evette se rendirent ensemble chez Gerbu, qui les retint à dîner. Cottet était porteur d'une guirlande composée de trente-six chatons, faisant partie d'un collier que Manger lui avait remis avec recommandation expresse de ne pas en accepter moins de trente mille livres<sup>2</sup>.

Au moment du règlement, qui eut lieu vers la fin du dîner, le sieur Letellier, commissaire de la section du Pont-Neuf, se présenta. Il s'empara aussitôt du collier qui était sur la table et arrêta Lamy-Evette et Cottet; et, chose assez bizarre, tous trois s'en allèrent, « bras dessus bras dessous », à la recherche de Manger, qui ne se trouva pas au rendez-vous que Cottet lui avait donné<sup>3</sup>. Puis Letellier emmena ses prisonniers boire des petits verres dans un cabaret, au bout du pont au Change, et ensuite les conduisit au corps de garde. Brière ayant demandé qu'on les emmenât tous deux auprès de Pétion et de Roland, Letellier s'empressa d'y aller avec eux. Le ministre et le maire reçurent le commissaire et ses deux prisonniers; ils s'entendirent avec lui pour qu'il se servit de Cottet comme de Lamy-Evette: il

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, Procès de Cottet. Dépositions de Gerbu et de Desvoix, orlévres, à l'audience du 7 novembre 1792.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Acte d'accusation de Manger, condamné le 30 octobre 1792, et déposition du commissaire Letellier à la même audience.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*, et Arch. nat., W 250, pièce n° 14. Interrogatoire de Cottet, fait le 30 octobre 1792, par René Loizeau, l'un des présidents du jury d'accusation.





devait leur laisser une demi-liberté, et leur promettre leur grâce s'ils continuaient à aider la justice à découvrir les voleurs du Garde-meuble<sup>1</sup>. Roland remit à Cottet un pouvoir semblable à celui qu'il avait donné à Lamy-Evette et à Gerbu, et lui promit par écrit de lui tenir compte du prix de ses soins s'il faisait recouvrer le plus grand nombre possible de joyaux de la Couronne, et notamment le *Régent* et le *Sancy*<sup>2</sup>.

En quittant le ministre de l'intérieur vers une heure du matin, ils allèrent tous trois souper chez un marchand de vin de la rue de Jérusalem, et à deux heures et demie ils rentrèrent au corps de garde, où ils passèrent le reste de la nuit<sup>3</sup>.

A partir du lendemain matin, Cottet, Lamy-Evette et le commissaire Letellier se promènent ensemble dans les rues de Paris à la recherche des voleurs du Garde-meuble. Durant cette pérégrination, les déjeuners, diners, cafés et petits verres jouent un rôle important dans leur mission.

Ils allèrent d'abord chez Mauger, qui, se doutant de quelque piège, n'était pas rentré chez lui; mais ils y rencontrèrent Gallois dit Matelot et Alexandre dit le Petit Cardinal, qu'ils arrêtèrent sur-le-champ. En sortant ils aperçurent Mauger rôdant autour de son domicile; ils l'arrêtèrent aussi<sup>4</sup>. Après les avoir fait écrouer tous les trois, ils se rendirent chez Roland, auquel Letellier remit le collier qu'il avait saisi la veille, au moment où Gerbu le marchandait; de là ils se dirigèrent vers le café de la porte de Paris, autrement dit café Charles, pour y découvrir d'au-

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, pièces n° 17. Déposition de Gerbu et du commissaire Letellier dans le procès de Cottet. Arch. nat., F<sup>7</sup>, n° 4394. Lettre de Roland au président du comité de surveillance, en date du 26 septembre 1792.

2. Arch. nat., 4<sup>e</sup> registre. Vol du Garde-meuble. — Effets précieux. — Reçus de Roland, ministre de l'intérieur, en date des 18 et 20 septembre 1792.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*, Procès-verbal de Letellier, commissaire, en date du 19 septembre 1792.

4. *Bulletin du Tribunal criminel*. Interrogatoire de Cottet, en date du 30 octobre 1792, et interrogatoire de Mauger, en date du 16 octobre.



tres voleurs. On leur apprit que Picard et sa femme étaient venus et avaient parlé d'un marché de deux canons, d'un boulet et d'un mortier garnis de diamants. Ils se transportèrent aussitôt au domicile des époux Picard, mais comme il était fort tard, ceux-ci étaient couchés. Ils se retirèrent sans bruit, s'en allèrent souper au café Charles, et couchèrent ensuite dans la maison meublée attenante au café.

Le lendemain 21, à sept heures et demie du matin, ils retournèrent chez Picard. Cottet monta seul et demanda à voir les deux canons, le boulet et le mortier que Picard disait avoir payés trois cent cinquante livres. Après examen, Cottet lui en offrit quatre cents livres. En même temps, Letellier et Lamy-Evette se rendaient à la section pour demander la mise en arrestation de Picard et de sa femme. Ils ramenèrent des officiers municipaux qui pénétrèrent dans la chambre des époux Picard et s'emparèrent de leurs personnes. Ces derniers, se voyant dénoncés par Cottet, formulèrent contre lui des accusations d'une violence telle, que les officiers municipaux crurent devoir l'arrêter aussi. Quelques instants après, le commissaire Letellier le faisait relaxer.

Picard et sa femme furent conduits chez Lecomte, commissaire de la section des Quatre-Nations, où se trouvaient déjà, depuis la veille, Gallois dit Matelot et le Petit Cardinal.

Le samedi 22, tout en continuant leurs recherches, Letellier et ses deux acolytes jugèrent utile d'aller chez Pétion pour obtenir de lui une plus grande liberté d'action dans l'accomplissement de leur mission, mais celui-ci mit peu d'empressement à leur donner satisfaction<sup>1</sup>.

Fatigué de ses courses inutiles, Letellier rentra chez lui le soir, et abandonna Lamy-Evette et Cottet, qui s'en allèrent chez la veuve Corbin, où ils soupèrent et ensuite se couchèrent.

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Interrogatoire de Cottet, déjà cité.



Toute la journée du dimanche fut employée par eux à boire et à festoyer chez la veuve Corbin. Plus tard, elle réclama à Pétion une somme de quatre cents livres pour la façon dont elle avait traité son amant et son compagnon<sup>1</sup>.

Le lundi 24, Letellier n'ayant pas reparu, Lamy-Evette et Cottet se rendirent chez le commissaire Lecomte pour avoir des nouvelles de leurs prisonniers. Ce fonctionnaire s'empessa d'abord de louer leur zèle, puis il demanda à Cottet de lui faire une déclaration en forme de tout ce qu'il savait sur le vol du Garde-meuble. Cottet répondit qu'il aurait fait sa déclaration depuis longtemps si le comité de surveillance de la mairie avait voulu la recevoir. Il désigna alors les nommés Tricot, Paul Miette, Guillot, Letort, Constantin, Barraud et Colin Brèchedan comme ayant fait partie des voleurs du Garde-meuble dans la nuit du mercredi 12, Colin Deslors le vendredi 14, et enfin Baillon, Grand C..., le Matelot, Francisque, Fortin, le Cardinal, le Génois, l'Espagnol, Borge et sa femme, Cadet Fort, Marian ou Mariandy, Le Pastre et Bériquin dans la nuit du 15 au 16. Cottet ajouta « qu'il ne connaissait ces individus que pour les avoir vus quelquefois au café de la rue de Rohan, excepté cependant Collin et Tricot, qui étaient établis marchands, et qu'il n'aurait jamais supposés capables de commettre le vol auquel ils avaient pris part<sup>2</sup> ».

Cette déclaration, signée par Cottet, le commissaire Lecomte et le greffier Brulé, fut portée le même jour au comité de surveillance de la Convention nationale, où elle fut remise aux citoyens Bazire et Merlin.

Merlin dit à Cottet que sa déclaration serait enregistrée, et qu'il n'avait qu'à dresser une liste de toutes les personnes qu'il jugeait utile de faire arrêter pour qu'un mandat d'amener fût immédiatement lancé contre elles<sup>3</sup>.

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Cottet. Déposition de la femme Corbin à l'audience du 7 novembre 1793.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Interrogatoire de Cottet. — 3. *Ibidem*.



Le lendemain 25, sur la proposition de Cottet, Merlin envoya le citoyen Azur, chef du bureau du comité, pour surveiller la femme Baillon, pendant que Cottet et Lamy-Evette tâchaient de savoir par elle ce qu'étaient devenus leurs camarades ; mais celle-ci se renferma dans un mutisme complet.

Ils se rendirent alors chez le chapelier Boutet, que Lamy-Evette avait rencontré avec Cottet le lendemain du vol, et qui passait pour avoir la cravate de Henri IV<sup>1</sup>.

Ils ne purent non plus rien obtenir de lui.

De là ils allèrent successivement quai de l'École, dans un café-billard fréquenté par les malfaiteurs ; chez le sieur Retour, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois, au coin de la rue Bailleul, mais son cabaret était fermé avec cette inscription : *Ici n'est plus le repaire des scélérats* ; ensuite chez la dame Noël, tenant un café rue Champfleury ; au café Chevalier, rue de Chartres ; et enfin au café-billard, rue de Rohan ; mais nulle part ils ne trouvèrent ceux qu'ils cherchaient.

Dans la soirée du même jour, ils se rendirent dans un café du Palais-Royal, où il leur fut dit que Moulin, Tricot et sa femme s'étaient embarqués pour l'Angleterre et que Chapuis et Olivier étaient partis pour Bordeaux<sup>2</sup>.

Cottet se plaignit au comité des Tuileries de ce qu'il n'avait pas été déployé plus d'activité pour les arrêter. Cette négligence leur avait laissé le temps de s'enfuir. Il ajoutait qu'il avait remis au comité une note dans laquelle il dénonçait Moulin comme ayant acheté une quantité de

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Interrogatoire de Cottet.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Interrogatoire de Cottet.

Chapuis, Letort et Moulin étaient partis de Paris nantis d'objets précieux, mais ce n'était pas à Bordeaux qu'ils s'étaient rendus, c'était à Lorient, au moyen d'un faux certificat de civisme que leur avait donné le défunt abbé Bardy, attaché alors à l'hôtel de la Force.

Collin, Tricot et Delanges ou Deslandes étaient, eux, soit à Lyon, soit à Bordeaux. Aussitôt leur arrivée dans ces villes, ces individus formèrent des bandes résolues à se défendre dans le cas où l'un des affidés viendrait à être arrêté.





diamants volés au Garde-meuble, et le signalait comme l'un des chefs des Marseillais ayant formé le projet de piller le Palais-Royal et le trésor de Saint-Denis, à la tête de ses hommes. Il avisait en même temps le comité de prendre certaines précautions pour arrêter Moulin, attendu que les Marseillais l'aimaient comme leur père, et le défendraient énergiquement si l'arrestation s'opérait en leur présence. Il ajoutait en outre que les voleurs du Garde-meuble avaient au Tribunal criminel des gens affidés sur lesquels ils pouvaient compter en cas d'arrestation<sup>1</sup>. Nous retrouverons plus tard et à différentes reprises le nommé Moulin, mais nous verrons aussi combien il est difficile de restituer exactement le rôle qu'il avait eu dans cette affaire.

Enfin, le mercredi 26 septembre, Lamy-Evette et Cottet allèrent rendre compte au comité de surveillance des Tuileries du résultat de leurs démarches, et renouvelèrent leurs plaintes au sujet des arrestations qui avaient été manquées par la négligence du comité. Pour toute réponse, le commissaire Alizard, chef dudit comité, les mit en état d'arrestation et les fit écrouer à la Conciergerie sans explication<sup>2</sup>.

En même temps que Lamy-Evette faisait arrêter quelques voleurs, un juif nommé Anselme Lion recevait les propositions d'un individu porteur de bijoux volés; mais dans sa déposition en date du 20 septembre 1792 il n'en donne aucun signalement, et nous n'avons pu retrouver son nom<sup>3</sup>.

Lion faisait prévenir un gendarme du nom de Gérard<sup>4</sup>, et en sa présence il acheta à cet individu un certain nom-

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Note remise par Cottet au Comité de sûreté générale, le 21 septembre 1792, et interrogatoire dudit Cottet, déjà cité.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Interrogatoire de Cottet, déjà cité.

3. Greffe du tribunal criminel de Beauvais, pièce n° 12.

4. Arch. nat., O<sup>2</sup> 490. Extrait du registre des délibérations de la Commune de Paris du 20 septembre 1792. Lettre du ministre de l'intérieur au gendarme Gérard, en date de mai 1793. Lettre du même ministre à l'inspecteur général du Garde-meuble, en date du 30 janvier 1793.



bre de joyaux qu'il déposa le même jour sur le bureau de la Commune; mais déjà le Tribunal criminel avait commencé ses opérations et les débats avaient jeté quelque nouvelle lumière sur le mystère dont était entouré le vol du Garde-meuble.

---



## CHAPITRE V

Le Tribunal criminel. — Procès et condamnation de Chambon et Douligny. — Recel de diamants volés. — Procès de plusieurs juifs. — Procès de Badarel et de Depeyron.

Avant de commencer à raconter les débats des procès, il importe de donner une idée de ce qu'était la procédure en matière criminelle établie par la loi du 17 août 1792. L'acte d'accusation une fois établi était soumis avec toutes les pièces de l'instruction à un jury qui déclarait s'il y avait lieu de poursuivre les inculpés pour les faits dont ils étaient chargés. Lorsque ce jury répondait affirmativement, les prévenus étaient immédiatement traduits devant le Tribunal criminel, où les débats avaient lieu dans la forme qui est encore en vigueur de nos jours dans les cours d'assises.

Pour presque tous les accusés du vol du Garde-meuble, le jury d'accusation déclara qu'il y avait lieu de poursuivre. Aussi les débats publics nous ont-ils appris nombre de détails nouveaux sur l'histoire du vol.

Dans le premier temps, le Tribunal criminel jugeait en dernier ressort, mais dans le courant de novembre un tribunal de cassation fut constitué pour examiner si toutes les formes prescrites par la loi avaient été exactement observées.

Le 21 septembre eut lieu le premier procès, celui de Douligny et de Chambon<sup>1</sup>.

1. *Bulletin du Tribunal criminel* du 21 septembre 1792.



L'acte d'accusation portait qu'ils avaient fait partie *d'un complot à main armée, ayant pour but de renverser le gouvernement nouvellement constitué*, quoique rien dans l'instruction n'autorisât à supposer que le vol dont ils s'étaient rendus coupables avait eu un but politique quelconque.

On procéda à l'interrogatoire des accusés : le premier déclara s'appeler Joseph Doulligny, bourgeois, âgé de vingt-trois ans, né à Brescia (Italie) ; c'était un repris de justice marqué de la lettre V ; le second, Jean-Jacques Chambon, âgé de vingt-six ans, né à Saint-Germain-en-Laye, ci-devant valet de chambre chez M. de Rohan-Rochefort.

Le président fit tous ses efforts pour amener les accusés à avouer qu'ils avaient été poussés à commettre le vol du Garde-meuble *par quelques personnes de distinction*. « Parlez avec franchise, leur dit-il. N'avez-vous pas eu des relations avec quelques grands seigneurs, des princes, par exemple, ou tous autres personnages attachés à l'ancienne cour, qui vous auraient mis en avant pour consommer ledit vol ? »

Les accusés répondirent ce qu'ils avaient déjà dit lors de leur arrestation, « que des brigands armés qui se rendaient au Garde-meuble les avaient forcés à les accompagner, et que les diamants trouvés dans leurs poches y avaient été mis à leur insu par ces mêmes brigands ».

Mais l'accusateur public leur fit observer que ce système de défense ne saurait être admis : « Comment voulez-vous, dit-il, faire concevoir une pareille fable à une tête bien organisée ? Quoi ! des hommes armés auraient employé la force à votre égard pour ensuite vous charger d'un dépôt de plus de cent mille livres ! Mais vous ne voyez donc pas que ces deux idées sont incohérentes, que la violence et la confiance sont incompatibles et que la première partie de votre défense détruit l'autre, ou plutôt qu'elles se détruisent respectivement. Vous ne devez pas espérer des lumières du Tribunal qu'il se prête à une pareille illusion.





Détruisez donc les preuves constantes et irrévocables qui existent contre vous, par un raisonnement simple et vrai qui vous montre au Tribunal et aux jurés aussi purs qu'ils désirent vous trouver.<sup>3</sup> »

A ce moment, Douligny demande à être conduit dans un café, rue d'Angivilliers, afin d'y faire découvrir les auteurs du vol du Garde-meuble. Le sieur Pepin, faisant fonction de président en remplacement du sieur Lavau absent, fait droit à la demande de l'accusé et ordonne que le citoyen Desvieux, juge, un greffier et un huissier se rendront sur-le-champ rue d'Angivilliers, avec l'accusé, accompagnés d'une forte escorte de gendarmerie. Puis, s'adressant à l'auditoire, le président dit : « Citoyens, un grand délit a été commis, il s'agit de l'intérêt national, promettez de protéger le transport de l'accusé? — Oui! oui! répondirent les citoyens d'une voix unanime<sup>1</sup>. »

L'audience, suspendue jusqu'au retour de la délégation du Tribunal, fut reprise par la lecture du procès-verbal de la descente opérée chez le sieur Retour, traiteur et logeur, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois, au coin de la rue Jean-Tison. Il y était constaté que ce dernier n'avait pas son livre en règle; que les noms qui y étaient consignés appartenaient pour la plupart à des individus désignés par Douligny comme des voleurs de profession; que cette maison jouissait de la plus mauvaise réputation, qu'elle était un lieu de débauche et de prostitution et qu'elle n'était fréquentée que par des filles de mauvaise vie et des fripons. Le juge fit arrêter tous ceux qui s'y trouvaient, et le Tribunal ordonna qu'ils seraient écroués à la Conciergerie et renvoyés devant le jury d'accusation.

On entend ensuite les dépositions des témoins Jean Béasse et sa femme, Marguerite Chobert, ainsi que celles des gardes nationaux qui étaient de service au poste de la rue

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 15. Allocution du président Pepin-Degrouhettes à l'audience du 22 septembre 1793.



Saint-Florentin. Ces dépositions ne font que confirmer ce que nous avons dit sur la découverte du vol du Garde-meuble.

L'heure étant avancée, l'audience est de nouveau suspendue, « pour permettre aux jurés et aux accusés de prendre leur nourriture. Ces derniers, dit le *Bulletin criminel*, ont dîné avec un appétit et un sang-froid admirables<sup>1</sup>. »

L'audition des témoins est reprise aussitôt après : Tahon, cocher de fiacre, dépose que le 16, à minuit moins un quart, il a amené sur la place Louis XV « trois employés du comité de surveillance d'une section de la rive gauche, et qu'en arrivant près du Garde-meuble il a été arrêté avec ses voyageurs par les gardes nationaux du poste de la rue Saint-Florentin<sup>2</sup>. »

Une vive discussion s'engage à ce sujet, dans le but de savoir si Camus n'a pas outrepassé ses droits en mettant en état d'arrestation et en traitant comme des criminels des agents revêtus d'un caractère officiel, qu'il ne lui était pas permis d'ignorer. Camus interpellé répond : « Que, simple fusilier, et non commandant du poste, ce n'est pas lui qui avait donné l'ordre de leur arrestation<sup>3</sup>. »

A ce moment le citoyen Lullier, accusateur public, « requiert que Douligny soit entendu à part dans une déclaration importante qu'il demande à faire ». Le Tribunal, faisant droit à cette réquisition, ordonne que Chambon soit transféré dans une autre pièce, et qu'on ne laisse sortir personne.

Douligny raconte alors que lorsqu'il était détenu à la Force « il avait fait la connaissance de Roudani, négociant espagnol, son co-détenu, et que l'ayant rencontré la veille du jour où il avait été arrêté (le 16 septembre), ce dernier

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Douligny et de Chambon en date du 21 septembre 1793.

2. Nous avons vu que c'étaient les gardes nationaux du poste des Feuillants.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Camus à l'audience du 22 septembre 1793, et Arch. nat., C II 5, 101. Réponse de Camus à une affiche intitulée *la Vérité*, en date du 25 septembre 1793.



lui avait fait part du vol du Garde-meuble et lui avait dit que les nommés Marian, Delange, Delcampo, juif, Paul Miette, Deslors, Lemaitre, Agard, Collin, Fratin, Bériquin et Basile y avaient coopéré, et il ajoute que ces brigands le forcèrent de monter le long du réverbère<sup>1</sup>. »

Sur la demande du commissaire national, des mandats d'amener sont lancés contre ces nouveaux accusés.

On entend ensuite la déposition de Jacques-Antoine Spol, commissaire de la section du Ponceau, qui déclare que quelques jours après la journée du 10 août, il a assisté à l'apposition des scellés sur les armoires, portes et fenêtres du Garde-meuble, et que Mme de Crécy, épouse du gardien de cet établissement, avait informé les commissaires que par crainte d'une émeute, et d'accord avec M. Thierry<sup>2</sup>, conservateur du Garde-meuble, on avait jugé à propos, le matin du 20 juin, de retirer les diamants qui se trouvaient dans la dernière commode, et qu'on les avait placés dans une armoire située au bout d'une alcôve connue d'eux seuls, et où personne ne pouvait les trouver; le citoyen Spol ajoute que les commissaires ayant voulu s'assurer de l'existence desdits diamants, la dame de Crécy leur fit observer qu'elle avait placé de nombreux paquets dans l'armoire pour mieux dissimuler la présence de ce trésor. Ils se bornèrent alors à apposer les scellés sur ce meuble. A la suite de cette déposition, des mandats d'amener sont lancés contre le sieur Pellerin de Chantereine, contrôleur du Garde-meuble, et contre la dame de Crécy<sup>3</sup>.

Cette dernière, amenée aussitôt à l'audience, confirma la déposition de Spol, en ajoutant que ces diamants avaient été en effet mis dans l'armoire en question le 20 juin au matin, et qu'ils avaient été réintégrés à leur place, peu de temps après, en présence des commissaires du conseil gé-

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déclaration de Douliguy.

2. Voir à ce sujet les papiers de Thierry de Ville-d'Avray. Bibl. nat. MM. fonds français n° 11, 182.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*. Procès de Douliguy et Chambon.



néral de la Commune, ainsi que le constatent les procès-verbaux dressés à cet effet<sup>1</sup>.

Duplain et Panis, membres du Comité de surveillance, déposent que le 16 septembre, vers dix heures trois quarts, un citoyen qu'ils croient être le marchand de tabac de la rue de Rohan, est venu leur déclarer que dans un café-billard de la même rue, tenu par Henriette, deux particuliers s'étaient disputés au sujet d'un vol de diamants, et que l'un aurait dit à l'autre : « Tu es la cause que je n'ai point pris telle pièce. » Sur cette information, les déposants ont expédié, vers onze heures et demie, deux agents attachés au Comité, avec les pouvoirs nécessaires pour les faire reconnaître<sup>2</sup>.

Le citoyen Clavelot témoigne que c'est lui qui, le 17 septembre, a arrêté Badarel au pied de la statue de Louis XV; ses allures lui ayant paru suspectes, il l'a conduit à la Conciergerie.

Lecture est donnée du procès-verbal de M. Desvieux, juge, duquel il résulte que parmi les hardes et effets saisis chez Doulligny il n'a rien trouvé de suspect, mais qu'il a découvert dans les papiers de l'accusé un exemplaire du code pénal; ce qui ferait supposer que quand Doulligny commettait quelque crime, il était curieux de savoir quelle peine il encourait.

Badarel et Picard, tous deux détenus, viennent aussi déposer. Le premier déclare qu'il montait la garde sur la place pendant que ses camarades étaient occupés à voler le trésor du Garde-meuble. Il avoue avoir reçu des nommés Normand et Lyonnais un morceau d'or de six à sept pouces, sans pouvoir désigner si c'était un christ ou tout autre

1. *Bulletin du Tribunal criminel.*

2. Nous avons vu plus haut que les pièces de la police conservées au greffe du tribunal de Beauvais donnaient les indications les plus précises sur le rôle des envoyés du Comité de surveillance, qui étaient trois et non deux. Panis et Duplain ont pu être positivement avertis du vol par la déposition du restaurateur, mais, dès la veille, le commissaire Felletier, et le joaillier Maillard, les avaient avisés que des diamants avaient dû être volés, en leur remettant ceux apportés par Le Blond et Le Leu. Voir ci-dessus.





objet; mais, comme il ne voulait pas tremper dans ce vol, il le leur aurait rendu presque aussitôt. Il reconnaît aussi qu'il a prêté sa chambre auxdits Normand et Lyonnais, pour y faire les parts, et que pendant qu'il était aux cabinets, ces derniers ont brisé les pièces qu'ils venaient de voler, et sont partis en les emportant avec eux<sup>1</sup>.

Picard dépose que, peu de jours avant son arrestation, Cottet était venu chez lui sous prétexte d'acheter une vieille paire de bottes; il se serait fait apporter six sous d'eau-forte dans un verre, et là, dans son domicile, le petit Chasseur aurait jeté dans l'eau-forte quelques objets, auxquels lui, déposant, n'aurait pas fait attention; mais lorsque les commissaires vinrent pour l'arrêter, Cottet aurait pris aussitôt le verre et l'aurait jeté par la fenêtre. Le citoyen Odans, venant à passer au même instant dans la rue, avait ramassé un petit canon d'or garni de diamants avec trois fleurs de lis, et deux petites roues d'or également ornées de diamants qu'il avait remis aux agents. C'est alors seulement que lui, Picard, a connu ce que Cottet avait déposé dans le verre<sup>2</sup>.

Le sieur Odans, chandelier, rue Bourg-l'Abbé, déclare au Tribunal avoir trouvé les objets ci-dessus dans la rue, au moment où le verre est tombé<sup>3</sup>.

D'autres témoins sont encore entendus, mais leurs dépositions ne présentent aucun intérêt.

Après une audience de quarante-cinq heures consécutives, le Tribunal révolutionnaire prononce son jugement, et condamne Douliguy et Chambon « à la peine de mort, par application des articles 2 et 3 du titre premier de la 2<sup>e</sup> section du Code pénal, ainsi conçu : *Toutes conspirations ou complots tendant à troubler l'État par une*

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Badarel dans le procès de Douliguy et Chambon.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Picard dans le procès de Douliguy et Chambon.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Odans dans le même procès.



*guerre civile en armant les citoyens les uns contre les autres, ou contre l'exercice de l'autorité légitime, seront punis de mort. »*

Aussitôt après la lecture de leur jugement, les accusés demandèrent à faire des révélations, et, parlant au président, ils dénoncèrent Depeyron dit Francisque et Badarel comme ayant été les principaux meneurs de l'expédition du Garde-meuble. Un mandat d'amener fut aussitôt lancé contre Depeyron. Quant à Badarel, il fut de nouveau extrait de sa prison, et cette fois, mieux qu'il ne l'avait fait dans sa déposition au cours de ce procès, il se décida à donner des renseignements importants. Pressé par Douligny et par Chambon, il avoua qu'il avait caché, avec Matelot, des bijoux dans l'allée des Veuves (actuellement avenue Montaigne), vis-à-vis la maison de la veuve Brulé<sup>1</sup>. On fit immédiatement des recherches et l'on trouva : « un paquet contenant une pièce de vermeil garnie de neuf grosses perles, quatre petites perles, neuf émeraudes et rubis de différentes grosseurs, deux perles détachées, une agathonis<sup>2</sup>, représentant la sainte face, montée en or, une figure en or avec un pavillon d'or émaillé de blanc, quinze gros brillants en chatons enfilés dans des ganses de soie, quatre-vingt-dix brillants en chatons également enfilés dans des ganses formant deux rangs, enfin neuf roses et quatre brillants<sup>3</sup> ».

En raison de l'importance de cette découverte et de celles que l'on espérait obtenir encore des deux criminels, la Convention nationale ordonna, par décret du 24 septembre, qu'il serait sursis à l'exécution de la condamnation à mort prononcée contre eux, et le décret ajoute, on ne sait

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déclaration faite le 24 septembre 1792 par Badarel, après avoir été dénoncé par Douligny et Chambon, condamnés à mort le 23 septembre précédent, et procès-verbal du 28 septembre 1791, d'une perquisition faite par le juge Dessieux dans l'allée des Veuves. (Pièce n° 1 conservée au greffe du tribunal de Beauvais.)

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Procès-verbal de dépôt des diamants à la caisse de l'Extraordinaire.



trop pourquoi, qu' « il n'y a que des agitateurs ennemis du bien public et peut-être des complices qui pourraient seuls s'élever contre cette mesure<sup>1</sup>. »

Avant de reprendre la suite des procès des voleurs du Garde-meuble, le Tribunal avait pris, à la date du 6 octobre, un arrêté invitant le Comité de sûreté générale à donner tous pouvoirs à l'un des juges pour se rendre immédiatement à Bordeaux, dans le but d'y chercher les nommés Tricot et Chapuis, accusés d'être également auteurs du vol. Ce juge devait avoir les pouvoirs les plus étendus pour arrêter les malfaiteurs et faire rentrer au Trésor tous les diamants dont ils seraient nantis.

Ce ne fut que le 12 octobre, plus de trois semaines après la condamnation de Doulligny et de Chambon, que le Tribunal fit comparaître les nouveaux accusés, ci-après dénommés :

Louis Lyre, Nanette Chardin sa maîtresse, Aaron Hombergue son cousin, et Quentin-Louis Saugnier, « tous les quatre juifs, accusés de complicité dans le vol des diamants de la Couronne<sup>2</sup> ».

Ce procès nous a initié à un côté de Paris qui semble avoir l'attrait du nouveau.

À l'époque de la Révolution, comme de nos jours, il existait dans plusieurs quartiers, particulièrement aux abords du Mont-de-piété, des bandes de brocanteurs juifs, d'origine allemande, apparentés entre eux, et se livrant à un commerce louche, à l'usure, et principalement au recel d'objets volés.

Naturellement, les membres de cette corporation furent mêlés, non pas à l'expédition du vol en lui-même, mais à la

1. Décret de la Convention nationale n° 2, et *Bulletin du Tribunal criminel*, à la suite du procès de Doulligny et Chambon, et *Moniteur universel* du 25 septembre 1791, n° 269, reproduisant le compte rendu de la séance de la Convention nationale du 24 septembre 1792. Un autre décret n° 70, en date du 18 octobre suivant, étendait cette mesure à tous les condamnés à mort pour l'affaire du Garde-meuble. (*Moniteur* du 19 octobre 1793, n° 293.)

2. Arch. nat. W. 250. *Bulletin du Tribunal criminel* du 18 octobre 1792.



vente et à la disparition des objets volés : ils avaient acheté à vil prix des pierres, et, suivant leur habitude consummée de faire passer les valeurs d'un point à un autre, ils les avaient envoyées à l'étranger, où ils purent les vendre en toute sûreté.

Tandis que dans les cartons ou registres des comités révolutionnaires des sections, dans ceux du Comité de sûreté générale ou de police, nous avons retrouvé intacts les dossiers des autres accusés, ceux des juifs n'ont plus que la couverture avec les noms, le contenu a disparu. Dans presque toutes les chemises, une fiche indique que tantôt le dossier a été demandé par un magistrat, tantôt il a été remis au greffe; enfin, pour une raison ou pour une autre, rien ne subsiste aujourd'hui, et ce n'est que dans des documents concernant d'autres accusés que l'on trouve des renseignements sur les opérations du recel.

L'acte d'accusation de Louis Lyre<sup>1</sup>, âgé de vingt-huit ans, né à Londres, marchand rue Beaubourg, portait qu'il avait vendu, le 21 septembre, quatre-vingt-dix perles fines et vingt-quatre pierres de diverses couleurs, provenant du vol du Garde-meuble. L'accusé était signalé comme ayant en déjà maille à partir avec la justice; il était en prison depuis quatorze mois lorsqu'il fut mis en liberté, le 3 septembre 1792.

Les autres accusés étaient déclarés ses complices.

Bien que la partie des débats que nous connaissons n'ait fait ressortir contre Louis Lyre que le seul fait d'avoir vendu à Moïse Treumel « un certain nombre de bijoux dont la provenance *n'a pu être justifiée* »<sup>1</sup>, le Tribunal le condamna à la peine de mort, toujours pour le fait de *complot à main armée*, tandis que ses coaccusés étaient acquittés et mis immédiatement en liberté.

Il nous est impossible de nous expliquer ce jugement,

1. Arch. nat., W. 250. Acte d'accusation daté du 11 octobre 1792, et *Bulletin du Tribunal criminel* du 18 octobre 1792.





tous les accusés nous paraissant coupables au même chef; les pièces qui ont disparu établissaient d'une façon positive — à en croire des documents de police postérieurs — que tous ces usuriers avaient acheté, trois ou quatre jours après la découverte du vol du Garde-meuble, des bijoux à des voleurs qu'ils connaissaient comme tels. Ils savaient la provenance des objets qu'on leur proposait. Mais nous verrons plus loin que les compagnons de Louis Lyre avaient probablement dû employer les moyens de toucher d'une façon irrésistible le cœur des membres du Tribunal révolutionnaire.

Le 13 octobre, quelques minutes avant d'être exécuté, Louis Lyre demanda à faire son testament; il le rédigea en quelques lignes, dans lesquelles il accusait formellement Lyon Rouef et d'autres de ses coreligionnaires d'avoir été ses complices<sup>1</sup>.

Des mandats d'arrêt furent aussitôt lancés contre Lyon Rouef et sa femme Leyde, Bénédiet Salomon, Dacosta, Basile, camarade de Paul Miette, Fontaine, Anglès père et fils, et Israël père et fils. Lyon Rouef et sa femme furent seuls arrêtés; ils passèrent en jugement devant le Tribunal criminel, plus d'un mois après, le 17 novembre suivant.

D'après l'acte d'accusation<sup>2</sup>, Lyon Rouef était au nombre des voleurs du Garde-meuble et avait vendu :

1<sup>o</sup> Une quantité considérable de diamants de la Couronne à un nommé Fontaine, orfèvre au coin de la rue aux Ours;

2<sup>o</sup> Un grand nombre de perles fines et de gros diamants au nommé Israël;

3<sup>o</sup> Et enfin pour environ un million cinq cent mille livres de diamants au sieur Bénédiet Salomon.

1. *Bulletin du Tribunal criminel* du 18 octobre 1792. Ce testament, signé en hébreu par Louis Lyre, et certifié conforme par le président du Tribunal criminel, Pepin-Desgrouhettes et Binet, commis greffier, est conservé au greffe du tribunal de Beauvais.

2. Arch. nat., W. 250. Cote n° 6. Acte d'accusation dressé par le sieur Dolsen, l'un des directeurs du jury d'accusation, le 25 octobre 1792.



Ce même Salomon, au dire de l'accusation, avait acheté de Paul Miette et d'Anglès père et fils un grand nombre de diamants et de perles fines.

La femme Leyde était accusée d'avoir assisté son mari dans la vente qu'il fit d'un pot d'or massif avec son couvercle et d'un grand nombre de platines en vermeil.

Elle et son mari étaient présents lorsque Louis Lyre vendit les quatre-vingt-dix perles fines et les vingt-quatre pierres précieuses dont il est question dans son procès.

Les faits indiqués ci-dessus sont établis par les débats rapportés par le *Bulletin du Tribunal criminel* et prouvés par les dépositions des témoins; cependant l'accusateur public et les jurés ne sont pas convaincus.

En conséquence, le Tribunal acquitte Lyon Rouef et sa femme, et ordonne qu'ils soient immédiatement mis en liberté<sup>1</sup>.

La culpabilité de Lyon Rouef était cependant certaine. Quelques années après, lorsqu'on retrouva d'autres voleurs du Garde-meuble, qui avaient pu jusque-là échapper aux recherches, il fut de nouveau accusé et, après enquête, mis en état d'arrestation.

A cette même époque, un rapport de police des plus curieux cite Lyon Rouef comme un de ceux qui ont eu en leur possession le plus grand nombre de bijoux provenant du vol du Garde-meuble.

Lyon Rouef avait été arrêté et mis en accusation avec un nommé Dacosta; mais ce dernier avait été mis en liberté, « sur l'intrigation *sic* du citoyen Gouchon, orateur du faubourg Antoine, au moyen d'une somme quelconque<sup>2</sup> ». Dacosta fut cependant recherché; mais, caché en Allemagne, on arrêta successivement plusieurs de ses parents ou homo-

1. *Bulletin du Tribunal criminel* du 22 novembre 1792. Arch. nat., W. 250, 12<sup>e</sup> dossier. Plusieurs pièces manquent dans cette procédure; d'après une note au crayon rouge, elles ont été enlevées par le citoyen Dohsen, l'un des présidents du jury d'accusation.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488. Comité de sûreté générale. Note du 26<sup>e</sup> fructidor an III, signée Bonnard.



nymes, que l'on dut relâcher sans les poursuivre, après leur identité dûment constatée<sup>1</sup>.

L'un d'eux, arrêté à Bordeaux, fut assez adroit pour se faire relâcher par un comité révolutionnaire et pour faire arrêter à sa place l'agent de police qui était chargé de le conduire à Paris<sup>2</sup>.

Peut-être Lyon Rouef et les autres recéleurs avaient-ils eu connaissance, par Dacosta, de la façon dont l'impunité pouvait leur être assurée, et surent-ils en profiter.

Aussitôt après avoir prononcé l'acquiescement de Lyon Rouef et de sa femme, le président Pepin crut devoir adresser aux prévenus cette courte allocution, pour excuser l'exception inexplicable dont ils venaient d'être l'objet :

« Vous devez reconnaître la justice des Français dans ce jugement qui vous acquitte; vivez honnêtes gens, et, en jouissant des bienfaits d'une nation libre, montrez-vous bons républicains<sup>3</sup>. »

Mais il nous faut revenir un peu en arrière, et quitter la

1. Arch. nat., F<sup>7</sup> 4591<sup>2</sup>. Pétition de la femme Moyse Dacosta pour obtenir la mise en liberté de son mari arrêté à Bordeaux le 19 ventôse an III. Rapport de police du 15 ventôse an III, sur la demande de mise en liberté formulée par le défenseur Abraham Nunès, d'un autre Dacosta, détenu à la Force depuis seize mois, et pétition de son défenseur Rippert. Pétition de la femme Moyse Dacosta et rapport de police du 27 ventôse an III. Ordre du Comité du 18 ventôse de mettre en liberté Moyse Dacosta, détenu au palais Brutus à Bordeaux, 28 floréal an II. V. F. II 289, p. 60. Ordre d'arrêter tous les juifs du nom de Dacosta, à Paris, le 4 frimaire an II, F<sup>7</sup> 4694. Renseignements demandés sur Abraham Nunès Dacosta, arrêté à Bordeaux le 1<sup>er</sup> nivôse, par les délégués du comité révolutionnaire de la section de l'Unité à Paris, relâché à la fin du même mois et réincarcéré le 18 floréal suivant par le même comité, à la Force, à Paris. Pétition (20 thermidor) de la femme Moyse Dacosta, Pétition d'Abraham Nunès Dacosta. Suit un mémoire adressé aux citoyens Lesage, Bourdon de l'Oise et Legendre, membres du Comité de sûreté générale.

2. Arch. nat., F<sup>7</sup> 4694. Rapport du citoyen Dartigayte, représentant du peuple dans les départements du Gers et de la Haute-Garonne, le 27 floréal an II, sur l'arrestation du sieur Vidam, qui était chargé de conduire Dacosta en prison à Toulouse. Demande de mise en liberté de Vidam, par l'agent national et par le district de Toulouse, aux citoyens composant le comité de la section l'Unité à Paris. Ordre du Comité de sûreté générale, en date du 22 thermidor, de mettre en liberté Dacosta, détenu à Saint-Lazare. (Arch. du départ. de la Gironde. — Délibération du Comité de surveillance. Série L. 1<sup>re</sup> 20, 78, 93, 96, 105 et 176.)

3. *Bulletin du Tribunal criminel* du 22 novembre 1792, n<sup>o</sup> 49. Jugement rendu dans le procès de Lyon Rouef et de sa femme Leyde, le 17 novembre 1792.



question assez obscure du recel des diamants de la Couronne pour suivre les voleurs *actifs*.

Le 16 octobre, le Tribunal criminel eut à juger : Depeyron dit Francisque, qui venait d'être arrêté sur les indications de Chambon et Badarel<sup>1</sup>, ce dernier pris, le lendemain même du vol, sur la place Louis XV, par le sieur Clavelot.

La principale préoccupation du comité des recherches était de retrouver le *Régent* et le *Sancy*. Il y avait présomption que ces deux accusés devaient les avoir eus en leur possession.

Il ressort de leur interrogatoire que le premier s'appelait Depeyron dit Francisque, se disant gentilhomme piémontais, ci-devant officier de marine, neveu de l'évêque de Nice, et parent du ministre des affaires étrangères de Sardaigne, âgé de vingt-sept ans et né à Turin; le second, Jean Badarel, né à Turin également, âgé de vingt-deux ans, cordonnier.

Francisque était accusé d'avoir pris part au vol du Garde-meuble et d'avoir enlevé les diamants *le Régent* et *le Sancy*; Badarel, d'avoir aidé Francisque dans l'exécution de ce vol, et de s'être emparé d'un grand nombre de pierres, diamants et perles retrouvés depuis, sur son indication, dans l'allée des Veuves<sup>2</sup>.

Au cours des débats, la plupart des auteurs du vol du Garde-meuble défilent à l'audience comme témoins, et sont successivement confrontés avec les accusés : c'est d'abord Doulligny, déjà condamné à mort, qui déclare savoir de source certaine que Francisque avait en sa possession le *Régent* et le *Sancy*; ensuite vient Chambon, autre condamné à mort, qui se vante d'avoir fait arrêter Francisque et Badarel. Paul Miette et Marian ne reconnaissent per-

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déclaration de Chambon et Doulligny dans leur procès, en date du 21 septembre, et déposition de Badarel à la même audience.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Acte d'accusation de Francisque et de Badarel, lu à l'audience du 16 octobre 1792.





somme; par contre, Alexandre dit le Petit Cardinal et Gallois dit Matelot affirment que Douligny, Badarel, Francisque et Paul Miette étaient leurs affidés et avaient coopéré au vol du Garde-meuble.

Le président engage Francisque à avouer son crime et à révéler ce qu'il a fait du *Régent* et du *Sancy*. Il lui donne lecture du testament de Louis Lyre, condamné à mort et exécuté, dans lequel il est dit que le sieur Israël a acheté, des nommés Francisque et Paul Miette, pour plus d'un million de diamants et de bijoux de la Couronne. Le président ordonne de montrer cette pièce à Francisque; celui-ci détourne les yeux pour ne pas la voir<sup>1</sup>.

Roland, assigné comme témoin, reconnaît avoir remis à Lamy-Évette et à Cottet des pouvoirs pour arrêter les voleurs du Garde-meuble, et déclare que les bijoux retrouvés s'élèvent à environ trois cent mille livres; mais il ajoute que presque tout ce qui était à l'inventaire est encore à recouvrer, attendu qu'il n'en reste que pour cinq cent mille livres<sup>2</sup>.

Badarel avoue à peu près tous les faits qui se sont passés au Garde-meuble; il dit qu'ils étaient vingt-huit ou trente, et que Francisque a été l'un des premiers à monter par le réverbère. Il confirme la scène de partage qui avait eu lieu sur la berge du pont de la Concorde et a entendu dire qu'au moment de leur fuite ses complices avaient oublié une boîte qui était pleine de diamants. Quant à lui, il faisait le guet à l'écart pendant que Matelot lui avait apporté sa part, et il termine en disant que tous deux sont allés dans les Champs-Élysées pour y cacher ce qui leur était échu en partage. C'est sur ses indices que la justice a retrouvé les deux parts en question, la sienne et celle de Matelot.

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Testament de Lyre conservé au greffe du tribunal de Beauvais.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Roland dans le procès de Francisque le 16 octobre 1792. Arch. nat., F<sup>7</sup> n<sup>o</sup> 1444, fol. 195, et lettre de Roland au président du comité de surveillance de la Convention nationale en date du 26 septembre 1792, F<sup>7</sup> 4394.



On lui fait observer qu'il n'avait pas dû se borner à rester simple spectateur, attendu que s'il n'avait pas pris une part plus active au vol, on ne lui aurait pas remis seize à dix-sept cent mille livres d'objets précieux.

Acculé dans ses derniers retranchements, il avoue qu'il est monté, lui aussi, au Garde-meuble avec Francisque : qu'il l'a éclairé avec une chandelle pendant que ce dernier fracturait les portes et les armoires; qu'il l'a vu forcer à l'aide d'une moitié de pincettes les portes de la vitrine où étaient enfermés les objets de la chapelle du cardinal de Richelieu; qu'il les a pris, les a brisés, et en a mis les morceaux dans ses poches. Au dire de Badarel, Francisque aurait pris également plusieurs petites boîtes en carton remplies de diamants; quant à lui, il avait donné tous les objets qu'il avait trouvés à Matelot, qui les avait mis dans les poches de Francisque. Voyant cela, et dans la crainte que Francisque ne gardât tout pour lui, il s'était emparé des trois chaînes de diamants qui ont été trouvées sur lui, et qui sont actuellement au greffe<sup>1</sup>.

De son côté, Francisque continue à nier, et fait ressortir les contradictions résultant du récit de Badarel, qui avait d'abord affirmé n'être jamais monté au Garde-meuble, et qui maintenant déclare le contraire. Il conclut en disant que Badarel et les autres condamnés se sont entendus pour le perdre.

Le citoyen Maire, l'un des juges du Tribunal, harangue l'accusé; il l'engage à mériter la clémence de la Convention nationale « par un aveu sincère, en déclarant ce qu'il a fait des diamants qu'il a pris, notamment le *Régent* et le *Sancy*, pour lesquels la nation fait les recherches les plus pénibles et les plus dispendieuses »; il lui fait entendre que la *justice ne demande pas à punir les coupables, que c'est la loi seule qui les frappe*<sup>2</sup>.

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Audience du 16 octobre 1793, et Arch. nat., O<sup>3</sup> 476. Procès-verbal du dépôt des diamants trouvés sur les accusés.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Audience du 16 octobre 1793.



« Enfin, ajoute ce magistrat, ce sera un jour d'allégresse pour tous les bons citoyens de la République, celui où, par un aveu franc et loyal, vous lui ferez recouvrer ses précieux bijoux. »

L'accusé Francisque répond qu'il n'a rien à dire.

Badarel exhorte, lui aussi, Francisque à faire connaître l'endroit où il a caché ses diamants; l'accusé lui répond : « Si je savais quelque chose, je n'aurais pas besoin de votre avis. »

A ce moment, le Tribunal, guidé par un sentiment d'humanité, prend une décision concernant le petit Cardinal : il « ordonne que le petit Alexandre dit Cardinal, attaqué d'une maladie des plus honteuses, sera mis à l'infirmerie de la Conciergerie, pour y être soigné par les médecins du Tribunal, lesquels seront tenus de lui rendre compte, de deux jours l'un, de l'état dudit Alexandre<sup>1</sup>.

Le Tribunal condamne ensuite Depeyron dit Francisque et Badarel à la peine de mort; mais, faisant droit à la demande présentée par le sieur Gobert, défenseur d'office de Badarel, « et en considération des services importants rendus à la République par les aveux multipliés et les renseignements particuliers que l'accusé a donnés de son propre mouvement, le Tribunal émet le vœu qu'il soit sursis à son exécution<sup>2</sup> ».

Sur la motion du citoyen Thuriot, la Convention nationale ratifia ce vœu, et par décret du 18 octobre 1792 elle autorisa le Tribunal criminel à accorder un sursis à toute exécution de condamnés à mort lorsque l'intérêt de la République l'exigerait. Aussi Badarel, profitant de ce décret, fut conservé à la disposition du Tribunal, tandis que tout était préparé pour l'exécution de Depeyron<sup>3</sup>.

Au jour fixé, on l'amena sur la place de la Révolution. Au moment de monter sur l'échafaud, il demanda à parler

1. *Bulletin du Tribunal criminel.*

2. *Ibidem.*

3. Décret de la Convention nationale en date du 18 octobre 1792, n° 70.



au président du Tribunal criminel, et lui proposa de faire recouvrer à la justice une somme considérable de diamants s'il voulait lui accorder sa grâce. Le président lui fit observer qu'il n'était pas en son pouvoir de le satisfaire; mais, en vertu du décret dont nous venons de parler, il pourrait le faire bénéficier d'un sursis. Depeyron demanda alors qu'on le menât à son domicile, situé eul-de-sac-Sainte-Opportune. Il y fut conduit par le président, accompagné de Thuriot, juge, et de plusieurs gendarmes. Arrivé au sixième étage de la maison qu'il habitait, il entra dans le cabinet d'aisances, passa la moitié de son corps par la lucarne qui donnait jour à cet endroit, et, fouillant sur le toit, il en retira deux paquets de diamants d'une valeur de douze cent mille livres qu'il remit au président. Les membres du Tribunal criminel, le citoyen Thuriot et plusieurs officiers municipaux en dressèrent un procès-verbal<sup>1</sup>.

Cette trouvaille était importante; elle contenait en première ligne une poire en diamant de vingt-quatre carats trois quarts, estimée deux cent mille livres à l'inventaire de 1791<sup>2</sup>, existant encore dernièrement au moment de la vente aux enchères des diamants de la Couronne<sup>3</sup>. La deuxième pierre était un diamant rose à cinq pans, aujourd'hui conservé au Louvre<sup>4</sup>; la troisième, l'un des *Mazarins*, le septième de ceux que le cardinal avait laissés à la Couronne; et enfin on y trouva un grand nombre d'autres pierres variant de quinze à dix carats.

1. *Moniteur universel* du 21 octobre 1793, n° 295. Séance de la Convention nationale du 20 octobre, Rapport de Thuriot fait au nom de la commission chargée de la surveillance de la procédure relative au vol du Garde-meuble. Arch. nat., O<sup>2</sup> 176. Procès-verbal du dépôt des diamants de Francisque Depeyron.

2. Inventaire de 1791, chap. 1<sup>er</sup>, n° 1.

3. Figure à tort comme le premier des *Mazarins* au catalogue officiel, publié par la Direction générale des domaines au moment de la vente.

4. Inventaire de 1791, chap. 1<sup>er</sup>, n° 5, estimé quarante-huit mille francs.





## CHAPITRE VI

Suite des procès des voleurs du Garde-meuble : Joseph Picard et Aimé Leclerc. — Pierre Gallois dit Matelot de François Mauger et d'Alexandre dit le Petit Cardinal. — Thomas Laurent Mayron dit Grand C. — Claude Melchior Cottet dit le Petit Chasseur. — Paul Miette. — Pourvois en cassation de Doulligny, Chambon, Badarel, Depeyron, Gallois et Paul Miette. — Annulation des jugements les concernant et jugements définitifs rendus par le tribunal criminel de Beauvais.

L'affaire de Depeyron fut suivie, le 23 octobre, de celle concernant Joseph Picard<sup>1</sup> dit Lorrain, âgé de vingt-neuf ans, né à Nancy, valet de chambre au Mont-de-piété; Anne Leclerc, sa maîtresse, vingt-cinq ans, née à Sarreguemines, lingère; François Denis, trente-huit ans, né à Paris, peintre en bâtiments, ayant déjà été condamné à trois ans de galères pour vol; et la maîtresse de ce dernier, Anne Pègre, veuve Simonneau, âgée de trente-quatre ans.

Au moment où, sur l'indication de Cottet, on avait arrêté Picard et sa maîtresse, on avait saisi chez eux des objets qui, au dire de joailliers-experts, avaient fait partie de la collection du Garde-meuble; c'étaient quatre montres en or, les deux petits canons et un mortier en or, montés sur leurs affûts et enrichis de diamants, dont nous avons déjà parlé et qui avaient été jetés par la fenêtre.

Un témoin, le sieur Périnet, bijoutier, vint déclarer que, le 20 septembre, Picard lui avait apporté une bague en diamants achetée, disait-il, cent quatre-vingts livres; d'après

1. *Bulletin du Tribunal criminel* du 30 octobre 1797, n° 40. Procès de Picard, Anne Leclerc, François Denis et Nanette Bègue. Arch. nat., W. 250. Cote n° 15, 3<sup>e</sup> dossier.



le témoin, cette bague avait été volée, car elle valait au moins cent écus. Périnet ayant appris l'arrestation de Picard, le lendemain, s'était empressé de porter ladite bague au comité de sa section.

Quant à Denis et à sa maîtresse, l'accusation leur reproche d'avoir été vus sortant de chez Picard, le jour de son arrestation, avec une boîte en sapin, qui devait contenir des objets volés au Garde-meuble.

D'après Denis, cette boîte ne renfermait absolument rien, mais il néglige de dire ce qu'il en a fait.

Le Tribunal condamne à mort Joseph Picard et Anne Leclerc; ils devront être exécutés dans les vingt-quatre heures. Denis et Anne Pègre sont acquittés. Cette dernière est mise immédiatement en liberté; quant à Denis, comme il a déjà été condamné aux galères pour d'autres crimes et qu'il est encore sous le poids d'une accusation de vol avec effraction, il est réintégré dans sa prison<sup>1</sup>.

Picard et sa maîtresse n'étaient pas plus coupables que les juifs que nous venons de voir mettre en liberté, et, malgré les nombreuses pièces consultées, nous n'avons pu encore expliquer pourquoi le Tribunal semblait avoir, selon les personnes, une manière de voir différente dans l'application de la justice.

Au moment de l'exécution de Picard et d'Anne Leclerc, le bruit avait couru que cette dernière était enceinte. Le Tribunal fit démentir aussitôt cette nouvelle, en déclarant que dans le testament qu'elle avait fait à la suite de sa condamnation il n'était nullement question de grossesse<sup>1</sup>.

Le 30 octobre, ce fut le tour de Pierre Gallois dit Matorlot, de François Manger, brocanteur, et d'Alexandre dit le Petit Cardinal, de passer devant le Tribunal criminel<sup>2</sup>.

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, Jugement rendu contre ces accusés le 23 octobre 1793. *Moniteur universel* du 27 octobre 1793, n° 301.

2. Note du *Bulletin du Tribunal criminel* mise à la suite de ce procès.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 43. Acte d'accusation lu à l'audience du 30 octobre 1793.



Le premier déclare être né à Tessé (Normandie) et être âgé de vingt-cinq ans; le deuxième a dix-sept ans et est né à Paris; enfin le troisième, jockey de profession, n'a que quatorze ans et demi et est né également à Paris.

Ce procès apporte une nouvelle lumière sur le sort des bijoux de la Couronne. Nous y apprenons que la part de Gallois avait été de quatre colliers de diamants, d'un verre plein de diamants non montés et de deux beaux diamants que l'accusé avait encore en prison et qui lui ont été volés.

Le président lui montre deux pierres trouvées sur Mauger et sur le Petit Cardinal, ses codétenus; Gallois les reconnaît pour celles qu'il a perdues en prison.

Interrogé sur ce qu'il a fait des diamants provenant du Garde-meuble, qu'il avait eus en sa possession, Gallois répond qu'il a vendu trois colliers à un nommé Moulin, chapelier, de Lyon, pour la somme de quatorze mille livres, reçue comme suit<sup>1</sup>: cent quatre-vingts doubles louis en or et le reste en assignats dont plusieurs ont été reconnus faux peu de temps après. Il s'était réservé un collier et quelques diamants qu'il avait confiés à Mauger. Ce dernier les a fait vendre à l'orfèvre Gerbu par l'intermédiaire de Cottet.

Malgré les instances du président, Gallois soutient énergiquement que Mauger n'est absolument pour rien dans le vol du Garde-meuble, et qu'il ignorait la provenance du collier qu'il était chargé de vendre.

Le président lui demande alors comment il avait fait la connaissance de Moulin.

L'accusé raconte que Joseph le Savoyard et lui passaient en fiacre dans la rue Saint-Honoré, quand Moulin, les ayant aperçus, fit arrêter la voiture pour leur parler. Joseph lui dit de descendre et de régler le cocher, ce qu'il fit aussitôt. Ils se rendirent tous trois au *Sabot rouge*, rue des

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 43 et 44. Interrogatoire de Gallois dit Matelot et de Mauger.



Vieux-Angustins, et, après s'être fait servir à boire, Joseph engagea Gallois à montrer à Moulin les colliers et les diamants qu'il avait sur lui, parce que, disait-il, Moulin était dans le cas de les acheter. Gallois lui fit voir trois colliers ainsi que des diamants non montés. Moulin en offrit quatre cents louis, mais Gallois refusa de les lui livrer pour cette somme, et ils tombèrent d'accord sur le prix de quatorze mille livres.

Interrogé sur ce qu'il avait fait de cette somme, Gallois répond qu'il a partagé ces quatorze mille livres entre Prosper Sarra dit Brocquart, Baillon, Meyran dit Grand C..., le petit Alexandre et lui; mais comme le petit Alexandre avait refusé sa part, Gallois l'avait gardée pour lui<sup>1</sup>.

Doulligny, présent à l'audience comme témoin, vient déclarer que le nommé Moulin, dont il est question ci-dessus, « est connu parmi les Franks, c'est-à-dire voleurs, sous le nom de coupe-jarret<sup>2</sup>. » Nous avons déjà dit que Moulin était chef des Marseillais, nous aurons par la suite encore l'occasion de reparler de lui et de Joseph le Savoyard, qui paraît avoir été son associé.

A la demande que l'on fait à Gallois, relativement à la possession du *Sancy* et du *Régent*, il répond que les plus gros diamants formant sa part étaient de la grosseur du petit doigt, et qu'il avait eu une perle fort grosse que Rou-dani lui a achetée. Quant au *Régent* et au *Sancy*, il savait que Lecomte les avait eus en sa possession<sup>3</sup>.

Pendant la nuit qui a précédé le prononcé de son jugement, Gallois tenta de s'empoisonner dans sa prison avec une liqueur qui lui avait été donnée par une personne dont il ne veut pas dévoiler le nom<sup>4</sup>.

Quant à Manger, l'acte d'accusation ne relevait contre lui que le fait « d'avoir reçu de Gallois un collier composé

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 13 et 14. Interrogatoire de Gallois.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Déposition de Doulligny dans le procès de Gallous.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*. Interrogatoire de Gallois.

4. *Bulletin du Tribunal criminel*.





de trente-six diamants et beaucoup d'autres pierres détachées pour les vendre, alors qu'il savait que ces bijoux faisaient partie de ceux volés au Garde-meuble : qu'il les a vendus à Cottet dit le Petit Chasseur moyennant six mille deux cent quatre-vingt-douze livres en assignats de cinq livres. » Il s'agit là du collier et des pierres achetés par Gerbu et remis à Roland, ministre de l'intérieur<sup>1</sup>.

Ni les dépositions des témoins, ni la confrontation qui eut lieu avec les autres accusés, n'ont pu établir contre Mauger d'autres charges que celles indiquées ci-dessus. Aussi ne comprend-on guère que l'accusateur public n'ait pas fait une distinction en sa faveur, surtout en présence du drame de famille dont son arrestation avait été la cause. Lorsque le père de Mauger apprit que son fils avait été arrêté, il entra dans une fureur profonde contre sa femme, lui adressant les reproches les plus violents, l'accusant d'avoir été la cause de la perte de son fils par la complaisance qu'elle avait toujours mise à cacher ses fautes. Au milieu de la discussion, il s'élança sur elle un couteau à la main, et, transporté par l'excitation croissante à laquelle il était en proie, il la tua. Tout saisi de ce qu'il venait de faire, il prit sur la cheminée une bouteille qui contenait de l'eau forte, l'avalâ et tomba foudroyé; quatre jours après, les voisins, surpris de ne plus les voir, allèrent prévenir le commissaire de police, qui vint aussitôt. On força la porte, et l'on aperçut d'abord la femme Mauger, la gorge presque entièrement coupée, étendue sur le lit, qui n'était plus qu'une tache de sang coagulé. On pénétra ensuite par une échelle dans une soupenle, où l'on trouva le cadavre livide et déjà décomposé du mari<sup>2</sup>.

Le commissaire de police dressa procès-verbal et fit en

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Interrogatoire de Mauger et de Gallois, et déposition de Cottet à la même audience du 30 octobre 1792.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 44, et procès-verbal du commissaire de police de la section de la fontaine de Grenelle en date du 26 septembre 1792, lu à l'audience du 30 octobre 1792.



même temps une perquisition. Une somme de quatre mille quatre cents livres en assignats fut découverte sur une planche servant d'étagère.

Le fils Mauger déclara à l'audience que c'était lui qui avait déposé cette somme à l'insu de ses parents, et qu'elle provenait des six mille livres qu'il avait reçues de Cottet, lors de la vente des diamants faite à Gerbu<sup>1</sup>.

L'audience se termina par la déposition d'un sieur Dammour, marchand de vin, *À la Petite Pologne*; il raconta que la fille Mauger, sœur de l'accusé, était à son service depuis longtemps, et dans l'intérêt de cette jeune enfant il avait dû lui défendre d'avoir des relations avec ses parents, parce que, disait-il, elle ne pouvait en recevoir que de mauvais conseils.

Dans son réquisitoire, l'accusateur public se montre impitoyable contre Gallois et Mauger, et s'exprime en ces termes au sujet du vaurien qui portait le sobriquet de Petit Cardinal : « L'état malheureux où se trouve cet enfant infortuné, milite en sa faveur; ils ont corrompu son âme, les cruels! ils ont corrompu son sang! ils ont altéré les sources de sa vie! ils l'ont enfin livré à la plus honteuse des prostitutions! Plaignons-le donc au lieu de le condamner, et faisons tomber plus lourdement le fer des lois sur les têtes coupables, qui ont ajouté à ce crime tant de forfaits. »

Et, après un long dithyrambe concluant dans le même sens, l'accusateur public requiert la peine de mort contre Gallois et Mauger, toujours par application de la loi sur les complots tendant à renverser le gouvernement établi, et demande un acquittement pour le Petit Cardinal.

Le Tribunal satisfait à ces conclusions et rendit un jugement condamnant Pierre Gallois dit Matelot et François Mauger à la peine de mort, déclarant que leurs biens seraient confisqués au profit de la République, particulièrement la

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 44. Interrogatoire de Mauger.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 43. Réquisitoire du citoyen Lullier, accusateur public.



somme de quatre mille quatre cents livres trouvée chez Mauger père. Il ordonna en outre qu'il serait sursis à leur exécution jusqu'à nouvel ordre. Alexandre dit le Petit Cardinal était acquitté; il devait être conduit dans une maison de santé, pour y être traité jusqu'à parfaite guérison, et interné ensuite dans une maison d'éducation jusqu'à l'âge de vingt ans accomplis<sup>1</sup>.

Le *Moniteur* du 1<sup>er</sup> novembre, en publiant le jugement, ajoute « qu'Alexandre a été mis dans une maison de santé pour y être guéri d'une maladie qui prouve que toutes les inclinations de ce jeune homme étaient *bien prématurées* ».

Le 1<sup>er</sup> novembre, le Tribunal criminel s'occupa du procès de Thomas Laurent Meyran dit Grand C..., qui déclara être né à Saint-Vallier (Isère), avoir vingt ans, et exercer la profession de marchand forain<sup>2</sup>. Il avait été arrêté, non pas comme l'un des auteurs du vol du Garde-meuble, mais comme ayant donné en paiement deux faux assignats de deux cents livres au sieur Mathieu Fromont<sup>3</sup>, orfèvre, sur le Petit-Pont, auquel il avait acheté une chaîne d'or.

Il était depuis trois semaines à la Conciergerie, lorsque Doulligny, l'ayant aperçu, s'approcha de lui, et dit à haute voix que Meyran devait avoir connaissance du vol du Garde-meuble, puisque lui aussi y était.

Lorsque, à l'audience, on lui demanda d'expliquer comment il se trouvait en possession des deux faux assignats de deux cents livres saisis entre ses mains, Meyran déclara « avoir reçu les deux assignats de deux cents livres en échange de louis d'or qu'il avait vendus au sieur Moulin,

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 45. Prononcé du jugement rendu le 30 octobre 1792 et *Moniteur universel* du 1<sup>er</sup> novembre 1792.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 45. Procès de Thomas-Laurent Meyran dit Grand C.... Audience du 1<sup>er</sup> novembre 1792. Arch. nat., W. 250, cote n° 14. Dossier de Meyran.

3. Déposition faite devant la section permanente de la Cité, en date du 23 septembre 1792, par Fromont. Copie certifiée conforme au greffe du tribunal de Beauvais. Tous les détails sur l'arrestation de Meyran sont consignés dans la déposition du sieur Fromont et conservés au greffe du tribunal de Beauvais.



commissaire, nommé pour recueillir les collectes en faveur des veuves et orphelins de la journée du 10 août<sup>1</sup> ». Gallois, appelé comme témoin, déclare au contraire que ces deux assignats faisaient partie des seize ou dix-sept cents livres qu'il avait remises à Meyran pour sa part des diamants vendus au sieur Moulin, chapelier, et au sieur Joseph dit le Grand Savoyard.

Le jury est appelé à se prononcer sur ces trois questions :

1° Meyran a-t-il fait partie d'un complot?

2° A-t-il fait partie des fausses patrouilles, armé d'un pistolet de ceinture, et a-t-il partagé les diamants volés au Garde-meuble?

3° Est-ce sciemment, méchamment et à dessein de nuire à la République qu'il a agi de la sorte?

A l'unanimité le jury répond : Oui! En conséquence, le Tribunal condamne Meyran à la peine de mort, et dit qu'il sera exécuté dans les vingt-quatre heures. Après le prononcé de ce jugement, Meyran s'écria : « Je n'ai pas fait le vol! je suis condamné, je demande la mort! » Mais, réintégré à la Conciergerie, il demanda à parler au président, et lui avoua que tous les faits niés par lui étaient vrais<sup>2</sup>.

Il fut exécuté le surlendemain. « En montant sur l'échafaud, il montra un grand courage, et, arrivé devant la guillotine, salua le peuple par trois fois, en se tournant de trois côtés<sup>3</sup>. »

C'est le 7 novembre que fut jugé Cottet, qui, on s'en souvient, après avoir aidé, avec Lamy-Evette, la justice à découvrir les auteurs du vol, et fait retrouver une partie des objets volés, se vit arrêté lui-même, malgré les promesses qui lui avaient été faites par les girondins Pétion et Roland<sup>4</sup>.

Claude-Melchior Cottet dit le Petit Chasseur déclare

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 45. Interrogatoire de Meyran.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 46. Déclaration faite en présence du président du Tribunal, après le prononcé de son jugement, le 1<sup>er</sup> novembre 1793.

3. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 46, et *Moniteur universel* du 6 novembre 1793.

4. Arch. nat., F<sup>7</sup>, n° 4394. Lettre de Roland au président du comité de surveillance de la Convention nationale en date du 26 septembre 1793.





avoir vingt-sept ans, être né à Lyon, et exercer la profession de marchand mercier.

Il est accusé<sup>1</sup> :

1° D'avoir participé au vol du Garde-meuble;

2° D'avoir vendu pour trente mille livres de diamants de la Couronne au sieur Gerbu, que nous connaissons également. Ces diamants se composaient de trente-six chatons, d'un paquet de vingt-trois gros brillants, de trente brillants plus petits, et d'un grand nombre d'autres, désignés sous le nom de grenaille.

3° Enfin, d'avoir cherché à tromper la justice en se portant dénonciateur de ses complices, et en promettant de faire récupérer à la nation la plus grande partie des objets volés : ce qu'il n'a pu faire.

Il fut arrêté le 27 septembre 1792, après une perquisition faite à son domicile, chez Mme Lefèvre, charentière, rue du Temple. « On a trouvé, dit le procès-verbal de la pose des scellés, un ménage de garçon en désordre. L'alcôve de la chambre était garnie de deux lits jumeaux sous lesquels étaient plusieurs paires de souliers, dont trois avec des boucles de cuivre argenté, et trente-neuf sols dans la pousière. Un panier rempli de gros sols doubles et simples pesant trente-six livres, soit une valeur de soixante-cinq livres, fut découvert dans un cabinet formant garde-robe. Sur la cheminée, des objets de mercerie, de tabletterie, des reconnaissances du Mont-de-piété et des reçus de marchandises qui ont été placés dans une malle contenant déjà de nombreux articles de parfumerie, tels que pots de pommade, flacons d'odeurs, etc. Sur un établi de menuisier se trouvait une paire de boucles d'argent cassées dont on avait tout récemment enlevé les diamants, et des bijoux avec des diamants faux. »

Cottet, comme bien on pense, fut assez surpris de son

1. *Bulletin du Tribunal criminel*. Acte d'accusation de Claude-Melchior Cottet, lu à l'audience du 7 novembre 1792.



arrestation, car, d'après lui, non seulement Roland et Pétion lui avaient assuré qu'il ne lui serait rien fait<sup>1</sup>, mais encore ils lui avaient promis trente mille livres à titre de récompense pour services rendus.

Le président fit observer aux jurés qu'en effet le Petit Chasseur s'était offert au comité de surveillance pour aider les recherches de la justice, et qu'il avait dénoncé plusieurs de ses complices, mais qu'on s'était aperçu qu'il les avertissait, par des signes ou des mots connus d'eux seuls, des perquisitions qu'on allait faire chez eux, afin qu'ils pussent cacher les objets volés, de telle sorte que Cottet avait trompé le ministre et le maire.

Le commissaire national demanda à Roland, de nouveau appelé comme témoin, s'il avait fait dresser des procès-verbaux des pierres qui lui avaient été remises. Le ministre répondit qu'il en avait délivré des reçus, pensant que cela devait suffire. Il lui fut observé : « que par le fait d'avoir négligé cette précaution, on pourrait l'accuser d'avoir remplacé les pierres précieuses par d'autres de même couleur, mais bien inférieures en qualité ».

L'accusateur public requiert que dorénavant le ministre ait à dresser les procès-verbaux de la remise des diamants, qui devront être déposés sur-le-champ au Garde-meuble.

La déposition de Gerbu n'ajoute rien à ce que nous connaissons déjà; mais Devoix, son confrère, déclare que Cottet l'avait pris pour un voleur, et comme tel lui avait fait des confidences sur ses exploits; il lui avait dit que le 10 août, aux Tuileries; il s'était emparé de quatre-vingt-quatorze mares d'argent qu'il avait vendus depuis; le jour du vol du Garde-meuble, il connaissait le mot d'ordre de la garde nationale, qui était *schutt*<sup>2</sup>, il l'échangea même avec

1. Arch. nat., F<sup>7</sup>, n° 4394. Lettre de Roland au président du comité de surveillance de la Convention nationale, en date du 26 septembre 1792. F<sup>7</sup>, n° 1444, 39<sup>e</sup> pièce. Invitation de Roland au citoyen Claude Cottet, pour faire recouvrer les diamants volés, en date du 20 septembre 1792, et promesse de Roland d'une indemnité à Cottet pour prix de ses soins.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*. Interrogatoire de Cottet, et déposition de Gerbu.



des patrouilles. Il avait caché de grosses perles près du Palais-Bourbon, et depuis qu'il était arrêté il correspondait par signes avec ses complices.

L'accusé avoue le vol aux Tuileries, et en exprime le plus grand repentir. Il reconnaît avoir vendu à Picard un collier ayant une pierre bleue au centre, qui avait dû appartenir à Madame Première, ainsi qu'un autre collier et plusieurs diamants à Gerbui, mais il affirme n'avoir pas eu d'autres diamants que ceux que lui a confiés Mauger.

On lui fait observer qu'il ne dit pas la vérité et que s'il n'avait pas été complice du vol du Garde-meuble il n'aurait pas été dénoncé comme il l'a été par tous les autres voleurs. Picard, sa maîtresse, et Meyran dit Grand C..., dans leur testament, « alors qu'ils n'avaient plus aucun espoir après leur condamnation à mort, ont affirmé sa culpabilité ».

De plus, un témoin nommé Brack, chasseur à cheval de la légion germanique, se trouvant à l'infirmerie de la prison avec Cottet, déclare avoir reçu de lui une montre en or et la promesse d'une fortune s'il voulait l'aider à le faire sortir de prison. Le Petit Chasseur lui a confié, sous le sceau du serment, qu'il avait chez lui, dans un pot à pommade, des diamants volés au Garde-meuble, et, dans une boîte à poudre, des dentelles volées aux Tuileries; en même temps il lui a remis les deux clefs de sa chambre et le passe-partout de l'allée qui y conduit, pour les enlever malgré les scellés apposés.

Cottet nie avec énergie d'avoir participé directement ou indirectement au vol du Garde-meuble, et déclare qu'il est victime du ressentiment de tous les accusés qu'il a fait arrêter. « Il lui est dur, dit-il, de se trouver en danger, après avoir si bien montré son zèle pour la chose publique; il n'aurait jamais imaginé que des mouvements aussi purs pussent le compromettre à ce point. »



Le président lui demande pourquoi, après que Manger lui eut confié ses diamants, il n'a plus rendu de services malgré ses promesses. « D'après les bruits qui circulent, ajoute le président, il aurait pu diriger ses investigations de manière à retrouver le *Sancy*, et l'on soutient même que lui, Cottet, l'avait eu entre les mains. »

A cela Cottet aurait pu répondre, comme il l'avait déjà fait au comité de surveillance, que si l'on n'avait pas agi avec mollesse, le plus grand nombre des voleurs du Garde-meuble auraient été arrêtés, sur ses avis, avant de quitter la capitale. Mais, d'après le *Bulletin du Tribunal*, Cottet se borne à soutenir que jamais il n'avait eu le *Sancy*. « Baillon lui a bien dit avoir eu une grosse pierre dont il ne connaissait pas la valeur, et l'avoir remise à Francisque lors du partage qui eut lieu au bord de l'eau, mais lui, Cottet, ne sait rien de plus, si ce n'est que Francisque et Badarel, se trouvant avec lui dans la chambre du conseil du Tribunal, Francisque lui aurait dit que la pierre la plus grosse avait été emportée par un individu qu'il connaissait. »

Avant la clôture des débats, Cottet déclara que le nommé Deslandes lui avait dit que Paul Miette avait coopéré au vol du Garde-meuble, et que c'est lui qui avait eu la cravate de Henri IV.

Le jury ayant répondu affirmativement à toutes les questions posées, les mêmes que celles des affaires précédentes (complot à main armée contre l'État, etc.), le Tribunal condamne Cottet à la peine de mort. A ce moment son défenseur, le sieur Julienne, insistant de nouveau sur les services rendus par le condamné à la chose publique, demande un sursis à l'exécution. Le président fait observer que, si Cottet a quelque chose à révéler dans l'intérêt public, il jouira du bénéfice de la loi. Ce dernier répond qu'il n'a rien à dire et prie le président de lui accorder un sursis.

« Malheureux jeune homme! lui dit alors le citoyen Pépin, tu demandes à prolonger les jours d'une vie coupable! Prépare-toi plutôt à la bien finir! Marche à la mort avec





courage, et par un sincère repentir emporte avec toi l'estime de tes concitoyens<sup>1</sup>. »

Le lendemain, à cinq heures et demie du soir, Cottet demanda de nouveau à comparaître devant le président du Tribunal. En présence d'un prêtre catholique et des gendarmes de service, il reconnut la vérité de tout ce qu'on lui reprochait, mais il déclara qu'il n'avait point de second domicile ni de dépôt d'objets volés; il ajouta qu'il avait mis au Mont-de-piété quelques-uns des diamants pris par lui au Garde-meuble et qu'il savait où l'on pourrait en retrouver d'autres. Il indiqua les nommés Lefèvre, rue Pavée-Saint-Sauveur, Colas, marchand orfèvre, rue Transnonain, le marchand de vins de la rue des Blancs-Manteaux, en face le Mont-de-piété, comme principaux possesseurs des diamants de la République. Il expliqua que, chez ce dernier, les bijoux volés étaient conservés dans une armoire, en entrant à gauche dans la salle du fond. Cottet signala en outre trois autres marchands, les nommés Petit-Brochard, le Flamant et l'Aigle, comme lui ayant dit qu'ils avaient acheté beaucoup d'objets volés, et que Flamant avait chez lui un grenier, au-dessus de sa chambre, dans lequel se trouvaient enfermées des pierres précieuses provenant du Garde-meuble<sup>2</sup>. Aussitôt ces déclarations signées sous forme de testament, Cottet fut conduit sur le lieu d'exécution. « Sa figure intéressante, dit le *Moniteur universel*, lui attira des regrets de la part des âmes sensibles, dans les rues où il a passé. Arrivé à la place de la Révolution, il demanda à monter au Garde-meuble, ce qui lui fut accordé. Le président insista une dernière fois pour qu'il fit connaître l'endroit où était cachée la plus grande partie de sa part du vol. Un instant il parut réfléchir et vouloir parler. L'exécuteur allait lui délier les mains, pour qu'il fût plus libre,

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 48. Paroles du président Pepin-Degrouhette après la condamnation à mort de Cottet, le 7 novembre 1793.

2. Pièces concernant Cottet. Son testament conservé en original au greffe du tribunal de Beauvais.



et qu'il pût même signer une nouvelle déclaration; mais, se réveillant alors comme d'un profond sommeil, il demanda à marcher à la mort. En vain on lui imposa les principes sacrés de notre religion, rien ne put le détourner de la résolution qu'il avait prise de ne rien déclarer; ce que voyant, les citoyens président et commissaire national ont ordonné l'exécution du jugement<sup>1</sup>. »

Le dernier procès du vol du Garde-meuble, qui eut lieu à cette époque, fut celui de Paul Miette.

Dans son interrogatoire à l'audience du 20 novembre, il déclara être né à Paris, avoir trente-cinq ans, et exercer la profession de « marchand d'argent »<sup>2</sup>; sa femme, Marie-Françoise Brebant, accusée d'être sa complice, déclara être née à Argenteuil et avoir trente-quatre ans.

Ce n'était pas la première fois que Paul Miette avait eu des démêlés avec la justice. Déjà il avait été condamné pour vol en 1779 et en 1781<sup>3</sup>. A ce moment il fut banni pour neuf années de Paris, où sa présence était considérée comme dangereuse. Arrêté de nouveau en janvier 1790 et enfin en mars 1792, il était à la Force, où il purgeait une condamnation à quatre mois pour vol, quand les événements des 2 et 3 septembre vinrent le délivrer.

Miette prétend au contraire qu'il fut mis en liberté le 18 août 1792 par un décret de l'Assemblée nationale. Nous n'avons trouvé aucune trace de ce prétendu décret, et il nous paraît plus vraisemblable de croire que notre héros est sorti de la Force à la faveur des événements des 2 et 3 septembre.

Aussitôt libre, Paul Miette se hâta de mettre à exécution son projet de voler les diamants du Garde-meuble. A cet effet, il réunit une bande composée de Tricot, Roudany,

1. *Moniteur universel* du 11 novembre 1792, n° 316.

2. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 49 et 50. Interrogatoire de Paul Miette.

3. *Bulletin du Tribunal criminel* et *Arch. nat.*, W 250. Acte d'accusation contre Paul Miette. Notes de police déchirées par l'agent Morel, mais dont on a retrouvé le double. — Greffe du tribunal de Beauvais. Extrait des minutes du greffe criminel du Châtelet de Paris (pièce n° 14), et interrogatoire de Paul Miette (pièce n° 16).



Basile, Cadet Guillot, Letort, Delcampo, Delors, Barraud et Constantin, qui de leur côté amenèrent leurs camarades d'expédition.

Quand il fut en possession des objets volés, Miette les vendit à des recéleurs, ainsi que nous l'avons vu dans le procès de Louis Lyre, de Meyran, de Cottet et de Gallois, et avec le produit de cette vente il acheta au comptant, le 16 septembre, au prix de quinze mille livres, une maison à Belleville, dont le contrat fut rédigé par le notaire Rousseau<sup>1</sup>.

Le 21 septembre, Miette, apprenant l'arrestation et la mise en jugement de deux voleurs du Garde-meuble, rentre précipitamment chez lui rue Bossu, et, selon l'habitude des voleurs de profession, changeant souvent de domicile, il paye seulement un terme d'avance pour pouvoir déménager sur-le-champ sous prétexte que des ennemis cherchaient à le compromettre dans de mauvaises affaires, et il vend tous ses meubles à deux amis, qui les enlèvent aussitôt.

On sait que c'est ce même jour que le Tribunal ordonna l'arrestation de Paul Miette, effectuée seulement le 3 octobre suivant.

Les agents se rendirent rue Bossu : n'y trouvant personne, ils s'informèrent et finirent par savoir qu'il demeurait rue de Belleville, 20, dans la maison nommée *la Maison-Rouge*, qu'il venait d'acheter. Ils y allèrent aussitôt et frappèrent à la porte; mais, ne recevant pas de réponse, ils firent sauter la peinture d'une fenêtre. Voyant cela, Paul Miette se décida à ouvrir et se constitua prisonnier.

On entend ensuite de nombreux témoins :

C'est d'abord Doulligny, déjà condamné à mort, qui vient confirmer la dénonciation qu'il a faite contre Paul Miette le 3 octobre précédent. Il déclare tenir de Roudany que

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 50. Déposition de M. Rousseau, notaire, qui a fait le contrat d'achat de ladite maison. Déposition du citoyen Dubertiet, traiteur, qui a servi d'intermédiaire pour cet achat. Grefle du tribunal de Beauvais.



Paul Miette lui aurait montré un *crachat en diamants*, avec une monture d'épée également en diamants, ayant appartenu à Henri IV, plus d'autres bijoux dont la valeur totale dépassait deux millions. Les attributions historiques ci-dessus étaient erronées, à ce moment aucun des joyaux de la Couronne n'avait appartenu à Henri IV.

Paul Miette, interpellé, affirme n'avoir jamais été au Garde-meuble et ne pas connaître Roudany, mais les témoins et les testaments de Louis Lyre et de Meyran ne laissent aucun doute sur sa culpabilité.

De son côté, Marie-Françoise Brebant, sa femme, ne pouvant expliquer comment, avec son métier de couturière, elle avait pu gagner les trois mille livres qu'on a trouvées chez elle, s'écrie : « Faut-il que je m'humilie au point de dire l'état que j'ai fait ! je n'ai fait de tort à personne, j'ai gagné cet argent *au prix de mon sang* ! »

Le témoin Rhinsfeld déclare avoir reçu de Paul Miette en mars dernier un portefeuille contenant dix-neuf mille livres. L'accusé le reconnaît et dit que cette somme provenait de son commerce d'argent et de onze mille livres qu'il a gagnées au jeu.

La partie la plus intéressante de ce procès concerne un sieur Morel, ci-devant officier de paix, grand ami de Paul Miette, assigné comme témoin d'abord, puis arrêté sous l'accusation d'avoir arraché, moyennant cinquante louis, trois feuillets du livre noir ayant trait à l'accusé.

Interpellé à ce sujet par le président, Morel nie d'un air embarrassé.

Un témoin, Antoine Durand, agent de police, affirme avoir vu Morel vivre en intimité avec Paul Miette ; il sait qu'il a fait sortir de prison en 1791 le nommé Letort, moyennant vingt-cinq louis, et qu'un autre voleur du nom de Cousin n'est resté que trois jours à la Force parce qu'il avait donné vingt-cinq louis à Morel.

Revenant à Paul Miette, Durand l'accuse d'avoir commis plusieurs vols, dont il indique toutes les circonstances, par-





tiellement un vol considérable commis chez un banquier, rue du Four-Saint-Honoré, et dans lequel Paul Miette aurait eu pour sa part quatre-vingt-dix-huit mille livres.

Doulligny dépose que, le jour où Lonchamps fut arrêté aux Tuileries, ce dernier avait sur lui cent quatre-vingt-seize doubles louis. Il donna trois mille livres à Morel, qui le fit aussitôt relâcher. « En général, dit Doulligny, il faisait punir sévèrement ceux qui n'avaient pas le sou, et servait avec le plus grand soin ceux qui le payaient et le régalaient. »

Doulligny ajoute que lui aussi avait été arrêté en même temps que Lonchamps, mais « il fit remettre à Morel par sa maîtresse une tabatière d'or et deux doubles louis pour qu'il ne dise rien lorsqu'il paraîtrait devant le Tribunal. Morel accepta, et à l'audience il déclara qu'il s'était trompé, et que ce n'était pas celui qu'il cherchait; Doulligny, qui avait donné un faux nom, fut mis immédiatement en liberté sur la déclaration de Morel ».

Le président fait observer à Morel qu'il y a sur son livre des notes contre les meilleurs patriotes de Paris, qualifiés d'incendiaires du Palais-Royal.

Morel répond qu'il a copié ces notes sur les procès-verbaux dressés par les commissaires des sections.

Le président ne continue pas l'interrogatoire, et le Tribunal, se trouvant édifié sur la conduite de Morel, ordonne de le mettre en prison<sup>1</sup>.

Quant à Paul Miette, après une réponse affirmative du jury sur tous les chefs d'accusation, il est condamné à mort. Sa femme, Marie-Françoise Brehant, est acquittée.

Aussitôt après le prononcé du jugement, Paul Miette déclara se pourvoir en cassation.

Ainsi, sur cinquante individus environ qui avaient pris part au vol du Garde-meuble, dix-sept d'entre eux étaient passés en jugement devant le Tribunal criminel : cinq

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 51. L'arrestation immédiate de Morel est ordonnée sur les conclusions de l'accusateur public à l'audience du 20 novembre 1792.



avaient été acquittés, douze condamnés à mort, dont cinq exécutés. Les trente-trois autres ? s'étaient sauvés ou avaient pu échapper aux premières recherches de la police.

Ceux qui avaient été condamnés à mort l'avaient été, comme nous l'avons vu, pour le fait de conspiration politique.

Doulligny, Chambon, Badarel, Depeyron, Gallois, Manger, Paul Miette, condamnés à mort, mais non encore exécutés, en raison du sursis qui leur était accordé, demandèrent à se pourvoir en cassation. Leur pourvoi ayant été accueilli, ils furent renvoyés devant le tribunal de Beauvais, où les débats eurent lieu dans le courant de mai et de juin 1793.

Les accusés, se basant pour obtenir la cassation sur un vice de forme, ou plutôt sur une condamnation erronée, reconnaissaient bien avoir exécuté un vol par effraction, mais n'avaient rien fait qui eût un caractère politique : « et, ajoutaient-ils dans leurs requêtes, on ne pouvait trouver trace dans leurs actes d'un complot contre la République ».

Ce moyen eut un plein succès. Tandis que Louis Lyre, Picard et sa maîtresse, Cottet dit le Petit Chasseur et Meyran dit Grand C... avaient été exécutés, les cinq autres condamnés à mort furent acquittés ou virent leur peine commuée en détention. Plusieurs de ces derniers, durant leur captivité, parvinrent même à s'échapper, sans être davantage poursuivis.

Si l'on tient compte du changement qui s'était opéré dans les esprits pendant la période écoulée entre ces deux jugements, on comprendra pourquoi, portant sur les mêmes faits, ils sont si dissemblables.

En septembre 1792 l'étranger avait envahi le sol français. Partout le peuple surexcité se soulevait, des milliers de volontaires s'enrôlaient. A Paris surtout, la fermentation était à son comble; elle se traduisait aussi bien par le départ de braves gens pour la frontière que par des massacres de gens inoffensifs.



Le gouvernement n'était plus maître de la capitale : les clubs, les sections, la Commune, agissant révolutionnairement et sans aucun contrôle, toujours sous l'obsession de trahisons, s'arrogeaient les pouvoirs les plus étendus, faisaient arrêter des masses de citoyens et, par suite d'excitations, provoquaient des massacres comme ceux de septembre.

Sous l'influence de cette anarchie et sous la pression des clubs, d'où étaient sortis les membres du Tribunal comme ceux de la Commune, les magistrats, encore novices, crurent voir dans nos brigands des agents politiques cherchant à rétablir la monarchie et à rendre à nos anciens rois leurs richesses, ou bien disposés à livrer à l'ennemi nos trésors nationaux.

Notons encore que les services administratifs n'étaient pas moins troublés que les esprits, que les chefs en étaient aussi inexpérimentés que les nouveaux magistrats, et nous connaissons la cause de l'inégalité des recherches et de l'infériorité de la police. Sur cinquante voleurs, plus de la moitié s'étaient enfuis ou vivaient tranquillement à Paris et en province.

Huit mois plus tard, l'ennemi avait été repoussé, la situation était moins grave, et les habitants de Beauvais étaient moins violents que les Parisiens en septembre 1792. Les magistrats, un peu plus habitués à la jurisprudence, virent les événements avec plus de calme et peut-être plus de soin ; aussi rendirent-ils un jugement qui, avec plus de bon sens, avait surtout comme résultat considérable de faire jaillir la vérité.

Les débats du tribunal d'appel de Beauvais ne nous ont rien appris de nouveau sur les circonstances mêmes dans lesquelles avait été fait le vol.

Les dossiers des accusés sont les mêmes que ceux du Tribunal criminel de Paris, mais plusieurs témoins ne vinrent pas déposer. Les audiences n'eurent donc aucun intérêt nouveau.



Manger fut acquitté, ainsi que Paul Miette<sup>1</sup>; il y avait quelques raisons pour que la culpabilité du premier ne parût pas suffisante ou au moins fût de beaucoup atténuée; quant à Miette, il se défendit avec une énergie inouïe, il fit imprimer un long mémoire<sup>2</sup> qui démontrait les contradictions des pièces de son dossier et celles résultant des dépositions des témoins à charge. Aussi, probablement soutenu par quelque personnage influent, obtint-il du tribunal son acquittement. Mais il n'est pas douteux pour nous, d'après les pièces des débats, qu'il fut réellement l'instigateur et même l'inventeur du vol. Ce fait était tellement avéré aux yeux des agents de police, qu'un an après son acquittement on arrêta comme voleurs du Garde-meuble des bijoutiers borgnes de Paris<sup>3</sup>, sous la seule inculpation d'avoir eu des relations de commerce avec Paul Miette, retiré dans la maison qu'il avait achetée à Belleville<sup>4</sup> aussitôt après le vol du Garde-meuble.

Les autres accusés furent condamnés à des peines variant de quinze à seize ans de réclusion, et dans ses considérants le tribunal déclarait que, conformément à la requête d'appel, rien dans le vol du Garde-meuble ne permettait de supposer qu'il y eût une conspiration politique. par suite les jugements du Tribunal criminel de Paris portaient condamnation pour un crime qui n'avait pas été commis<sup>5</sup>.

Le tribunal reconnaissait que les accusés n'étaient cou-

1. Greffe du tribunal de Beauvais. Le jugement qui acquitte Manger (pièce n° 19) est du 16 mai 1793; celui qui acquitte Paul Miette est du 15 mai 1793 (pièce n° 28).

2. Greffe du tribunal de Beauvais (pièce n° 21). Mémoire justificatif présenté par Paul Miette au tribunal de Beauvais (pièce n° 20). Moyens de défense invoqués par le même.

3. Arch. nat., F<sup>7</sup> 2507. Journal des opérations du comité de la section l'Unité. Procès-verbal de la séance du 31 nivôse au II.

4. Greffe du tribunal de Beauvais (pièce n° 15). Procès-verbal d'arrestation de Paul Miette le 3 octobre 1793. *Bulletin du Tribunal criminel*, n° 50. Déposition de M. Rousseau, notaire, qui a fait le contrat d'achat, le 16 septembre 1793.

5. Greffe du tribunal de Beauvais. Cassation des jugements contre Gallois et Manger le 8 mars 1793 (pièce n° 4). Cassation du jugement contre Paul Miette, le 23 février 1793 (pièce 23).





pables que de vol avec effraction et les condamnait pour ce motif.

Ces jugements du tribunal d'appel de Beauvais, qui étaient encore inconnus il y a quelques jours, répondent déjà en partie à la question posée par les historiens de la Révolution.

La première juridiction s'était trompée, nos héros n'étaient que de vulgaires voleurs.

Mais, à côté de cette solution qui nous est donnée par des actes judiciaires, nous pouvons encore répondre au problème historique du vol du Garde-meuble d'une façon plus matérielle, en recherchant chacun des objets volés et en constatant qu'ils ne passèrent jamais entre les mains d'hommes politiques, ni entre celles de Brunswick.

---



faire opérer des recherches à l'étranger au moyen de ses correspondants.

Les experts nommés par le Tribunal criminel reconnurent comme ayant fait partie de la Couronne un certain nombre d'objets, dont la plus grosse part était représentée par les pierres trouvées sur le toit de la maison de Depeyron, et les bijoux enterrés dans l'allée des Veuves par Badarel<sup>1</sup>.

Quant aux recherches opérées sous la direction d'Auguste, elles n'amènèrent aucun résultat, mais le gouvernement dut payer fort cher les services de deux négociants anglais, correspondants d'Auguste, qui furent intraitables sur la question de leurs honoraires<sup>2</sup>.

Les délégués de la Convention nationale, Fabre d'Églantine et Audrein, assistés de Fantin, juge de paix, et de Masson et Devoix, joailliers, se réunirent le 23 décembre et jours suivants au Garde-meuble, et dressèrent l'inventaire, par vitrine et par tiroir, de ce qui restait. Ce document, échappé par miracle à la voracité des rats, qui en ont rongé la partie supérieure, est venu s'échouer, après avoir passé dans bien des dépôts différents, aux Archives de la Seine, où nous l'avons retrouvé. On y voit que, dans la commode où étaient les diamants sur papier, représentant plus de vingt millions, il ne se trouvait plus que cent quatre-vingt-douze carats répartis entre quatre-vingt-une pierres; dans la vitrine où étaient étalés les bijoux montés, il n'y avait encore que quelques pierres et perles sans valeur, et un saphir fort gros, mais de mauvaise qualité, pesant cent trente-deux carats<sup>3</sup>.

La partie de l'inventaire concernant le cabinet du Roi

1. Arch. nat. Procès-verbal dressé le 23 décembre et jours suivants, clôturé le 8 janvier 1793.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488. Rapport de Garat, ministre de l'intérieur, daté du 6 février 1793. Les frais de recherches s'élevèrent à Anvers à quatre-vingt-trois livres sterling dix deniers, à Amsterdam à cent soixante-sept livres tournois trois sols trois deniers et en Angleterre à cent vingt-huit livres sterling sept shillings quatre deniers, ce qui correspond à trois mille deux cent dix livres tournois dix-neuf sols quatre deniers, non compris leurs dépenses personnelles, pour lesquelles ils s'en rapportent à l'estimation d'Auguste.

3. Arch. nat. Procès-verbal dressé le 23 décembre et jours suivants, jusqu'au 8 janvier 1793.



est encore plus éloquente, parce qu'elle signale, armoire par armoire, tablette par tablette, les objets qui manquaient. En dehors des pièces de la chapelle du cardinal de Richelieu, rapportées de l'allée des Veuves, le cabinet du roi était absent.

Depuis la fin de l'année 1792 jusqu'au mois d'avril de l'année suivante, on ne retrouve plus aucune trace des poursuites faites à propos du vol du Garde-meuble. A cette date le club des Jacobins s'occupa de rechercher sur qui devait retomber la responsabilité du crime. La discussion<sup>1</sup> qui eut lieu le 22 avril 1793 n'apprend rien de nouveau. Fabre d'Églantine reprocha à Restout d'avoir favorisé le pillage; un autre membre du club l'accusa d'avoir dénoncé Thierry, son prédécesseur, pour se substituer à lui dans les fonctions d'administrateur général du Garde-meuble, et d'avoir, par lâcheté, été cause de sa mort lors des massacres du 2 septembre. Restout se disculpa mal, et une lettre<sup>2</sup> qu'il publia peu de jours après pour sa défense montre que cette dernière accusation n'était point une calomnie.

La discussion se termina aux Jacobins par un discours de Thuriot, dans lequel il exposa ce que nous avons dit, que le vol avait été prémédité dans les prisons quelque temps avant son exécution : « Il faut savoir, ajoute-t-il, qu'il y a à Paris une grande ramification de voleurs; ils écrivent aux hommes qu'ils croient les plus propres à l'exécution de leurs desseins, on assigne les heures, on distribue les rôles, on marque le point de ralliement<sup>3</sup>. »

Thuriot était le premier des hommes politiques qui voyait juste et ne rejetait pas la responsabilité du crime à la tête de ses adversaires.

La plupart des bijoux, le *Régent*, le *Sancy*, n'avaient

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476. Extrait du Mémoire de Restout, et *Journal des Jacobins* du 24 avril 1793, tome IV, n<sup>o</sup> 401, p. 167.

2. Arch. nat. O<sup>2</sup> 476. Dossier des lettres de Restout.

3. *Journal des Jacobins*, tome IV, n<sup>o</sup> 401, p. 167. Déposition de Thuriot à la séance de la Société des Jacobins du 22 avril 1793.



## CHAPITRE VII

Découverte d'une grande partie des objets volés. — Nomination d'une commission de joailliers pour vérifier ces objets et dresser l'inventaire de ce qui restait au Garde-meuble. — Recherches à l'étranger. — Séance du club des Jacobins, du 22 avril 1793. — Le comité de sûreté générale découvre le *Béant*, le *Sancy*, le diamant de la *Maison de Guise* et plusieurs autres pierres. — Arrestation de nouveaux voleurs du Garde-meuble. — Mise en jugement de vingt-sept d'entre eux. — Découverte en Hollande du rubis la *Côte-de-Bretagne* formant le dragon de la *Façon-d'or*.

Tandis que le tribunal criminel jugeait les coupables, la police recherchait dans Paris les objets volés; elle en avait retrouvé un certain nombre, qui furent déposés au greffe comme pièces à conviction. Ces bijoux n'étant pas connus des juges, il fallut instituer une commission de joailliers pour constater si les objets rapportés avaient été volés au Garde-meuble ou ailleurs.

A la demande du Tribunal criminel, Bapst, Minier et Devoix furent appelés à donner leur avis sur les objets déposés au greffe<sup>1</sup>. En même temps la commission nommée par la Convention, en vue d'examiner ce qui restait au Garde-meuble, s'adjoignit les orfèvres Masson et Devoix pour faire l'inventaire de ce que les voleurs avaient laissé<sup>2</sup>. Puis le sieur Auguste, le plus célèbre des orfèvres de la fin du dix-huitième siècle, proposa au ministre de l'intérieur<sup>3</sup> de

1. Arch. nat., W. 250. Réquisition des membres du directoire du jury du Tribunal criminel, en date du 30 octobre 1793, et procès-verbal de comparution des citoyens Bapst, Minier et Devoix, le 11 novembre 1793.

2. Décret de la Convention nationale, en date du 8 décembre 1793, n° 276.

3. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488. Correspondance et Mémoires concernant les démarches faites à Anvers, Amsterdam et en Angleterre par le sieur Auguste, orfèvre.





point encore été retrouvés; mais, à la suite de la séance des Jacobins, des recherches plus actives furent exercées, et cette fois elles réussirent. Le 20 frimaire an II, Voulland, au nom du comité de sûreté générale, se présenta à la Convention, et annonça en ces termes la découverte du *Régent* :

« Votre comité de sûreté générale ne cesse de faire des recherches sur les auteurs et complices du vol du Garde-meuble. Il a découvert hier le plus précieux des effets volés : c'est le diamant connu sous le nom de *Pitt* ou *Régent*, qui dans le dernier inventaire de 1791 fut apprécié douze millions. Pour le cacher, on avait pratiqué dans une pièce de charpente d'un grenier un trou d'un pouce et demi de diamètre. Le voleur et le recéleur sont arrêtés; le diamant porté au comité de sûreté générale doit servir de pièce de conviction contre les voleurs. Je vous propose, au nom du comité, de décréter que ce diamant sera transporté à la trésorerie générale, et que les commissaires de cet établissement seront tenus de le venir recevoir séance tenante<sup>1</sup>. »

Ces conclusions furent adoptées, et le décret suivant fut aussitôt rendu :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de sûreté générale, décrète, que deux commissaires de la trésorerie nationale se rendront séance tenante dans le sein de la Convention pour recevoir et déposer à la trésorerie nationale le diamant connu sous le nom de *Régent*, découvert par suite des recherches du comité de sûreté générale, et qui en sera retiré au besoin pour servir de pièce de conviction, dans le procès qui aura lieu, contre les personnes prévenues du vol ou recèlement des effets du Garde-meuble. »

Un autre décret du même jour portait que « deux membres du comité de sûreté générale se transporteront à la

1. *Moniteur universel* du 21 frimaire an II. Séance de la Convention nationale du 20 frimaire an II (10 décembre 1793).

2. *Moniteur universel* du 21 frimaire an II. Décret de la Convention nationale du 20 frimaire an II.



trésorerie nationale, et y déposeront dans une caisse à trois clefs le paquet contenant le diamant dit du *Régent*. Procès-verbal sera dressé de ce dépôt, et l'une des trois clefs sera déposée aux Archives nationales<sup>1</sup>. »

Voulland annonçait bien à la Convention que le voleur et le recéleur du *Régent* étaient arrêtés, mais il est difficile, en présence de la disparition presque totale des pièces de cette époque, de retrouver leurs noms et de connaître les circonstances qui permirent d'arriver à leur découverte.

Cependant, les papiers du comité révolutionnaire de la section de l'Unité semblent nous mettre sur une trace. Il s'agit du procès-verbal de la condamnation à mort et de l'exécution d'un nommé Bernard Salles, coupable de fabrication de faux assignats<sup>2</sup>. A en croire les membres du comité, sa maîtresse et la sœur de cette dernière, les femmes Lelièvre et Morée, auraient été compromises dans le vol, ou au moins dans le recel de la fameuse pierre<sup>3</sup>.

Ce qui nous confirme dans ce dernier fait, c'est que le *Régent* semble avoir été découvert chez les femmes Lelièvre et Morée. Parmi les papiers conservés pêle-mêle dans les cartons de la Couronne, on trouve un extrait du registre du dépôt et du versement à la caisse de la trésorerie nationale, en date du 20 frimaire an II, dans lequel il est dit que le diamant *le Régent* a été apporté à la trésorerie dans un petit paquet scellé de cinq cachets, avec l'inscription : *Ne varietur*, et les noms : Femme Lelièvre, femme Morée, Voulland, Jagot, Albert et Copié, écrits sur l'enveloppe<sup>4</sup>.

Pour quelle cause les noms des femmes Lelièvre et Morée

1. *Moniteur universel* du 21 frimaire an II. Décret du 20 frimaire an II.

2. Arch. nat., F<sup>7</sup> 2507. *Journal des opérations de la section l'Unité*. Procès-verbaux des 27 et 29 frimaire an II. Lettre de l'accusateur public de la Seine, en date du 2 pluviôse an II.

3. Arch. nat., F<sup>7</sup> 2507, déjà cité.

4. Arch. nat., F<sup>7</sup> 4650. Extrait du procès-verbal de la Convention nationale, sur la découverte du *Regent*, en date du 1<sup>er</sup> germinal an II. O<sup>2</sup> 488. Extrait du registre des dépôts de versements dans la caisse à trois clefs de la trésorerie nationale, le 20 frimaire 1793. Même source. Dépôt par le citoyen Vadier, député à la Convention nationale, d'une clef de la caisse à trois clefs où est renfermé le *Regent*.



se seraient-ils trouvés à côté de ceux des commissaires de la Convention et de ceux de la section de l'Unité, si elles n'avaient pas été mêlées au recel de notre diamant? Au surplus, elles furent interrogées dans la huitaine et écrouées à la prison de Sainte-Pélagie, tandis que le mari de cette dernière, Jean-Baptiste Morée, était conduit aux Madelonnettes<sup>1</sup>. Elles ne passèrent en jugement que deux ans après, le 1<sup>er</sup> brumaire an IV, en compagnie de vingt-cinq autres individus, accusés d'avoir participé au vol du Garde-meuble<sup>2</sup>.

Mais auparavant de nouvelles découvertes avaient eu lieu.

Trois mois après la découverte du *Régent*, le 1<sup>er</sup> germinal an II, le comité de sûreté générale saisissait, chez un sieur Tavenel et chez sa sœur la veuve Leblanc, un grand nombre de pierres, les plus belles de la Couronne, en dehors du *Régent*; c'étaient le *Sancy* et le diamant de la *Maison de Guise*, achetés par Colbert à Marie de Lorraine, les deux plus célèbres diamants de la Couronne par leur histoire<sup>3</sup>.

Outre le *Sancy* et le diamant de *Guise*, cette trouvaille faisait rentrer au Trésor nombre d'autres pierres moins célèbres, mais représentant néanmoins plusieurs millions.

Quel était ce Tavenel, chez qui la découverte avait eu lieu? Nous ne retrouvons aucune procédure le concernant en l'an II, mais sous le Consulat, en l'an IX, un nommé Tevenel dit Durand est arrêté pour un vol de quatre cent soixante-dix mille livres fait à un banquier de Lyon<sup>4</sup>.

1. Arch. nat., F<sup>7</sup> n° 1444. Procès-verbal dressé par le citoyen Abert, membre du comité révolutionnaire de la section l'Unité, concernant les femmes Morée et Lelièvre, le 10 frimaire an II; autre procès-verbal du 19 frimaire an II, F<sup>7</sup> 2507. Procès-verbal de perquisition, en date des 10 et 19 frimaire an II. Interrogatoire de la femme Lelièvre, en date des 2 à 12 pluviôse, et 3 nivôse an II.

2. Arch. nat. F<sup>7</sup> n° 1444. Lettre de Dancœur, l'un des directeurs du jury composant le Tribunal central, aux membres du comité de sûreté générale, en date du 11 brumaire an IV.

3. Arch. nat., F<sup>7</sup> C II, 145. État des diamants trouvés chez Tavenel, remis au comité de sûreté générale par le comité révolutionnaire de la section l'Unité, le 1<sup>er</sup> germinal an II, et procès-verbal du dépôt de ces bijoux à la Trésorerie générale, en date du 8 germinal an II.

4. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488. Notes de police concernant les voleurs du Garde-meuble, établies par le comité de sûreté générale, le 26 fructidor an III.



Dans les notes de police jointes à son dossier, il est signalé comme voleur et recéleur du Garde-meuble; de plus, comme chef d'une célèbre bande d'égorgeurs qui avait opéré aux environs de Montargis. Une note envoyée par le ministre de la police recommande, pour le faire arrêter, un choix particulier d'agents : *car presque tous le connaissent depuis longtemps et sont ses amis*<sup>1</sup> ! Dans différentes pièces, Tevenel est souvent désigné sous le nom de Durand<sup>2</sup> et de Le Turc. Faut-il identifier cet individu avec celui qui en qualité d'agent de police a déposé comme témoin dans le procès de Paul Miette (le 20 novembre 1792), et qui dès le 7 du même mois, étant détenu à la Force, avait fait d'importantes déclarations contre plusieurs voleurs du Garde-meuble<sup>3</sup> ? Nous ne pouvons le certifier. Mais nous croyons que Tevenel est le même personnage que Tavenel. Sa sœur, sa complice, passa probablement devant le Tribunal central en l'an IV, sous le nom de Marguerite Thevenet ou Thevenel, veuve Leblanc<sup>4</sup>.

Le premier jour du vol du Garde-meuble, cinq individus venus de Rouen avaient, nous l'avons dit, formé une bande particulière, et, le vol accompli, s'étaient empressés de disparaître, la première nuit même, sans attendre les recherches de la police. Pendant la Terreur, on n'entendit plus parler d'eux; mais, le 30 thermidor an III, l'un des membres de cette bande, *Fleury-Dumoutier*<sup>5</sup>, s'était fait maladroitement arrêter et écrouer à Bicêtre pour

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488. Déclaration faite à la Force par le nommé Durand, en date du 7 novembre 1792. Signalements de plusieurs voleurs du Garde-meuble donnés par Durand et F<sup>7</sup>. Dossier 6312.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488. Interrogatoire de Durand en date du 13 prairial an X, sur le vol du Garde-meuble. — Arch. nat. F<sup>7</sup> 6312, dossier 6532. Thevenet, dit Durand, dit Le Turc, était en prison aux massacres de septembre 1793; arrêté de nouveau le 12 nivôse an IV, il avait été condamné à dix-huit années de fer par le Tribunal criminel, le 19 floréal de la même année. Il se sauva après être resté sur les toits pendant cinq jours.

3. Arch. nat., F<sup>7</sup> n<sup>o</sup> 1444. Lettre de Dameuve, directeur du jury, aux membres du comité de sûreté générale, le 11 brumaire an IV.

4. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488, Rapport du comité de sûreté générale, en date des 29 et 30 thermidor an III. Dénonciation de Dumoutier, datée de Bicêtre, le 14 messidor an III.





émission de faux assignats. Interrogé, on découvrit qu'il avait pris part au pillage du Garde-meuble. On apprit par lui que Salles dit Masson avait été son compagnon et que les trois autres Rouennais étaient Cadet Guillot dit Lardonner, marchand forain, François Auguste et François Gobert. On s'occupa de les rechercher. Les cabarets de Rouen furent fouillés, particulièrement l'un d'eux, situé rue Eau-de-Robec, rendez-vous ordinaire des voleurs et receleurs. Les recherches n'eurent pas de résultat, et Dumoutier, fort malin, joua longtemps les membres du comité de sûreté générale<sup>1</sup>. Il ne voulut d'abord donner qu'à eux seuls les renseignements qu'on lui demandait. Il refusa de parler aux commissaires et aux délégués de la police venus pour l'interroger.

Amené enfin devant le comité, il raconta les faits tels qu'ils s'étaient passés sur la place de la Concorde dans la nuit du 11 septembre 1792, et fit savoir que le sieur Joseph dit le Savoyard, que nous avons déjà vu acheter un certain nombre de diamants aux voleurs du Garde-meuble, et que nous supposons avoir été associé avec Moulin, était venu exprès de Lyon à Rouen pour acheter les pierres que les Rouennais avaient emportées<sup>2</sup>. Dumoutier dit qu'on lui en vendit une partie pour la somme de huit mille louis, qui furent immédiatement partagés entre eux; mais, n'ayant pu s'entendre sur les prix offerts par le Savoyard pour la majeure partie des diamants restants, qui, suivant Dumoutier, valaient plus de dix millions, ses complices les avaient encore en leur possession.

Il offrait donc au comité de faire rentrer ces dix millions

Rapport sommaire du comité de sûreté générale du 23 thermidor. Interrogatoire de Dumoutier à Bicêtre, les 19 et 26 thermidor an III.

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488. Rapport du conseil général de la commune de Rouen au comité de sûreté générale de Paris, en date du 19 thermidor an III. Même source. Rapport du citoyen Almain, membre du comité de sûreté générale, à Paris, envoyé à Rouen pour rechercher lesdits voleurs.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488. Interrogatoire de Dumoutier à Bicêtre, les 19 et 26 thermidor an III, et déclaration du même en date du 14 messidor an III.



de bijoux au Trésor, si l'on voulait l'envoyer à Rouen. Le comité ne se décida pas, et il eut raison, car, à la date où Dumoutier faisait cette déclaration, le *Régent*, le *Sancy* et un grand nombre d'autres diamants avaient été recouvrés, il n'en restait pas plus de six millions dispersés en France et à l'étranger entre de nombreuses mains.

Devant le refus du comité, Dumoutier ne voulut plus rien dire, mais il fit fort habilement intercepter<sup>1</sup> par les gardiens de la prison des lettres qu'il adressait à Rouen, ou d'autres qu'il se faisait envoyer de cette ville. Leur contenu avait pour but de mettre la police sur une fausse piste. Dans ces lettres, il parlait entre autres d'une horlogère nommée Mme Lamare, demeurant rue du Vieux-Palais, précédemment rue du Grand-Pont à Rouen, et d'une somme de trente mille livres que Guillot devait lui envoyer<sup>2</sup>. Immédiatement, on expédia à la Commune de Rouen exprès sur exprès pour communiquer les renseignements trouvés dans les lettres de Dumoutier<sup>3</sup>, mais les signalements ne se rapportaient à aucun individu de la ville, et, malgré les recherches, qui durèrent cinq mois, les délégués de la commune de Rouen firent savoir au comité de sûreté<sup>4</sup> générale que les indications fournies étaient erronées.

On fit de nombreuses perquisitions chez la dame Lamare. Ses antécédents étaient honorables, et l'on acquit la conviction, après enquête, que là encore on était dans l'erreur<sup>5</sup>.

1. Il en avait remis une entre autres à un nommé Bertaut, détenu comme lui, mais qui devait être mis en liberté le lendemain. Ce Bertaut confia mystérieusement la chose au concierge de la prison, qui en référa aussitôt au comité de sûreté générale. Un commissaire vint et somma Bertaut de lui remettre cette lettre. Celui-ci, faisant mine d'être furieux de ce que le concierge avait divulgué son secret, sortit la lettre de sa poche, la déchira avec les dents en plusieurs morceaux et en avala quelques-uns. On se jeta sur lui pour l'empêcher de la faire disparaître, et, les morceaux rassemblés et collés, on put lire assez difficilement son contenu. (Arch. nat., O<sup>2</sup> 488.)

2. *Ibidem.* — 3. *Ibidem.* — 4. *Ibidem.*

5. Arch. nat. O<sup>2</sup> 488. Rapport du citoyen Almain, membre du comité de sûreté générale, envoyé expressément à Rouen, en date du 9 fructidor an III.



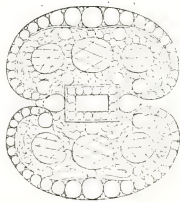
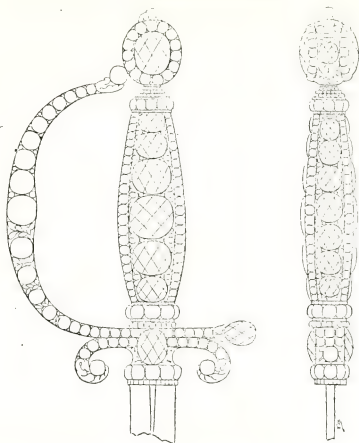
Après ces recherches, il demeura vraisemblable qu'excepté l'épée de Louis XVI, montée avec des pierres taillées en roses par F. Bapst, qui furent retrouvées sur l'indication de Dumontier, tout ce qui avait été volé par les Rouennais avait dû passer en Angleterre par les soins de Cadet Guillot, que l'on s'obstinait à rechercher à Rouen.

Nous en trouverons plus loin la preuve, dans les indications que nous fournissent d'autres papiers de la police, relatifs à la *Toison-d'or*, dite la *Côte-de-Bretagne*, montée en 1749 par Jacquemin.

Mais, avant de nous occuper de ce qu'était devenue cette pierre, sortie du trésor d'Anne de Bretagne, il nous faut parler d'un autre procès, qui nous paraît avoir eu une importance aussi considérable que ceux de 1792. Une lettre de l'un des présidents du jury d'accusation du Tribunal central de Paris, en date du 11 brumaire an IV, rendant compte au comité de sûreté générale de l'audience consacrée à cette affaire, est la seule pièce qui nous ait fait connaître ce procès, qui devait être d'un haut intérêt, étant donné le nombre des accusés et l'importance de certains d'entre eux<sup>1</sup>. Vingt-sept individus prévenus de complicité dans le vol du Garde-meuble comparaissaient devant le jury d'accusation, le 1<sup>er</sup> brumaire an IV. « Les jurés décidèrent qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre contre neuf d'entre eux, et maintinrent en état d'arrestation les dix-huit suivants : Marie-Louise Lelièvre, femme Morée, Jeanne Lelièvre receleuses du *Régent*, Moïse Deschamps ou Delcampo, déjà connu de nous comme l'un des auteurs du vol du Garde-meuble; Marguerite Thevenet ou Thevenel, veuve Leblanc, vraisemblablement compromise dans l'affaire du *Sancy*; Moïse et Abraham Nunès Dacosta, Horace Molin ou Moulin, dont nous avons déjà parlé, et un certain nombre d'autres individus dont les noms ne nous rappellent rien; enfin.

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 488, n<sup>o</sup> 1444. Lettre de Dancœur, l'un des directeurs du jury d'accusation du Tribunal criminel de Paris, du 11 brumaire an IV, adressée aux membres du comité de sûreté générale.





ÉPÉE DE LOUIS XVI.

Dessinée par Brevet et montée par G.-F. Bapst.

Dessins conservés dans la maison Bapst et Falize (ancienne maison Bapst).





un nommé Guillaume Robert, qu'une évasion avait rendu célèbre dans le monde de la police et des prisons<sup>1</sup>.

Moulin et Robert sont les plus intéressants de ces voleurs. Nous avons vu que Moulin s'était fait passer comme membre de la municipalité à Paris, arrêtant des citoyens dans les rues pour leur réclamer des offrandes nationales. Il était à cette époque chef d'une bande de Marseillais; il se sentait tout-puissant et assuré de l'impunité de la part de la police et du gouvernement, qui le redoutaient.

Aussitôt après le vol, Moulin semble s'être associé avec Joseph dit le Savoyard, et à eux deux ils achètent le plus grand nombre des diamants de la Couronne vendus par les voleurs. Ils trafiquent sur une grande échelle; ils ont sur eux une valeur considérable en or ou en assignats vrais et faux, qui leur permet d'acheter comptant, pour des sommes importantes, comme nous l'avons vu dans les procès de Gallois, de Meyran et d'autres. Ils se dirigent rapidement d'un point à un autre, comme Joseph le Savoyard, qui arrive en poste à Rouen pour traiter avec Fleury-Dumoutier. Ils volent les voleurs en les payant en fausse monnaie.

En l'an IV<sup>1</sup>, Moulin fut arrêté sur les rapports réitérés de

1. Arch. nat., F<sup>7</sup> 2507. Rapports de police adressés de Limoges à la section révolutionnaire de l'Unité, les 21, 22 nivôse an II. Procès-verbal des sieurs Albert et Copie, daté de Paris, 7 pluviôse an II. O<sup>2</sup> 388. Lettre de Dameuve, déjà citée, n° 795. Lettre du citoyen Aubreton au représentant du peuple Lacoste, en date du 29 nivôse an II. Lettre de Maublanc, accusateur public du tribunal criminel de Limoges, au président du comité de sûreté générale, le 24 nivôse an II.

2. Arch. nat., F<sup>7</sup> 6319, Dossier d'Horace Molin, et N° 388. Rapport de Bonnard au comité de sûreté générale en date du 4 frimaire an III. Nous en extrayons le passage suivant : « Molin n'a point d'état, depuis quinze ans il a toujours été complice des voleurs; il a été inculpé dans l'affaire du fameux Thévenel, lors du vol de l'ingrèlin de Lyon; il a subi dix à onze mois les prisons; il n'en est sorti que sur la promesse qu'il fit à l'assesseur Rev, alors à Lyon, d'être utile à ce tribunal, et d'après les indications qu'il a données relativement à ce même vol.

« Il a été mis nue comme la main à Marseille relativement à des vols de portefeuilles. Qu'on écrive à ce sujet encore de même à la municipalité de Chalou-sur-Saône ont recevat une jolie réponse.

« Il y a un fait bien pécisé en 1793 le comite dont il faisoit nombre luy firent une quette de trois cents francs. Depuis le voilà riche tant en mobilier, effets, immeubles et argent, à cinq cent mille livres. *Le Garde-meuble eut bon dos.* »



l'agent de police Bonnard. Condamné ou non, il est bientôt relâché, ou bien il trouve moyen de s'évader, puisque nous le retrouvons en l'an IX ayant volé quatre cent soixante-dix mille livres à un banquier de Lyon.

C'est entre ses mains que l'on doit supposer que passèrent la plupart des bijoux qui existaient en 1792 au Trésor national, et qui ne rentrèrent que plus tard au Garde-meuble.

Quant à Robert, nous ignorons quel fut son rôle dans le vol des diamants; arrêté antérieurement à l'an II, par le comité révolutionnaire de la Haute-Vienne, il fut écroué à la prison de Limoges. Il s'était sauvé par la croisée parce qu'il avait entendu dire par d'autres prisonniers que l'on se préparait à massacrer les détenus de Limoges comme on l'avait fait à Paris au mois de septembre. De là il s'était rendu à Calais, où il avait rencontré dans une auberge le nommé Deleampo.

Après avoir passé tous deux la Manche et séjourné quelque temps en Angleterre, ils revinrent à Paris, où la police les arrêta et les envoya devant le tribunal central<sup>1</sup>.

Mais les recherches que l'on avait faites pour retrouver Robert avaient donné lieu à une correspondance fort volumineuse, entre les tribunaux, le comité de sûreté générale et les bureaux de la police. On y voit à chaque page combien l'on était préoccupé de mettre la main sur l'évadé de Limoges, et quelle quantité d'ordres et de recommandations étaient envoyés de toutes parts à son sujet.

Rien de plus sur ce procès, qui dut être fort curieux. Nous n'en aurions même pas eu trace si la lettre égarée du président du tribunal central n'était venue, comme beaucoup d'autres pièces concernant ce vol, échouer dans un dépôt public, où elle n'aurait pas dû se retrouver.

1. Parmi les pièces de cette correspondance, une lettre du citoyen Aubreton, agent de police, qui avait arrêté Robert, au représentant du peuple Lacote, pour lui demander d'ordonner des recherches, contient un *post-scriptum* assez original pour être reproduit : « Si tu étais *bon saussulotte*, tu viendrais quelque jour demander un plat de fèves à ma ménagère. » (Arch. nat., F<sup>7</sup> reg. B, n° 795. Lettre du 29 nivôse an II.)



Venons maintenant à l'histoire de la *Toison-d'or*.

Cadet Guillot, on s'en souvient, était parti aussitôt après le vol avec des bijoux, dont le principal était la *Toison-d'or*.

Cette décoration représentait une valeur de trois millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille livres, d'après l'inventaire de 1791.

Nous avons vu, lorsqu'on la monta, qu'à son centre était le *Diamant bleu* en triangle acheté par Louis XIV à Tavernier lors de son retour de Perse : la *Toison-d'or* était tenue dans la gueule du dragon fait du grand rubis gravé par Gay, qui avait reçu, dans le trésor de Marguerite de Foix et de sa fille, la duchesse Anne, le nom de *Côte-de-Bretagne*.

Cadet Guillot avait probablement pris ce bijou. La *Toison-d'or* fut cassée, et le *Diamant bleu*, estimé trois millions, fut vendu en Angleterre et coupé en deux morceaux, pour échapper aux revendications qui auraient pu se produire.

La plus grosse moitié, au dire d'un lapidaire émérite, M. Forster, serait entre les mains de M. Hope, à Londres, tandis que la seconde partie, beaucoup plus petite, aurait figuré à la vente de la collection du duc de Brunswick. Mais le *Dragon*, qui à lui seul personnifie l'histoire des bijoux de la Couronne, ne devait pas être perdu pour la France.

En 1796, un peintre nommé Brard, en mission à Hambourg, envoyait un rapport au ministre de la police, à la date du 20 floréal an V, lui faisant savoir qu'un émigré du nom de Lanery était arrivé à Altona porteur d'un rubis appelé le *Dragon*, et provenant des bijoux volés au Garde-meuble<sup>1</sup>. D'après Brard, c'était Cadet-Guillot dit Lordonner qui l'avait remis à Lanery<sup>2</sup>. Cadet-Guillot, après le vol du

1. Arch. nat., F<sup>7</sup> 3300<sup>1</sup>. Relations extérieures. Correspondance du citoyen Reinhard, ministre plénipotentiaire de la République française près les villes hanséatiques, avec le ministre des relations extérieures à Paris, 6 ventôse an V.

2. Arch. nat., F<sup>7</sup> 3300<sup>1</sup>. Lettre des citoyens Brard, peintre, correspondant du Jardin des plantes, en mission à Hambourg, au citoyen Cochon, ministre de la police, le 20 floréal an V.



Garde-meuble, ne s'était pas dirigé sur Rouen comme Dumontier et les autres membres de la bande des Rouennais, mais il s'était rendu à Nantes, où il avait trouvé un bateau qui l'avait conduit au Havre. Après un séjour assez long dans cette ville, il serait allé à Londres. Il avait, paraît-il, dans ces deux villes, montré des bijoux renfermés dans des étuis de maroquin<sup>1</sup>. A Londres, il avait pris comme commis et confident l'émigré Lanery et l'avait envoyé à Altona pour affaires, particulièrement pour négocier la vente de la *Côte-de-Bretagne*; Lanery avait trouvé moyen de faire arrêter Cadet-Guillot et de le faire mettre en prison pour dettes; c'était dans ces conditions qu'il était arrivé à Altona<sup>2</sup>, où il rencontra les sieurs Brard, Panel et Roubet.

Il se lia avec eux et leur demanda leur concours pour la vente du rubis, qu'il proposait au gouvernement français<sup>3</sup>. Brard, Panel et Roubet en informèrent aussitôt le consul de France, qui prévint Reinhardt, le ministre plénipotentiaire à Hambourg. Immédiatement des pourparlers s'engagèrent dans lesquels chacun tira de son côté.

Brard et Panel, dans leur correspondance adressée au ministre de la police à Paris, accusent Reinhardt de maladresse et vont même jusqu'à parler de trahison<sup>4</sup>.

Lanery, voyant que l'on tenait beaucoup à avoir son rubis, éleva ses prétentions. C'est alors que Reinhardt jugea utile de faire arrêter Lanery par le prêteur de Hambourg; mais, s'apercevant qu'il ne pourrait rien obtenir par la violence, il le fit relâcher le lendemain.

Reinhardt adressa aux ministres des finances et de la

1. Arch. nat., F<sup>7</sup> 3300<sup>1</sup>. Rapport, en date du 26 ventôse an V, transmis par Reinhardt, ministre de la République française à Hambourg, au ministre des relations extérieures à Paris, et archives du Ministère des affaires étrangères, n° 111.

2. Même source. Lettre de Brard au ministre de la police, en date du 6 ventôse an V.

3. Arch. nat., F<sup>7</sup> 3300. Mémoire transmis au ministre de la police par les citoyens Brard, Roubet et Panel, les 6 et 7 pluviôse an V.

4. Même source. Lettre de Reinhardt au ministre des relations extérieures, en date du 27 pluviôse an V, et archives du Ministère des affaires étrangères, n° 111.





police un long rapport sur cette affaire ; il les informait que le prince de Wirtemberg avait offert une somme considérable pour avoir ce rubis, et il manifestait la crainte que les cours de Russie et d'Autriche ne fussent en instance pour se le procurer<sup>1</sup>.

En réponse, il recut du ministre des finances Ramel l'autorisation d'offrir cinquante mille livres pour recouvrer « cette pierre unique en son espèce et qui est estimée cent mille écus<sup>2</sup> ».

Dans la lettre suivante, Reinhardt annonce que Lanery n'est plus en possession du rubis, que c'est un autre émigré, le général royaliste Danican, qui en est porteur, et l'on suppose qu'il est allé à Blankenbourg pour l'offrir au prétendant Louis XVIII<sup>3</sup> ; puis la correspondance diplomatique des villes hanséatiques cesse tout à coup de parler de cette affaire. Le rubis rentra-t-il à ce moment, ou bien fut-il remis à Louis XVIII, qui l'aurait rapporté en 1814 ? Nous l'ignorons encore, mais aujourd'hui le rubis *Dragon* est conservé à la galerie d'Apollon, au Louvre. Lorsqu'on désigna, il y a quatre ans, les pièces soi-disant historiques qui devaient être conservées comme telles dans notre Musée national, le rubis *Dragon* n'y figurait pas. La commission d'expertise l'avait classé parmi les pierres destinées à être envoyées au Muséum d'histoire naturelle pour servir aux expériences, et sur le papier qui l'enveloppait était écrite la mention : *Pierre sans valeur*<sup>4</sup>. La *Côte-de-Bretagne* avait été estimée au seizième siècle cinquante mille écus, et au dix-septième siècle soixante mille livres !

1. Arch. nat., F<sup>7</sup>, n° 3300, et archives du Ministère des affaires étrangères, n° 111, p. 33 et 39, du 1<sup>er</sup> pluviôse an V.

2. Même source, p. 216. Le ministre des finances au ministre des relations extérieures, le 14 floréal an V.

3. Même source, p. 39 et 51. Reinhardt au ministre des Relations extérieures, les 1<sup>er</sup>, 11 et 27 pluviôse an V.

4. La commission avait été instituée et ses membres nommés par M. Antonin Proust, alors ministre des beaux-arts ; le dossier fort considérable remis par cette commission nous a été communiqué avec la plus grande obligeance par M. Edmond Turquet, sous-secrétaire d'État au Ministère de l'instruction publique.



Nous avons suivi les principales pièces du trésor de la Couronne depuis le moment où elles ont été volées jusqu'à celui où elles ont été retrouvées ou vendues. Qu'on ne s'étonne pas si la plus grande partie, comme le *Sancy* et la plupart des Mazarins, n'étaient plus au Trésor l'année dernière, lors de la vente. C'est qu'en l'an V le budget de la guerre était considérable, qu'alors le numéraire manquait, et que dix-huit millions de diamants environ aidèrent, comme nous le verrons plus loin, à solder les frais de l'immortelle campagne de 1796.

Aujourd'hui, la vente des diamants de la Couronne a produit six millions dont les fonds n'ont pas encore d'affectation.

Puissent ces six millions, comme en l'an V, servir un jour à solder un nouvel Arcole ou un nouveau Rivoli!

Après avoir suivi les pierres volées, nous suivrons aussi leurs voleurs, et nous indiquerons ce que sont devenus ceux de nos héros dont l'existence a laissé des traces après les jugements dont ils avaient été l'objet. Gallois dit Matelot parvint à s'échapper trois fois; Doulligny et Chambon semblent être morts en prison; quant aux autres prisonniers, nous les perdons de vue, et leur vie ne paraît plus présenter aucun intérêt.

Lamy-Evette, qui, avec la femme Corbin, avait le premier dénoncé les voleurs, avait été arrêté à son tour le 26 septembre 1792, et emprisonné sans jugement. Sa maîtresse, la femme Corbin, ayant réclamé une note exagérée pour la nourriture et les consommations que Lamy-Evette et Cottet avaient prises pendant les deux jours qu'ils étaient restés chez elle, fut également internée par ordre du tribunal<sup>1</sup>. Elle resta en prison, ainsi que Lamy-Evette, durant l'époque de la Terreur; ce ne fut qu'en l'an III que tous deux, après avoir constamment demandé leur élargis-

1. *Bulletin du Tribunal criminel*, audience du 7 novembre 1792. Procès de Claude-Melchior Cottet, dit le Petit Chasseur, et Arch. nat., O<sup>2</sup> 176 et F<sup>7</sup>, n<sup>o</sup> 1111.



sement, parvinrent à l'obtenir. La femme Corbin, aussitôt en liberté, réclama, avec une persévérance qui devait la faire réussir, une somme considérable pour les services qu'elle avait rendus à la justice, en dénonçant les coupables du vol du Garde-meuble.

A la suite de nombreuses démarches restées infructueuses, la femme Corbin se décida à adresser, le 21 novembre 1796, un long mémoire aux membres du Directoire Rewbell et Barras. Dans ce mémoire, elle exhalait ses plaintes les plus amères sur la façon brutale dont elle avait été traitée en prison et sur l'ingratitude dont on avait usé à son égard, alors qu'on aurait dû au contraire lui témoigner une grande reconnaissance pour tout ce qu'elle avait fait en faveur de la justice. « Enfin, ajoutait-elle, j'ai été ruinée, accablée sous le poids du discrédit par suite des vexations infâmes d'un tribunal honteux qui n'a pas craint de se noircir du charbon de l'arbitraire et de l'infamie, en me constituant criminellement prisonnière, sous le scélérat prétexte de complicité dans le vol du Garde-meuble, dont j'avais, au contraire, en partie réparé le désastre. Mon crédit est perdu, mes meubles ont été vendus à l'encan, voilà le fruit que j'ai retiré des services que j'ai rendus à la République. » Se basant ensuite sur les termes du décret du 23 brumaire an II<sup>1</sup>, qui accordait des récompenses à ceux qui découvrieraient des diamants enfouis, elle demandait une indemnité « pour avoir procuré au gouvernement la découverte des voleurs du Garde-meuble et avoir fait recouvrer une grande partie des diamants qui y-avaient été volés. »

Le Directoire envoya ce mémoire au ministre de la police, qui le transmit de son côté à son collègue de l'intérieur, « comme étant plus que personne à même d'en apprécier le mérite<sup>2</sup>. »

1. Ce décret avait été abrogé le 10 floréal an IV (29 avril 1796).

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 476 et F<sup>7</sup>, n° 1443. Mémoire de la citoyenne Lucidor, femme Corbin, en date du 1<sup>er</sup> frimaire an V. Lettre de Cochon, ministre de la police, au ministre de l'intérieur, du 26 frimaire an V.



Sur la proposition de Cochon, ministre de la police, le Conseil des cinq-cents fit droit à la demande de la femme Corbin et lui accorda six mille livres d'indemnité. Cette résolution fut approuvée par le Conseil des anciens dans sa séance du 9 février 1797<sup>1</sup>. A partir de ce moment, nous n'entendons plus parler de Lamy-Evette ni de la femme Corbin.

Restout mourut subitement en 1798, après avoir été emprisonné durant la Terreur<sup>2</sup>. Les autres voleurs disparaissent complètement, on ne les retrouve plus dans aucun papier de police.

Nous avons vu les accusations portées par les partis les uns contre les autres, et nous pouvons conclure qu'aucun

1. *Moniteur universel*, n° 154.

2. A différentes reprises mille fables ont été publiées sur l'histoire du vol du Garde-meuble. Nous avons déjà parlé de la lettre écrite cinquante ans après cet événement par Sergent, qui, probablement fort vieux, ne se souvenait plus exactement des choses et n'était pas fâché de s'attribuer un beau rôle dans cette circonstance, en ayant eu généralement de vilains dans tout ce qu'il avait été appelé à faire. Nous avons renvoyé pour toute cette affaire à l'étude de M. Drumont parue dans la *Revue de la Révolution*; du reste, les détails les plus circonstanciés que nous venons de donner sur ce vol répondent suffisamment aux allégations de Sergent.

A en croire M. Dieulafoy, dans son traité sur les *pierres précieuses* (page 92, Paris, Hachette, 1871, bibliothèque des Merveilles), le *Régent* aurait été retrouvé dans l'allée des Veuves avec le *Calice-de-Saint-Denis* ou *Coupe-des-Ptolémées*. Pour le *Calice-de-Saint-Denis*, nous renvoyons au *Cabinet des médailles*, par M. Ernest Babelon; quant au *Régent*, nous savons par les documents précités comment il a été retrouvé. En second lieu, M. Dieulafoy, d'après un article de la *Gazette des tribunaux*, prétend que les objets furent retrouvés sur la dénonciation d'un nommé Baba, fabricant de faux assignats; que ce dernier, condamné par la cour criminelle en 1804, aurait déclaré qu'il avait été l'une des causes du gain de la bataille de Marengo.

Pour notre part nous avons recherché dans les papiers de l'époque conservés aux Archives nationales, et dans les documents de la police où il est accusé de fabrication de faux assignats (Arch. nat. F<sup>7</sup> 6312), mais nulle part nous n'avons trouvé que le susdit Baba ait été compromis dans le vol du Garde-meuble. De plus cet article de la *Gazette des tribunaux* nous renvoie au *Journal de Paris* de 1804. Or nous avons compulsé toute la collection de ce journal de l'année 1804 et nous n'y avons point trouvé relaté le fait précité.

Enfin nous savons que l'agate dite *Coupe-des-Ptolémées* n'a pas été retrouvée dans l'allée des Veuves, le *Régent* non plus, et que la découverte qui y fut faite est due aux dénonciations de Badarel et de Gallois dit Matelot, qui avaient enterré dans cet endroit les objets dont nous avons donné le détail.

On voit donc que l'article de la *Gazette des tribunaux* peut être considéré, ainsi que la lettre de Sergent, comme une fable destinée à amuser le lecteur.





n'était coupable du vol. La preuve existe dans un fait matériel : que l'on compare l'inventaire détaillé de la collection du Garde-meuble de 1791 avec la liste des objets retrouvés après le vol, et l'on verra que tous ou presque tous les diamants ont été retrouvés, les uns chez les voleurs ou les recéleurs, les autres chez des particuliers dont nous connaissons les noms, qui les ont achetés aux voleurs : il est donc impossible de soupçonner Brunswick de les avoir possédés. Il est également impossible de laisser planer sur Danton les soupçons ineptes dont voulaient l'accabler Roland et la coterie des Girondins.

C'est sur ces derniers seuls que doit retomber la responsabilité de la disparition des trésors du Garde-meuble, responsabilité que dans leur lâcheté ils ont tenté de rejeter sur d'autres. Leur chef était alors ministre de l'intérieur ; il avait dans ses attributions le devoir de veiller au maintien du respect de la propriété, et surtout de sauvegarder la vie des citoyens. Du jour où il sentait qu'il n'avait plus le pouvoir de se faire obéir, il n'avait qu'à se retirer, en déclarant l'impuissance dans laquelle il était d'obtenir l'exécution des lois.

Par leur incapacité, par l'impuissance de leur gouvernement, par leur manque d'autorité, les Girondins, qui n'avaient pas eu un mot de blâme pour les massacres de septembre, favorisèrent en quelque sorte, par leur imprévoyance, l'exécution de ce vol mémorable. Après, ils voulurent faire croire que cette entreprise était l'œuvre d'un parti politique, tandis qu'elle n'avait été qu'un hardi coup d'adresse de quelques voleurs de métier.

---



## LIVRE IX

### LES DIAMANTS DE LA COURONNE DEPUIS LA TERREUR JUSQU'À NOS JOURS.

---

#### CHAPITRE PREMIER

Payement des fournisseurs avec les diamants de la Couronne. — Les joyaux de roi de Sardaigne confisqués à la banque d'Amsterdam et envoyés à la trésorerie nationale. — Les sieurs Perrin et Cablat envoyés en Orient pour y vendre une partie des diamants de la Couronne. — Les fournisseurs de l'armée Treskow et d'Iranda. — Traités d'emprunts sur gages avec Carrier, Bezard et C<sup>e</sup>, Vanlenberghem et autres. — *Le Régent* et *le Saucy*.

Nous venons de voir comment les joyaux de la Couronne furent volés et comment ils furent, pour la plupart, retrouvés et versés à la trésorerie nationale. Nous allons voir maintenant comment nombre de joyaux de provenances diverses vinrent les y rejoindre, puis comment ces richesses mélangées, sans distinction d'origine, furent mêlées aux événements des derniers jours de la Révolution.

A cette époque comme dans toutes les périodes troublées, on manqua de numéraire; mais à aucun moment, en raison des quatorze armées mises sur pied pour la défense du sol, on n'en eut un plus pressant besoin. En l'an IV, le budget de la guerre se soldait par plus d'un milliard de dépenses<sup>1</sup>.

1. *Dictionnaire des finances*, par Léon Say, p. 540. Budget de l'an IV. Les dépenses de la guerre sont évaluées à onze cents millions.



Les compagnies qui fournissaient au gouvernement les munitions, les vivres et les chevaux, ne parvenaient plus à être payées, et pour rentrer dans leurs fonds elles ne trouvaient plus que le moyen de refuser tout nouveau marché; lorsqu'elles consentaient encore à traiter, elles exigeaient, avant de faire aucune livraison, un gage qui pût les garantir contre toute éventualité.

Au commencement du Directoire, le ministre des finances Ramel conçut l'idée de donner, comme gage ou comme paiement, aux fournisseurs des guerres, ce que le mobilier national ou la trésorerie contenait d'objets d'art ou de pierres précieuses.

Le mobilier national était alors composé de collections d'objets d'art et de meubles de provenances diverses. On sait que la Convention avait confisqué les biens des émigrés, des abbayes et des églises, fait verser les objets d'art en provenant dans les dépôts du Garde-meuble national, puis, ces objets mélangés avec ceux des collections royales, elle avait décidé la vente du tout. En même temps elle créait un musée d'histoire et constituait une commission de savants chargés de choisir, avant la vente, ceux des objets qui paraîtraient les plus dignes d'être conservés comme modèles pour l'industrie ou comme monuments pour l'étude de l'histoire<sup>1</sup>.

1. A différentes reprises la Convention nationale avait envoyé des ambassades au sultan de la Porte ottomane; et chacune d'elles avait été chargée d'offrir à ce souverain, le seul qui ne fût pas en guerre alors avec la République, des cadeaux composés surtout de pierres précieuses. A cette époque l'un de nos grands-pères, Ménière, ancien joaillier de la Couronne, fut arrêté par ordre du comité de salut public et jeté en prison. Il en fut bientôt tiré et envoyé en mission à Constantinople, porteur des joyaux que la République française envoyait au Grand Turc. Arrivé à Bâle, il se présenta devant Barthélemy, ambassadeur de la République en Suisse. Ce dernier, voyant un individu muni de bijoux qui venait de quitter la France, ne voulut jamais admettre qu'il fût en présence d'un envoyé du gouvernement français chargé d'une mission officielle; il crut, au contraire, qu'il avait devant lui un voleur qui s'enfuyait ou un émigré. Il le fit arrêter, et ce ne fut que sur des ordres formels venus de Paris environ quinze jours après qu'il consentit à le mettre en liberté et à le laisser continuer son voyage.

Il nous paraît que ces cadeaux envoyés au sultan n'étaient point composés de



Bientôt les ventes commencèrent dans tous les districts où étaient les palais. Celle de Versailles dura plus d'un an, et l'on y vendit plus de trois mille numéros. A Paris, on vendit en plusieurs endroits les objets emmagasinés dans divers dépôts. Alexandre Lenoir, garde de l'un de ces dépôts — les Petits-Augustins — sut habilement conserver nombre d'objets et de pièces d'art pour le musée qu'il devait créer sous le nom de Musée des monuments français. Enfin, lorsque le Directoire remplaça la Convention, les ventes s'étaient quelque peu arrêtées par suite du défaut d'acheteurs, et les dépôts du Garde-meuble contenaient encore un grand nombre d'objets dont la source était inconnue.

Ramel, alors ministre des finances, examina avec son collègue à l'intérieur, Benezecq, le parti que l'on pourrait tirer de ces objets. Il crut d'abord devoir faire brûler les tapisseries tissées d'or pour en extraire cette matière précieuse, et en second lieu faire choisir aux fournisseurs des armées, encore impayés, parmi les objets subsistants, ceux qui leur conviendraient le plus pour l'acquittement des dettes de l'État envers eux. Un certain nombre de ces fournisseurs se rendirent dans ces dépôts et y prirent des bronzes et des boiseries; les glaces tirées des boudoirs et des salons paraissent avoir surtout tenté leur cupidité<sup>1</sup>.

Le mobilier ainsi employé, on s'occupa des diamants conservés dans la trésorerie nationale. Cette caisse conte-

pierres précieuses faisant partie des bijoux de la Couronne, mais provenaient soit des objets versés à la Monnaie, soit de tout autre fonds contenant des bijoux confisqués.

1. Arch. nat. AF III, registre 532, dossier n° 114. Mobilier de la liste civile : lettre du 6 nivôse an IV, du ministre des finances Faytpoul au Directoire exécutif; rapport au Directoire exécutif du ministre des finances Faytpoul, sur la disposition et l'emploi de la ci-devant liste civile, comprenant le mobilier national, les propriétés foncières à vendre, et les revenus à engager; rapport au Directoire exécutif du ministre des finances Faytpoul, sur l'emploi et la consistance de ce qui n'a pas encore été vendu, comprenant le Garde-meuble de Paris, les Tuileries, Versailles, Trianon, etc., Rambouillet et Saint-Hubert, Marly, Meudon, Saint-Cloud, Bellevue, Fontainebleau, Compiègne et Saint-Germain. — AF III, registre 532, dossier n° 114 : lettre du 6 vendémiaire an VI, du ministre des finances Ramel au président du Directoire exé-





naît alors les diamants de la Couronne, presque tous retrouvés après le vol du Garde-meuble, et nombre de parures confisquées à des particuliers ou bien prises entre les mains des voleurs après les pillages de maisons privées.

Tous ces diamants avaient été successivement reversés dans la caisse du Trésor public sans que leur origine fût constatée; mais il n'est pas douteux que la plus grande partie, au commencement de 1793, provenait encore cependant de l'ancien trésor de la Couronne.

A ce moment, une circonstance fortuite vint augmenter de moitié le trésor déposé dans les caisses de l'État. Au commencement de 1793, l'armée française conquiert la Hollande. A peine les troupes eurent-elles occupé Amsterdam, que l'agent de la marine et du commerce de la République française résidant en cette ville apprit que le roi de Sardaigne avait, à la date du 25 juin 1794, suivant acte passé chez M<sup>e</sup> Van Homrigh, notaire<sup>1</sup> à Amsterdam, fait un emprunt de sept cent soixante mille florins à la maison Re-

entif. — A F IV, registre 215, dossier n° 280 : rapport du 24 ventôse an VIII au ministre des finances, sur le compte des citoyens Perrin et Cablat. — A F IV, registre 204, n° 2021 : lettre du ministre des finances au premier consul, et réponse du premier consul.

Quoique la Convention ait peu usé des paiements au moyen du mobilier national, nous retrouvons une pièce concernant Mme Dubarry, qui nous paraît encore inédite, et qui nous fait voir que le procédé de Ramel a été employé par le comité de salut public :

« Du 15 pluviôse an II de la République.

« Le comité de salut public, informé par le ministre de l'intérieur que parmi les effets précieux composant la succession de la femme Dubarry il existe une grande quantité de pièces de soyeris et d'étoffes précieuses et de dantelles, dont la valeur peut s'élever à deux cents mille livres: que la vente de ces effets, si elle avait lieu, ne donnerait pas tout le produit dont ils sont susceptibles :

« Arrête que, dans le plus bref délai, le ministre de l'intérieur donnera des ordres nécessaires pour que tous ces effets soient mis à la disposition des commissaires aux subsistances et approvisionnements, qui en donneront leur reçu au bas de l'inventaire qui en sera dressé et dont copie sera remise tant à la commission qu'à l'administration des domaines et biens nationaux.

*Signé :* BILAUD-VARENNES,

BARRÈRE, ROBESPIÈRE. »

(Arch. nat., A F. II, 58-62, dossier n° 20. Comité de salut public. Finances.)

1. Archives du Ministère des affaires étrangères. Hollande, registre n° 587, pièce 256.



nouard et compagnie, et que, en garantie du remboursement de cette somme, le roi de Sardaigne avait déposé entre les mains des sieurs Renouard et Compagnie, qui les avaient eux-mêmes mis en dépôt à la Banque d'Amsterdam, des perles et des diamants représentant le double de la somme empruntée.

Cet agent en référa secrètement au gouvernement à Paris, et avisa en même temps les trois représentants du peuple à l'armée du Nord, Cochon de Lapparent, Alquier et Ramel<sup>1</sup> (8 ventôse an III, correspondant au 26 février 1795).

Alquier, de la Haye où il était, se rendit immédiatement à Amsterdam pour examiner les choses, afin d'informer le comité de salut public. Là il apprit que l'emprunt avait été fait à quatre pour cent d'intérêt, et qu'il devait être remboursé en six ans, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 1800<sup>2</sup>. Les remboursements devaient commencer par quart, à partir de 1797, et être effectués en 1800<sup>3</sup>. En même temps Alquier

1. Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 586, pièce 191.

2. Extrait des déclarations fournies par la municipalité de la ville d'Amsterdam au citoyen Touffait, agent de la marine française :

« Les soussignés Renouard et compagnie, marchands à Amsterdam, déclarent par ces présentes, pour satisfaire à la proclamation des représentants du peuple français près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, du 11 pluviôse (30 janvier 1795), et à la publication des représentants provisoires de la commune d'Amsterdam, du 8 février, qu'il y a dans la banque de cette ville, une boîte de bois en renfermant une autre de fer-blanc, qui contient différentes perles, bijoux et diamants taxés icy dans leur tems par des courtiers-jurés, à la valeur de un million quatorze mille sept cent soixante-seize florins, appartenant à Sa Majesté Victor-Amédée, roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem; lesdits perles, bijoux et diamants ayant été déposés pour servir d'hypothèque spéciale et sûreté des payeurs dans certaine négociation établie par Philippe Colla, en vertu d'une procuration et pour le compte dudit roi, l'année dernière, au bureau des soussignés.

« Amsterdam, le 13 février 1795.

« Signé : RENOUARD ET COMPAGNIE.

« Pour extrait : TOUFFAIT. »

(Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 586, pièce n° 190.)

Lettre du représentant du peuple au comité du salut public, en date du 14 ventôse an III (4 mars 1795). — (Même source, registre n° 586, pièce 210.)

3. Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 586, pièce n° 240.



se fit remettre toutes les pièces. A leur examen il put s'apercevoir que, sur les sept cent soixante mille florins, deux cent mille seulement avaient été versés jusqu'alors au roi de Sardaigne<sup>1</sup>. Muni de ces renseignements, il retourna à la Haye retrouver ses deux collègues, Cochon de Lapparent et Ramel.

Une fois réunis, le 22 ventôse an III (12 mars 1795), ils prirent l'arrêté suivant :

« ARTICLE PREMIER. — Les diamants, perles et autres bijoux appartenant à Victor-Amédée, roi de Sardaigne, et déposés à la Banque d'Amsterdam, ainsi qu'il est constaté par la susdite déclaration faite, le 13 février 1795, par Renouard et compagnie d'Amsterdam, seront séquestrés provisoirement et demeureront à la Banque sous la conservation et la responsabilité personnelle de l'administration de ladite Banque.

« ART. II. — L'agent de la marine Touffait est chargé de notifier le présent arrêté aux administrateurs de la banque d'Amsterdam et d'en assurer l'exécution.

« ALQUIER, CHARLES COCHON. »

En même temps, les représentants avisèrent le comité de salut public qu'il eût à se concerter avec le comité des finances pour savoir ce qu'il y avait lieu de faire avec ces bijoux<sup>2</sup>.

Le comité de salut public décida, avec le comité des finances, qu'il y avait lieu de vendre ou d'emprunter sur ces valeurs<sup>3</sup>, et en donna avis aux représentants. Mais lors-

1. Arch. nat., A F III, 69, dossier 279, registre n° 5080, et archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre 586, pièce n° 275. Dépêche des représentants du peuple près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse au comité du salut public, en date du 22 ventôse an III (12 mars 1795).

2. Paris, le 19 germinal an III (8 avril 1795)  
de la République française une et indivisible.

Le comité des finances de la Convention nationale au comité du salut public.

« Vous nous avez communiqué, citoyens collègues, votre lettre du 22 ventôse et les



que ceux-ci connurent cette décision, ils s'étaient emparés du trésor, qu'ils avaient déjà mis sous séquestre le 22 ventôse précédent.

En effet, craignant que ces diamants ne leur échappassent, les représentants déclarèrent, le 21 floréal an III (11 mai 1795), que, suivant les lois de la guerre, tous les objets appartenant aux gouvernements ennemis de la République française se trouvant dans les Provinces-Unies, étaient acquis à la France, et que les municipalités des villes ayant en leur garde des objets de cette nature devaient en faire la déclaration à l'agent principal de la marine<sup>1</sup>. Puis, à cette même date, ils transmettaient au citoyen Daudibert-Caille, agent de la marine à Amsterdam, l'ordre de remettre entre

pièces y jointes relatives aux diamants, perles et autres bijoux appartenant au roi de Sardaigne, et déposés à la banque d'Amsterdam, la République française devant tirer le parti le plus avantageux possible de cette propriété ennemie qui est tombée en son pouvoir, nous pensons qu'il convient de les vendre ou d'emprunter sur ce gage une somme plus forte que celle qui a été prêtée, et qu'il faudra alors rembourser. Nos collègues auront à choisir entre ces deux partis celui qui leur paraîtra préférable d'après les circonstances.

« Nous joignons ici les pièces.

« Les membres du comité des finances :

« MONNOT, VERNIER, DYZÈS. »

Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce n° 21, et Archives nationales, A. F. III, 69, n° 5077.

1. Quoique la pièce soit datée du 1<sup>er</sup> floréal, il résulte de la correspondance et des pièces suivantes qu'il y a eu erreur : on a sans doute oublié le 2 qui précède le 1, ce qui aurait fait 21 floréal. Voici cette pièce :

« A Amsterdam, le 1<sup>er</sup> floréal,

l'an troisième de la République française, une et indivisible.

« Les représentants du peuple près les armées qui sont dans les Provinces-Unies, considérant qu'au terme du précédent arrêté et suivant les lois de la guerre, tous les objets appartenant à des gouvernements ennemis de la République française qui se trouvent dans les Provinces-Unies sont acquis de droit à la France, et instruits que plusieurs municipalités ont fait déposer dans les magasins soumis à leur surveillance plusieurs de ces objets, arrêtent, sur la proposition de l'agent principal de la marine :

« Les municipalités des villes des Provinces-Unies qui auroient disposé des objets appartenant à des gouvernements ennemis de la République française, ou qui les auroient fait déposer dans des magasins soumis à leur surveillance, sont tenus de faire leur déclaration de ces objets entre les mains de l'agent principal de la marine, qui en poursuivra le recouvrement.

« CHARLES COCHON, ALQUIER. »

(Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce n° 65.)





les mains du payeur de l'armée<sup>1</sup> les diamants, perles et bijoux appartenant au roi de Sardaigne, en lui enjoignant de prendre les mesures nécessaires pour la prompte exécution de cet arrêté.

Les représentants lui faisaient savoir en outre qu'ils étaient dans l'intention de ne compromettre en rien la situation des sieurs Renouard et compagnie, et que, comme ceux-ci n'avaient encore payé au roi de Sardaigne qu'une somme de deux cent mille florins, il y avait lieu de retirer de la caisse des diamants une valeur égale, d'en faire un nouveau dépôt à la banque d'Amsterdam, destiné à garantir la maison Renouard et compagnie de son découvert, et de laisser le surplus des bijoux chez le payeur de l'armée.

Daudibert-Caille, muni du premier arrêté, se présenta devant la municipalité d'Amsterdam, siégeant en la maison commune, en fit convoquer tous les membres sur-le-champ par le président, et requit le notaire public, Pierre Fraissinet, de dresser les procès-verbaux de ce qui allait intervenir, puis il fit mander le notaire Van Homrigh, qui avait passé l'acte d'emprunt du roi de Sardaigne avec les sieurs Renouard et compagnie, et les trois courtiers experts jurés qui avaient fait l'estimation des pierres lors de leur dépôt en gage<sup>2</sup>.

Lorsque ces différentes personnes furent rassemblées, le citoyen Daudibert-Caille donna lecture de l'arrêté des représentants en date de la veille, lui intimant l'ordre de se faire remettre lesdits bijoux par la municipalité. Le président répondit qu'il ne pouvait se dessaisir de la caisse des bijoux qu'autant qu'on lui rendrait en échange le reçu que les bourgmestres avaient délivré lorsqu'on leur avait déposé cette caisse, lequel reçu était alors entre les mains du notaire Van Homrigh.

Daudibert-Caille, se tournant vers ce notaire, le pria de

1. Arch. nat. A F. III, 69, dossier 279, registre 6485. Dépêche de La Haye, le 22 floréal an III (11 mai 1795).

2. Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce n° 119, du 23 floréal an III (13 mai 1795).



lui remettre la pièce en question. Le notaire fit observer qu'il ne s'y refusait point, mais qu'il lui fallait au préalable le consentement par écrit des bourgmestres qui le lui avaient remis ou de la municipalité qui les avait remplacés.

Le président de la municipalité ainsi interpellé déclara qu'il n'avait aucune autorisation à donner, et que le notaire devait savoir ce qu'il avait à faire.

Daudibert-Caille fit observer au notaire que les diamants étaient actuellement confisqués entre les mains des administrateurs de la Banque, que le reçu réclamé constatait un dépôt qui, par le fait de la confiscation, n'existait plus aujourd'hui, et que la possession qu'il avait de ce reçu était devenue inutile. Il l'engageait donc à le rendre, en le prévenant que, s'il s'y refusait, il se verrait contraint d'employer la force; puis Daudibert-Caille enjoignit au notaire Fraissinet, chargé de rédiger le procès-verbal de remise, de se rendre à l'étude de ce dernier pour prendre possession du reçu. Van Homrigh suivit son confrère, et, après avoir demandé une copie certifiée de l'arrêté confisquant les diamants du roi de Sardaigne et un ordre par écrit du citoyen Daudibert-Caille lui enjoignant de remettre le reçu en question, il consentit à donner cette pièce au notaire Fraissinet, mais il exigea qu'il fût inséré dans le procès-verbal : 1° que la municipalité était au courant de ce fait; 2° qu'il avait protesté contre la violence qui lui était faite, et qu'il n'avait consenti à remettre ledit reçu que pour prévenir toutes voies de fait dont il était menacé.

Ainsi nanti, Fraissinet se rendit de nouveau à la municipalité et remit le reçu au sieur Huyghens, secrétaire de la Commune. Le président fit alors apporter la caisse contenant les bijoux, et la délivra au sieur Daudibert-Caille, qui la fit transporter chez le payeur de l'armée française, le sieur Destrées, où elle fut déposée avec ses cachets intacts, en présence dudit payeur, de deux de ses employés, du notaire Fraissinet et des trois experts jurés; puis, comme l'heure était avancée, on s'en tint là. Daudibert-Caille con-



voqua pour le lendemain 24 floréal (13 mai 1795), lesdits experts, et le notaire Fraissinet, pour assister à l'ouverture de la caisse, afin de pouvoir exécuter la seconde partie de l'ordre des représentants.

Le 25 floréal (14 mai 1795), quand les personnes convoquées furent réunies chez le payeur de l'armée, Daudibert-Caille voulut immédiatement faire ouvrir la caisse, mais les experts jurés lui présentèrent une lettre du président de la municipalité lui demandant de surseoir à cette opération jusqu'à l'arrivée des nouvelles de la Haye. L'agent de la marine, en présence des ordres formels qu'il avait reçus, ordonna de passer outre. Les experts voulurent alors se retirer, Daudibert-Caille insistant, ils consentirent à assister à l'ouverture, mais seulement après avoir signé une protestation par laquelle ils déclaraient qu'ils n'avaient cédé qu'à une réquisition en règle<sup>1</sup>.

Les experts jurés reconnurent parfaitement exacts les diamants qu'ils avaient déjà estimés six mois auparavant, et, sur l'avis de Daudibert-Caille, ils en firent un lot d'une valeur de deux cent mille sept cent cinquante-trois florins, qu'ils renfermèrent dans « un seul paquet bien fermé, ficellé et cacheté<sup>2</sup> » sur lequel ils apposèrent leurs cachets, ceux de l'agent de la marine et du notaire Fraissinet. L'heure tardive à laquelle cette opération fut terminée n'ayant pas permis d'effectuer le dépôt de ces diamants à la banque d'Amsterdam le même jour, on remit le paquet dans la grande caisse qui contenait les autres bijoux, et l'on prit rendez-vous pour le lendemain à dix heures du matin.

A l'heure dite, l'assistance étant au complet, et les cachets ayant été reconnus intacts, on retira le paquet de la caisse, et on le mit dans une boîte scellée de la même façon. Daudibert-Caille fit écrire sur le couvercle : « Diamants

1. Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce n° 119. Procès-verbal de reconnaissance des bijoux du roi de Sardaigne, dressé par M<sup>r</sup> Pierre Fraissinet junior, notaire à Amsterdam, le 15 mai 1795.

2. *Ibidem*. Procès-verbal dressé par le même notaire le 30 mai 1795.



et perles à la concurrence de deux cent mille sept cent cinquante-trois florins, servant de sûreté pour effectuer le dépôt prescrit par l'arrêté des représentants du peuple français en date du 21 floréal l'an III de la République française (ou 10 mai 1795)<sup>1</sup> ».

Ensuite, les assistants se transportèrent à la maison commune de la ville, dans la salle des séances de la municipalité assemblée, et là, en présence des témoins, Daudibert-Caille, montrant la boîte qu'il portait, adressa ces paroles au président : « En continuation d'exécution du même arrêté des représentants du peuple français dont vous avez connaissance, nous avons procédé à la séparation d'une portion des diamans et perles dont il s'agit, jusqu'à la concurrence de deux cent mille florins, qui, suivant ce même arrêté, doivent être de nouveau déposés à ladite banque. Cette portion de diamans et perles se trouve dans la boîte que nous vous présentons dûment cachetée sous divers cachets. J'invite et requiers au besoin, en madite qualité, la municipalité de cette ville d'Amsterdam, de vouloir bien donner ses ordres pour que ladite boîte soit reçue en dépôt à la Banque comme la première caisse qui contenait la totalité desdits diamans et perles y avoit été reçue<sup>2</sup>. »

Le président lui répondit que les « diamans et autres pierreries renfermés dans cette boîte ou caisse, étant une suite de la prise faite des diamans ci-devant déposés dans la banque, ladite municipalité ne pouvait, dans cette occurrence, reprendre le nouveau dépôt sans se compromettre ».

Daudibert-Caille insista pour l'acceptation du dépôt, faisant valoir que la municipalité ne pouvait pas avoir moins d'égards pour la nation française qu'elle en avait eus pour une maison de commerce.

1. Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce n° 119. Procès-verbal dressé, le 15 mai 1795, par M<sup>e</sup> Pierre Fraissinet junior, notaire à Amsterdam.

2. Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce n° 119, du 26 floréal an III (15 mai 1795).





Le président demanda alors une réquisition par écrit, afin qu'il pût en conférer avec l'assemblée municipale. Daudibert-Caille promit de la lui adresser le jour même, mais il insista de nouveau pour que ce dépôt fût reçu, même provisoirement, en attendant la décision de la municipalité. Le président ayant déclaré ne pouvoir accéder à sa demande, Daudibert, devant ce dernier refus, se retira en emportant la cassette, et se rendit avec le notaire Fraissinet et les trois experts jurés chez le payeur de l'armée, où il la laissa en dépôt.

Trois jours après, il reconvoqua de nouveau les experts et le notaire Fraissinet, et leur fit faire l'inventaire des bijoux qu'ils n'avaient point encore examinés. Cette vérification faite, et après que tout fut reconnu exact, suivant l'inventaire dressé lors de la signature de l'emprunt, les bijoux furent remis dans la caisse, sur laquelle on apposa de nouveaux cachets. Cette caisse resta, avec la boîte contenant les deux cent mille sept cent cinquante-trois florins destinés à couvrir la maison Renouard et compagnie, chez le payeur de l'armée jusqu'au 30 mai suivant (11 prairial an III).

Daudibert-Caille s'était empressé d'informer les représentants du peuple près les armées du Nord, du refus de la municipalité de prendre en dépôt les diamants du roi de Sardaigne<sup>1</sup>. Ceux-ci prirent un arrêté à la date du 29 mai, par lequel ils déclaraient que les diamants formant ensemble une valeur de deux cent mille florins, qui devaient être déposés à la banque d'Amsterdam, ne pouvant l'être par suite du refus de la municipalité de les recevoir, seraient envoyés à la trésorerie nationale à Paris, ainsi que la seconde partie des diamants du roi de Sardaigne, et que le comité de salut public devrait prendre des me-

1. Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce n° 119. Procès-verbal dressé, le 18 mai 1796, par M<sup>r</sup> Pierre Fraissinet junior, notaire à Amsterdam.

2. Arch. nat. A F. III, 69, dossier 270, registre n° 6188, et archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce 172.



sures pour rembourser les sieurs Renouard et compagnie des sommes prêtées par eux au roi de Sardaigne sur l'hypothèque de ces diamants<sup>1</sup>.

Le lendemain de la promulgation de cet arrêté, le 30 mai (11 prairial an III, le notaire Fraissinet et les experts se rendirent encore chez le payeur de l'armée, réunirent dans une même caisse les paquets de diamants, tant ceux s'élevant à la somme de deux cent mille florins affectés à la garantie de Renouard et compagnie, que le surplus destiné à devenir propriété nationale, « firent couvrir et emballer la caisse avec de la toile cirée et de la toile ordinaire, et prirent enfin toutes les précautions convenables pour en faciliter sans danger le transport à destination<sup>2</sup>.

En même temps que la caisse partait pour Paris, les représentants du peuple adressaient au comité de salut public la lettre suivante<sup>3</sup> :

« Alquier, Ramel et Cochon, représentants du peuple près les armées qui sont dans les Provinces-Unies :

« Annoncent au comité que leur arrêté du 21 de ce mois pour faire retirer de la banque d'Amsterdam les diamants, perles et bijoux du roi de Sardaigne, a été exécuté sans qu'on ait été obligé d'en venir à des voies de rigueur, mais bien à des menaces et des dispositions.

« Annoncent en outre que le payeur à qui on les a remis va prendre des moyens pour faire parvenir les diamants à la trésorerie nationale, et que ce qui reste en leurs mains est estimé plus de huit cent mille florins. »

Ainsi s'était opérée la prise de possession des diamants du roi de Sardaigne et leur amalgamation avec ceux de l'ancienne Couronne et des émigrés.

Victor Amédée III fut probablement remboursé, à moins qu'il n'ait concédé la propriété de ces joyaux à la République

1. Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce n° 172.

2. Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce n° 119. Procès-verbal du 30 mai 1795, dressé par M<sup>r</sup> Fraissinet junior, notaire à Amsterdam.

3. Arch. nat. A F. III, 69, dossier 270, registre n° 6488.



française par le traité de Paris, signé le 15 mai 1796<sup>1</sup>. Toujours est-il que les diamants du roi de Sardaigne entrèrent au Trésor, et qu'au commencement de 1796 ils étaient mêlés à ceux de l'ancienne Couronne. C'est ainsi que, lorsque furent vendus, le 12 mai 1887, tous les bijoux de la Couronne de France, le tiers des bijoux mis en vente provenait du trésor du roi de Sardaigne, que les représentants du peuple à l'armée du Nord avaient fait saisir, en 1795, à la banque d'Amsterdam.

Lorsque les cinq directeurs, cette même année, prirent en mains le pouvoir exécutif, on fit estimer la totalité des pierres conservées dans les caisses de l'État. Le *Régent* fut compté pour une somme de six millions, le reste des pierres fut évalué dix millions.

Déjà la Convention avait, au moyen des diamants déposés à la trésorerie, fait des paiements sur des arrêtés et des ordonnances de ses comités, pour une somme de trois millions sept cent vingt-quatre mille francs. Les diamants représentant cette somme avaient été confiés, sur l'avis de la commission d'approvisionnement et du commerce, à la compagnie Perrin et Cablat, qui, aux termes de son traité, devait les emporter dans le Levant pour les vendre à un prix déterminé entre ses représentants et les membres du

1. Il est supposable également que la maison Renouard et compagnie fut entièrement désintéressée. Le comité du commerce et de navigation d'Amsterdam fut chargé d'établir son compte, et nous avons retrouvé un certain nombre de lettres qui discutent le plus ou moins fondé de leurs prétentions. Ce comité eut surtout à s'occuper du paiement d'une commission de six pour cent qui avait été promise aux sieurs Renouard et compagnie, comme rémunération sur la totalité de l'emprunt, mais ceux-ci prétendaient que cette commission de six pour cent devait être applicable au chiffre nominal de l'emprunt, c'est-à-dire sur sept cent soixante mille florins, soit une somme de quarante-cinq mille florins qui leur aurait été due, tandis que le comité maintenait que cette commission de six pour cent ne pouvait s'appliquer qu'aux sommes réellement avancées et versées par eux. (Archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 587, pièce n° 257.) Nous ne savons encore quelle solution fut donnée à cette affaire contentieuse, mais tout nous fait supposer que dans le compte dûment établi par le comité du commerce les sieurs Renouard et compagnie ne furent point lésés dans leurs intérêts.

Quant au roi de Sardaigne, il ne recouvra jamais ses bijoux, et certainement le tiers de ceux qui ont été vendus le 12 mai 1887 était composé de ceux-là mêmes dont nous venons de raconter la saisie.



comité d'approvisionnement. A l'avènement du Directoire, Perrin et Cablat étaient toujours à Constantinople et n'avaient pas encore réalisé le dépôt<sup>1</sup>.

Durant le Directoire, les diamants furent employés à un certain nombre d'opérations de finances, dont quatre nous sont connues, mais il est probable, à en croire le rapport de Noguier-Malijay, membre de la commission des dépenses<sup>2</sup>, lu dans la séance du 1<sup>er</sup> germinal an V au Conseil des cinq-cents, qu'il aurait été fait d'autres dépôts de diamants antérieurement à ceux dont nous allons nous occuper.

En même temps que l'on traitait avec les sieurs Perrin et Cablat, que nous laisserons en dehors des quatre opérations dont nous faisons l'historique, l'adjutant général Parceval, chargé des remotes au Ministère de la guerre, passa un double traité d'emprunt basé sur le gage des diamants de l'État, l'un à Berlin avec le banquier Treskow, et l'autre à Madrid avec un marquis du nom d'Iranda.

Treskow fournissait, comme Iranda, des chevaux aux différentes armées de la République; mais, dans le courant de l'an IV, ils refusèrent l'un et l'autre de faire de nouvelles livraisons à moins d'une garantie. Parceval obtint l'autorisation du Directoire de remettre pour un million de diamants à Iranda et pour quatre millions à Treskow.

La négociation avec Iranda ne souffrit aucune difficulté; parmi les diamants qui lui furent remis était le *Sancy*.

Avec Treskow il fut obligé de s'y reprendre à deux fois avant de réussir. Parceval ne devait pas remettre directement à ce dernier les diamants, mais les déposer seulement en son nom à la banque de Bâle. La valeur du dépôt devait être de quatre millions. Parceval reçut le *Régent*, puis il partit pour Bâle pour se faire remettre par Barthélemy,

1 Arch. nat. AF. III, n° 160, dossier n° 9638, et AF IV, n° 215, dossier n° 280.

2. Bibl. nat. L<sup>456</sup>, 828-1056. Conseil des cinq-cents. — Extrait du rapport fait au nom de la commission des dépenses, par Noguier-Malijay, sur le message du Directoire exécutif relatif à la comptabilité des rentes. Séance du 1<sup>er</sup> germinal an V (21 mars 1797).





ambassadeur de la République en cette dernière ville, les diamants dont ce dernier était dépositaire, nous ne savons par suite de quelles circonstances. Lorsque ces diamants furent montrés par Parceval aux représentants de Treskow, ceux-ci les déclarèrent d'une valeur bien inférieure à quatre millions. Parceval dut en référer au Directoire, qui leur donna immédiatement l'ordre de déposer ce qui restait de diamants dans les caisses du Trésor. Parceval put retourner à Bâle avec ce nouveau gage, qui fut naturellement accepté. D'après l'estimation du gouvernement français, la garantie remise à Treskow représentait une somme de seize millions<sup>1</sup>.

Peu de temps après cette double négociation, le ministre des finances s'occupa d'arrêter les comptes de Perrin et de

1. Arch. nat. A F. II, 53-62, Dossier n° 20, A F. III, 432, dossier n° 23 et 2346, et A F. III, 539, dossier n° 3443, pièce n° 103.

A propos de Treskow, nous trouvons une note de Noël, ministre plénipotentiaire de la République française en Hollande, adressée au ministre des relations extérieures et transmise au Directoire le 14 mai 1796. Nous avons cru devoir la reproduire, mais il nous paraît inutile de revenir sur l'appréciation qu'il fait de Treskow dans cette pièce. Que Treskow fût sérieux ou non, toujours est-il qu'il fournit les chevaux demandés et qu'il reçut en gage les seize millions de diamants dont nous avons parlé.

« 14 may an IV (1796).

« J'ai été hier au Casino (club des ambassadeurs) où un usurier de Berlin a apporté le grand diamant *le Régent*. Cet homme est aussi marchand de liqueurs, et s'appelle Tresco; il va de maison en maison pour montrer le fameux bijou, sur lequel il demande à emprunter trente mille dalers (*sic*); il dit que le Directoire le lui a donné en gage pour sûreté d'un contrat qu'il a fait pour livrer dix mille chevaux à la République.

« Cette histoire divertit beaucoup MM. Elgin, Eliot, Reus et autres ministres ennemis ou en guerre avec la France, et aide à la digestion du comte Enard, du jeune Bouillé, de Mende-Maupas, et d'une légion d'autres marquis émigrés, par les gouttes de bile que cela leur fait tomber de l'estomac.

« Si l'on veut me donner les trente mille dalers, peut-être l'aura-t-on pour dix mille, je le rapporterai au Directoire, qui s'arrangera comme il voudra avec l'usurier marchand d'eau-de-vie *Tresco*, car pour des chevaux, il est hors de mesure d'en fournir cinquante de passables, et si on lui doit déjà par avance de grosses sommes, le Directoire sera la dupe de ce *Tresco* pour son diamant.

« FR. NOËL. »

Arch. nat. A F. III, 69, Dossier 280, registre 5104. Reçue le 11 prairial an IV. Relations extérieures. Pour le Directoire, objet important, 9 prairial an IV, B, n° 498. Hollande, cette lettre est aussi conservée aux archives du Ministère des affaires étrangères, Hollande, registre n° 591, pièce n° 251. Fr. Noël, ministre plénipotentiaire de la République française en Hollande, au ministre des relations extérieures, le 25 floréal an IV (14 mai 1796).



Cablat<sup>1</sup>. Il proposa donc au Directoire, à la fin de thermidor an V, de terminer ainsi cette affaire : les citoyens Perrin et Cablat devaient vendre les objets qui leur restaient au prix le plus avantageux, sans s'inquiéter du prix d'estimation fixé antérieurement ; mais ils étaient tenus de conclure le marché avec la chancellerie et de le faire approuver par l'ambassadeur.

Le Directoire approuva cette mesure le 25 thermidor de l'an V. Il est donc probable que les diamants, ainsi confiés, ne rentrèrent plus en France.

En fructidor de l'an VI, Treskow étant remboursé de la somme en gage de laquelle il avait le *Régent*, consentit à le rendre, et le Directoire crut pouvoir le retirer de ses mains pour l'employer autrement.

Des pourparlers d'emprunt avec gages avaient lieu à ce moment avec les citoyens Carrier, Bezard et compagnie. Ramel fit savoir que les propositions de ces banquiers étaient acceptables. Il fut donc conclu qu'ils verseraient en numéraire et en traites une somme de trois millions, remboursable<sup>2</sup> en un temps déterminé. Ils devaient recevoir en gage le *Régent* jusqu'à leur remboursement.

Parceval fut de nouveau envoyé à Berlin pour dégager le *Régent* et le rapporter afin qu'on pût le remettre à Carrier, Bezard et compagnie ; mais, avant même le retour à Paris de Parceval, les prêteurs s'étaient déjà refusés à satisfaire à certaines conditions du traité. Le Directoire annula alors ses arrêtés précédents des 3, 7 et 15 du même mois, concernant cette affaire, et le *Régent* ne dut plus leur être remis.

Il ne devait pas cependant rester inutile, car dès avant l'an VI il était de nouveau remis en gage entre les mains de Vanlenberghem comme garantie d'une suite d'emprunts faits par ce banquier et d'autres, associés à cet effet avec lui<sup>3</sup>.

Vanlenberghem, dans une lettre adressée aux directeurs,

1. Arch. nat. A F. III, 460, dossier 2638.

2. Arch. nat. Arrêts des 3, 7 et 15 fructidor an VI.

3. Arch. nat. A F. III, 544, dossier n° 3694, pièces 169 et 170.



faisait valoir tous les services qu'il avait rendus au gouvernement; il promettait de faire encore plus dans l'avenir. Confiant dans ces paroles, le Directoire, le 27 prairial an VII, prit une décision par laquelle il reconnaissait implicitement les services rendus par Vanlenberghem, déclarait accepter certaines de ses offres et s'engageait à le rembourser des avances qu'il avait faites pour fournitures de toutes sortes et particulièrement pour les remotes au Ministère de la guerre. Enfin, comme garantie de ses remboursements, il recevait en dépôt le *Régent*, que Parceval avait retiré de la banque de Bâle et rapporté à Paris. Vanlenberghem garda le *Régent* jusqu'au 3 ventôse an IX. A cette date, les consuls avaient remplacé les directeurs : ils décidèrent le remboursement intégral de Vanlenberghem et firent revenir le *Régent* à Paris<sup>1</sup>.

Ainsi, en 1797 comme en 1800, la cavalerie française était montée sur des chevaux que les diamants de la Couronne avaient procurés. C'est donc un peu à ces joyaux, aujourd'hui dispersés, que l'on doit, à Rivoli, cette brillante charge des hussards de Lasalle, et, à Marengo, celle des cavaliers de Kellerman, qui décida de la victoire en écrasant la colonne du général Ott.

Durant le temps que Vanlenberghem était dépositaire de cette pierre historique, sa maison était ouverte à toutes les personnes importantes d'Amsterdam, qu'il recevait dans des fêtes somptueuses. Dans la vitrine la plus en vue de ses salons était exposé le *Régent*, que l'on venait admirer. Lorsqu'il l'eut rendu au gouvernement français, un de ses amis lui demanda comment il n'avait point eu peur qu'on ne volât ce diamant d'une si grande valeur, ce qui eût été bien facile, puisqu'il n'y avait qu'une vitre à casser pour pouvoir le prendre. Le financier répondit qu'il n'avait exposé ainsi qu'un fac-similé du *Régent*; que le diamant lui-même, pendant tout le temps qu'il en avait été dépositaire,

1. Arch. nat. A F. III, 608, dossier n° 4103, pièces n° 31 et 33, et A F. IV, 172, dossier n° 4.



taire, n'avait jamais quitté sa femme, qui le portait suspendu à son cou sous son corsage.

Ce fait m'a été raconté par un de nos savants les plus illustres, M. Faye, président du Bureau des longitudes, dont le père avait intimement connu l'un des associés de Vanlenberghem. Cette anecdote appartient à l'histoire, et nous remercions M. Faye d'avoir bien voulu nous l'apprendre.

Bonaparte faisait, vers la même époque, avec le ministre des finances le compte définitif de Treskow et ordonnait la rentrée au Trésor public des derniers diamants donnés en gage au banquier de Berlin. Enfin, le 15 thermidor de la même année, le ministre des finances ayant fait savoir aux consuls que le marquis d'Iranda avait été entièrement remboursé, mais que dans les diamants qu'il avait rendus il en manquait un de cinquante-trois carats trois quarts qui était estimé dans les gages pour une somme de trois cent mille francs, les consuls décidèrent que ce diamant serait remboursé au prix de l'estimation pour laquelle il avait été confié<sup>1</sup>.

Ce diamant perdu n'était autre que le *Sancy*. Il est probable que le marquis d'Iranda ou ses héritiers l'avaient

1

« Paris, le 15 thermidor an IX de la République, etc.

« Les consuls de la République, sur le rapport du ministre des finances, arrêtent ce qui suit :

« Le ministre des finances est autorisé à faire recevoir par le Trésor public des héritiers de feu M. d'Iranda la somme de trois cent mille francs pour valeur d'un diamant pesant cinquante-trois carats trois quarts, et estimé à la même somme au *minimum*, suivant facture et procès-verbal du 30 pluviôse an IX; lequel diamant n'a pu être représenté par les héritiers de M. d'Iranda, lors de la remise par eux faite, le 6 messidor dernier, de ceux dont il étoit dépositaire.

« Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

« BONAPARTE. »

Arch. nat. A F. IV, registre 194, n° 8. Minute de l'arrêté des consuls du 17 floréal an IX, et feuille d'exécution dudit arrêté en date du 14 vendémiaire an X; A F. IV, registre 222, n° 2. Feuille d'arrêté du 15 thermidor an IX, et feuille d'exécution dudit arrêté en date du 14 vendémiaire an X; A F. IV, registre 222, n° 3. Feuille d'arrêté du 15 thermidor an IX, et feuille d'exécution dudit arrêté en date du 14 vendémiaire an X; A F. IV, registre 222, n° 4. Arrêté du 15 thermidor an IX; A F. IV, registre 229, n° 4. Minute d'arrêté du 7 fructidor an IX, et feuille d'exécution dudit arrêté en date du 14 vendémiaire an X.





cédé à Godoï, car ce personnage paraît l'avoir possédé. Comme nous l'avons déjà vu lorsque nous avons raconté son histoire, le *Sancy* était en Espagne, en 1809, entre les mains de Joseph Bonaparte, et ce dernier a dû le tenir ou du dernier roi ou de son favori.

Qu'est-il devenu depuis cette époque jusqu'en 1828? nous l'ignorons, mais à cette date il était de nouveau entre les mains de la famille Godoï, dont l'un des membres chargeait M<sup>r</sup> Rousse, notaire à Paris, père du célèbre avocat, membre de l'Académie française, de le remettre à notre arrière-grand-père, alors joaillier de la Couronne, pour en proposer l'achat à Charles X moyennant six cent mille francs<sup>1</sup>. L'affaire n'eut pas lieu, et quelque temps après le *Sancy* entra dans la famille Demidoff, où il est resté jusqu'en 1860.

1.

« Paris, le 28 juillet 1828.

« Je soussigné Évrard Bapst, joaillier du roi et de la Couronne, reconnais que M<sup>r</sup> Rousse, notaire à Paris, m'a à l'instant remis un diamant en forme de poire, entouré d'un cercle en argent, terminé par une virole et un anneau en or, dans lequel se trouve inséré un plus grand anneau aussi en or, destiné à suspendre le diamant au milieu d'un cercle de forme elliptique, et terminé en forme de cœur, le tout en or. Au bas du cercle se trouve un écusson gravé en lettres émaillées, le poids du diamant ci-dessus annoncé de deux cent quatorze grains trois quarts; le tout renfermé dans une petite boîte en maroquin rouge fermée d'un seul crochet; ledit diamant estimé huit cent mille francs.

« Lequel diamant m'a été ainsi remis par M<sup>r</sup> Rousse, qui m'a déclaré le tenir à titre de dépôt d'un de ses clients qui a désiré n'être pas nommé et être néanmoins autorisé à me le confier pour être par moi présenté aujourd'hui à Sa Majesté, roi de France, qui m'a manifesté l'intention d'en faire l'acquisition; m'obligeant aussitôt après avoir fait ladite présentation à Sa Majesté, à rendre ledit diamant et à le rétablir entre les mains de M<sup>r</sup> Rousse, et au plus tard dans trois jours à compter d'aujourd'hui, à Paris.

« ÉVRARD BAPST. »

« Paris, le 12 août 1828.

« Monseigneur,

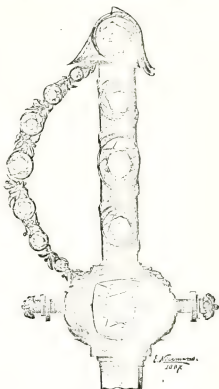
« J'ai l'honneur de vous mettre sous les yeux les circonstances qui sont relatives au diamant nommé le *Sancy*, qui formait avec le superbe *Regent* le principal ornement des joyaux de la Couronne.

« Ce fort diamant, par les souvenirs qui s'y rattachent et qui a coûté un million, est sur le point d'être vendu à Sa Sainteté le Pape qui fait faire des offres en valeurs de terres, qui se rapprochent des limites fixées, dont le prix primitif était de huit cent mille francs.

« Le propriétaire, désirant terminer la vente de ce diamant en d'autres valeurs pour causes d'engagements, je me suis proposé comme acquéreur afin de pouvoir prolonger



A son arrivée au pouvoir, Bonaparte avait trouvé la totalité des diamants de l'État engagée à l'étranger, et un an après il les avait fait rentrer en France, en apportant du premier coup l'ordre dans les finances du pays. Au moment de la signature de la paix de Lunéville et de la paix d'Amiens, il décida que, conformément aux usages de la diplomatie d'alors, une partie de ces diamants, s'élevant à quatre cent mille francs, serait employée en cadeaux pour les plénipotentiaires qui étaient venus signer la paix en France; puis, pour consacrer sa prise de possession du pouvoir, il se fit monter, par Nitot, une épée à la garde de laquelle était le *Régent*. C'était la pre-

ÉPÉE DE 1<sup>er</sup> CONSUL

Dessin conservé dans la maison Bapst<sup>1</sup>  
(aujourd'hui Bapst et Falize).

ger cette négociation et l'obtenir à un prix plus modique que ne pourrait faire une cour. J'ai fait réduire aujourd'hui la prétention à six cent mille francs.

« Depuis que ce diamant a été présenté à Sa Majesté, Sa Sainteté ayant fait faire des propositions plus positives, je me trouve par conséquent forcé de me prononcer; n'ayant fait toutes ces démarches que dans l'intérêt de la Couronne, j'ose vous prier, Monseigneur, de vouloir bien prendre les ordres de Sa Majesté et lui soumettre que si l'on renonce à faire cette acquisition dans ce moment, il faudra y renoncer pour toujours, car une fois placé dans un des trésors d'une cour étrangère, ce diamant sera à jamais perdu pour la France.

« Je pense qu'en offrant cinq cent cinquante mille francs on pourrait l'obtenir, moitié comptant, et le reste à des termes pour que le paiement présente des facilités.

« J'attendrai les ordres de Votre Excellence.

« ÉYRAUD BAPST. »

NOTA. — Ces deux pièces sont extraites des papiers de la maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize.

1. Ce dessin a été reproduit dans *Napoleon et son époque*, de Peyre, publié par la maison Firmin Didot.



mière fois que le *Régent* quittait une parure de souveraine pour venir orner le sabre d'un soldat : mais ce soldat était le vainqueur d'Arcole et de Marengo, et devait quelques années plus tard se servir de son épée, ornée du *Régent*, pour inscrire sur les tables de l'histoire de France les noms d'Austerlitz et d'Iéna.

---



## CHAPITRE II

Le trésor de la Couronne sous le Consulat et l'Empire. -- Montures des parures à l'occasion du couronnement et du sacre. — Mariage de Napoléon avec Marie-Louise. — Achats de diamants et de parures nouvelles s'élevant à plus de six millions six cent mille francs. — Les camées de la Bibliothèque nationale. — Réorganisation de l'administration des joyaux de la Couronne.

Au fur et à mesure de leur rentrée en France à la suite de leur désengagement, les diamants de la Couronne étaient versés dans la caisse de la trésorerie. C'est là qu'en 1803 furent prises les pierres qui servirent à la monture de l'épée de Napoléon.

Au moment où l'on montait ces pierres, la trésorerie contenait dans ses caisses une collection de joyaux de trois provenances distinctes. Le premier lot venait de l'ancien trésor de la Couronne ; le second était le produit de la confiscation des biens des émigrés ; le troisième se composait des diamants du roi de Sardaigne saisis à la banque d'Amsterdam.

Le premier lot, celui des anciens joyaux de la Couronne, ne comprenait pas la totalité des joyaux retrouvés après le vol. On se souvient que Perrin et Cablat en avaient vendu, dans le Levant, pour une somme d'environ trois millions, et certaines pierres, comme le *Sancy*, avaient été gardées par les prêteurs qui les avaient reçues en gage. Cependant, malgré ces diminutions, la caisse de la trésorerie contenait, parmi les joyaux de l'ancien fonds de la Couronne, outre le *Régent*, des pierres importantes, comme





le diamant de la *Maison de Guise*, le *Diamant rose* à cinq pans, aujourd'hui conservé au Louvre, et cinq *Mazarins*.

Nous ne savons rien sur le second lot, représentant les diamants saisis chez les émigrés, si ce n'est qu'il contenait une paire de brillants pesant chacun seize carats et demi<sup>1</sup>, qui furent montés dans l'épée de Napoléon; quant à ceux du roi de Sardaigne, nous en avons un inventaire détaillé<sup>2</sup> : ce sont des parures qui ne semblent pas avoir été remarquables, ni par l'importance des pierres, ni par la supériorité du travail des montures. Il y avait des parures

1. Ces deux brillants ont été vendus par les Domaines en mai 1887; le premier, à M. Tiffany avec les douze autres lots composant la parure *Tour du corsage*, n° 44 du catalogue de la vente; et le second, sous le nom de *Mazarin* n° 46, 6<sup>e</sup> du catalogue, pour le prix de quatre-vingt-douze mille francs, à M. Boucheron, qui l'a revendu à M. Dervis, de Saint-Petersbourg.

2. Archives du Ministère des affaires étrangères. Hollande, reg. n° 587, pièce 236. Évaluation des diamants de Victor-Amédée, roi de Sardaigne, faite le 25 juin 1794 devant M<sup>r</sup> Van Homrigh, notaire public à Amsterdam, par Philippe Colla, joaillier de Sa Majesté, assisté de trois courtiers jurés.

Le détail de chacune de ces pierres, tel qu'il figure à l'inventaire, étant beaucoup trop long pour être reproduit, nous n'en donnerons qu'un résumé par chapitre, chaque chapitre concernant une parure complète.

CHAPITRE PREMIER. — Une boîte contenant des agrafes, des nœuds, des rangs de perles, des boucles d'oreilles, des aigrettes, deux épaulettes en brillants et perles. . . . . 162, 352 florins.

CHAP. II. — Une boîte contenant trois colliers, deux paires boucles d'oreilles, une aigrette, quatre bouquets et quatre crochets et rubis, une grande chaîne et deux épaulettes, le tout en diamants. 196, 486 "

CHAP. III. — Une boîte contenant des colliers, des boucles d'oreilles, des épingles, des bracelets, et deux croix en brillants et perles. . . . . 229, 759 "

CHAP. IV. — Une boîte contenant des colliers, des boucles d'oreilles, des nœuds, des garnitures de bonnet, des aigrettes, des bracelets, des croix de Saint-Maurice et Saint-Etienne et autres, le tout en brillants, saphirs et perles. . . . . 190, 239 "

CHAP. V. — Une boîte contenant des rangs de perles, des agrafes, des nœuds, des aigrettes, des croix, etc., en brillants. . . . . 172, 883 "

CHAP. VI. — Une boîte contenant des boucles d'oreilles, des boucles de ceintures, des nœuds, des aigrettes, un carreau, des bracelets, perles, émeraudes, diamants, etc. . . . . 630, 57 "

Total général. . . . . 1,014, 776 florins



de femme et d'homme, composées de boucles d'oreilles, de colliers, d'agrafes, d'épingles à cheveux, de nœuds, de boucles de ceinture, des croix de l'ordre de Saint-Maurice et autres, des crochets de chapeau, des épaulettes, etc. A l'exception d'un diamant de dix-sept carats<sup>1</sup>, il y avait peu de grosses pierres. On y voyait une collection considérable de pendeloques perles, de rubis et de saphirs, mais nous avons tout lieu de supposer que ces pierres étaient de seconde catégorie. On les voyait encore dans les nombreuses parures existant au moment de la vente des diamants de la Couronne, le 12 mai 1887, accompagnées d'autres pierres de couleur plus belles, que Napoléon I<sup>er</sup> avait achetées lors de son mariage avec Marie-Louise.

Malgré la diminution résultant de l'exécution de l'épée de Bonaparte, les diamants conservés en 1803 à la trésorerie formaient une masse importante. Aussi Joséphine désirait en avoir la jouissance.

Le premier consul consentit volontiers à ce que sa femme eût, comme lui, l'usufruit de ces joyaux; il fit prier Barbé-Marbois, alors ministre du Trésor public, de les faire estimer.

Les joailliers Foncier et Marguerite<sup>2</sup>, connus personnellement de Mme Bonaparte, firent l'estimation de quelques-

1. Ce diamant se trouvait au nombre de ceux qui ornaient le grand peigne au moment de la vente qui eut lieu le 12 mai 1887. Il a été adjugé pour la somme de dix-huit mille quatre cents francs au baron de Horn. Il avait été estimé à Amsterdam, le 25 juin 1794, quinze mille florins.

2. Edme-Marie Foncier, fils de Jean-Louis-Nicolas, orfèvre sous Louis XVI, était depuis longtemps en rapport avec la famille Beauharnais, et fut, pour cette raison, choisi par Joséphine, pour les fournitures à faire, à partir du traité de paix d'Amiens. Par suite des nombreuses commandes qu'il avait exécutées, Foncier devint fort riche et se retira bientôt, laissant sa maison à l'aîné de ses gendres, Bernard-Amand Marguerite. On raconte aussi que Foncier, quelque temps après le 18 brumaire, acheta des rentes françaises pour une somme de cent mille livres, et que le premier consul, ayant appris ce fait, nomma Foncier son joaillier ordinaire, en raison de la reconnaissance qu'il lui gardait, pour avoir eu ainsi confiance dans son gouvernement. Plus tard, Foncier, ayant encore deux autres filles à marier, fut un jour appelé par Napoléon, qui lui annonça, sur le ton de boutade qui lui était familier, qu'il avait décidé le mariage de ses deux filles avec deux de ses aides de camp, les généraux Duhesme et Defrance. Le général Defrance, petit-fils de Foncier, possède encore un



uns des bijoux qui se trouvaient alors dans les caisses du Trésor public, ceux que la citoyenne Bonaparte désirait particulièrement. Cette opération faite, Barbé-Marbois les remit au citoyen Estève, trésorier particulier du gouvernement : c'étaient des colliers de perles estimés deux cent vingt-six mille cinq cents francs, et des parures de rubis et d'émeraudes évaluées chacune quinze mille francs<sup>1</sup>.

Comme tous ces bijoux représentaient une valeur totale de deux cent cinquante-quatre mille cent quatre-vingt-dix-huit francs dans les caisses de l'État, le premier consul ordonna que cette somme fût remboursée au Trésor public par le trésorier particulier du gouvernement consulaire<sup>2</sup>. C'est ainsi que Joséphine eut la jouissance de plusieurs bijoux de l'État avant qu'elle fût impératrice.

Lors du couronnement et du sacre de Napoléon, toutes les pierres qui restaient au Trésor furent mises à la disposition de l'impératrice. Foncier et Marguerite d'une part, et Nitot de l'autre, en montèrent plusieurs parures, entre autres une ceinture de corsage dans laquelle étaient employées les grosses roses qui restaient encore de l'ancien trésor. Nous n'avons retrouvé aucun autre détail sur l'exécution de ces bijoux que dans le tableau de David conservé à Versailles : *le Couronnement de Napoléon*, mais nous avons tout lieu de croire qu'il ne faudrait pas absolument s'appuyer sur ce document, qui, à notre avis, doit manquer d'exactitude<sup>3</sup>.

billet de Joséphine écrit à son grand-père, ainsi conçu : « Citoyen Foncier, apportez-moi immédiatement mes diamants, parce que Bonaparte est persuadé que je les ai vendus. »

Marguerite, qui lui avait succédé, devint en 1811 joaillier de la Couronne.

1. Arch. nat. O<sup>2</sup> 31. Procès-verbal d'estimation des perles, rubis, émeraudes, etc., en date des 2 et 4 fructidor an XI (19 et 21 août 1803), savoir : les perles à 226 500 francs, les rubis à 13 500 francs; les émeraudes à 14 198 francs; ensemble 254 198 francs.

2. Arch. nat. O<sup>2</sup> 31. Lettre du caissier général du trésor public au citoyen Estève, trésorier du gouvernement, en date du 4 vendémiaire an XII (25 septembre 1803). Cette somme de 254 198 francs fut versée en deux fois : 237 000 francs, montant du premier procès-verbal d'estimation, le 8 fructidor an XII (25 août 1804), et les 17 198 francs restants en vendémiaire de la même année.

3. Pour nous, le diadème et le collier portés par Joséphine, dans ce tableau, sont



En 1805, Napoléon fit plusieurs commandes pour son usage personnel. La principale fut une ganse et un bouton de chapeau, dont le prix total s'éleva à la somme de 362 060 francs<sup>1</sup>. La plus grosse pierre de ces objets était un diamant pesant vingt-cinq carats cinq huitièmes : il avait été payé 180 000 francs. Toutes ces pièces furent fournies par Marguerite.

Les 6 germinal et 6 prairial de la même année, Marguerite et Nitot fournirent la chaîne et les plaques de la Légion d'honneur pour une somme de 188 221 fr. 68<sup>5</sup>.

En mars 1807, Nitot apporta à l'impératrice un diadème en diamants de 86 259 fr. 87, un peigne de 27 702 fr. 31, une paire de boucles d'oreilles de 46 578 fr. 43, une paire de bracelets de 28 431 fr. 87, une rivière avec deux rangs de diamants de 107 055 francs et une guirlande d'hortensia de 51 777 fr. 46, en tout 347 800 francs.

Enfin, nous savons aussi, par le dessin qui nous en a été conservé, que Napoléon fit exécuter, avec des pierres de la

parfaitement exacts; ils ont dû être copiés d'après nature, mais ce sont des parures qui devaient exister vers 1809 ou 1810, au moment où David l'exécutait. Ce qui nous confirme dans ce fait, c'est qu'il y figure un officier de dragons de la garde impériale : or, le sacre eut lieu en 1804, et les dragons de la garde ne furent créés qu'en 1806. Nous sommes donc fondé à supposer que les accessoires reproduits dans le tableau, quoique d'une exactitude méticuleuse, sont des objets copiés au moment où il a été fait, et n'ont pas la prétention de se rapporter à ceux qui existaient en 1804.

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 1187, p. 39. Papiers du grand chambellan et O<sup>2</sup> 50. Procès-verbal de reconnaissance en date du 28 novembre 1810.

2. Cette pierre a été adjugée comme étant un *Mazarin*, le 21 mai 1887, à Mme Asselin, au prix de cent cinquante-deux mille francs. On voit qu'elle n'a jamais appartenu au cardinal et qu'elle a été achetée en 1805. Pour qu'il n'y ait aucun doute possible nous en donnons ci-après la facture :

« 26 frimaire an XIII. Acheté à Marguerite. Un brillant carré long, les coins arrondis, bien proportionné, de bonne eau, légèrement laiteuse, pesant 25 carats 5/8, à 180 000 francs. » Elle fut estimée le même prix dans le procès-verbal de reconnaissance des diamants composant la ganse du chapeau de l'empereur, en date du 28 novembre 1810, et de nouveau annotée comme ayant été achetée à Marguerite. (Arch. nat., O<sup>2</sup> 30.)

3. Arch. nat., O<sup>2</sup> 41. Papiers du grand chambellan. Ces décorations consistaient en un grand collier de la Légion d'honneur, 144 289 francs; une plaque de la Légion d'honneur, 27 340 fr. 82; une grande étoile, 15 585 fr. 80; et une étoile en or, 1006 fr. 37.

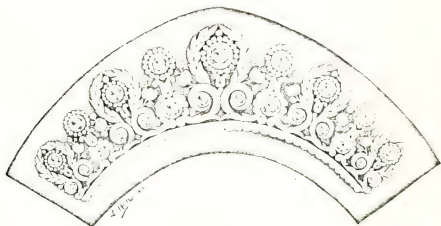




Couronne, un diadème de rubis à feuilles de laurier, que Joséphine porta à plusieurs reprises.

Jusqu'au moment du mariage de Napoléon avec Marie-Louise, les achats de bijoux avaient été peu importants relativement à ce qu'ils furent à partir de cette date. A l'occasion des fêtes continuelles qui eurent lieu en 1810, 1811 et au commencement de 1812, Napoléon fit des acquisitions pour une somme d'environ six millions de francs.

On acheta d'abord des colliers de perles rondes pour



DIADÈME RUBIS EXÉCUTÉ EN 1807 POUR L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE

(Dessin de l'ancienne maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize.)

317 945 francs<sup>1</sup>; ce premier achat fut bientôt suivi d'un second consistant en une parure de perles de 178 408 francs<sup>2</sup>. Quelque temps après, Nitot fournissait quatre cent huit perles de seize grains environ pour la somme de 326 400 francs<sup>3</sup>. Un autre joaillier du nom de Chainé offrit au comte de Montesquiou, premier chambellan de l'empereur, un nombre

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 30. Procès verbal d'estimation des bijoux livrés par Nitot, en date des 4, 5 et 8 mars 1807, par MM. Lefevre, joaillier, rue Sainte-Avoye, 36, et Cloquemin, également joaillier, quai Pelletier, 12, sous la direction du sieur Jacques Le Scène Desmaisons, secrétaire de l'intendance générale de la maison de l'empereur, assisté d'un des chefs de bureau. En double dans les papiers de la maison Bapst et Falize (ancienne maison Bapst).

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 31.

3. Arch. nat., O<sup>2</sup> 31.



considérable de diamants qui devaient entrer dans l'exécution d'une parure composée d'un diadème revenant à 336 200 francs, d'un collier de vingt-quatre brillants du prix de 409 000 francs, et d'une paire de boucles d'oreilles de 68 000 francs : en tout 813 200 francs<sup>1</sup>. Le comte de Montesquieu en proposa l'achat à l'empereur, qui l'approuva. Ces pierres furent employées dans différentes parures que nous allons énumérer.

D'abord Nitot monta une grande parure de diamants de la valeur de 1 645 446 francs<sup>2</sup>, composée d'un diadème de 407 404 francs, d'un collier de 875 292 francs, d'un peigne de 127 501 francs, de boucles d'oreilles de 568 46 francs, des bracelets de 101 150 francs, et enfin d'une ceinture de 772 52 francs.

Le diadème que nous reproduisons ici avait au centre une pendeloque<sup>3</sup> de vingt-quatre carats qui provenait de l'ancien fonds de la Couronne; au-dessous de cette pendeloque était une grande pierre de vingt-cinq carats un huitième, ovale, très étendue, légère, eau aigue marine, achetée à cette occasion à Nitot au prix de cent trente-sept mille francs. C'était une pierre considérable par son poids et sa valeur, et la plus belle, avec celle du bouton de chapeau achetée en frimaire an XIII, de toutes celles que l'empereur fit entrer au Trésor<sup>4</sup>.

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 30, et inventaire de 1811; supplément, titre 5, article 1<sup>er</sup>. C'est de cet achat que provenaient presque entièrement les rangs de perles de seize grains adjudgés par les Domaines, le 18 mai 1887, à M. Lowenstein, à M. Leverson, à MM. Morel et C<sup>ie</sup>, à M. Taub, et à M. Ung, pour la somme totale de 307 400 francs. Ces rangs sont possédés aujourd'hui par plusieurs personnes connues, comme Mme Cahen (d'Anvers), M. Sassoun, etc.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 30. Rapport du comte de Montesquieu à l'empereur, en date du 1<sup>er</sup> juillet 1810.

3. Arch. nat., O<sup>2</sup> 31. Intendance générale n<sup>o</sup> 9. Procès-verbal d'expertise d'une parure en diamants, livrée par MM. Nitot et fils, le 10 avril 1810.

4. Ce diamant, qui a été vendu par les Domaines en 1887 comme étant un *Mazarin*, ne l'a jamais été. Il appartenait à l'ancien fonds de la Couronne : on peut le voir dans les inventaires successifs de 1691, 1774, 1788 et 1791; on acquerra ainsi la certitude qu'il n'a jamais été à Mazarin et qu'il n'a jamais été désigné comme tel.

5. Cette pierre qui, on le voit, est entrée le 10 avril 1810, a été vendue par les



Puis successivement on fit monter une série de parures de pierres de différentes couleurs, rubis, saphirs, émeraudes, turquoises, toutes composées de la série de mêmes bijoux que la grande parure en diamants.

En même temps, Napoléon faisait monter vingt-quatre camées dans une grande parure de perles.

D'où venaient ces camées?

Ils n'étaient pas dans le Trésor en 1791. La recherche à laquelle nous nous sommes livré, pour retrouver leur origine, nous a révélé des faits qu'il importe de faire connaître.

Le cabinet de France était passé en 1790, comme le reste du domaine royal, de la propriété du roi à celle de l'État, en vertu d'une loi de l'Assemblée constituante. Les camées qui en faisaient partie restaient à la Bibliothèque nationale, où ils avaient été transportés, de Versailles, sous le règne de Louis XV : c'est encore là qu'ils sont aujourd'hui.

En 1808, Napoléon trouva que, puisque les camées antiques avaient été exécutés, pour la plupart, dans le but de servir à l'ornementation de bijoux, il était logique de rendre à un certain nombre d'entre eux leur destination première.

Domaines en 1887, comme étant celle dont nous avons écrit l'histoire, appelée le *Miroir-de-Portugal*, pierre qui, à la suite des événements que nous avons racontés, n'était plus rentrée dans le trésor de l'État. Lorsque l'administration des Domaines vendit ce diamant, avec la qualification de *Miroir-de-Portugal*, nous avons cru devoir protester par la lettre suivante, adressée à M. Tiphaigne, directeur général de cette administration :

« Paris, le 15 mai 1887.

« Monsieur le Directeur général des Domaines,

« A la troisième vacation de la vente des diamants de la Couronne, les Domaines ont présenté au public, sous le numéro 29, une *boucle de ceinture*, en indiquant verbalement que la pierre qui en formait le creux était le *Miroir-de-Portugal*. Cette attribution est fautive. Le *Miroir-de-Portugal* pesait en 1791 vingt et un carats deux seizièmes, la pierre en question pèse vingt-cinq carats un huitième, c'est-à-dire quatre carats de plus. Je ne suppose pas que le *Miroir-de-Portugal* ait pu augmenter de poids depuis 1791.

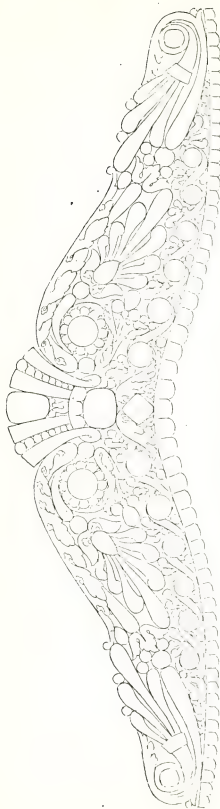
« Du reste, je connais l'origine de la pierre que vous avez vendue hier comme étant le *Miroir-de-Portugal* : elle a été achetée le 10 avril 1810 à M. Nitot. Quant au *Miroir-de-Portugal*, vous en trouverez l'historique dans les articles que j'ai publiés dans la *Gazette des Beaux-arts* les 1<sup>er</sup> janvier et 1<sup>er</sup> mars derniers.

« Veuillez agréer, etc.

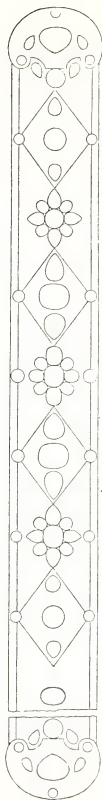
« GERMAIN BAPST. »

A la suite de cette lettre, l'acquéreur, Mme Gal, refusa d'en prendre possession, et c'est M. Tiffany qui consentit à se substituer à cette dernière.





GRAND DIADÈME DE LA FABRIQUE EN DIAMANTS  
montre en 1810 pour l'impératrice Marie-Louise.



BAUDRIER DU GLAIVE DE NAPOLEON 1<sup>er</sup>

(Ces deux dessins sont conservés dans les papiers de l'ancienne maison Elpset, aujourd'hui Elpset et Falize.)





Aussi rendit-il un décret, à la date du 4 mars 1808, par lequel l'administration de la Bibliothèque impériale devait en remettre plusieurs au grand maréchal du palais pour qu'ils fussent montés en parure. Par ce fait, sans en modifier la propriété, il changeait ces camées d'administration et les faisait passer de la Bibliothèque impériale au mobilier de la Couronne<sup>1</sup>.

Duroc, grand maréchal du palais, Dacier, administrateur de la Bibliothèque, et Nitot, joaillier, choisirent quatre-vingt-deux camées ou intailles. L'état en fut dressé par Dacier et certifié par Cretet, ministre de l'intérieur. Le 9 mars suivant, c'est-à-dire cinq jours après, Duroc en donna un reçu détaillé qui est encore conservé à la Bibliothèque nationale. (Nous donnons aux pièces justificatives tous les documents concernant cette affaire.)

En 1810, vingt-quatre de ces camées (dont on trouvera la description exacte dans l'inventaire publié en appendice) furent montés en une parure complète, composée d'un diadème, d'un collier, d'un peigne, de bracelets, de boucles d'oreilles, d'une plaque de ceinture et d'un médaillon, le tout ornementé de petites perles au nombre de deux mille deux cent soixante-quinze<sup>2</sup>. En déduisant des quatre-vingt-deux camées reçus les vingt-quatre employés dans cette parure, il devait donc en rester cinquante-huit dans les coffres de la Couronne.

Comme nous le verrons plus loin, en 1815, lors des Cent-Jours, Louis XVIII quitta précipitamment Paris à l'arrivée de Napoléon, et emporta avec lui les diamants de la Cou-

1. Arch. nat., A. F. IV, 298, plaquette 2125, n° 11 à 24. Décret du 4 mars 1808.

2. M. Marion du Mersan, dans son *Histoire du cabinet des médailles* (p. 179), accuse Napoléon d'avoir dilapidé la Bibliothèque nationale pour faire présent à l'impératrice Joséphine de cette parure de camées. Il importe de rétablir la vérité des faits. Le décret signé par l'empereur, le 4 mars 1808, avait pour résultat de transporter d'une administration de l'État dans une autre administration de l'État quatre-vingt-deux camées dont la propriété n'était nullement menacée par ce fait. Aucun de ces camées ne fut donné à Joséphine, elle n'en eut que l'usufruit durant le temps qu'elle fut impératrice. Si plus tard vingt-quatre de ces pierres ont disparu, ce n'est pas le fait de Napoléon, on en verra la preuve plus loin.



ronne à Gand, où il se réfugia, tandis qu'il faisait partir pour l'Angleterre ses diamants *particuliers* avec la parure des vingt-quatre camées et perles. C'est ce que démontre d'une façon irréfutable cette mention consignée dans l'état des bijoux de la Couronne, dressé par le baron Hue au retour du roi à Paris<sup>1</sup> :

« Une parure en perles et camées ne faisant point partie des diamans de la Couronne, mais qui se trouvait chez M. de la Bouillerie, a été envoyée en Angleterre, ainsi que les diamans particuliers du Roi. » (M. de la Bouillerie était trésorier de la Couronne.)

A partir de cette date, ces vingt-quatre camées ne se retrouvent plus. Louis XVIII les a-t-il considérés comme sa propriété particulière et sont-ils aujourd'hui entre les mains des héritiers du comte de Chambord? Si ce fait était prouvé, l'État devrait en réclamer la réintégration à la Bibliothèque nationale, car il n'y a pas de prescription pour les objets appartenant à cet établissement, et peut-être arriverait-on à un résultat aussi satisfaisant que celui qu'a obtenu M. Léopold Delisle, par sa persévérance et sa science irréfutable, dans la réintégration des manuscrits de lord Ashburnham.

Quant aux cinquante-huit camées et intailles (vingt-deux camées, trente-six intailles) qui devaient rester dans le trésor de la Couronne, nous trouvons dans les procès-verbaux de l'inventaire de 1832 leur nombre réduit à cinquante-six. Mais nous devons être en présence d'une erreur de copiste, et il faut lire cinquante-huit au lieu de cinquante-six<sup>2</sup> : car cinquante-huit camées et non cinquante-six furent, en vertu

1. L'original de cet état est conservé dans la maison Bapst et Falize (ancienne maison Bapst).

2. Ce qui ne nous permet pas d'hésiter, c'est que M. Marion Du Mersan, qui était en 1832 conservateur adjoint du cabinet des médailles, lors de la restitution de ces camées, déclare dans son livre qu'il en a bien reçu cinquante-huit et non cinquante-six. (*Histoire du cabinet des médailles*, p. 180.)

De plus la pièce ci jointe, dont nous possédons l'original, ne laisse plus le moindre doute sur le chiffre réel :

Note remise à M. Marechal, inspecteur général des services de la maison du roi.

« D'un procès-verbal, du 9 novembre 1813, dressé par M. Lecoulteux de Cantelen,



de la loi du 2 mars 1832, rendus à la Bibliothèque nationale, où ils sont encore.

M. Ramel-Rochette, qui était alors administrateur de la Bibliothèque, écrivit à M. Royer-Collard pour réclamer les vingt-quatre camées qui, comme nous l'avons dit, avaient été emportés par Louis XVIII. M. Royer-Collard répondit, comme représentant de la liste civile, que les vingt-quatre camées n'étaient signalés nulle part dans la correspondance du trésor de la Couronne et de la liste civile, que l'inventaire de 1818 ne les mentionnait plus, et enfin il affirmait que depuis 1815 ces pierres n'existaient plus dans l'ancien Trésor<sup>1</sup>.



AIGLE DE LA COURONNE  
EN PERLES  
appart. à M. Edmond Bapst.

Revenons aux parures remontées pour Marie-Louise. Les deux dernières furent un diadème et une

auditeur au Conseil d'état, inspecteur général de la comptabilité et des bâtiments de la Couronne, il appert, que, le 9 mars 1808, il a été extrait des camées de la Bibliothèque impériale afin de les déposer au trésor de la Couronne; que ces mêmes camées ont été confiés, le 27 juin 1810, à MM. Nitot et fils, qui en auraient employé vingt-quatre, représentant des sujets, pour en former une parure complète à l'usage de S. M. l'Impératrice.

« Que cette parure aurait été expertisée le 2 juillet 1812 et décrite au titre 7 de l'inventaire général supplémentaire des diamants de la Couronne, arrêté le 8 octobre 1813; et que, le 9 novembre 1815, MM. Nitot et fils auraient rapporté au trésor de la Couronne vingt-deux camées et trente-six intailles restés sans emploi entre leurs mains.

« Ces mêmes vingt-deux camées et trente-six intailles ont été extraits du trésor de la liste civile, le 18 juin 1819, et déposés au garde-meuble de la Couronne, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé ce jour par M. de Combes, chef de la 2<sup>e</sup> division du Ministère de la maison du roi. Postérieurement, les diamants de la Couronne ayant été rapportés au trésor de la Couronne, pour y rester déposés, les vingt-deux camées et les trente-six intailles y sont restés comme simple dépôt sans qu'il ait été dressé de procès-verbal, par la même raison que ces camées ne faisaient pas partie des diamants de la Couronne.

« Quant à la parure de camées composée de vingt-quatre pierres gravées représentant des sujets, expertisée le 2 juillet 1812, on ignore ce qu'elle est devenue; elle n'a pas été inventoriée en 1815 et 1816.

« Paris, le 6 novembre 1851.

J. LAZARD,

E. BAPST,

*inspecteur des diamants de la Couronne.      joaillier du Roi et de la Couronne.*

1. C'était sur la déclaration formelle du joaillier de la Couronne et de l'inspecteur



couronne. Le diadème était composé de perles poires et valait deux cent vingt et un mille cinq cent quarante-sept francs; le centre était formé par une des plus grosses perles connues. Cette perle, du poids de trois cent trente-sept grains, était en forme d'œuf et avait été payée quarante mille francs à Nitot<sup>1</sup> en 1811.

La couronne était en perles et fermée, d'une valeur de cent dix mille deux cent soixante-dix-neuf francs trente-cinq<sup>2</sup>. Elle était surmontée d'un petit aigle en demi-perles qui n'appartenait pas à la Couronne et qui a été conservé.

Les pierres qui entraient dans la composition de ces parures n'étaient pas toutes des fournitures nouvelles. On y employait d'abord les pierres existant au Trésor, et l'on achetait celles qui étaient nécessaires pour parfaire l'exécution<sup>3</sup>.

Pendant que ces achats s'effectuaient, Napoléon recommandait à Daru la plus stricte économie : « Je n'ai pas besoin, écrivait-il le 8 juillet 1810<sup>4</sup>, d'avoir ces parures sur-le-champ, ni de sacrifier pour cela plusieurs centaines de

des diamants de la Couronne que M. Royer-Collard avait répondu par cette lettre. (Voir le procès-verbal ci-dessus en date du 6 novembre 1832.)

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 31. Extrait de la facture de Nitot du 28 novembre 1811 : « Une très grosse perle vierge, forme œuf, pesant 337 grains, 50 000 francs. »

Cette perle a été vendue le 20 mai 1887, par l'administration des domaines, sous un faux nom historique qu'elle n'avait jamais eu et qu'elle ne pouvait avoir, par ce seul fait qu'elle ne possédait d'autre histoire que celle d'avoir été fournie à Napoléon I<sup>er</sup> il y a seulement soixante-dix ans. M. J. Rossel l'a achetée pour le compte de la princesse Youssouloff, qui en est aujourd'hui propriétaire.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 31. Facture de Nitot du 22 juillet 1812.

3. Comme on le voit par la liste des bijoux ci-dessus désignés, la parure était fort différente de ce qu'elle était aux derniers jours de la cour de France à Versailles. Le diadème qui, sous le règne de Marie-Antoinette était infiniment petit sans être décoré de pierres précieuses, était devenu une grande pièce de tête, très lourde et d'un effet de décoration majestueux.

Les colliers étaient formés généralement de rangs de chatons avec des pendeloques; il y avait quelquefois trois ou quatre rangs, et à chacun de ces rangs pendaient des poires en diamants. Les girandoles ne s'étaient guère modifiées depuis Louis XVI. Les bracelets étaient des bandes, de dessin régulier, en diamant; quelques-uns sont restés des types de bon goût. On portait au-dessous du corsage, très court, une ceinture de pierres précieuses qui soutenait la poitrine.

4. Arch. nat., O<sup>2</sup> 30. Lettre de Napoléon I<sup>er</sup> à Daru, en date du 8 juillet 1810. Cette lettre nous paraît inédite; elle n'a pas été publiée dans la « Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup> ».





mille francs. Je désire que ces acquisitions se fassent, au contraire, sans précipitation et au meilleur marché possible. »

Enfin, après avoir fait remonter les parures destinées à Marie-Louise, Napoléon fit compléter et modifier celles qui lui appartenaient.

Le 15 juin 1811, l'épée qui avait été montée pour lui sous le Consulat fut cassée, et avec les pierres qui l'ornaient on lui fit un glaive qui porta au pomméau le *Régent*. Ce glaive était supporté par un baudrier en velours blanc couvert de roses qui avaient d'abord été mises sur une ceinture que portait Joséphine à la cérémonie du couronnement<sup>1</sup>.

Jusqu'au 16 février 1811, les diamants achetés l'avaient été avec les fonds provenant de la cassette particulière de Napoléon. A cette date, un décret impérial affecta un fonds spécial de six millions pour couvrir les dépenses faites à l'occasion du mariage de Marie-Louise et celles qui restaient à effectuer.

Or, conformément à ce décret, tous les diamants furent incorporés à la Couronne et inscrits dans les inventaires. La cassette impériale, qui en avait fait la dépense, fut donc remboursée jusqu'à concurrence de cette somme; mais, comme les achats s'étaient élevés à plus de six millions six cent mille francs, l'État était par suite débiteur envers Napoléon de six cent mille francs environ. Nous verrons que ces six cent mille francs ne furent jamais payés et que l'État les doit encore aux héritiers de Napoléon I<sup>er</sup>.

L'administration des bijoux de la Couronne n'était pas encore réglementée; cependant, en 1809, Daru, intendant général de la maison de l'empereur, s'était occupé de faire dresser les inventaires des bijoux et d'en reconstituer l'historique. Une lettre de Mollien, en date du 30 décembre de cette année<sup>2</sup>, montre qu'au Trésor public on n'avait retrouvé

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 31. Facture de Nitot du 16 novembre 1812, s'élevant pour le glaive à 74 036 fr. 62, et pour le baudrier à 8874 fr. 32, ensemble 82 910 fr. 94.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 30. Lettre du ministre du Trésor public à M. le comte Daru, intendant général de la maison de l'empereur.



à cette époque aucuns papiers concernant l'origine de ces bijoux. On croyait que, à l'exception du *Régent*, presque tous provenaient du trésor du roi de Sardaigne<sup>1</sup>.

Daru fut plus heureux que Mollien. Les inventaires qu'il fit dresser sont un modèle de précision, tant au point de vue de l'estimation qu'à celui de l'origine des pierres. Chacune d'elles y a sa valeur et son poids désignés; en regard est indiquée sa provenance, de sorte que l'on voit si ces pierres viennent de la trésorerie nationale ou si elles ont été achetées depuis l'empire; dans ce dernier cas, le nom du vendeur et la date de l'achat sont inscrits. C'est sur l'ordre de Napoléon que ce travail a été fait; mais cela ne suffisait pas à son prodigieux génie d'organisation: il lui importait de descendre dans les moindres détails de l'administration publique et d'y introduire l'ordre et la régularité qu'il apportait en toutes choses.

Aussi l'empereur s'inquiéta des bijoux de la Couronne, et, le 23 novembre 1811, il dicta au duc de Cadore l'ordre suivant, qui consacrait leur réunion à la Couronne et établissait leur administration<sup>2</sup>:

« De dimanche en huit, il sera tenu un conseil privé pour la discussion du sénatus-consulte relatif aux réunions à faire à la Couronne.

« Il faut aussi s'occuper d'un sénatus-consulte pour la réunion aux biens de la Couronne des diamants qui sont en ma possession. J'en ai acquis pour six millions depuis mon mariage, et j'en avais déjà une certaine quantité. L'inventaire des diamants, comprenant leur valeur, leur désignation et même le dessin des parures, pour servir à les reconnaître, devra être déposé dans les archives du Sénat.

« Le duc de Cadore examinera s'il n'est pas possible de

1. C'était aussi l'opinion de Mme La générale Durand, dans ses *Mémoires sur Napoléon, l'Impératrice Marie-Louise et les Tuileries*, Paris, Ladvocat, 1828, in-8°.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 30. Extrait d'un ordre de l'empereur, dicté à Saint-Cloud, par Sa Majesté, le 23 novembre 1811. Cette note paraît être inédite, elle ne se trouve pas dans la « Correspondance de Napoléon ».



prendre une disposition semblable relative aux meubles de la Couronne et aux objets déposés dans les musées.

« Il importe de tout mettre en règle pour prévenir jusqu'à la possibilité des dilapidations.

« *Contresigné : DUC DE CADORE.* »

Champagny, pour obéir aux prescriptions de l'empereur, rédigea un projet<sup>1</sup> qui précisait longuement les attributions de chacun des joailliers de la Couronne. L'un était chargé, sous sa responsabilité, de la garde des diamants à l'usage de l'empereur ou de l'impératrice; les deux autres avaient pour mission, l'un d'acheter les diamants et pierres précieuses, et l'autre de les monter.

Cette règle fut immédiatement adoptée, et Marguerite, gendre de Fonceier, reçut le titre de joaillier de la Couronne; on lui assigna un logement près du Trésor. Nitot continua les fournitures.

Le garde des bijoux de la Couronne devait tenir deux registres cotés et paraphés<sup>2</sup>: sur le premier devaient être inscrits tous les diamants, perles et pierreries existant au moment de son entrée en fonctions, ceux provenant d'achats, et enfin toutes les mutations qui surviendraient dans les parures. Il était expressément prescrit de dresser un procès-verbal pour chaque nature d'opération. Le second registre concernait la sortie ou la rentrée des bijoux confiés entre les mains des personnes chargées de les extraire du dépôt: chaque fois qu'une parure était retirée, la personne qui la recevait devait en signer un reçu sur ce registre, et quand elle la rapportait, le garde des bijoux lui en donnait décharge. Dans la pratique, les choses se passaient exactement comme l'ordonnance le prescrivait<sup>3</sup>.

1. Arch. nat., O<sup>2</sup> 30. Projet de décret contenant règlement pour l'administration des diamants de la Couronne.

2. Arch. nat., O<sup>2</sup> 30. Articles 11 et 12 du règlement pour l'administration des diamants de la Couronne.

3. Voir Mme la générale Durand, *Mémoires sur Napoléon, l'impératrice Marie-Louise et les Tuileries*. Paris, Ladvocat, 1828, in-8°.



Ainsi donc, comme on le voit, le trésor des joyaux de la Couronne venait d'être encore une fois reconstitué. Aux diamants trouvés dans la trésorerie, dont nous avons indiqué la provenance, au commencement de ce chapitre, venaient s'ajouter toutes les pierres que Napoléon avait achetées et dont nous avons désigné les montures au cours de ce récit.

A partir de 1812, il n'y eut plus de commandes de joyaux, et nous n'aurons à reprendre leur histoire qu'aux derniers jours de cette belle campagne de France, lorsque le plus grand général dont l'histoire ait enregistré le nom fut à son tour vaincu, comme il l'a dit lui-même, « par le général hasard ».

---





## CHAPITRE III

Première invasion. — Les diamants de la Couronne à Blois en 1814. — Le gouvernement provisoire s'empare des bijoux personnels de Marie-Louise et de ceux de Napoléon I<sup>er</sup>. — Première Restauration. — Retour de Napoléon de l'île d'Elbe. — Louis XVIII et les diamants de la Couronne à Gand. — En vertu de son testament, les 600 000 francs de diamants appartenant à Napoléon reviennent aux descendants des officiers et soldats morts pour la Patrie.

L'impératrice et le roi de Rome quittèrent Paris dans la journée du 29 mars 1814, se rendant d'abord à Rambouillet, pour se diriger ensuite sur Blois.

Fidèles dans l'adversité, Mme de Montesquiou accompagnait le roi de Rome, MM. d'Haussonville et de Gontaut, tous deux chambellans, et plusieurs dames de la cour accompagnaient l'impératrice. Dix lourdes berlines vertes aux armoiries impériales et une foule de voitures et de fourgons formaient le convoi impérial, emportant les diamants de la Couronne, ceux de l'impératrice et ceux que l'empereur avait achetés sur la liste civile.

L'impératrice arriva le 2 avril à Blois et y séjourna jusqu'au 10. Dans cet intervalle, Paris avait été pris, les combinaisons du génie de Napoléon, l'héroïsme et le dévouement des troupes, étaient devenus inutiles par le fait du duc de Raguse qui avait trahi son bienfaiteur et manqué à son devoir, comme homme d'honneur et comme soldat, en faisant abandonner ses positions à un corps d'armée en présence de l'ennemi.

La lutte étant devenue impossible, Napoléon abandonnait le pouvoir, et Caulaincourt traitait avec les puissances alliées au nom d'un gouvernement provisoire.



Le 8 avril, le général Schouvaloff, qui avait été envoyé de Paris par l'empereur de Russie auprès de l'impératrice, se présenta devant elle à Blois<sup>1</sup>, et lui donna connaissance de l'ordre qu'il avait de la conduire, ainsi que le roi de Rome, à Orléans. Le 9 avril, la souveraine se leva de grand matin; elle paraissait inquiète des conséquences que pouvait avoir ce voyage, effectué au milieu des cosaques qui inondaient alors la région. Craignant le pillage des voitures qui la suivaient, par les hordes ennemies, Marie-Louise se fit apporter les diamants de la Couronne, et prit le parti d'en porter le plus possible sur elle, convaincue que l'on n'oserait manquer de respect à sa personne au point de la fouiller.

La pièce la plus importante de ces bijoux était le glaive impérial, sur la poignée duquel le *Régent* se trouvait monté, et dont la lame embarrassante était très difficile à dissimuler. M. de Meneval, qui comme MM. d'Haussonville et de Gontaut avait suivi l'impératrice dans sa fuite, fut chargé par Marie-Louise de démonter cette épée. Il raconte, dans ses *Souvenirs historiques*<sup>2</sup>, qu'il se résolut, pour l'emporter, à séparer la lame de la poignée. N'ayant aucun instrument à sa disposition, il mit la lame sous un des chenets de la cheminée de l'appartement de l'impératrice et, en faisant une pression pour obtenir la rupture (ou séparation), il put facilement la briser, car elle était en laiton. M. de Meneval put ainsi cacher sous son vêtement cette poignée représentant une valeur de plus de douze millions, et rejoindre l'impératrice, qu'il accompagna jusqu'à Orléans.

A Beaugency, quelques-unes des voitures furent arrêtées et pillées par les cosaques. On voit que les précautions prises n'avaient pas été inutiles. A six heures du soir, Marie-Louise entraît avec sa suite à Orléans aux cris répétés de : *Vive l'empereur! vive l'impératrice!*

A ce moment, 9 avril, les maréchaux Ney, Macdonald et

1. Voir à ce sujet le livre de M. Arsène Houssaye : « 1814 ». Paris, Perrin, 1887.

2. Meneval. *Napoléon et Marie-Louise*, tome II, p. 74, Paris, Amyot, 1843.



le duc de Vicence signaient un armistice avec le prince de Schwarzenberg, à la suite duquel des pourparlers s'engagèrent pour l'éloignement de Napoléon et sa séparation d'avec Marie-Louise.

Le 11, Napoléon, toujours à Fontainebleau, et instruit de la décision qui lui donnait pour résidence l'île d'Elbe, et à Marie-Louise Parme et Plaisance, faisait parvenir ses dernières instructions à Meneval pour les transmettre à l'impératrice, en vue d'éviter toute difficulté aux plénipotentiaires chargés de préparer la paix.

« L'empereur, est-il dit dans cette lettre du 11 avril, croit se souvenir qu'il a remis au roi d'Espagne son sabre, dont les diamants appartiennent à la Couronne. L'empereur désire que vous lui en parliez, pour qu'il le remette à M. de la Bouillerie.

« Il faut aussi que tous les diamants de la Couronne que l'impératrice aurait soient remis à M. de la Bouillerie, parce que tous les diamants de la Couronne doivent être restitués<sup>1</sup>. »

Aussitôt la réception de cette lettre, M. de Meneval fit savoir à l'empereur que « le glaive sur la garde duquel était monté le *Régent*, et toutes les parures de la Couronne, avaient été remis, selon son désir, à M. de la Bouillerie; que parmi ces diamants, qui avaient servi à composer différentes parures, se trouvaient mêlés d'autres diamants appartenant à la liste civile, c'est-à-dire à l'empereur, et dont la valeur s'élevait à six ou sept cent mille francs; que M. de la Bouillerie en était convenu, et avait assuré qu'on en tiendrait compte; qu'il existait aussi des diamants qui étaient la propriété de l'impératrice, mais qu'on n'avait ni le temps ni les moyens de démonter les parures pour en retirer les pierres qui n'appartenaient pas au trésor de la Couronne. Cette propriété, ajoute Meneval, ne fut pas plus respectée que celle de l'empereur, et rien ne fut restitué<sup>2</sup>. »

1. Meneval, ouvrage déjà cité, p. 85.

2. *Ibidem*, p. 87.



Tandis que Napoléon s'occupait de la rentrée des diamants de la Couronne au Trésor :

« M. Dudon, ancien maître des requêtes au Conseil d'État, auquel la protection de l'archichancelier [Talleyrand] avait procuré un avancement rapide, arriva à Blois. Il avait encouru la disgrâce de l'empereur pour avoir abandonné son poste en Espagne. Le gouvernement provisoire, qui considérait comme d'excellents instruments les mécontents du régime impérial, le jugea propre à la mission d'aller s'emparer du trésor de l'empereur. Pour justifier cette odieuse spoliation, le gouvernement provisoire feignit d'avoir été informé que des fonds considérables avaient été enlevés de Paris avant l'occupation de cette ville par les alliés; que ces fonds s'étaient grossis par le pillage des caisses publiques, municipales, et même des hôpitaux. L'arrêté qu'il rendit à cet effet ordonnait à tous dépositaires de ces fonds d'en faire la déclaration et le versement immédiat dans les caisses des receveurs généraux et municipaux, sous peine d'être déclarés eux-mêmes spoliateurs des deniers publics, et, comme tels, poursuivis judiciairement dans leurs personnes et dans leurs biens. Cet arrêté, daté du 9 avril, était signé par les cinq membres du gouvernement provisoire, le prince de Bénévent, le duc d'Altberg, François de Jaucourt, Beurnonville et l'abbé de Montesquieu<sup>1</sup>. Muni de cette pièce, M. Dudon se rendit directement à Orléans, où se trouvait le trésor impérial, objet de l'arrêté des membres du gouvernement provisoire. Il descendit chez le baron de la Bouillerie, trésorier général de la Couronne, étranger à tous manèges de fonds publics, déclina sa qualité de commissaire du gouvernement, et se fit présenter les registres du Trésor. De là il se rendit chez le général Caffarelli, et lui notifia l'arrêté qui confisquait le trésor de l'empereur, comme produit de la spoliation des caisses publiques.

1. Voir le *Moniteur* du 7 avril 1814.





Malgré les protestations de ce général et du duc de Cadore, qui persistaient à nier que l'arrêté dont M. Dudon était porteur fût applicable au trésor impérial, dont la propriété exclusive appartenait à l'empereur, comme étant le produit des économies de sa liste civile, dûment constatées, M. Dudon, aidé par l'officier de gendarmerie d'élite préposé à la garde du trésor, fit enlever, le soir, les fourgons qui le contenaient. Ces fourgons étaient stationnés sur la place, et renfermaient une dizaine de millions en pièces d'or et d'argent, trois millions d'argenterie et de vermeil, une valeur d'environ quatre cent mille francs en tabatières et en bagues enrichies de diamants, destinées à être données en présents, les habillements et ornements impériaux chargés de broderies d'or, et jusqu'aux mouchoirs de poche de l'empereur, marqués d'un N couronné. Le général russe Schouvaloff, dont l'intervention fut réclamée, ne mit aucune opposition à l'exécution d'un acte aussi révoltant<sup>1</sup>. »

Lorsque M. Dudon eut ainsi enlevé les fourgons stationnés sur la place, il se présenta à la dame de service auprès de Marie-Louise, « et lui réclama un esclavage de perles que l'impératrice avait au cou dans le moment. Ce collier, composé d'un seul rang, avait coûté cinq cent mille livres et avait été donné à l'impératrice par l'empereur, peu de temps après ses couches; il avait toujours fait partie de son écrin particulier; jamais M. de la Bouillerie ne l'avait réclamé; il le fut par M. Dudon.

« La dame de service alla soumettre la discussion à l'impératrice, alors dans son salon au milieu de beaucoup de monde. Au premier mot qu'elle entendit, elle ôta le collier et, le donnant à la dame : *Remettez-le, dit-elle, et ne faites aucune observation* ». »

On voit quels étaient les procédés qui furent employés à

1. Meneval, ouvrage déjà cité, p. 97, 98 et 99.

2. Extrait des *Mémoires sur Napoléon, l'impératrice Marie-Louise et les Tuileries*, par Mme veuve du général Durand. Paris, Ladvocat, 1848, in-8°. Reproduit, dans la *Revue rétrospective*, par Paul Cottin (juillet-décembre 1885, p. 281).



cette occasion. En réalité on enlevait à Marie-Louise une partie de ses diamants personnels; nous ne savons si l'empereur d'Autriche, son père, les lui fit rendre plus tard, mais ce qui est certain, c'est que ceux de Napoléon ne furent jamais restitués. Dans son testament, comme nous le verrons plus loin, la valeur des diamants qu'on lui avait enlevés était de six cent mille francs.

Durant la première restauration, Louis XVIII fit indistinctement usage des bijoux de la Couronne et de ceux de Napoléon. L'un de ses premiers soins fut de démarquer les N<sup>1</sup> qui se trouvaient sur les tabatières<sup>2</sup> achetées des deniers de l'empereur et destinées à être données en présent par lui. En même temps, il ordonnait de faire démonter diverses parures, entre autres la grande parure de diamants de un million six cent quarante-cinq mille francs qui avait été montée en 1810, et la parure d'émeraudes datant de la même époque<sup>3</sup>. On y employa pour quatre cent soixante-dix-huit mille cent dix francs de brillants. Quant à la parure d'émeraudes, elle fut remontée de la même façon et l'on y ajouta quatre-vingt-onze émeraudes pour la somme de treize mille trois cent cinquante-six francs<sup>4</sup>.

Il restait entre les mains du joaillier de la Couronne une valeur de six cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent quarante-huit francs vingt centimes en diamants démontés non encore employés<sup>5</sup>.

Lorsque l'empereur, débarquant au golfe Juan, arriva à Paris, porté par un unanime élan d'enthousiasme,

1 Louis XVIII abandonna à mon grand-père la propriété des portraits de Napoléon ou des autres membres de la famille impériale qui se trouvaient sur ces tabatières; mais, lors du retour de l'empereur, M. Bapst les fit immédiatement déposer chez le ministre de la police.

2 *Journal des opérations de la Couronne*. Articles des 31 mai et 2 septembre 1814 (Registre A in-4°, relié en maroquin vert, propriété de la maison Bapst et Lahze).

3 *Ibidem*. Article du 11 au 25 juillet 1814. Cette parure transformée fut livrée le 24 août suivant; article du 2 novembre 1814.

4 État général de situation des diamants reçus du trésor de la Couronne et leur emploi.

5 *Ibidem*. Article du 1<sup>er</sup>, 21 septembre, et 1<sup>er</sup> novembre 1814.



Louis XVIII s'enfuit mutamment à Gand, en emportant les diamants de la Couronne, ceux de Napoléon et les camées de la Bibliothèque nationale.

Quoique la plupart de ces objets fussent la propriété de l'État et les autres celle de Napoléon, cet enlèvement n'avait pas été fait au pied levé. Le 13 mars, c'est-à-dire sept jours avant l'arrivée de l'empereur à Paris, Louis XVIII avait ordonné à l'intendant du Trésor et de sa liste civile de faire remettre au baron Hue tous les diamants, bijoux, perles et pierres précieuses appartenant à la Couronne et au *Domaine extraordinaire*<sup>1</sup>.

1. Procès-verbal (extrait du *Moniteur universel* du mercredi 20 mars 1815).

L'an mil huit cent quinze, le vingt-huit mars, à une heure de relevée, nous, ministres des finances et du trésor impérial, soussignés, nous nous sommes, en vertu des ordres de l'empereur, transportés à la trésorerie de la Couronne, pour constater ce qui s'est passé à cette trésorerie, relativement à l'enlèvement des diamants qui y étaient déposés.

Nous avons trouvé M. le baron de la Bouillerie, ex-trésorier de la Couronne, lequel nous a exhibé en original l'ordonnance du roi du 13 mars courant, dont la teneur suit :

« Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre,

« Sur le rapport du ministre et secrétaire d'État de notre maison,

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Art. 1<sup>er</sup>. L'intendant du trésor de notre liste civile fera remettre immédiatement par le caissier général dudit trésor, au sieur Hue, trésorier de notre maison militaire, et l'un de nos premiers valets de chambre, et sur son récépissé, tous les diamants, bijoux, perles et pierreries appartenant à notre Couronne et au domaine extraordinaire.

« Art. 2. La présente ordonnance, appuyée du récépissé de notre susdit premier valet de chambre, servira de décharge à l'intendant, et au caissier général du trésor de notre liste civile.

« Art. 3. Le ministre et secrétaire d'État de notre maison est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

« Donné en notre château des Tuileries, le 13 mars 1815.

« Signé : LOUIS.

« Et contre-signé : BLANCH D'AUDES. »

En exécution de l'ordonnance ci-dessus, la remise qu'elle prescrit a été effectuée audit M. Hue, suivant deux récépissés, dont le premier a été apposé au pied d'un état comme suit : *Pour récépissé. Paris, le 15 mars 1815. Signé : Hue.* Le second a également été apposé à la suite d'un état dans les termes ci-après :

« Je, soussigné, l'un des premiers valets de chambre du roi, et trésorier de la maison militaire de Sa Majesté, reconnais avoir reçu de M. Georges, caissier général du trésor de la liste civile, en exécution de l'ordonnance royale du 13 mars courant, les bijoux mentionnés à l'état ci-dessus et d'autre part, lesquels forment avec ceux



Le 15 mars, l'ordre avait été exécuté, et le récépissé signé « Hue » mis à la place des diamants, dans les caisses du trésor de la Couronne. Gaudin et Mollien, l'un ministre des finances et l'autre ministre du Trésor public, firent constater, à l'arrivée de Napoléon, qu'il ne restait à la trésorerie qu'une partie des diamants, représentant six cent cinq mille francs : il en manquait donc pour treize millions huit cent trente-quatre mille francs. Dans ce chiffre n'étaient

dont la remise m'a été faite le 15 du dit mois courant, et dont j'ai fourni un récépissé particulier, la totalité des diamants, perles, pierres précieuses, etc., tant montés que non montés, appartenant au trésor de la Couronne et au domaine extraordinaire, et décrits à l'inventaire général du 15 mai 1811, aux deux suppléments à cet inventaire arrêtés, le premier le 25 avril 1812, et le second le 8 octobre 1815, et au procès-verbal concernant le domaine extraordinaire, arrêté le 2 avril 1812.

« A Paris, le 19 mars 1815.

« Signé : HUE. »

Nous avons reconnu par l'inventaire où ces objets précieux sont évalués et décrits, et que nous nous sommes fait représenter, qu'ils formaient une valeur totale de 14 393 881 fr. 60 (le diamant dit le *Régent* entre dans cette évaluation pour 6 millions); à quoi il convient d'ajouter 47 763 fr. 61, montant du prix des diamants et perles provenant du domaine extraordinaire, décrits au procès-verbal du 2 avril 1812, dont copie certifiée de M. de la Bonillerie a été mise sous nos yeux.

Il nous a encore été représenté deux ordres de M. Blacas, ministre de la maison du roi, en date des 9 et 25 juillet 1814, pour remettre au sieur Ménière, joaillier du roi : 1° le diadème et le poigne de la parure en diamants, appartenant au trésor de la Couronne, décrits aux pages 94 et 114 de l'inventaire général; 2° la couronne en saphirs et diamants, décrite pages 104 et 124 du même inventaire, lesquels figurent dans l'évaluation ci-dessus de 14 393 881 fr. 60 pour la somme de 1 176 558 fr. 42.

Sur ces objets, confiés au sieur Ménière, qui en a donné ses récépissés, les 11 et 25 juillet dernier, annexés aux ordres du ministre de la maison du roi, ledit sieur Ménière, mandé par nous, a déclaré en avoir employé pour une somme d'environ 572 959 fr. 91; ceux qu'il a rendus à la trésorerie de la Couronne étant évalués à 665 598 fr. 51, qui, joints à la somme précédente, forment l'évaluation ci-dessus de 1 176 558 fr. 42, extraits de l'inventaire général.

La valeur désignée par l'inventaire général, pour les objets précieux qui y sont décrits, est de . . . . . 14,393,881 60

Celle relative aux diamants et perles provenant du domaine extraordinaire, est de . . . . . 47,763 61

Total de la valeur des diamants, perles et pierreries, etc., qui existaient à la trésorerie de la Couronne avant leur enlèvement, . . . 14,441,645 21

Il n'en reste plus à ladite trésorerie que pour . . . . . 665,598 51

Il en manque pour . . . . . 13,834,046 70

Clos et arrêté, à la trésorerie de la Couronne, ledit jour et au.

Le ministre des finances, Le ministre du trésor,  
DUC DE GAIËL. MOLLËN.





pas compris les diamants personnels de Marie-Louise, ni les tabatières de Napoléon données durant la première Restauration aux généraux alliés qui venaient d'envahir la France.

Au moment où Mollien et Gaudin constataient le déficit, Napoléon, acclamé par la France entière, pouvait s'emparer de la personne du duc d'Angoulême, qui s'enfuyait malade à travers la France : il préféra protéger sa fuite, et écrivit à Grouchy, en cette circonstance, la lettre suivante<sup>1</sup> :

« Monsieur le comte Grouchy, l'ordonnance du roi, en date du 6 mars, et la déclaration signée le 13 à Vienne par ses ministres, pouvaient m'autoriser à traiter le duc d'Angoulême comme cette ordonnance et cette déclaration voulaient qu'on traitât moi et ma famille. Mais, constant dans les dispositions qui m'avaient porté à ordonner que les membres de la famille des Bourbons pussent sortir librement de France, mon intention est que vous donniez des ordres pour que le duc d'Angoulême soit conduit à Cette, où il sera embarqué, et que vous veilliez à sa sûreté et à écarter de lui tout mauvais traitement.

« Vous aurez soin seulement de retirer les fonds qui ont été enlevés des caisses publiques et de demander au duc d'Angoulême qu'il s'oblige à la restitution des diamants de la Couronne, qui sont la propriété de la nation. Vous lui ferez connaître en même temps les dispositions des lois des Assemblées nationales qui ont été renouvelées et qui s'appliquent aux membres de la famille des Bourbons qui entreraient sur le territoire français.

« Vous remercerez en mon nom les gardes nationales, du patriotisme et du zèle qu'elles ont fait éclater, et de l'attachement qu'elles m'ont montré dans ces circonstances importantes.

« *Signé* : NAPOLÉON. »

1. Cette lettre, dont l'original se trouve en notre possession, a été reproduite dans la *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, tome XXVIII, p. 103, n° 21796. Paris, 1859.



Malgré cette réclamation, on ne rendit jamais à Napoléon les diamants qu'on lui avait pris; et, dans un des codicilles de son testament daté de Longwood, le 15 avril 1821<sup>1</sup>, il écrivait ces lignes :

« Parmi les diamants de la Couronne qui furent remis en 1814, il s'en trouva pour cinq à six cent mille francs qui n'en étaient pas et faisaient partie de mon avoir particulier; on les fera rentrer pour acquitter mes legs. »

Ces six cent mille francs de diamants que Napoléon réclamait sont restés au trésor de la Couronne et ont été vendus il y a un an comme appartenant à l'État. Or l'empereur est toujours créancier de ces six cent mille francs : ils auraient dû lui être rendus comme le furent les achats personnels de Napoléon III et de l'impératrice en 1873.

Il y aurait donc lieu de prélever sur le produit de la vente des diamants du 12 mai 1887 cette somme de six cent mille francs au profit des représentants de Napoléon I<sup>er</sup>.

Quels sont ces représentants?

« Napoléon III ayant renoncé à toute réclamation au sujet des confiscations prononcées en 1814 et 1815 contre la famille Bonaparte, les représentants actuels de Napoléon I<sup>er</sup> sont, aux termes du testament et des codicilles de l'empereur, *les officiers et soldats qui ont combattu pour la gloire et l'indépendance de la nation depuis 1792 jusqu'en 1815.*

« Quand bien même, en vertu d'une raison d'État que, pour notre part, nous n'admettons pas, on laisserait de côté ceux qui sont morts de 1800 à 1815, on se trouverait encore en présence des soldats qui tombèrent pour la défense de la patrie envahie, de 1792 à 1800, de ces volontaires, de ces héros de Sambre-et-Meuse, de ces Mayençais, des soldats de Marceau, de Kléber et de Hoche, qui ont laissé des

1. *Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>*, tome XXXII, p. 591. Troisième codicille du testament de Napoléon, daté du 15 avril 1821.



veuves, des enfants et des petits-enfants. Il en est aujourd'hui qui meurent de faim. L'intention formelle, manifestée par l'empereur dans ses dernières volontés, était justement de les secourir. S'arrogera-t-on le droit de les priver de leur pain, lorsque ces six cent mille francs leur ont été laissés pour assurer leur existence<sup>1</sup> ? »

Au moment de la vente récente des diamants de la Couronne, le général Boulanger, alors ministre de la guerre, avait reconnu l'authenticité des faits, et il comptait réclamer ces six cent mille francs sur le produit de la vente, au profit de la Caisse de secours des blessés militaires.

Quel est aujourd'hui l'avis du gouvernement ?

Quoi que l'on puisse dire, cet argent appartient à tous ceux qui sont morts pour la patrie, aux enfants des héros de Sambre-et-Meuse comme à ceux du Tonkin.

Osera-t-on le leur enlever ?

---

1. *Revue des Deux Mondes*, 56<sup>e</sup> année, 15 février 1886.



## APPENDICE

### DU CHAPITRE III

#### I

#### MINUTE DE DÉCRET IMPÉRIAL.

Au Palais des Tuileries, le 4 mars 1808, NAPOLÉON, Empereur des Français et Roi d'Italie, et protecteur de la Confédération du Rhin.

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

#### ARTICLE PREMIER.

L'administration de la Bibliothèque impériale remettra à notre Grand Maréchal du Palais, sur son récépissé, les pierres gravées énoncées en l'état joint au présent Décret.

#### ARTICLE 2.

Ces pierres seront annexées au mobilier de la Couronne, et notre Trésorier en fera recette.

#### ARTICLE 3.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

NAPOLÉON.

1. Arch. nat. AF IV, 298. Plaquelette 215, pièces n° 11-24. Expédié le 7 mars au ministre de l'intérieur (avec l'état) et des expéditions-copies au grand maréchal du palais avec l'état, et au trésorier de la Couronne le 8 mars. Reg. 14. — 4 mars 1808.





## ÉTAT

DES PIERRES GRAVÉES CHOISIES PAR ORDRE DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ET ROI POUR  
ÊTRE EXTRAITES DE LA BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE ET ANNEXÉES AU TRÉSOR DE LA  
COURONNE.

N <sup>o</sup>	CAMÉES.	MATIÈRES.	DIMENSIONS.
	TÊTES :		
253	AGRIPPINE (au recto Vénus en intaille) . .	Sardoine onyx à 3 couches	11 lignes sur 8
138	MÉDUSE . . . . .	Sardonx à 3 couches	12 — 9
145	HERCULE . . . . .	— —	12 — 10
193	UNE SIBYLLE (selon l'ancien Catalogue) . .	— —	13 — 8
53	LA VICTOIRE . . . . .	— —	14 de diamètre
132	L'AFRIQUE . . . . .	— 1 —	14 lignes sur 10
43	MINERVE . . . . .	— 1 —	13 — 10
183	ARSINOË . . . . .	— —	11 — 9
266	TITUS . . . . .	— —	9 — 7
135	MÉDUSE . . . . .	— —	10 — 7
294 bis.	FAUSTINE JEUNE . . . . .	— —	10 — 8
12	JUNON . . . . .	— —	11 — 9
37	MINERVE . . . . .	— —	10 — 8
91	CÉRÈS . . . . .	— —	10 — 8
244	CLAUD . . . . .	Sardonx à deux couches collée et enclâssée dans une sardonx à grand nombre de couches, non montée.	17 — 9



N°	CAMEES.	MATIÈRES.	DIMENSIONS.
241	CLAUDE, . . . . .	Sardonyx à 3 couches.	9 lignes sur 8
234	AGRIPPINE, FEMME DE GERMANICUS, . . .	— —	10 — 8
7	CYBÈLE, . . . . .	— —	8 — 6
93	CÉRÈS, . . . . .	— —	12 — 10
251	AGRIPPINE, FEMME DE CLAUDE, . . . . .	— 4 —	11 — 8
255	AGRIPPINE EN DIANE, . . . . .	— 3 —	24 — 17
312 bis	TÊTE BARBUE INCONNUE, . . . . .	— —	7 — 5
Sujets :			
133	DEUCALION ET PYRRHA, dans une barque dont l'Amour dirige la voile, . . . .	— —	14 — 11
128	NYMPHE DE FONTAINE, assise sur un rocher, tenant de la droite des roseaux, de la gauche une urne qu'elle renverse, . .	— —	12 — 10
88 bis.	AMOUR assis jouant de la lyre, . . . .	— 2 —	6 — 5
168	Trois habillant Achille en femme, . . .	— 3 —	11 — 7
18 bis.	APOLLOX vêtu d'un manteau, appuyé sur un tronc d'arbre, tenant à la main une branche de laurier, . . . . .	— 2 —	9 — 6
51	MINERVE casquée et armée du bouclier sur un char trainé par deux che- vaux, . . . . .	— 3 —	16 — 14
17	APOLLOX couché auprès d'une petite sta- tue, portant la main droite sur un loup couché; dans le lointain on voit les débris d'une lyre et la tête d'un sanglier, . . . . .	— —	9 — 7
55	LA VICTOIRE debout sur un char trainé par quatre chevaux, . . . . .	— 5 —	20 de diamètre
64	VÉNUS MARINE couchée sur un cheval marin.	— 2 —	9 lignes sur 7
88	L'AMOUR assis jouant avec un cygne, . .	— —	5 — 4



N <sup>o</sup>	CAMÉES.	MATIÈRES.	DIMENSIONS.
11	L'AMOUR accroupi, la jambe droite prise dans un trebuchet sur lequel il y a un papillon. . . . .	Sardonx à 2 couches.	7 lignes sur 6
84	LES TROIS AGES faisant à Vénus l'offrande d'un hélier accompagné de l'Amour et d'une suivante. . . . .	— 3 —	13 de diamètre
	(Au recto) LA VICTOIRE. Une femme pinçant de la lyre, un vieillard assis jouant de la syrinx et un petit enfant. . . . .	— 2 —	12 lignes sur 7
56	LA VICTOIRE debout sur un char traîné par deux chevaux. . . . .	— —	9 — 6
83	HERMAPHRODITE couché auprès d'un arbre entouré de trois Amours. . . . .	— —	9 — 6
113	SILÈNE, une Bacchante et un Génie, couchés sur une panthère. . . . .	— —	12 — 10
126	FAUNE assis sur un rocher couvert d'une peau de panthère, s'appuyant d'une main sur le rocher, tenant de l'autre le cantbare dans l'attitude de verser la liqueur qui y est contenue dans une coupe que tient un petit faune qui est couché à ses pieds. . . . .	— —	20 — 16
114	JEUNE FAUNE ivre tenant d'une main la cantbare, de l'autre un thyrsé; sur son bras gauche est une peau de panthère, à ses pieds un vase renversé. . . . .	— —	10 — 8
116	BACCHANTE tenant le thyrsé. . . . .	— —	7 — 4
87	GÉNIE assis tenant une grappe de raisin qu'un cygne veut lui enlever. . . . .	— —	12 — 10
90	TROIS GÉNIES DU GYMNASIARQUE, deux tiennent le troisième en l'air pendant qu'un vieux Silène, faisant l'office de gymnasiarque, va le frapper avec un bâton. . . . .	— —	7 — 4
86	GÉNIE DE LA MORT, appuyé sur une amphore. . . . .	— —	



N°	CAMÉES.	MATIÈRES.	DIMENSIONS.
149	HERCULE tenant sa massue et couronnant Minerve armée. . . . .	Sardonix à 2 couches.	14 lignes sur 10
68	DEUX FEMMES AU BAIN, une colonne entre les deux. . . . .	— —	12 — 9
27	UN HISTRIEN. . . . .	— —	9 — 6
INTAILLES :			
18	TÊTE D'APOLLON. . . . .	Améthyste. . . . .	9 — 7
20	TÊTES D'APOLLON ET DE DIANE en regard avec les lettres C. V. M. . . . .	Cornaline rayonnante. .	6 — 5
*74	APOLLON assis sur un rocher; devant lui le trépied; derrière, un arbre. . . . .	Cornaline. . . . .	5 — 4
24	APOLLON ET UNE MUSE debout, entre eux une colonne sur laquelle est un buste de Satyre ou du dieu Pan. . . . .	Cornaline. . . . .	9 — 7
20	LE GÉNIE DE LA POÉSIE tenant une lyre posée sur un trépied, un griffon à ses pieds. . . . .	Améthyste. . . . .	10 — 8
*124	UN GUERRIER debout, casqué, appuyé d'une main sur la lance, de l'autre sur le bouclier; près de lui la Victoire tenant une palme de la main droite et de la gauche lui présentant une couronne. . . . .	Agathe onyx. . . . .	6 — 3
173	ATHLÈTE demandant le prix de la victoire. Sujet composé de trois figures debout. . . . .	Cornaline. . . . .	9 — 8
35	VÉNUS VICTORIEUSE tenant le <i>parazonium</i> et un dard; à ses pieds l'Amour lui présentant un casque et un bouclier. .	Cornaline. . . . .	11 — 7
46	L'AMOUR sur un cheval marin. . . . .	Onyx Nicolo. . . . .	7 — 6
34	VÉNUS VICTORIEUSE tenant un dard et un casque, appuyée sur un tronc d'arbre au pied duquel est un bouclier. . . . .	Sardonix à 3 couches. .	9 — 9





N <sup>o</sup>	CAMÉES.	MATIÈRES.	DIMENSIONS.
42	CÉRÈS couronnée d'épis, tenant d'une main un flambeau, de l'autre une faucille, à ses pieds deux serpents. . . . .	Jaspe sanguin. . . . .	13 lignes sur 11
63	LE DIEU BONUS EVENTUS tenant d'une main une patère remplie de fruits et de l'autre des épis. . . . .	Onyx Nicolo. . . . .	9 — 7
57	TÊTE DE BACCHANTE. . . . .	Cornaline. . . . .	7 — 5
60	SACRIFICE composé de quatre figures et d'une statue de Priape avec une colonne. . . . .	Cornaline de vieille roche.	9 — 6
60 bis.	TÊTES accolées d'un vieux faune et d'un plus jeune; au-dessous le pedum et la syrinx; dans le champ M.CFSI. . . . .	Améthyste. . . . .	6 — 5
* 150	UN BOUC ET UN SATYRE combattant avec leurs cornes; à terre un panier plein de petits fruits ronds et un pedum. . . . .	Cornaline. . . . .	5 — 4
73	BREOS D'HERCULE. Ce héros, assis sur une peau de lion, s'appuie sur une épée; son arc est suspendu à un arbre; à ses pieds sa massue, le sphinx, la lure du sanglier d'Erymanthe et trois pommes. (Au recto). Un homme couronné par un génie et placé sur un cippe tend la main à une femme qui est à genoux et qu'accompagne une autre femme portant sur sa tête une corbeille et un enfant; derrière elle, sous un arc à deux colonnes, est une autre femme tenant un vase. Sur le portique sont deux figures dont l'une tient une hache et un bouclier, et l'autre un bâton court auprès d'un vase. . . . .	Cornaline. . . . .	15 — 11
77	LAOCOON et ses enfants enlacs par les serpents auprès du frontispice d'un temple. . . . .	Cornaline. . . . .	2 — 17
79	ALEX relevant le corps de Patrocle. . . . .	Onyx Nicolo. . . . .	17 — 13
105	TÊTE DE JULES CÉSAR couronnée de laurier. Dans le champ, le lituus et une étoile. . . . .	Jaspe sanguin fragmenté.	13 — 9



N°	CAMÉES.	MATIÈRES.	DIMENSIONS.
106	TÊTE DE JUIUS CÉSAR couronnée de laurier; dans le champ le lituus; <i>ou recto</i> une tête de Jupiter ceinte du diadème.	Onyx Nicolo . . . . .	10 lignes sur 8
115	TÊTE DE MÉGÈNE, on lit derrière ΔΙΟ-ΚΡΟΥΠΙΔΟΥ . . . . .	Améthyste . . . . .	9 — 7
122	TÊTE DE THÉ-LIVE (selon l'ancien Catalogue) . . . . .	Cornaline . . . . .	7 — 6
139	TÊTE DE MAXIMIN couronnée de laurier.	Onyx Nicolo . . . . .	9 — 8
147	TÊTES en regard d'Hadrien et de Sabine.	Onyx Nicolo . . . . .	7 — 6
187	TÊTE DE HENRI IV dans une couronne de laurier. . . . .	Émeraude octogone. . .	6 — 5
* 537	TÊTE DE FEMME à gauche (sic). . . . .	Sardonx à 3 couches. .	5 — 4
537 bis.	TÊTE de jeune Femme couronnée de lierre.	— — . . .	5 — 4
110	TÊTE de Femme voilée . . . . .	Améthyste . . . . .	8 — 6
155	UNE FEMME couronnée de laurier, assise, tenant un bouclier sur lequel on voit la tête de Méduse. . . . .	Cornaline. . . . .	14 — 11
169	SCULPTEUR travaillant à un vase. . . . .	— . . . . .	8 — 5
* 230	DEUX FIGURES nues sous une tente mettant des pavots sur un autel; au fond un temple sur un rocher. . . . .	— . . . . .	6 — 5
* 229	UN HOMME debout tenant un pedum devant un autel allumé au pied d'un arbre; de l'autre côté un quadrupède. . . . .	Jaspe sanguin. . . . .	5 — 4
150	UNE VACHE MARCHANT. . . . .	Sardoine barée. . . . .	6 — 4
* 578	VACHE MARCHANT. . . . .	Sardoine. . . . .	6 — 4
581	UN CHEF poursuivi par deux lévriers. .	Cornaline. . . . .	6 — 4

L'administrateur de la Bibliothèque impériale,

Signé : Dacier.

Pour copie conforme,

Le ministre de l'intérieur :

CRÉTET.



## II

## INVENTAIRE

## DES DIAMANTS DE LA COUROSNE

1811, 1812 ET 1813.

## RÉSUMÉ DE L'INVENTAIRE

DES DIAMANTS, PERLES ET PIERRES PRÉCIEUSES DE LA COUROSNE DONT L'INVENTAIRE A ÉTÉ DRESSÉ PAR ORDRE DE S. EX. MONSIEUR LE DUC DE CADORE, MINISTRE D'ÉTAT, INTENDANT GÉNÉRAL DE LA COUROSNE.

ARTICLES.	DÉSIGNATION.	QUANTITÉ DE PIERRES.	ÉVALUATION.
TITRE PREMIER.			
DIAMANTS NON MONTÉS.			
»	Diamants non montés. . . . .	822	158,888 20
TITRE 2.			
BIJOUX A L'USAGE DE L'EMPEREUR.			
1	Epée <sup>1</sup> . . . . .	42	6,360,952 82
2	Ganse de chapeau. . . . .	26	362,060 »
1. Le <i>Régent</i> vaut seul six millions.			



ARTICLES.	DÉSIGNATION.	QUANTITÉ DE PIÈCES.	ÉVALUATION.
<b>TITRE 2.</b>			
<b>BIJOUX A L'USAGE DE L'EMPEREUR <i>(Suite)</i>.</b>			
3	Grand collier de la Légion d'honneur . . . . .	671	111,288 99
4	Plaque de la Légion d'honneur. . . . .	1,753	27,340 83
5	Grande étoile de la Légion d'honneur. . . . .	138	15,585 50
6	Étoile d'or de la Légion d'honneur . . . . .	138	1,005 37
7	Plaque de la Couronne de fer. . . . .	708	41,478 »
8	Décoration de la Couronne de fer. . . . .	248	1,027 50
9	Gauche d'épaulette. . . . .	38	169,531 13
10	Garniture de boutons d'habit. . . . .	375	308,553 75
11	Paire de boucles de souliers . . . . .	64	70,464 »
12	Paire de jarrettières. . . . .	36	2,815 »

**TITRE 3.****PARURES A L'USAGE DE L'IMPÉRATRICE.**

1	Couronne. . . . .	2,045	258,623 59
2	Diadème. . . . .	1,514	988,319 06
3	Collier. . . . .	32	1,119,500 »
4	Peigne. . . . .	245	147,751 24
5	Boucles d'oreilles. . . . .	56	218,606 75
6	Brasslets. . . . .	104	197,135 »
7	Ceinture en rose. . . . .	73	385,731 50
8	Dix fleurons. . . . .	90	70,970 78
9	Un rang de vingt chatons. . . . .	20	70,000 »
10	Deux rangs de chatons. . . . .	83	145,230 »
11	Cinq rangs de chatons. . . . .	398	177,705 »
(Les articles qui suivent sont les diamants compris dans la parure en rubis d'Orient.)			
12	Diadème. . . . .	2,686	86,747 48
13	Couronne. . . . .	1,312	35,576 37
14	Collier. . . . .	658	34,263 12
15	Peigne. . . . .	248	10,821 67
16	Boucles d'oreilles. . . . .	156	1,987 50
17	Brasslets. . . . .	511	7,007 50
18	Ceinture. . . . .	922	21,599 87





Articles.	DÉSIGNATION.	QUANTITÉ DE PERLES.	ÉVALUATION.
<b>TITRE 3.</b>			
<b>PARURES A L'USAGE DE L'IMPÉRATRICE (Suite).</b>			
(Diamants compris dans la parure en turquoises) :			
19	Diadème. . . . .	2,726	42,534 67
20	Couronne. . . . .	1,871	21,503 67
21	Collier. . . . .	360	25,602 62
22	Peigne. . . . .	324	8,043 25
23	Boucles d'oreilles. . . . .	50	5,178 36
24	Brascellets. . . . .	250	8,343 49
25	Plaque de ceinture. . . . .	156	4,627 24
26	Diamants compris dans une paire de boucles d'oreilles en perles. . . . .	64	96 »
<b>TITRE 4.</b>			
<b>PERLES NON MONTÉES.</b>			
»	Perles non montées . . . . .	123	29,840 »
<b>TITRE 5.</b>			
<b>PERLES MONTÉES.</b>			
1	Collier à trois rangs. . . . .	170	115,330 »
2	Collier à un rang. . . . .	46	69,000 »
3	Peigne. . . . .	104	61,334 »
4	Paire de boucles d'oreilles. . . . .	4	34,400 »
5	Un rang pour coiffer. . . . .	63	39,235 »
6	Un rang pour coiffer. . . . .	176	96,800 »
7	Un rang pour coiffer. . . . .	160	48,800 »
8	Paire de brascellets. . . . .	160	48,990 »
9	Couronne du sacre de l'impératrice . . . . .	351	58,200 »
<b>TITRE 6.</b>			
<b>PIERRES DE COULEUR NON MONTÉES.</b>			
»	Pierres de couleur non montées. . . . .	203	10,162 »



ARTICLES.	DÉSIGNATION.	QUANTITÉ DE PIERRES.	ÉVALUATION.
TITRE 7.			
PIERRES DE COULEUR MONTÉES.			
1	Diadème . . . . .	104	77,737 50
2	Couronne . . . . .	120	21,700 37
3	Collier . . . . .	50	47,200 "
4	Peigne . . . . .	19	15,875 "
5	Boucles d'oreilles . . . . .	10	9,472 "
6	Brasilets . . . . .	24	11,625 "
7	Ceinture . . . . .	39	17,200 "
8	Diadème . . . . .	187	16,686 "
9	Couronne . . . . .	56	4,120 "
10	Collier . . . . .	32	12,960 "
11	Peigne . . . . .	33	6,090 "
12	Boucles d'oreilles . . . . .	4	2,410 "
13	Brasilets . . . . .	72	3,500 "
14	Plaque de ceinture . . . . .	3	3,820 "
15	Émeraude . . . . .	176	500 "

## RÉCAPITULATION

	QUANTITÉ DE PIERRES.	ÉVALUATION.
Titre 1 <sup>er</sup> . (Diamants non montés). . . . .	822	158,888 60
— 2. (Bijoux à l'usage de S. M. l'Empereur). . .	4,227	7,505,103 87
— 3. (Parure à l'usage de S. M. l'Impératrice). .	16,924	1,090,546 68
— 4. (Perles non montées). . . . .	123	29,840 "
— 5. (Perles montées). . . . .	1,234	570,107 "
— 6. (Pierres de couleur non montées). . . . .	203	10,162 "
— 7. (Pierres de couleur montées). . . . .	929	250,904 87
	24,462	
Total général. . . . .		12,615,552 62

Ce 15 mai 1811.



## SUPPLÉMENTS DE L'INVENTAIRE DE 1811 A 1813.

	1 <sup>er</sup> SUPPLÉMENT. (23 avril 1812.)		2 <sup>e</sup> SUPPLÉMENT. (8 octobre 1813.)	
	PIERRES.	VALEUR.	PIERRES.	VALEUR.
TITRE 1 <sup>er</sup> . Diamants non montés . . .	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.
TITRE 2. Bijoux de l'empereur . . .	Néant.	Néant.	6,403	65,050 74
TITRE 3. Bijoux de l'impératrice . . .	28,772	601,643 99	603	238,973 50
TITRE 4. Perles non montées . . .	Néant.	Néant.	Néant.	Néant.
TITRE 5. Perles montées . . . . .	705	541,810 0	3,508	152,838 50
TITRE 6. Pierres de couleur non mon- tées . . . . .	Mémoire.	Mémoire.	Néant.	Néant.
TITRE 7. Pierres de couleur montées.	515	175,012 25	24	Mémoire.
	29,992	1,321,466 24	10,538	456,862 74

## RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

	PIERRES.	VALEUR.
Total de l'inventaire du 15 mai 1811 . . . . .	24,462	12,615,552 62
— du 1 <sup>er</sup> supplément du 23 avril 1812 . . . . .	29,992	1,321,466 24
— du 2 <sup>e</sup> — du 8 octobre 1813 . . . . .	10,538	456,862 74
Totaux . . . . .	64,992	14,393,881 60



## CHAPITRE IV

Les diamants de la Couronne pendant la seconde Restauration. — Cadeaux aux généraux des armées alliées. — Nouvelles montures des parures de 1816 à 1830. — Couronne du sacre et épée de Charles X. — Révolution de 1830. — Les diamants de la Couronne à Rambouillet; leur retour à Paris. — Ils sont déposés d'abord au Ministère des finances, ensuite dans la maison du joaillier de la Couronne, et enfin aux Tuileries, dans les bureaux de la Liste civile. — Révolution de 1848. — Vol d'une parure de trois cent mille francs, le 26 février 1848.

Nous avons vu que de 1811 à 1813 on avait fait un relevé de la totalité des diamants de la Couronne. En 1818, lorsqu'on fit un nouvel inventaire, le nombre des pierres et des perles avait considérablement diminué. Nombre de gros diamants, dont le poids variait de deux à treize carats, n'y étaient plus, et cependant le Trésor aurait dû être augmenté de la plus-value des pierres appartenant personnellement à Napoléon et à Marie-Louise, qui leur avaient été prises en 1814.

À la deuxième rentrée de Louis XVIII, on fit un inventaire des bijoux, et il y fut constaté que les parures étaient au complet<sup>1</sup>, à l'exception de deux : celle de diamants et celle d'émeraudes qui avaient été démontées l'année précédente; ce n'est donc qu'à partir de ce moment que ces vides ont se sont produits dans le Trésor. Il nous faut chercher maintenant comment ils ont pu se faire.

Après la première invasion, Louis XVIII avait distribué aux plénipotentiaires et aux généraux des armées alliées un certain nombre de cadeaux; à la seconde invasion, les cadeaux aux généraux des armées alliées furent encore plus

1. Voir inventaire de 1815 dressé par M. le baron Hue. Recueil des opérations de la Couronne conservé dans l'ancienne maison Bapst, actuellement Bapst et Falize.





nombreux : argent et joyaux leur furent distribués avec largesse. Blücher, dont les soldats avaient assassiné des prisonniers français au lendemain de la bataille, eut pour sa part plus de trois millions en espèces. Wellington reçut en cadeau une croix du Saint-Esprit en diamants d'une valeur de six cent cinquante mille francs. Cette croix est encore en la possession du duc de Wellington actuel; le Saint-Esprit a ses deux ailes formées par une paire de poires en brillants, pesant l'une neuf carats trois quarts et l'autre huit carats trois quarts. Ces diamants appartenaient à la Couronne en 1815 et faisaient partie du Trésor au moins depuis Louis XIV<sup>e</sup>.

1. Ce qui est curieux, c'est que ces diamants avaient été montés successivement dans plusieurs croix du Saint-Esprit. Nous les trouvons :

*A l'inventaire de 1691.*

CHAP. III. — Croix de chevalier du Saint-Esprit.

Deux autres diamants en forme de cœur en pendeloque, estimés 42 000 livres.

*A l'inventaire de 1774.*

ART. 20, n° 3. — Croix pour mettre au bas du cordon du Saint-Esprit.

Deux diamants pendeloques aux ailes, dont une des deux a un point noir vers la pointe, estimés ensemble 60 000 livres.

*A l'inventaire de 1791.*

CHAP. IV. — Croix du cordon de l'ordre du Saint-Esprit.

N° 5. Aile droite. — Un diamant brillant de grande étendue, blanc, ayant une glace noire, pesant 9 carats 1/16, estimé 36 000 livres.

N° 6. Aile gauche. — Un diamant brillant, de grande étendue, de bonne eau, forme pendeloque, annoncé peser 8 carats 14/16, estimé 26 000 livres (n° 3 de l'art. 20 de l'inventaire de 1774).

En 1803, ils étaient montés dans l'épée du premier consul, et en 1811 dans la ceinture de l'impératrice, sans poids indiqué; en 1813, ils étaient placés à l'extrémité du quillon du glaive de Napoléon, et ils figurent à l'inventaire sous le titre 2, art. 1<sup>er</sup>.

N° 26. — Une pendeloque bien formée et bien proportionnée, de belle eau (haut de la poignée).

N° 27. — Une pendeloque bien proportionnée, assortie avec la précédente, de bonne eau, un peu rosée (bas de la poignée), pesant les deux ensemble 18 carats 1/4, estimés 60 000 francs ensemble.

Ces deux diamants furent démontés en août 1815, et remontés dans la plaque du Saint-Esprit dont nous venons de parler.

L'identification de ces pierres ne serait pas complète si l'on s'en rapportait uniquement au poids mentionné dans les inventaires; heureusement que chaque inventaire indique que ce sont les mêmes pierres désignées à l'inventaire précédent.



Les bijoux de la Couronne disparus à l'inventaire de 1818 étaient passés dans les montures des bijoux offerts à cette occasion; mais comme ces cadeaux avaient été faits sous l'inspiration de Fouché et de Talleyrand, toutes les preuves en ont disparu, car on sait que l'ancien ministre de la police et l'évêque d'Autun détruisirent derrière eux tous les dossiers des affaires auxquelles ils avaient été mêlés, et nous n'aurions pas trouvé la preuve de ces faits sans des documents conservés ailleurs que dans les dépôts publics<sup>1</sup>.

Si la comptabilité du trésor de la Couronne n'a pas été conservée, celle des opérations de la Couronne est au contraire complète. Par opérations de la Couronne nous entendons tous les travaux de joaillerie exécutés par les joailliers de la Couronne. Le journal de ces opérations relate, jour par jour, le détail précis des parures entrées chez le joaillier, l'usage qu'il en a fait, l'emploi des pierres et la remise des parures nouvelles, ou des anciennes simplement modifiées, au trésor de la Couronne; malheureusement, dans ce journal, il n'est pas question de l'usage que le roi a fait de ces bijoux.

Aussi est-ce seulement des montures que nous allons parler. Il serait facile de retracer ici une à une toutes les parures qui furent montées durant la Restauration, mais la liste en serait longue et par conséquent monotone et fastidieuse. Le fac-similé de quelques-uns de ces objets suffira pour donner une idée de l'exécution de ces pièces et des façons de la joaillerie d'alors.

Lorsque, peu de temps après sa rentrée en France, vers le mois d'août 1815, Louis XVIII avait fait revenir les diamants de la Couronne qu'il avait emportés à Gand, on dut les retirer des caisses et en dresser un inventaire, qui fut fait par Ménière et Bapst, joailliers de la Couronne, en présence du baron Hue.

1. Papiers de la maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize. Dans les recueils de dessins est la croix de Saint-Esprit, d'une valeur de six cent cinquante mille francs, donnée au duc de Wellington.



Les deux parures, celle d'émeraudes et celle de diamants, n'étaient plus là; elles avaient été démontées, comme nous l'avons vu, pendant la première Restauration. Les autres parures existant en 1813 étaient au complet, mais elles avaient toutes subi de telles détériorations qu'elles ne pouvaient plus servir<sup>1</sup>.

A partir de 1815 ces parures furent toutes démontées et successivement refaites; en 1820, presque toutes étaient terminées et rentrées au Trésor. Les objets à l'usage du roi se composaient du glaive, de la couronne royale, de la ganse de chapeau, de l'épée, d'une aigrette, d'une contre-épaulette, d'une agrafe de manteau, d'une paire de boucles de souliers et jarrettières, de rosettes de chapeau et de souliers, des croix et plaques du Saint-Esprit et des décorations étrangères; ceux à l'usage des princesses, qui, en l'absence de reine, portaient les bijoux de la Couronne, étaient au nombre de six parures<sup>2</sup>; il y en avait une en brillants, une en rubis, une en perles, une en saphirs, une en turquoises et une en émeraudes. Chacune de ces parures était formée d'un diadème, d'un ou de plusieurs colliers<sup>3</sup>, d'un peigne, d'une paire de bracelets, d'une ceinture et de trois agrafes de robe. Les dessins en ont été faits sous la direction d'Évrard Bapst, joaillier de la Couronne, tandis que l'exécution des parures était confiée à Frédéric Bapst, qui durant plus de cinquante ans dirigea les ateliers de la maison. C'est à lui que l'on doit la couronne du sacre de Charles X, chef-d'œuvre de joaillerie, qui ne fut démontée qu'en 1854. A

1. Nous donnons en appendice, à la fin de ce chapitre, la liste complète de ces parures.

2. *Journal des opérations de la Couronne*. Reg. A, articles des 5 mai, 9, 15, 21 juin 1816; 25 mai, 20 et 21 août, 1<sup>er</sup>, 15, 18, 19 octobre, 7, 19, 20, 26, 30 novembre 1818; 1<sup>er</sup>, 13, 18 mars, 10 juillet, 10 août, 13, 14, 22 décembre 1819; 25 juillet, 14, 15, 25, 27 septembre, 1<sup>er</sup>, 13, 15 novembre, 7 et 20 décembre 1820; 20 janvier, 25 mars et 25 mai 1821. Ce journal est la propriété de la maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize.

3. La parure de perles remontée le 25 juillet 1820 comprenait huit colliers, savoir : un de 412 perles, un de 167, un de 178, un de 168, un de 140, un de 54, deux de 64. (*Journal des opérations de la Couronne*, article du 25 juillet 1820.)



cette date, on conserva la monture privée de ses pierres; elle était encore il y a deux ans dans les caves du Ministère des finances et nous demandions l'autorisation de racheter



COURONNE DU SACRÉ DE CHARLES X.

exécutée par Frédéric Bapst sur le dessin d'Évarist Bapst, joaillier du roi et de la Couronne.  
(Ce dessin est conservé dans les papiers de l'ancienne maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize.)

cette couronne, nous engageant à l'orner de fac-similés à la place des pierres absentes, et à en faire don au musée du Louvre, où elle avait sa place marquée à côté de la couronne de Louis XV. Mais le gouvernement a préféré faire dispa-





raître, en sous-main<sup>1</sup>, cet objet d'art, qui était en même temps un monument d'histoire<sup>2</sup>.

A côté de la couronne, il faut ajouter l'épée, autre chef-d'œuvre de Frédéric Bapst, actuellement conservée au Louvre. Aux expositions de 1855 et de 1878, les délégués étrangers purent l'admirer et en furent émerveillés.

Durant la période de 1818 à 1824, au moment où le plus grand nombre des parures furent exécutées, Louis XVIII disposa de treize pierres d'une valeur totale de cent quarante mille six cents francs et voulut qu'elles fussent remplacées. Il acheta alors au joaillier de la Couronne<sup>3</sup> deux diamants, l'un du poids de vingt-deux carats un quart et d'une valeur

1. Nous insistons sur le fait qu'on brisa cet objet subrepticement, car, comme nous le disons dans le texte, nous avions adressé une demande à M. Tiphaigne, directeur général des Domaines, et il avait promis de nous répondre à ce sujet. La couronne fut brisée sans qu'aucune réponse nous ait été adressée. Nous croyons devoir signaler ce fait au moment où le gouvernement crée des commissions, et où des sociétés privées s'organisent de toutes parts, pour empêcher la destruction des monuments et objets d'art de notre pays.

2. Les employés des Finances appelaient cette couronne le *panier à salade* et s'amusaient souvent à jouer à la balle avec. Lorsqu'il fut décidé qu'on la briserait et qu'on la ferait fondre, l'un des experts chargés de la vente fit confectionner deux petits marteaux, avec lesquels il comptait la briser. Dans son intention, il espérait pouvoir ensuite vendre ces marteaux à un prix respectable, en faisant valoir qu'ils avaient servi à la destruction du dernier emblème de la monarchie. Les employés des Domaines brisèrent de leurs mains ce monument d'histoire, et les marteaux restèrent inutiles.

3. Évrard Bapst. En voici la facture : du 29 novembre 1818, fourni à M. le comte de Pradel, directeur général du Ministère de la maison du roi, par Bapst, joaillier du roi et de la Couronne, les diamants ci-après spécifiés, déposés au garde-meuble de la Couronne, tant à titre d'acquisition faite par Sa Majesté qu'à titre de réintégration en même qualité et nature, savoir :

*Acquisition.*

1 brillant de 89 grains . . . . .	97,000 francs.
1 » de 62 grains . . . . .	65,000 »
2 brillants ensemble de . . . . .	162,000 francs.

(Extrait du livre de factures, de 1810 à 1820, de la maison Bapst, actuellement Bapst et Falize.)

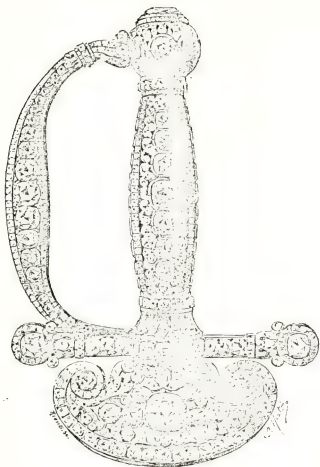
L'inventaire de 1818 signale, dans un supplément spécial, ces deux brillants sous les numéros 285 et 286, savoir :

N° 285. — Un brillant de forme ovale, très étendu, bonne eau, vif et net, ayant une petite glace sur l'un des flancs, pesant 22 carats 1/4, estimé 120 000 francs.

N° 286. — Un brillant de forme ronde bien proportionné, eau un peu rosée, très vif et très net, pesant 15 carats 1/2, estimé 72 000 francs.



de cent vingt mille francs, l'autre de quinze carats et demi, du prix de soixante-douze mille francs, et les fit entrer tous deux au trésor de la Couronne en échange des treize qu'il



ÉPÉE DE CHARLES X

exécutée par Frédéric Bapst sur le dessin de Evarad Bapst, joaillier du roi et de la Couronne.  
d'après un plomb appartenant à M. Charles Bapst.

avait pris. La première de ces pierres, celle de vingt-deux carats un quart, a été vendue quatre-vingt-un mille francs, le 21 mai 1887, par les soins des Domaines, à M. Tiffany<sup>1</sup>, comme venant de la donation de Mazarin à la Couronne !

1. Cette pierre a été vendue, le 21 mai 1887, à M. Tiffany, comme étant un *Mazarin* (n° 46, 2° du catalogue).



Au sacre de Charles X, toutes les parures, remontées à nouveau, brillèrent à la fois avec leur éclat accoutumé.

Le jour du sacre, le roi portait l'épée, la couronne et le bouton de chapeau. Chacune des princesses portait une des parures de diamants, de perles ou de pierres de couleur.

Certaines de ces parures n'avaient pas encore été détruites en 1887, au moment de la vente des diamants de la Couronne, et l'on pouvait les voir dans leurs montures datant du règne de Louis XVIII.

Les fêtes furent nombreuses sous Charles X, et les bijoux de la Couronne y brillèrent plusieurs fois ; mais, jusqu'au 28 juillet 1830, nous ne voyons aucun fait saillant les concernant ; ce jour-là, au moment où l'émeute commençait à devenir victorieuse, on fit charger dans la voiture<sup>1</sup> spécialement affectée au transport des bijoux de la Couronne la caisse qui contenait le trésor, et M. de la Bonillerie, qui en était demeuré le trésorier sous tous les régimes, les emporta à Rambouillet, où se trouvaient Charles X et le duc d'Angoulême : ils n'allèrent pas plus loin.

Le 4 août, l'émeute victorieuse à Paris forma une colonne de cinquante à soixante mille individus, armés de piques, de halberdres, de carabines, etc., les uns à pied, les autres à cheval ou dans des voitures. Cette masse se dirigea sur Rambouillet, à l'effet d'attaquer la famille royale, défendue par quelques troupes réunies autour de la ville. La colonne était commandée par le général Pajol ; mais, lorsque son avant-garde parvint à quelque distance de Rambouillet, les commissaires envoyés par le duc d'Orléans avaient déjà obtenu de Charles X sa retraite et son départ de France, et avaient traité de la remise des bijoux de la Couronne. Aussi le général Pajol, informé du fait, envoya le jour même le colonel de la garde nationale de Gousée, le capitaine d'état-major de Servières et l'élève de l'École polytech-

1. Arch. nat., O<sup>1</sup> 75. Cette voiture était entretenue et remise chez le sieur Cottard, carrossier, et fut vendue aux enchères avec toutes celles qui appartenaient à la liste civile, en février 1831.



nique Tuyot, avec mission de les reprendre. Les caisses leur furent remises, ils en donnèrent décharge à M. de la Bouillèrie et ils les ramenèrent à Paris au milieu de la cohue qui rentrait triomphante.

Les diamants de la Couronne furent transportés au Ministère des finances, où ils furent confiés à la caisse centrale du Trésor. On les déposa dans une caisse fermée à cinq clefs, dont deux étaient entre les mains de M. Évrard Bapst, deux dans celles de M. Lazard, inspecteur des diamants de la Couronne, et une chez M. Kessner<sup>1</sup>, caissier central du Ministère des finances.

Cette caisse fut placée dans la maison du joaillier de la Couronne située quai de l'École, et pour en assurer la sauvegarde on établit à la porte même de cette maison un poste de troupe de ligne avec une sentinelle veillant jour et nuit. Jusqu'en 1832, les diamants de la Couronne restèrent ainsi dans les bureaux de la maison de commerce.

A cette date, une nouvelle loi<sup>2</sup> sur la liste civile fut votée par les chambres, et les diamants de la Couronne furent déposés au Louvre, avec toutes les formalités d'usage, dans les caisses de la liste civile, où ils demeurèrent dans le même état pendant tout le règne de Louis-Philippe. Ni la reine, ni madame Adélaïde, ni la duchesse d'Orléans ne s'en parèrent durant le gouvernement de Juillet.

En 1840, lors de la rentrée des cendres de Napoléon, le général Bertrand fit hommage à Louis-Philippe des armes de l'empereur. Le roi ne voulut pas les garder pour lui et en fit don à la Couronne le 4 juin 1840. A cet effet, le général Bertrand et le lieutenant général Gourgaud, aide de camp du roi, se transportèrent aux Tuileries et remirent à M. le comte de Montalivet, intendant général de la liste civile, et à M. Janet, trésorier de la Couronne, les armes ci-après désignées, qui furent immédiatement

1. Le 11 janvier 1832, M. Kessner fut remplacé dans ses fonctions par M. Boequet de Saint-Simon, caissier central par intérim.

2. Loi du 2 mars 1832 sur la liste civile, art. 5.





déposées dans l'armoire contenant les diamants de la Couronne, savoir<sup>1</sup> :

1° L'épée que portait habituellement l'empereur Napoléon, qu'il a portée jusqu'à sa mort, et sur la lame de laquelle il avait fait inscrire ces mots encore très lisibles : « Épée que portait l'empereur à la bataille d'Austerlitz, 1805. »

2° L'épée-glaive que l'empereur Napoléon a portée au Champ de Mai en 1815.

3° Un poignard fort riche, qui a été donné par le pape Pie IV à Lavalette, grand-maître de l'ordre de Malte, à la suite de la levée du siège par les Turcs, en 1563.

4° Une boîte plaquée en acajou et filets d'ébène, contenant deux paires de grands pistolets à double détente, de la manufacture d'armes de Versailles.

5° Le sabre demi-courbé.

Un procès-verbal en fut dressé le même jour, et l'on y joignit un état descriptif de ces armes, coté et paraphé par chacun des signataires.

Jusqu'à la Révolution de 1848, nous n'avons rien d'intéressant à signaler sur les joyaux de la Couronne. A cette époque, l'administration de la liste civile<sup>2</sup> était installée dans l'aile des Tuileries longeant la rue de Rivoli, dans le bâtiment situé actuellement entre la rue de l'Échelle et la rue de Rohan. Les bureaux se trouvaient au rez-de-chaussée et avaient leur entrée sur le Carrousel; à l'entresol était le bureau dit « des Secours ». On y pénétrait par un escalier secret. Le trésorier, M. de Verbois, habitait au premier étage. A la gauche du Trésor, en face de la rue de Rohan, étaient, toujours dans le même bâtiment, les bureaux de l'état-major de la garde nationale.

Au rez-de-chaussée, étaient conservées et placées sous la

1. Papiers de la maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize. (Archives et brevets, n° 17.)

2. Voir le rapport de M. de Verbois dans le *Compte de liquidation de la liste civile*, par Yavin, p. 185.



surveillance personnelle de M. de Verbois des valeurs appartenant au roi : environ trente mille francs en billets de banque, quarante mille francs en espèces, les bijoux de la princesse de Joinville, et des titres et diamants appartenant à Louis-Philippe ou à des membres de sa famille.

Les bijoux de la Couronne étaient enfermés dans une caisse spéciale dissimulée dans la muraille. Trois clefs étaient nécessaires pour l'ouvrir, MM. de Verbois, Maréchal, inspecteur honoraire, et Constant Bapst, joaillier de la Couronne, en gardaient chacun une.

Le 24 février, à midi<sup>1</sup>, l'émeute était triomphante et le gouvernement ne résistait plus. Les troupes placées aux abords du Palais-Royal et des Tuileries reçurent alors l'ordre de rentrer dans la cour du Carrousel, et les portes du guichet furent fermées. Apprenant la retraite des troupes et le succès de l'insurrection, M. de Verbois, qui n'avait reçu aucune instruction, prit, avec Mme de Verbois et une femme de chambre, quelques-unes des valeurs qu'il avait reçues en dépôt de la famille royale, et les transporta chez un de ses amis qui habitait la rue des Pyramides. M. de Verbois voulut ensuite demander au général Jacqueminot un piquet de gardes nationaux pour préserver le Trésor. Il chercha le général à l'état-major de la garde nationale, et ensuite chez la duchesse d'Orléans, où on lui avait dit qu'il était. Ne l'ayant pas rencontré, M. de Verbois quitta les Tuileries pour rentrer au Trésor. C'est alors qu'il vit le peuple pénétrer dans la cour des Tuileries et dans le Carrousel, refoulant les troupes, qui levaient la crosse en l'air. Ne pouvant parvenir à traverser cette foule, M. de Verbois retourna rue des Pyramides, chez son ami.

Le peuple venait d'envahir les appartements et les sous-sols. Il pouvait être deux heures de l'après-midi lorsqu'un groupe se présenta devant la porte de la cave située au-

1. D'après les notes de M. Nô et de M. Bex, tous deux témoins oculaires des événements relatés ici. Nous devons ces renseignements à l'obligeance de M. Bex, stucateur, à Paris, auquel nous adressons nos remerciements.



dessous des caisses de la Couronne. Un coup de fusil fut tiré contre cette porte. Le Trésor n'était pas gardé; un homme de peine nommé Nô, qui se trouvait encore là, entendant le coup de feu, descendit dans la cave et se dirigea vers la porte que l'on enfonçait. Loin de les arrêter, Nô cria aux gens de l'extérieur qu'il allait les aider, et, saisissant un merlin, il souleva la porte, qui céda et tomba de son côté.

Se trouvant en présence d'individus surexcités, il leur demanda ce qu'ils voulaient. « Du vin! » répondirent-ils. — Nô leur montra la cave où était le vin de M. de Verbois. Ils s'y précipitèrent; mais, n'ayant trouvé que quelques bouteilles, ils se présentèrent devant la porte de l'escalier qui conduisait au Trésor. Armé d'un sabre et les manches retroussées, Nô leur en imposa en affirmant qu'un poste était au-dessus. Ils entrèrent alors dans les caves du général Jacqueminot et de là dans la cuisine, où ils mangèrent le dîner qui était préparé, et se jetèrent sur les dix mille bouteilles du commandant de la garde nationale.

Dans cette orgie, il y eut des scènes violentes, car le lendemain 25, lorsqu'on pénétra dans les caves, on trouva douze cadavres sur le sol jonché de débris de bouteilles et inondé de vin. « Parmi ces cadavres était celui d'une jeune fille de dix-neuf ans, convenablement mise et d'une beauté remarquable. »

Profitant d'un moment favorable, Nô s'était rendu aux Tuileries pour obtenir un poste de garde nationale. Il en revint accompagné d'un sergent et de six grenadiers de la 1<sup>re</sup> légion, qu'il fit entrer dans les bureaux du Trésor par la porte du Carrousel. On forma un poste avec ces grenadiers et quelques employés ou ouvriers attachés à l'administration.

Vers sept heures du soir, à la faveur du trouble général, des individus intéressés s'introduisirent dans le bureau des secours. C'était là qu'était conservé l'état des dons et gratifications accordés par Louis-Philippe aux gens de tous les partis. On y gardait les dossiers des demandes de secours.



qui toutes contenaient des protestations de dévouement au roi et à « son impérissable dynastie ». Plusieurs de ces pièces étaient signées de membres de l'opposition qui depuis la veille étaient arrivés au pouvoir : il était donc important pour les parvenus du jour de faire disparaître des papiers aussi compromettants. Les livres de la correspondance et les dossiers furent lacérés et brûlés. On vit un homme, au courant de l'ordre et de l'état du bureau, s'emparer de certains registres numérotés par lettres, sans s'inquiéter des autres précédents ou suivants. Cet autodafé amena un commencement d'incendie, qui fut bientôt éteint par les hommes du poste et les pompiers. Il avait fallu vider le bureau, et dans la bagarre des coups de feu furent échangés : le sergent Bex eut son épaulette traversée par une balle, mais grâce à son sang-froid il put contenir ses hommes et faire évacuer la pièce.

Pendant le pillage des caves, qui eut lieu le 24, un employé, M. Lacour, avait couru prévenir M. Schefer, caissier central, de ce qui se passait au Trésor. Celui-ci, empêché par maladie de se rendre à son poste, confia la clef à son fils, qui vint ouvrir une des caisses du Trésor en présence de plusieurs personnes étrangères à l'administration. Il en retira trois cent trente et un mille francs en billets de banque et trente-quatre mille francs en numéraire. Un des assistants prit deux sacs d'écus et les mit dans les poches de son paletot, disant qu'il fallait que chacun en fit autant pour les transporter à la Banque sans danger ; puis un grenadier de la 5<sup>e</sup> légion mit dans son bonnet à poil les trois cent trente et un mille francs en billets de banque. Au moment de partir, on chercha l'individu porteur des deux sacs, il avait disparu.... Heureusement, le bonnet à poil arriva avec son contenu à la Banque de France, où M. d'Argout le reçut.

Il restait encore, outre les diamants de la Couronne, ceux de la princesse de Joinville et environ trois ou quatre millions de valeurs diverses.





M. de Verbois, retiré rue des Pyramides, avait vu l'incendie de ses bureaux; il y était alors revenu et y avait trouvé son gendre, M. Harenbourg, et le baron Fain. Tous trois tinrent conseil en présence du sergent Bex et décidèrent d'opérer le lendemain matin 25, le transport au Trésor public des objets ci-dessus. Bex proposa d'emporter le tout sur un brancard. « Personne ne songerait, disait-il, à arrêter les porteurs, on croirait voir passer un blessé. » Cette proposition fut acceptée.

Le lendemain matin, le sergent Bex fit apporter un brancard; on y plaça les bijoux de la princesse de Joinville et des sacs d'écus, que l'on recouvrit d'épaisses couvertures, et, avec une escorte de grenadiers, le sous-lieutenant Denghen et Bex transportèrent le tout au Trésor public.

On a cru que ce transport, commandé par le sous-lieutenant Denghen, avait été celui des diamants de la Couronne. Le *Journal des débats* et une affiche rédigée à l'état-major de la garde nationale attribuèrent à cet officier<sup>1</sup> le mérite d'avoir sauvé les bijoux. C'est une erreur : les diamants de la Couronne étaient toujours dans leur caisse, et pour les en tirer il fallait réunir les trois clefs nécessaires. Or, le transport des valeurs sur le brancard fut opéré le 25, et ce n'est que le 26 qu'on put ouvrir la caisse. Dans l'intervalle, c'est-à-dire pendant toute la journée du 25, M. de Verbois s'était occupé d'obtenir des ordres, soit du ministre des finances, soit du commandant de la garde nationale. A quatre heures seulement il trouva à l'état-major général M. Guinard<sup>2</sup>, chef d'état-major, en conférence avec M. de Wailly, inspecteur général des finances. Tous trois résolurent de convoquer pour le lendemain matin à dix heures les trois détenteurs des clefs, afin d'ouvrir la caisse en présence de M. Goudehaux, ministre des finances.

Pendant la nuit du 25 au 26, le Trésor, toujours gardé

1. *Journal des Débats* des 1<sup>er</sup> et 4 mars 1848.

2. Rapport du chef d'état-major général Guinard, en date du 26 février 1848. Le *Constitutionnel* du 29 février 1848.



par les grenadiers de la 1<sup>re</sup> légion, ne fut point menacé. Le 26, à dix heures du matin, MM. de Verbois, Maréchal et Constant Bapst se trouvaient exacts au rendez-vous. On attendait encore à midi le ministre des finances. A ce moment, le général Courtais se présenta et déclara que, « vu l'état des choses », il fallait procéder de suite au transport des joyaux à l'état-major de la garde nationale.

La caisse fut alors ouverte, et le général Courtais, s'emparant de la collection des procès-verbaux et inventaires, les mit sous sa tunique; puis il ordonna de sortir les écrins et de les déposer sur la table ou à terre.

M. Constant Bapst protesta<sup>1</sup>, et, voulant une responsabilité pour chacun, il proposa de dresser un état descriptif des objets extraits de la caisse. Refus du général Courtais. Nouvelle insistance du joaillier de la Couronne, qui déclara que cette façon de procéder était de nature à favoriser un vol, et que s'il avait pu prévoir que les choses se passeraient ainsi il aurait jeté sa clef dans la Seine. Le général Courtais, sans tenir compte de ces observations, fit entrer un certain nombre de gardes nationaux et leur ordonna de prendre les bijoux. Les uns et les autres, y compris le général Courtais, les mirent dans leurs poches. M. Bapst s'écria : « Rien dans les poches. » Mais il ne fut pas écouté, et la promptitude avec laquelle tout fut enlevé ainsi que le tumulte qui en résulta empêchèrent toute surveillance. Une douzaine de personnes environ étaient nanties des écrins : MM. Carson et Lacour, employés du Trésor; Laurat et Baroin, garçons de caisse; Pessar, garçon de bureau; Nô, homme de peine; Allary, employé de la poste, et quelques gardes nationaux. MM. de Verbois et Constant Bapst n'avaient aucun objet.

Le général Courtais, ayant à la main la couronne royale,

1. La minute de cette protestation, écrite de la main de M. Constant Bapst, existe encore dans les papiers de la maison de commerce de l'ancien joaillier de la Couronne, aujourd'hui Bapst et Falize.



surmontée du *Régent*, ordonna qu'on le suivit. On se rendit par un souterrain, dont le sol jonché de bouteilles faisait trébucher à chaque pas, au bureau de M. Guinard, chef de l'état-major, où le général Courtais fit déposer les bijoux dans un coin de la pièce et ordonna qu'on les couvrit avec un tapis de table. Ils restèrent là jusqu'à quatre heures sous la garde des employés de la liste civile et de plusieurs gardes nationaux. M. de Codrosy, inspecteur des finances, arriva alors; il fit dresser séance tenante un procès-verbal constatant le nombre des écrins, les fit enfermer ensuite dans cinq sacs, lesquels furent chargés sur une voiture de déménagements. MM. Degousée, colonel de la 3<sup>e</sup> légion, les lieutenants Samson et Denissel, Carbonnel, élève de l'École polytechnique, Maréchal, de Wailly et Prudomme, avec une escorte de gardes nationaux, accompagnèrent la voiture.

A cinq heures du soir le convoi arriva au Ministère des finances, où MM. de Colmont, secrétaire général, Thomas, caissier central, et Levasseur, contrôleur général, reçurent les diamants dans leurs sacs, sur lesquels ils apposèrent de nouveaux sceaux. Aucune autre reconnaissance n'avait été faite. Le 12 mars suivant, M. Garnier-Pagès, alors ministre des finances, fit procéder à la vérification des diamants de la Couronne. On constata alors en présence de MM. Duclerc, sous-secrétaire d'état aux finances, Adam, inspecteur général des finances, de Verbois, Maréchal, de Wailly, Constant Bapst, Saladin, de Codrosy, Thomas et Levasseur, qu'une boîte contenant un bouton de chapeau en brillants et deux pendeloques en roses, le tout d'une valeur de trois cent mille francs environ, mentionnés dans l'inventaire de 1832, manquait<sup>1</sup>.

C'est dans cette réunion que M. Garnier-Pagès, examinant les diamants de la Couronne, remarqua le *Régent* et demanda quelle était sa valeur. « Douze millions », lui fut-

1. Rapport de M. de Verbois, ex-trésorier de la Couronne, sur la translation des diamants des Tuileries au Ministère des finances (et Vavin, *Compte de liquidation de la liste civile*, p. 185 et suivantes).



il répondit. « Eh bien ! nous le vendrons à l'empereur de Russie », ajouta l'homme au faux-col.

Le lendemain, MM. de Verbois et Bapst inspectèrent le souterrain à travers lequel avait été opéré le transport des bijoux. On ne trouva rien. Cependant M. Constant Bapst affirmait que, le 26 février, au moment de l'ouverture de la caisse, il avait bien vu l'écrin du bouton de chapeau placé sur la table.

La police de Paris fit des recherches et ne découvrit rien. Le joaillier de la Couronne écrivit à tous les principaux lapidaires d'Europe pour les engager à retenir les diamants perdus, dans le cas où ils leur seraient présentés. Ces démarches n'eurent pas de résultat. Un joaillier de Londres crut être cependant sur la trace du vol et en prévint M. Constant Bapst, qui partit pour l'Angleterre; l'ancien joaillier de la Couronne ne tarda pas à se convaincre, sur place, que les bijoux dont on l'avait entretenu n'étaient pas ceux qu'il cherchait<sup>1</sup>.

Telle est, d'après les rapports, les procès-verbaux et les dépositions des témoins oculaires, l'histoire du sauvetage<sup>(2)</sup> du trésor de la Couronne en février 1848.

On a souvent fait retomber la responsabilité et le profit de la disparition de ces trois cent mille francs de bijoux sur celui qui avait ordonné le transport avec tant de précipitation. Pour nous, nous avons reproduit les faits tels que les témoins oculaires les racontent. Au lecteur le soin de juger quelle part de responsabilité incombe à chacun des acteurs de cet événement.

---

1. Communiqué par M. Schefer, membre de l'Institut, fils du trésorier central du Trésor en 1848. — *Compte de liquidation de la liste civile*, par M. Vavin, Paris, in-8°, p. 66 et suivantes.





# APPENDICE

## DU CHAPITRE IV

### I

## COMPARAISON DE L'INVENTAIRE

DE 1811-1813 AVEC CELUI DE 1818.

	NOMBRE		DIFFÉRENCE EN 1813.	
	EN 1813.	EN 1818.	EN PLUS.	EN MOINS.
Brillants montés ou non. . . . .	45,723	43,632	2,091	"
Diamants roses. . . . .	11,971	11,340	631	"
Rubis. . . . .	513	502	11	"
Perles. . . . .	5,570	2,953	2,618	"
Pierres de couleur, saphirs, amethystes, opales, turquoises, etc. . . . .	1,191	955	236	"
Camées. . . . .	24	"	24	"
Totaux. . . . .	64,992	59,381	5,611	"

RÉSUMÉ.

L'inventaire de 1813 présente 5611 pierres en plus qu'en 1818.



## II

## DÉSIGNATION DES DIAMANTS INVENTORIÉS EN 1811 ET 1813

*qui ne le sont plus dans l'inventaire de 1818.*

Titre 1<sup>er</sup>, art. 7, n° 101. — Un diamant forme carré long, coins émoussés, très élevé et d'une très belle eau, ayant une égrisure sur l'un des coins, pesant 13 c. 17/32, estimé 36 000 francs.

Titre 1<sup>er</sup>, art. 7, n° 102. — Un diamant très mince, forme ovale, un peu aplati sur les flancs, eau céleste et laiteuse, eu égard à son étendue, avec des glaces, points noirs et égrisures au filetis, pesant 11 c. 3/4, estimé 25 000 francs.

Titre 1<sup>er</sup>, art. 1<sup>er</sup>, n° 32. — Un diamant brillant carré, arrondi, lourd, dépoli, avec des points et glaces, eau laiteuse, pesant 6 c. 9/32, estimé 2400 francs.

Titre 2, art. 1<sup>er</sup>, n° 26 et 27. — Une pendeloque bien formée et bien proportionnée, de belle eau, présumée pesant 9 c. 1/8; une pendeloque bien proportionnée, assortie à la précédente, de bonne eau, un peu rosée, présumée pesant 9 c. 1/8. Ensemble les deux, 18 c. 1/4, 60 000 francs.

Ce sont les deux poires qui formaient les ailes du Saint-Esprit de la croix de cet ordre que Louis XVIII donna en 1815 au duc de Wellington. Cette croix est aujourd'hui possédée par le duc de Wellington actuel.

Titre 2, art. 2, n° 35. — Un brillant carré long, presque vif, beaucoup de dessous, d'assez bonne eau, un très petit point au milieu de la table, pesant 8 c. 4/64, estimé 17 000 francs.

Titre 2, art. 2, n° 38. — Un brillant carré long, arrondi, très étendu, culasse large, de bonne eau, pesant 5 c. 19/64, estimé 8000 francs.

Titre 3, art. 1<sup>er</sup>, n° 51. — Un brillant pesant 6 c., estimé 8000 francs.

Titre 3, art. 1<sup>er</sup>, n° 57. — Un brillant pesant 6 c. 1/4, estimé 8000 francs.

Titre 3, art. 1<sup>er</sup>, n° 56. — Un brillant pesant 6 c., estimé 8000 francs.



Titre 3, art. 1<sup>er</sup>, n° 66. — Un brillant carré, presque vif, pesant 6 carats, estimé 8000 francs.

Titre 3, art. 2, n° 61. — Deux brillants lourd carrés, presque vifs, d'une eau jaunâtre et savonneuse, non recoupés en dessous, pesant ensemble 19 c. 15/16, présumés peser chacun la moitié, soit 9 c. 31/32, estimés l'un 24 000 francs et l'autre 24 000 francs.

Titre 3, art. 3, n° 84. — Un brillant carré arrondi, pesant 7 c. 9/16, estimé 23 000 francs.

Titre 3, art. 3. — Un brillant carré arrondi, très étendu, pesant 9 carats 1/8, estimé 30 000 francs.

Titre 3, art. 3, n° 90. — Un brillant carré, arrondi, pesant 9 carats 15/16, estimé 36 000 francs.

Titre 3, art. 3, n° 91. — Un brillant carré long, arrondi, pesant 9 c. 1/8, estimé 27 000 francs.

Titre 2, art. 1<sup>er</sup> (2<sup>e</sup> suppl.). — Un brillant ovale, allongé, de très belle eau, vif et net, pesant 6 c. 7/8, estimé 14 000 francs.

Titre 3, art. 1<sup>er</sup>, n° 125 (2<sup>e</sup> suppl.). — Un brillant pesant 5 c. 7/8, estimé 8500 francs.

Titre 3, art. 1<sup>er</sup>, n° 123. — Un brillant pesant 5 c. 1/4, estimé 8000 francs.

Enfin, deux diamants de 5 carats, deux de 5 c. 1/2, un de 4 c. 1/8, deux de 4 c. 3/4, deux de 4 c. 1/2, un de 4 c. 1/4, un de 4 c. 1/8, quatre de 3 c. 1/8, deux de 3 c. 3/4, deux de 3 c. 25/64, un de 3 c. 3/16, un de 3 c. 1/4, un de 3 c. 5/64, deux de 2 c. 1/32, vingt-deux de 2 carats environ, et 2027 petits brillants n'atteignant pas 2 carats.

---



## III

Les cinq *Mazarins* subsistants dans le trésor de la Couronne. — Leur vente en mai 1887. — Erreurs commises par l'administration des Domaines. — Comment on aurait pu les retrouver. — Ce qu'ils sont devenus après la vente.

Il est bon de remarquer que la valeur des diamants est augmentée dans l'inventaire de 1818 de six millions de francs par suite de l'estimation du *Régent*, qui de six millions qu'elle était en 1813 a été élevée à douze millions en 1818, mais le nombre des pierres a diminué de cinq mille six cent onze dans cet intervalle de cinq ans : soixante-quatre brillants variant de deux à treize carats, deux mille vingt-sept petits brillants et six cent quatre-vingt-onze roses manquant. Enfin, la parure de vingt-quatre camées, contenant plus de deux mille perles inscrites dans l'inventaire de 1813, ne figure plus dans celui de 1818.

Pour indiquer les péripéties des pierres les plus importantes du Trésor, nous donnons ici trois autres tableaux : le premier donne l'origine des plus grosses pierres que possédait le Trésor en 1791, 1813 et 1818, jusqu'au 12 mai 1887, date de leur vente aux enchères ; depuis 1818, cette collection n'a subi aucune modification, on peut donc la suivre exactement jusqu'au moment de sa disparition ; le second fait connaître les cinq *Mazarins* restants sur les dix-huit que le cardinal a légués à Louis XIV ; le troisième signale spécialement l'origine des sept pierres que les Domaines ont vendues, il y a un an, comme étant des *Mazarins*. Il sera facile de se convaincre que nous avons raison de soutenir qu'une seule de ces sept pierres était réellement un *Mazarin*.

A ce sujet, l'un des experts, dans un catalogue qu'il a publié récemment sur cette vente, croit devoir ajouter la note suivante pour donner de la valeur à son affirmation :

« Ces pierres de choix, qui enrichissaient autrefois la couronne de Louis XV, ont toujours été désignées, dans tous les inventaires, comme diamants *Mazarins*. L'écrin les renfermant, et assez ancien, portait cette inscription : *Les Mazarins*, on n'aurait donc pas osé les offrir sous une autre dénomination sans risquer de leur porter un préjudice considérable, puisque, connus sous ce titre, ils avaient toujours été fort estimés. »





Nous avons cru devoir répondre à cette note par la lettre suivante :

« Paris, le 5 mars 1888.

« Monsieur,

« Permettez-moi une seule observation : A propos des sept pierres qui ont été vendues comme *Mazarins*, vous dites que ces diamants enrichissaient la couronne de Louis XV. Il vous eût été facile de constater, comme vous pouvez le faire encore, sur le fac-similé de cette couronne, qui est à la galerie d'Apollon, au Louvre, que les sept pierres qui l'ornent n'ont rien de commun avec celles que vous appelez des *Mazarins*. Vous voyez une fois de plus que vous êtes dans l'erreur.

« Veuillez recevoir, etc.

« GERMAIN BAPST. »

L'argument tiré de l'écrin tombe du reste de lui-même, attendu que l'écrin en question ne date que de 1854 : il avait été commandé par un joaillier, alors chargé des diamants de la Couronne, qui, depuis, est mort atteint d'aliénation mentale. Quant à l'affirmation donnée par l'expert que ces diamants ont toujours été connus sous le nom de *Mazarins*, elle ne saurait non plus être admise, puisque deux de ces pierres ont été vendues par Marguerite et Nitot en 1805 et 1810, et une troisième<sup>1</sup> par mon grand-père en 1818<sup>2</sup>. Cette inscription ne peut donc qu'être postérieure à cette dernière date.

Dans un livre *Notice historique sur les joyaux de la Couronne*, publié en 1889 par l'Imprimerie nationale, et ayant un caractère officiel, le second des experts a présenté les huit pierres comme venant du cardinal Mazarin en ces termes page 49 : « Il est impossible en effet d'établir l'authenticité des *Mazarins*, ces diamants ayant été volés en 1792. On a cherché à les reconstituer, mais il est douteux qu'on y soit parvenu. »

On le voit, l'affirmation donnée par les experts eux-mêmes est déclarée douteuse par eux en 1889. Les acheteurs ont donc payé sur le dire des experts des brillants qui leur ont été vendus comme des pierres historiques, et, deux ans après, ces mêmes experts déclarent qu'ils se sont trompés dans leur affirmation.

1. Inventaire de 1811. Titre 2, art. 2, n° 35. — Un diamant de 25 c. 58, estimé 180 000 francs, fourni par Marguerite, le 26 frimaire an XIII.

Même inventaire, titre 3, art. 3, n° 85. — Un diamant de 18 c. 1, 16, estimé 85 000 francs, vendu par Nitot, le 10 avril 1810.

2. Facture du 29 novembre 1818. Fourni un brillant de 89 grains, ci 97 000 francs. (Extrait du livre de factures de la maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize.)



Laissons donc les experts patauger et montrons que, s'ils avaient recherché la vérité, ils l'auraient trouvée.

Pour que le lecteur en soit convaincu, nous donnons plus loin la justification de l'emploi qui a été fait, en ces derniers temps, des *Mazarins* subsistant au Trésor, ainsi que le nom de leurs acquéreurs en 1887.



## IV

## ÉTAT

DES PARURES DE LA COURONNE TELLES QU'ELLES ÉTAIENT EN 1830.

N <sup>OS</sup> .	DESCRIPTION DES OBJETS.		ÉVALUATIONS.
1	Une boîte contenant		14,702,788 85
2	d <sup>o</sup>	d <sup>o</sup>	261,165 99
3	d <sup>o</sup>	d <sup>o</sup>	241,874 37
4	d <sup>o</sup>	d <sup>o</sup>	71,559 39
			102,863 75
			273,199 37
5	d <sup>o</sup>	d <sup>o</sup>	56,877 50
			68,105 »
			89,100 »
			3,965 »
			355,071 87
			20,613 25
6	d <sup>o</sup>	d <sup>o</sup>	12,098 12
			34,678 75
			299,117 20
			191,834 06
			31,138 58
			73,492 88
7	d <sup>o</sup>	d <sup>o</sup>	16,515 »
			18,959 71
A Reporter . . . . .			16,925,018 64



NUMÉROS.	DESCRIPTION DES OBJETS.		EVALUATIONS
		Report . . . . .	16,925,018 6,
8	Une boîte contenant	La plaque et la croix de l'ordre de l'Aigle-noir de Prusse . . . . .	16,361 90
		La plaque et la croix de l'ordre de l'Éléphant de Danemark . . . . .	15,585 90
		La plaque et la croix de l'ordre de Saint-Étienne d'Autriche . . . . .	19,168 15
9	d° d°	La parure de rubis et brillants . . . . .	393,758 50
10	d° d°	La parure saphirs et brillants 1 . . . . .	283,816 00
11	d° d°	La parure turquoises et brillants . . . . .	130,800 00
12	d° d°	La parure perles d'Orient . . . . .	1,165,165
13	d° d°	Le collier de 26 chatons brillants . . . . .	133,900
14	d° d°	Deux houts de ceinture en brillants . . . . .	8,335 50
		Vingt-six rangs de chatons et rosettes . . . . .	433,396 00
15	d° d°	Chatons en brillants (709) . . . . .	266,175 90
16	d° d°	Un peigne en brillants . . . . .	47,131 80
17	d° d°	Le diadème émeraudes et brillants . . . . .	42,709 15
18	d° d°	Quarante-deux épis droits . . . . .	156 épis . . . . . 191,175 60
19	d° d°	Quarante-deux épis . . . . .	
20	d° d°	Trente-six épis . . . . .	
21	d° d°	Trente-six épis . . . . .	293,143 50
22	d° d°	Un bouton de chapeau . . . . .	
		Deux pendeloques de quatre roses . . . . .	1,299 29
23	1 calotte provenant	De la couronne garnie de perles . . . . .	
1	Une boîte contenant	La montre garnie de roses provenant du Dey d'Alger . . . . .	0
2	Une pierre . . . . .	Diamants, pierres de couleur et perles sur papier . . . . .	533,693 70
		Total . . . . .	20,900,260 00

Dressé par Évarde Bapst, joaillier du roi et de la Couronne.

A Paris, le 6 novembre 1827.

ÉVARDE BAPST.

1. La parure saphirs existant à l'inventaire de 1832 contient *vingt-deux saphirs doublés*, c'est-à-dire dont la partie supérieure seule est en pierres fines et le reste en verre. Pour exécuter cette parure, telle qu'elle avait été commandée, les saphirs existant au trésor de la Couronne n'étaient pas en nombre suffisant. On doit mettre aux places où ils manquaient des pierres ainsi préparées.

Dans tous les inventaires postérieurs, ce détail est signalé. Sous aucun règne on n'eut la prétention de faire passer ces pierres pour vraies. Lorsque l'administration des Domaines mit en vente cette parure de saphirs (17 mai 1887), elle ne signala pas





la présence de ces vingt-deux saphirs doublés, et, sans l'avis d'un journal qui dévoila le fait, les Domaines, sous la garantie des experts, vendaient ces vingt-deux saphirs comme des pierres fines.

Voici du reste la facture de cette parure telle qu'elle existe dans les livres de la maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize :

Du 1<sup>er</sup> février 1819.

Mémoire remis à M. le comte de Pradel, pour les ouvrages ci-après désignés, savoir :

Pour façon d'une grande parure en saphirs et brillants contenant en totalité :

3227 brillants, pesant	517 <sup>e</sup>	14 3/32.	Valeur d'inventaire, fr.	119,664 21
50 saphirs, —	720 <sup>e</sup>	9/32.	—	148,555 62
3277 pierres, —	1237 <sup>e</sup>	23 3/32.	—	268,219 83

Composée comme suit :

Un diadème à grands ornements, contenant.

Savoir :

1305 brillants, pesant	244 <sup>e</sup>	9 3/32	} Montés à jour et en or . . . . .	4,500 »
14 saphirs, —	264 <sup>e</sup>	2 3/32		
6 <i>doublés saphirs.</i>				

Un grand collier, contenant :

315 brillants, pesant	91 <sup>e</sup>		} Montés à jour et en or . . . . .	1,500 »
16 saphirs, —	194 <sup>e</sup>	1 3/32		
8 <i>doublés saphirs.</i>				

Un double peigne, formant couronne, contenant :

742 brillants, pesant	81 <sup>e</sup>	10 3/32	} Montés à jour et en or . . . . .	2,000 »
8 saphirs, —	61 <sup>e</sup>	30 3/32		
8 <i>doublés saphirs.</i>				

Une paire de boucles d'oreilles, forme pendeloque, contenant :

82 brillants, pesant	8 <sup>e</sup>	26 3/32	} Montés à jour et en or . . . . .	850 »
4 saphirs, —	34 <sup>e</sup>			

Une plaque de ceinture, contenant :

210 brillants, pesant	31 <sup>e</sup>	16 3/32	} Montés à jour et en or . . . . .	600 »
3 saphirs, —	102 <sup>e</sup>	4 3/32		

Une paire bracelets, contenant :

510 brillants, pesant	50 <sup>e</sup>	12 3/32	} Montés à jour et en or . . . . .	1,260 »
2 saphirs, —	17 <sup>e</sup>	22 3/32		

Trois rosettes pour nœuds de robes, contenant :

53 brillants, pesant	10 <sup>e</sup>	5 3/32	} Montés à jour et en or . . . . .	180 »
3 saphirs, —	46 <sup>e</sup>	14 3/32		

(22 *doublés saphirs employés dans la totalité de la parure.*)

Façons, . . . . .				540 »
Montant total des façons, . . . . .				10,830 »



## TALLER DES PRINCIPAL / DIVERT

[illegible]

1990-1991

# INTRODUCTION

[illegible]

# INSTANT DAYS LIVES EVERYWHERE

1000

[illegible]

## CATALONIA, DE JAVIER

[illegible]













## CHAPITRE V

Décret du 9 mars 1848 ordonnant la vente des diamants de la Couronne. — Second empire. — Exécution de nouvelles parures au mariage de Napoléon III avec l'impératrice Eugénie. — La broche-reliquaire, le diadème en grecque, le diadème russe. — 30 août 1870, les diamants de la Couronne à Brest. — La Commune. — Menaces à la Banque de France, soupçonnée de cacher les diamants de la Couronne dans ses caves. — Leur vente aux enchères, en mai 1887.

Avant même que les diamants de la Couronne aient été reconnus par le gouvernement provisoire et qu'on ait constaté la disparition du bouton de chapeau, un décret avait été rendu, le 9 mars 1848, par lequel : « considérant que les diamants de la Couronne appartenaient à la nation, et attendu que la circulation du numéraire était insuffisante », le ministre des finances était autorisé à les aliéner aux prix qui devaient être fixés par des experts assermentés.

Une commission fut en effet nommée, le 2 juin 1848; elle se composait de MM. Guillemarden, inspecteur général des finances, de Saint-Vigor, Thomas, trésorier général des finances, et Constant Bapst, joaillier de la Couronne, assistés de M. Degenne comme secrétaire. Elle fit le colationnement de toutes les parures existant sur l'inventaire de 1832, et, cette opération terminée, elle clôtura ses séances. Le décret du 9 mars 1848 n'eut pas d'autres suites<sup>1</sup>.

Lorsque, en 1852, l'empire fut proclamé, un sénatus-

1. Papiers de M. Degenne communiqués par son fils.



consulte, en date du 12 décembre de cette année, déclara que la dotation mobilière de la Couronne comprenait les diamants, perles et pierreries existant au Trésor. Ces bijoux furent donc mis à la disposition du souverain.

Au mariage de Napoléon III avec l'impératrice Eugénie, le 29 janvier 1853, on commença à démonter les anciennes parures pour en faire de nouvelles, plus appropriées aux modes du jour. Ce travail fut confié à un certain nombre de joailliers, MM. Lemonnier, Kramer, Mellerio, Beaugrand, Ouizille-Lemoine, Viette et Fester, qui exécutèrent la couronne impériale et les décorations de l'empereur, la couronne de l'impératrice, le diadème, le peigne, la ceinture, les broches, le bouquet, la coiffure et l'éventail.

Les autres parures furent exécutées par Frédéric Bapst sur les dessins d'Alfred Bapst, joaillier de la Couronne. Elles se composaient d'un diadème à palmettes, de deux grands nœuds d'épaule, d'une berthe, d'une grande ceinture, d'aiguilletes et culot style Marie-Antoinette, d'une guirlande avec seize aiguilletes, d'un tour de corsage à feuilles de lierre, d'une broche Sévigné, d'une broche reliquaïre et d'une autre grande broche fantaisie, d'un peigne, d'une chaîne de trente-deux maillons, d'une boucle de ceinture, et enfin d'un grand diadème russe et d'un autre grand diadème à la grecque. Ce dernier avait une place évidée permettant d'y mettre le *Régent* et de le retirer lorsqu'on voulait lui donner une autre destination. Le tour du corsage en feuilles de lierre contenait deux des Mazarins restants : le quatrième et le treizième. Il y en avait un autre, le seizième, dans le bouquet de corsage; le fameux peigne portait au centre du bandeau le diamant à cinq pans, et au côté gauche le huitième Mazarin<sup>1</sup>. Enfin la

1. Il restait, comme nous l'avons vu dans le tableau (p. 339), cinq Mazarins sur les dix-huit que le cardinal avait légués à Louis XIV. Ces cinq étaient les quatrième, septième, huitième, treizième et seizième. Le quatrième et le treizième, montés dans le tour de corsage, portaient les numéros 21 et 29 dans le *Journal des opérations de la Couronne*, à l'article concernant cette parure. Le septième a été vendu par les Domaines en 1887 comme Mazarin; c'était le seul véritable Mazarin figurant sous le



grande broche composée de perles et de brillants avait au centre une grande perle que les Domaines ont vendue sous le nom de *Régente*. Cette perle avait été achetée à Nitot en 1801<sup>1</sup>.

Nous insisterons seulement sur la broche-reliquaire, qui fut terminée le 16 juillet 1855. Rien ne justifie le nom de *reliquaire* qu'on a donné à cette broche; elle est du genre rocaille, forme ovale, avec pendeloque<sup>2</sup>; elle a été dessinée par Alfred Bapst et inspirée par un modèle en plomb du dix-huitième siècle que nous possédons encore.

Dans un rapport administratif<sup>3</sup> et dans les rapports de la commission des diamants de la Couronne, lus à la Chambre des députés et au Sénat, les 6 mai 1882 et 12 février 1884<sup>4</sup>, il est dit que la monture de cette broche *est visiblement un travail de l'époque de Louis XV!!!*



GRANDE PERLE ACHETÉE A NITOT.  
(Dessin conservé dans la maison Bapst,  
aujourd'hui Bapst et Falize.)

numéro 4 dans la liste du catalogue (n° 47). Le huitième, qui était dans le peigne, avait été retaillé le 15 juin 1831, suivant la facture existant dans les livres de la maison Bapst; il fut monté en juin 1856 dans le grand peigne à aiguilletes sous le numéro 17; il était alors estimé cinquante mille francs. Enfin le seizième Mazarin était probablement monté dans le tour de corsage, mais nous ne pouvons l'affirmer. Il avait été retaillé, et son poids, qui était de six carats un huitième, avait été réduit à six carats un trente-deuxième. (Voir le tableau à la fin de ce livre.)

1. Arch. nat. O<sup>2</sup> 32. Facture de Nitot en date du 28 novembre 1811 : « Une très grosse perle vierge forme œuf pesant 337 grains pour 40 000 francs. »

2. Nous reproduisons la facture de cette pièce, d'après les livres de la maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize :

« Le 16 juillet 1855.

« Fourni une grande broche agrafe rocaille le haut composé de 9 gros brillants à doubles corbeilles et petits chatons autour du milieu, et de 9 grandes roses à fonds ciselés, et de 9 pendants briolettes avec calotte, 11 chatons, 46 roses, total 85 pierres dont 46 roses, façon 800 francs. »

3. Rapport de la commission nommée par M. Antonin Proust, le 20 janvier 1882. Ce rapport n'a pas été publié; il nous a été obligeamment communiqué par M. Turquet, alors sous-secrétaire d'État.

4. Voir le *Journal officiel* du 23 mai 1882 et celui du 13 février 1884.

Le rapport de la commission d'expertise indique en outre que les Mazatins sont



La description des parures exécutées durant l'empire et dont nous avons donné la liste serait trop longue et fastidieuse; nous dirons seulement qu'en 1867 le diadème en grecque fut de nouveau remonté; le *Régent* n'y figurait plus, mais cette pièce et le diadème russe furent très remarqués au moment de l'Exposition universelle<sup>1</sup>.

A aucune époque peut-être les diamants de la Couronne n'avaient brillé avec autant d'éclat; mais, hélas! trois ans après, ils devaient quitter les fêtes pour être précipitamment empilés dans une caisse d'où ils ne sortirent que pour se voir dispersés par une vente aux enchères.

Dès le 10 août 1870, le ministre de la maison de l'empereur, intendant général de la liste civile, crut devoir, en

les diamants qui ont été le plus anciennement taillés. Mais il ajoute plus loin que la broche-reliquaire est montée avec des brillants taillés en 1576! Ces experts paraissent bien affirmatifs, ce qui n'empêche pas le rapporteur de la Chambre des députés de faire observer que les deux suppositions, si on les rapproche, ne s'accordent guère : de 1576 à Mazarin il y a deux cents ans de distance. Pour notre part, après avoir compulsé nombre de papiers concernant les pierres et les bijoux du cardinal Mazarin, nous croyons devoir tirer cette conclusion, que le ministre d'Anne d'Autriche acheta ses diamants tout taillés et ne s'occupa jamais de les faire modifier. Mais ce qui est certain, c'est que plusieurs d'entre eux furent retaillés aux dix-septième et dix-huitième siècles; à l'heure qu'il est, leur taille, pour la plupart, date de 1785, année où furent retaillées à Amsterdam presque toutes les grosses pierres de la Couronne.

On lit encore dans le rapport de la Chambre des députés : « L'ex-impératrice, assistant à la représentation de la *Biche au bois*, fut frappée de la ceinture de chrysothèque que portait l'actrice chargée de représenter le rôle d'Aïka; elle ne fut satisfaite que lorsqu'elle s'en fut commandé une pareille, qui fut faite avec les diamants de la Couronne. »

« L'impératrice Eugénie, ajoutait le rapport, confia immédiatement ce désir au joaillier de la Couronne et lui recommanda de la confectionner (la ceinture) avec les Mazarins notamment. »

Le fait est inexact : la parure en question fut commandée le 23 juin 1867, livrée et facturée le 31 décembre suivant. Pendant cette année on ne joua pas une seule fois à Paris la *Biche au bois*. Les Mazarins réels, ni ceux indiqués comme l'étant par l'administration des Domaines dans son catalogue, ni même aucun brillant leur ressemblant, n'ont jamais été montés dans cette parure; il était facile au rapporteur de le constater sur pièce.

1. Ces deux objets ont été exécutés sous la direction de Frédéric Bapst. La monture desservie du premier diadème en grecque était encore conservée à la direction des Domaines au moment de la vente aux enchères; il est fort regrettable que cette pièce n'ait pas été donnée à un musée des arts industriels, comme le Musée des arts décoratifs, par exemple.





présence des graves événements qui se précipitaient à la frontière, ne pas garder aux Tuileries les joyaux de la Couronne. D'accord avec le ministre des finances, il fit mettre, en présence du joaillier de la Couronne, la totalité de ces bijoux dans une caisse en sapin, marquée d'une ancre aux quatre coins; puis, quand elle fut solidement fermée et scellée avec les cachets du Ministère de la maison de l'empereur, du Ministère des finances, du trésorier de la cassette de Sa Majesté, et celui du joaillier de la Couronne, il la fit transporter à la caisse centrale du Trésor public, où elle fut reçue par le caissier central et le contrôleur central, et placée dans la resserre principale du Trésor public au Ministère des finances. Un procès-verbal en fut immédiatement dressé en six expéditions et signé par les six personnes qui avaient assisté à cette opération<sup>1</sup>.

Le 30 août suivant, les deux ministres précités firent prévenir M. Rouland, gouverneur de la Banque de France,

1. Une expédition de ce procès-verbal est conservée dans les papiers de la maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize. Nous le reproduisons en entier :

« Aujourd'hui, mercredi, dix août mil huit cent soixante et dix, Nous, Ministre de la maison de l'empereur, assisté du trésorier de la cassette de Sa Majesté et d'un des joailliers de la Couronne, et Nous, Ministre des finances, assisté du caissier central du trésor public, ainsi que du contrôleur central, avons procédé au dépôt dans la resserre principale à deux clefs, de la caisse centrale du Trésor public :

« D'un colis en sapin marqué d'une ancre aux quatre coins, d'une hauteur de cinquante centimètres, d'une longueur de un mètre dix-sept centimètres, d'une largeur de soixante-deux centimètres.

« Nous, Ministre de la maison de l'empereur, avons déclaré que ce colis, sur lequel ont été apposés les cachets des deux ministères, du trésorier de la cassette de Sa Majesté et du joaillier de la Couronne, contient les diamants et bijoux de la Couronne qui ont été remis à la liste civile impériale en exécution de l'article 4 du sénatus-consulte du 12 décembre 1853, et selon l'inventaire dressé les 26 janvier, 30 janvier et 4 février 1854.

« En foi de quoi, nous avons rédigé et signé le présent procès-verbal qui a été dressé en sextuple expédition.

<i>Le maréchal de France</i>	<i>Le ministre des finances,</i>	<i>Le trésorier</i>
<i>ministre de la maison de l'empereur,</i>	SEGRIS.	<i>de la cassette de Sa Majesté,</i>
VAILLANT.		CH. THIÉLIN.
<i>Le joaillier de la Couronne,</i>	<i>Le contrôleur central,</i>	<i>Le caissier central</i>
A. BAPST.	A. TOURNAI.	<i>du trésor public,</i>
		THOMAS. »



ainsi que le joaillier de la Couronne, et les avisèrent que, par décision du conseil des ministres<sup>1</sup>, il avait été convenu que, pour parer aux éventualités de la guerre, la caisse contenant les diamants de la Couronne serait transférée à la

1. Un procès-verbal relatant tous ces faits fut dressé le 30 août 1870, et signé par les mêmes personnes que dans le procès-verbal précédent, auxquelles vint s'ajouter M. Rouland. Une expédition authentique de ce procès-verbal est également conservée dans les papiers de la maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize. Nous le reproduisons ici :

« D'un procès-verbal dressé le 10 août présent mois, entre les ci-après, savoir : M. le maréchal Vaillant, ministre de la maison de l'empereur, assisté du trésorier de la cassette et d'un des joailliers de la Couronne, et M. Segris, ministre des finances, assiste du caissier central du Trésor public et du contrôleur central,

« Il appert ce qui suit :

« Ledit jour, dix août, a été déposé au Trésor public, par le ministre de la maison de l'empereur, administrateur de la liste civile, un colis qu'il a déclaré contenir les diamants et bijoux de la Couronne, remis à la liste civile impériale, en exécution de l'article 4 du sénatus-consulte du 12 décembre 1852; ce colis a été scellé et revêtu des cachets des deux ministères, du trésorier de la cassette de Sa Majesté et du joaillier de la Couronne.

« D'une décision prise ce jourd'hui, trente août mil huit cent soixante-dix, par le conseil des ministres réuni au palais des Tuileries, sous la présidence de Sa Majesté l'impératrice, il résulte que, pour parer aux éventualités de la guerre, il convient de transférer le colis ci-dessus indiqué à la Banque de France, qui prendra pour la sûreté et la conservation de ce dépôt les soins et les précautions qu'elle prend pour la sûreté et la conservation de son encaisse.

« En exécution de cette décision :

« Nous, maréchal Vaillant, ministre de la maison de l'empereur, assisté du trésorier de la cassette de Sa Majesté, et d'un de ses joailliers de la Couronne, avons retiré à la resserre du Trésor public, pour en faire la remise au gouverneur, la caisse dont la description précède, et nous avons reconnu que les cachets y apposés sont intacts.

« Nous, Ministre des finances, assisté du caissier payeur central du Trésor public et du contrôleur central, avons reconnu également l'intégrité des cachets.

« Et Nous, Rouland, sénateur, gouverneur de la Banque de France, avons reçu ladite caisse revêtue des cachets ci-dessus indiqués, et en recevant ce dépôt nous avons déclaré et déclarons que nous prendrons pour sa conservation et sa sûreté les soins et précautions que nous prenons pour les valeurs de la Banque, entendant d'ailleurs ne répondre en aucune façon des événements de force majeure, tels que cas de guerre.

« Et le présent procès-verbal a été dressé en sept expéditions et revêtu des signatures qui suivent :

<i>Le maréchal de France</i>	<i>Le ministre des finances,</i>	<i>Le trésorier</i>
<i>ministre de la maison de l'empereur,</i>	P. MAGNE.	<i>de la cassette de l'empereur,</i>
VAILLANT.	<i>Le joaillier</i>	CH. THÉLIN.
<i>Le caissier central du trésor public,</i>	<i>de la Couronne,</i>	<i>Le contrôleur central,</i>
THOMAS.	A. BAPST.	A. TOURNUS.
	<i>Le gouverneur de la Banque,</i>	
	ROULAND.	



Banque de France, chargée par cette même décision de prendre, pour la conservation et la sûreté de ce dépôt, les mêmes soins et précautions que ceux dont elle entourerait son encaisse.

M. Rouland déclara prendre cet engagement, toutefois sans répondre des événements de force majeure, tels que cas de guerre; mais, et c'est là le point le plus important, le colis des diamants de la Couronne ne fut point envoyé à la Banque de France.

M. Rouland demanda à M. Magne, alors ministre des finances, de vouloir bien le garder encore dans la resserre de la caisse centrale du Trésor public jusqu'au soir, afin qu'il pût donner les ordres nécessaires pour faire partir les diamants de la Couronne avec l'encaisse métallique de la Banque de France, attendu que le conseil de la Banque venait de décider aussi l'envoi en province de tout le numéraire existant dans cet établissement.

M. Magne accepta, et dans la soirée du même jour M. Rouland envoyait M. Chazal, contrôleur central de la Banque, prendre au Ministère des finances la caisse des diamants de la Couronne<sup>1</sup>. M. Thomas, caissier central, fit apporter la caisse dans son cabinet et en fit la remise à M. Chazal, qui, après y avoir apposé des bandes avec son propre cachet, la fit renfermer dans une seconde caisse par l'emballleur de la Banque qu'il avait amené avec lui. Aussitôt après, M. Chazal écrivait à l'encre sur cette seconde caisse ces mots : *Chaines d'assemblage*, qui se rapportaient au transport de lingots qu'il faisait en même temps avec cette mention : *Projectiles spéciaux*, et son nom écrit en caractères arabes. Cette seconde caisse, une fois fermée, fut immédiatement chargée sur un camion du chemin de fer de l'Ouest, venu exprès, sur lequel montèrent un garde

1. Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, par M. Bureau-Lajanadié. — Déposition de M. Magne. (Année au procès-verbal de la séance de l'Assemblée nationale du 20 décembre 1872.)



municipal et deux agents de la Banque revêtus d'un costume spécial. Le camion se mit en marche, et M. Chazal le suivit à quelques pas dans une voiture. Arrivée à la gare, la caisse fut aussitôt placée dans un wagon, et, toujours accompagnée des deux agents de la Banque, auxquels fut adjoint M. d'Imfreville, inspecteur des succursales, le train se dirigea directement sur Brest<sup>1</sup>.

Dès qu'ils arrivèrent dans cette ville, les diamants de la Couronne avec les lingots et les billets de la Banque de France furent déposés à l'arsenal sous des agrès de mâture et confiés à la vigilance d'un sous-inspecteur de succursales.

Le 20 mars suivant, les lingots et les valeurs de la Banque de France ayant été rapportés à Paris, les diamants demeurèrent encore à Brest et furent placés dans la cale du *Borda*, où ils restèrent jusqu'en 1872<sup>2</sup>.

Mais, au moment où les diamants et les lingots de la Banque partaient pour Brest, l'amiral Rigault de Genouilly, en prévision d'une attaque de l'ennemi contre cette ville, prenait des dispositions pour que ces valeurs fussent mises hors de danger. Dans ce but, il ordonnait la mise à la mer de la frégate *l'Hermione*, et ses instructions au préfet maritime portaient qu'en cas d'alarme il fit opérer le chargement des diamants de la Couronne et des valeurs de la Banque de France à bord de ce navire, qui avait l'ordre de se rendre immédiatement à Saïgon<sup>3</sup> en cas de danger.

1. Ces renseignements nous ont été communiqués par M. Chazal même, ancien contrôleur central de la Banque de France.

2. *Idem*.

3. Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, déjà cité. — Déposition de l'amiral Rigault de Genouilly. Dépêches télégraphiques adressées par ledit ministre au préfet maritime à Brest.

« Ministre de la marine au préfet maritime à Brest :

« Mettez *l'Hermione* en première catégorie, éventualité de l'enlèvement de Brest des lingots et espèces de la Banque.

« Signé : RIGAULT DE GENOUILLY. »

(2<sup>e</sup> dépêche.) « De même au même. Êtes-vous prêt à recevoir le dépôt projeté? (envoi des lingots et espèces de la Banque, tableaux du Louvre, etc.).

« Signé : RIGAULT DE GENOUILLY. »





Telles que les dispositions avaient été prises par l'amiral Rigault de Genouilly, et telles qu'il les avait expliquées à son collègue, M. Magne, ce dernier crut que les diamants de la Couronne avaient été déposés aussitôt leur arrivée à Brest sur le navire, qui devait rester en rade tant que la ville ne serait point menacée, et qui partirait dès qu'une pointe de l'ennemi apparaîtrait en Bretagne.

Lorsque l'insurrection du 4 septembre éclata, plusieurs personnes entrèrent aux Tuileries, et quelques malins, qui connaissaient les lieux, pénétrèrent dans les appartements affectés au service du trésor de la liste civile et de la cassette de l'empereur, où ils comptaient mettre la main sur les diamants de la Couronne. Naturellement on n'y trouva plus les bijoux, mais les fureteurs avisèrent un placard où se trouvaient encore deux modèles de joaillerie montés avec des pierres fausses. Il n'en fallut pas davantage pour qu'immédiatement on répandit partout que les parures avaient été démontées, qu'on avait mis de fausses pierres à la place des vraies, et que tous les diamants de la Couronne avaient été emportés par l'impératrice<sup>1</sup>.

Le lendemain 5 septembre, M. Ernest Picard, ministre des finances depuis la veille, fut immédiatement prévenu du fait. Il fit prendre les deux fac-similés ainsi que tous les papiers concernant les diamants de la Couronne qui se trouvaient chez le trésorier de la cassette de l'empereur, et se montra résolu à élucider cette question. Tous ces papiers sont restés au Ministère des finances; ils y étaient encore lors de l'incendie qui eut lieu à la fin de la Commune; c'est par ce fait que l'État ne possède plus le double des pièces qui sont conservées dans les archives de notre maison de commerce<sup>2</sup>.

Au moment où M. Picard faisait opérer ce transport, il avait eu avec M. Magne une conversation dans laquelle

1. Papiers de M. Thelin, trésorier de la cassette de l'empereur.

2. Lettre confidentielle de M. Mathieu Bodet, ministre des finances, en date du 30 décembre 1871.



celui-ci lui avait donné toutes les explications utiles, en même temps qu'il lui remettait son service. Le ministre du jour et le ministre de la veille en vinrent naturellement à causer des diamants de la Couronne. M. Magne expliqua à M. Picard les mesures que la Banque de France avait dû prendre en vue de leur conservation.

M. Picard lui demanda alors : « Vos collègues connaissent-ils ces mesures ? »

— Ils savent, répondit M. Magne, que des précautions ont été prises, mais ils ignorent quelles sont ces mesures.

— Eh bien, ajouta M. Picard, je n'en dirai rien à personne<sup>1</sup>. »

Telle était la situation au moment de l'investissement de Paris, le 17 septembre 1870.

M. Magne avait quitté Paris et s'était retiré dans son château en Dordogne, où il se trouvait encore le 20 décembre suivant. A cette date il apprit par les journaux que l'*Hermione*, qu'il croyait chargée des diamants de la Couronne, venait de recevoir l'ordre de partir pour une destination lointaine. Il pensa que la délégation du gouvernement, alors à Bordeaux, ne connaissait pas le dépôt fait à bord de ce navire, et pour l'en prévenir il se rendit immédiatement dans cette ville. Il alla voir M. Crémieux, dont il avait été le collègue au Corps législatif, et lui fit part de ce que nous venons de raconter.

« M. Crémieux ignorait tout absolument; il remercia beaucoup M. Magne, et comme c'était la marine qui avait été chargée de la surveillance de ce dépôt, il fut convenu entre eux que le lendemain il verrait l'amiral Fourichon, ministre de la marine. »

L'amiral Fourichon n'avait entendu parler que vaguement de cette affaire, et, lorsque M. Crémieux lui en fit part, il lui promit qu'il allait sur-le-champ rappeler l'*Hermione* et

1. Rapport de la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, déjà cité. — Déposition de M. Magne.



la remplacer dans le poste important qu'il venait de lui confier<sup>1</sup>.

Comme on le voit, le gouvernement de Bordeaux ignorait les mesures prises pour la sauvegarde des diamants de la Couronne, et M. Magne lui-même ne savait pas non plus exactement les ordres donnés à leur égard par l'amiral Rigault de Genouilly, puisqu'il croyait que ce dépôt était à bord de l'*Hermione*, tandis qu'il était resté dans l'arsenal de Brest. En 1873, lors de sa déposition devant la commission d'enquête, il était encore persuadé que le gouvernement avait été prévenu par lui des dispositions prises, et qu'il avait ainsi empêché l'envoi, par méprise, des diamants de la Couronne dans une colonie lointaine. Cependant les diamants de la Couronne étaient, à ce moment-là, dans la cale du *Borda*, à Brest; ils ne retournèrent dans les caisses du Trésor public à Paris qu'en 1872.

On se souvient que, le 30 août 1870, en vertu d'un procès-verbal dressé à cet effet, M. Rouland avait pris, comme gouverneur de la Banque de France et au nom de cet établissement, possession des diamants de la Couronne, et s'était engagé à les garantir par toutes les mesures de conservation qu'il emploierait pour l'encaisse métallique de la Banque de France. Bien qu'il eût pris charge de ces bijoux, il les laissa encore dans la resserre de la caisse centrale du Trésor public, et ne les fit enlever que le soir pour les transporter directement au chemin de fer, qui les emporta à Brest avec les valeurs de la Banque; ils n'étaient donc pas entrés dans les bâtiments de la Banque de France<sup>2</sup>.

Quand la Commune était survenue, M. Ernest Picard, toujours ministre des finances, avait quitté Paris avec tant de précipitation qu'il avait laissé dans ses bureaux des papiers qu'il aurait eu intérêt à faire disparaître. De ce

1. Rapport de la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, déjà cité. — Déposition de M. Magne.

2. Nous devons ce renseignement à l'obligeance de M. Chazal, contrôleur central de la Banque de France à cette époque.



nombre étaient tous les dossiers concernant les diamants de la Couronne. Les délégués de la Commune qui avaient pris possession du Ministère des finances mirent bientôt la main sur ces papiers, et, découvrant le procès-verbal que nous venons de citer, ils crurent que la Banque de France était dépositaire des diamants de la Couronne.

Le 13 avril 1871, Jourde, Varlin, Amouroux et Beslay, délégués de la Commune, se présentaient à la Banque de France et sommaient M. Mignot, caissier principal, et M. de Plœuc, sous-gouverneur, de leur livrer sur-le-champ les diamants de la Couronne qu'ils devaient avoir en leur possession. Ceux-ci déclarèrent de la façon la plus formelle qu'ils ne les avaient pas. De là discussion, menaces, violences, à la suite desquelles les délégués de la Commune sortirent furieux, en annonçant aux fonctionnaires de la Banque qu'ils entendraient bientôt parler d'eux, que les diamants étaient certainement dans les caves de cet établissement et qu'ils allaient revenir en nombre pour forcer toutes les portes.

M. de Plœuc ainsi prévenu fut fort inquiet; il craignit que les caisses et les dépôts de titres ne fussent violés et pillés.

Quand les délégués revinrent à l'hôtel de ville et firent connaître à la commission exécutive l'insuccès de leur démarche, il fut décidé qu'on allait arrêter immédiatement M. de Plœuc, et qu'en même temps on ferait exécuter des fouilles à la Banque de France pour retrouver les bijoux de la Couronne; mais Beslay prit la parole le dernier, et affirma la loyauté des agents supérieurs de la Banque. Il demanda qu'on le laissât faire; qu'on lui remit les ordres d'arrestation contre M. de Plœuc et ses principaux subordonnés; il ajouta qu'il garderait ces ordres dans sa poche, pour en user seulement en cas de besoin, et qu'il se faisait fort de rapporter à l'hôtel de ville les diamants recherchés.

Muni de pleins pouvoirs, Beslay se rendit aussitôt dans le cabinet de M. de Plœuc, qui, après une longue discussion





et malgré la présentation du procès-verbal du 30 août 1870 constatant la remise des diamants de la Couronne à la Banque de France, persista à nier que ces bijoux fussent dans l'intérieur de l'établissement. Pour assurer M. Beslay de la sincérité de son affirmation, il lui proposa de surseoir à toute exécution de son mandat jusqu'à ce que l'explication de ce fait, qu'il allait faire demander à M. Rouland, alors à Versailles, lui fût parvenue.

Beslay accepta, et une heure après il obtint de Raoul Rigault un laissez-passer pour un des inspecteurs de la Banque, chargé de se rendre à Versailles.

M. Rouland remit à cet employé une longue lettre, dans laquelle il donnait tous les détails sur les faits que nous venons de raconter. Au moment où l'inspecteur de la Banque rapportait cette lettre à Paris, M. Chazal, contrôleur central, absent pour un jour, rentrait à la Banque et donnait de vive voix toutes les explications demandées sur le transport des diamants qu'il avait été chargé d'expédier lui-même au nom de la Banque de France.

Ces explications ayant paru satisfaisantes aux délégués de la Commune, la Banque ne fut plus inquiétée.

Les diamants de la Couronne, revenus à Paris en 1872, furent vérifiés en 1873 par une commission nommée à cet effet. Cette commission constata que des diamants représentant une valeur d'environ cent mille francs, qui avaient été achetés durant l'empire aux frais de la liste civile, étaient encore montés dans les parures. On en fit un lot que la commission ordonna de remettre à M. Rouher, représentant de l'impératrice.

Les diamants de la Couronne, à part le moment où ils furent exposés en 1878 à l'Exposition universelle, et en 1883 au pavillon de Flore, restèrent dans les caves du Ministère des finances, au Louvre. C'est là que les ordres étrangers furent brisés et les pierres mises sur papier pour qu'on ne pût reconnaître, au moment de la vente aux enchères, les insignes des principales puissances étrangères.



Nous passerons sous silence les différents projets de loi qui furent successivement adoptés dans plusieurs sessions parlementaires, et nous renverrons, pour les détails concernant la vente, au tableau que nous donnons en appendice<sup>1</sup>.

Malgré la destruction de cette collection, le noyau du trésor de la Couronne reste toujours. Il devrait être placé non loin du sceptre de Charles V et de la couronne de Charlemagne, à la galerie d'Apollon, au Louvre. *Le Régent*, qui représente à lui seul la moitié de la valeur totale du trésor, le diamant à cinq pans retrouvé si curieusement pendant la Révolution, par les soins du comité de sûreté générale, l'épée militaire qui porte la signature de mon arrière-grand-père, la broche-reliquaire qui porte celle de mon père, et surtout le rubis *la Côte-de-Bretagne* qui est entré dans le Trésor au moment de sa fondation, subsistent encore; ces objets appartiennent à l'État et demeurent comme le souvenir d'une vieille tradition, d'une splendeur passée, et comme gage d'un avenir glorieux.

Pour notre part, nous avons raconté au cours de ce livre tout ce que nous avons retrouvé, sans passion, si ce n'est celle de la grandeur de la France. A toutes les pages on pourra voir l'enthousiasme que nous inspirait le souvenir

1. Nous nous bornerons à constater, la légèreté avec laquelle sont traitées par nos représentants, les affaires de l'État, en rappelant que M. Hébrard, sénateur, qui fut chargé de présenter au Sénat le rapport sur le projet d'aliénation des diamants de la Couronne, est en même temps directeur propriétaire du journal *le Temps*. Or, comme nous l'avons démontré dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1886, son rapport presque insignifiant ne contient que trois faits sur l'histoire concernant ces bijoux, et ces trois faits sont erronés. Mais, à la date du 23 mars 1887, son journal *le Temps* publie un article sur l'histoire des diamants de la Couronne, commençant par ces mots : « Il est certain que de même que l'on va à Rome trouver le Pape, quand on veut être renseigné sur un point douteux d'orthodoxie, ainsi l'on doit s'adresser à M. Germain Bapst quand on désire connaître la vérité sur ce royal trésor. »

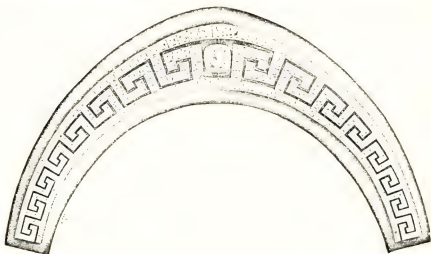
Pour les lecteurs du *Temps*, M. Hébrard veut bien me demander des renseignements, que, pour le Sénat, il juge inutiles. Cependant, si l'on compare son rapport avec l'article en question, on s'apercevra que bien des faits qui lui paraissent évidents dans son article avaient été niés par lui quelques jours auparavant devant le Sénat, faute d'avoir suffisamment étudié la question.



de nos gloires nationales ou les hauts faits de nos grands hommes.

Il y a deux choses qui, dans cette étude, nous ont surtout frappé : ce sont les génies si différents de deux de nos souverains, Henri IV et Napoléon.

Henri IV nous a surpris par l'imprévu de ses résolutions, par l'habileté avec laquelle il trouve toujours des ressources dans les moments les plus critiques. Jamais il n'est épuisé ;



DIADÈME DIT « A LA GRECQUE » AVEC LE « RÉGENT » AU CENTRE.

Dessiné par Alfred Bapst.

(Dessin conservé dans la maison Bapst et Falize).

un rien dans ses mains devient un puissant levier ; il tire parti de tout ; on le croit perdu, il reparait un instant après. Il répare ce qui est détruit, il crée ce qui manque, il fonde le plus florissant royaume de l'Europe, et pour cette œuvre immense ses ressources sont presque nulles. C'est un génie inventeur.

Napoléon, au contraire, a la partie belle ; il est tout-puissant, mais son esprit s'étend à tout. Non seulement il dirige la rédaction des lois qui portent son nom et crée la forme administrative qui régit aujourd'hui les États de l'Europe, mais encore il pénètre dans les moindres détails des



branches les plus ignorées de l'administration. Tout est réglé par lui; le plus infime des employés a son travail tracé par les ordres qu'il dicte lui-même, et il s'assure, lui qui gouverne le monde, que ses ordres, même ceux qui nous paraissent futiles, sont exécutés.

Le pays qui produit de tels hommes peut subir quelquefois des défaites, mais il n'en demeure pas moins le premier pays du monde, celui qui apporte les bienfaits du progrès aux autres nations.

---





# VENTE

DES DIAMANTS DE LA COURONNE EFFECTUÉE LES 12 MAI 1887 ET JOURS SUIVANTS

EN VERTU DE LA LOI DU 10 DÉCEMBRE 1886.

N° DE CATALOGUE DE LA VENTE.	DÉSIGNATION DES OBJETS D'APRÈS LE CATALOGUE.	DETAIL.	MISE A PRIX.	AMT G/S POUR LA SOMME DE	DATE de L'ADJUDICATION
1	Deux épingles de coiffures. . . . .	364 brillants, pes <sup>t</sup> 150 <sup>r</sup>	35,000 <sup>r</sup>	40,000 <sup>r</sup>	12 mai 1887
2	Deux nœuds d'é- paule. . . . .	1341 — — 282 5/16	78,600	84,000	—
3	Aiguillettes et co- lot. . . . .	222 — — 125 15/32 59 — — 18 9/16	15,000	25,100	—
4	Trois roses de haies. . . . .	522 — — 129 11/16 133 roses.	50,000	44,100	—
5	Un nœud avec deux glands. . . . .	2438 brillants, pes <sup>t</sup> 136 <sup>r</sup> 3/4 196 roses.	35,000	42,200	—
6	Un chaton monté d'un brillant so- litaire. . . . .	9 carats faibles. . . . .	15,000	16,100	—
7	Un croissant. . .	89 brillants, pes <sup>t</sup> 40 <sup>r</sup> 13/16	18,000	21,400	—
8	Un pendant de coiffure. . . . .	417 — — 65 11/16 100 roses.	15,000	17,000	—
9	Sept étoiles. . .	215 brillants, pes <sup>t</sup> 49 <sup>r</sup> 13/16 25 roses.	1 <sup>re</sup> lot, 2 étoiles, 6,000 2 <sup>e</sup> — 3 — 6,000 3 <sup>e</sup> — 1 — 3,000 4 <sup>e</sup> — 3 — 6,000	8,300 8,300 5,600 10,600	—
10	Un collier com- posé de quatre rivières. . . . .	1 <sup>er</sup> rang, 33 brill <sup>ts</sup> , pes <sup>t</sup> 55 <sup>r</sup> 1/2 2 <sup>e</sup> — 45 — 74 1/2 3 <sup>e</sup> — 57 — 96 1/2 4 <sup>e</sup> — 79 — 127 1/2 Cadenas, 8 — 9	30,000 40,000 40,000 55,000 4,500	183,000	—



# VENTE

DES DIAMANTS DE LA COURONNE EFFECTUÉE LES 12 MAI 1887 ET JOURS SUIVANTS

EN VERTU DE LA LOI DU 10 DÉCEMBRE 1886.

N° DU CATALOGUE DE LA VENTE.	DÉSIGNATION DES OBJETS D'APRÈS LE CATALOGUE.	DETAIL.	MISE A PRIX.	Ami grs POUR LA SOMME DE	DATE de L'ADJUDICATION
1	Deux épingles de coiffures. . . . .	3 x 3 brillants, pes <sup>t</sup> 150 <sup>r</sup>	35,000 <sup>r</sup>	40,000 <sup>r</sup>	12 mai 1887
2	Deux nœuds d'é- paupe. . . . .	13 1/2 — — 28 1/2 5/16	78,600	84,000	—
3	Aiguillettes et en- lot. . . . .	222 — — 125 15/32 59 — — 18 9/16	15,000	25,000	—
4	Trois roses de haies. . . . .	533 — — 129 11/16 133 roses.	50,000	11,000	—
5	Un nœud avec deux glands. . . . .	2438 brillants, pes <sup>t</sup> 136 3/4 196 roses.	35,000	42,200	—
6	Un chaton monté d'un brillant so- litaire. . . . .	9 carats faibles. . . . .	15,000	16,000	—
7	Un croissant. . .	89 brillants, pes <sup>t</sup> 40 13/16	18,000	21,000	—
8	Un pendant de coiffure. . . . .	417 — — 65 11/16 100 roses.	15,000	17,000	—
9	Sept étoiles. . .	215 brillants, pes <sup>t</sup> 49 13/16 25 roses.	1 <sup>re</sup> lot. 2 étoiles, 6,000 2 <sup>e</sup> — 1 — 6,000 3 <sup>e</sup> — 1 — 3,000 4 <sup>e</sup> — 2 — 6,000	8,000 8,000 3,000 10,000	—
10	Un collier com- posé de quatre rivières. . . . .	1 <sup>er</sup> rang, 33 brill <sup>ts</sup> , pes <sup>t</sup> 55 1/2 2 <sup>e</sup> — 45 — 74 1/2 3 <sup>e</sup> — 57 — 96 1/2 4 <sup>e</sup> — 79 — 127 1/2 Cadenas, 8 — 9	30,000 40,000 40,000 55,000 4,500	183,000	—



N° D'INVENTAIRE DE LA VENTE.	DÉSIGNATION DES OBJETS. D'APRÈS L'INVENTAIRE.	DÉTAIL.	MISE A PRIX.	MOYENS ARITHÉTIQUES POUR LA SOMME DE	DATE de L'ADJUDICATION
11	Une guirlande feuilles de gro- seillier (16 parties broches et pendentifs) . . .	214 brillants, pes <sup>t</sup> 51 <sup>7</sup> / <sub>16</sub> 146 333 roses.	1 <sup>re</sup> lot, 1 partie, 98,000 <sup>f</sup> 2 <sup>e</sup> — 1 — 58,000 3 <sup>e</sup> — 1 — 25,000 4 <sup>e</sup> — 1 — 25,000 5 <sup>e</sup> — 2 — 20,000 6 <sup>e</sup> — 2 — 14,000 7 <sup>e</sup> — 2 — 16,000 8 <sup>e</sup> — 6 — 35,000	50,000 <sup>f</sup> 53,000 24,600 25,000 26,800 23,000 16,000 34,500	15 mai 1887
12	Une fleurette, . .	58 brillants, . . . . .	2,500	2,100	—
13	Un lot de brillants sur papier, . . .	1 <sup>er</sup> lot 14 brillants, pes <sup>t</sup> 14 18 2 <sup>e</sup> — 80 — — 57	18,000 18,000	18,600 18,000	—
14	Un lot de brillants sur papier, . . .	1 <sup>er</sup> lot brillants et roses, 40 <sup>e</sup> 2 <sup>e</sup> — brillants, pesant 100	5,000 10,000	6,200 15,000	—
15	Six briolettes, . .	1 <sup>er</sup> lot 1 briollette, pes <sup>t</sup> 8 carats 2 <sup>e</sup> — 5 — — 10 —	12,000 8,000	24,500 7,700	—
16	Petites roses, . .	Pesant 40 carats, . . . . .	4,000	6,800	—
17	Petits brillants, re- coupés et non recoupés, . . . .	Pesant 8 1/2 carats, . . . . .	10,000	11,900	—
18	Une opale spec- imen entourée de brillants, . . . .	. . . . .	25,000	23,000	—
19	Un saphir et autres pierres de cou- leur, . . . . .	1 saphir pesant 10 carats, .	3,000	4,600	—
20	Huit perles rondes	Pesant 128 grains, . . . . .	8,500	8,300	—
21	Un lot de brillants.	Pesant 154 carats, . . . . .	23,000	26,300	—
22	— —	— 218 1/2, . . . . .	24,000	30,700	—
23	— —	— 17 1/2, . . . . .	1,200	2,300	14 mai 1887
24	Diamant sur papier.	Brillant à portrait pes <sup>t</sup> 6 carats	5,200	11,800	—
25	Bouquet de cor- sage, . . . . .	263 1/2 brillants pes <sup>t</sup> 132 1/2 16 860 roses.	35,000	41,100	—



N <sup>o</sup> DE CATALOGUE DU LA VENTE.	DÉSIGNATION DES OBJETS D'APRÈS LE CATALOGUE.	DÉTAIL.	MISE A PRIX.	ANCIENS POUR LA SOMME.	DATE de L'ADJUDICATION.
26	Six brillants. . . . .	1 <sup>er</sup> lot 1 B <sup>2</sup> 29 1/2, 1 B <sup>2</sup> 6 1/2 1 1/2 2 — 1 — 6 1/2 1 — 5 1/2 3 — 1 — 1 29/32, 1 — 5 1/2 1 1/2	10,000 <sup>5</sup> 10,000 10,000	16,500 <sup>5</sup> 11,500 17,500	14 mai 1887
27	Diadème. . . . .	1034 brillants, pes <sup>t</sup> 176 carats 46 émeraudes 77 —	50,000	45,000	—
28	Chaîne maillons en brillants. . . . .	33 maillons. 833 brillants, pes <sup>t</sup> 621 19 1/2	1 <sup>er</sup> lot, 50,000 2 <sup>e</sup> — 50,000 3 <sup>e</sup> — 50,000 4 <sup>e</sup> — 50,000	45,500 45,500 45,500 45,500	—
29	Boucle de cein- ture. . . . .	295 — — 146 carats 1 — — 25 —	140,000	132,500	—
30	Bandelette de front. Bandelette de tête.	27 — — 104 — 11 — — 124 —	80,000 80,000	102,500 83,500	10 mai 1887
31	Parure turquoises et pierres de fan- tasie. . . . .	350 — — 134 — 215 turquoises et pierres de fantasie. . . . .	1 couronnette 18,000 1 diadème, 50,000 1 collier, 15,000 4 bracelets, 10,000 1 cache-peigne et pend <sup>t</sup> d'oreilles, 7,000	22,500 47,800 19,500 11,500 8,500	—
32	Diadème russe. . . . .	1200 brillants, pes <sup>t</sup> 105 carats 442 roses.	150,000	180,000	—
33	Diadème à la grec- que. . . . .	366 brillants, pes <sup>t</sup> 106 19 3/4 286 petits brillants, pes <sup>t</sup> 5 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> 181 brillants, pes <sup>t</sup> 185 7/8 27 rubis, — 18 1/8 15 saphirs, — 11 1/8 35 émeraudes — 25 29 hyacinthes 46 grenats 42 turquoises 48 améthystes 2 chrysoprases 10 topazes 765 roses	150,000	134,500	—
34	Berthe ou garni- ture de corsage.	34 grandes roses, 202 <sup>e</sup> 2414 brillants, 113 3/4 61 perles, 1161 grains. 2 rubis, 21 1/8 4 saphirs, 29 1/8 8 émeraudes, 49 1/4	30,000	36,400	—
35	Une grande cein- ture en pierre- ries. . . . .	1 <sup>er</sup> lot, 1 plaque 75,000 2 <sup>e</sup> — 1 — 17,000 3 <sup>e</sup> — 1 — 18,000 4 <sup>e</sup> — 2 roses 18,000 5 <sup>e</sup> — 2 — 9,000 6 <sup>e</sup> — 10 — 20,000 7 <sup>e</sup> — 18 — 14,000 8 <sup>e</sup> — 1 pendeloque 5,000 9 <sup>e</sup> — 1 plaque 10,000	75,000 17,000 18,000 18,000 9,000 20,000 14,000 5,000 10,000	34,500 16,300 16,000 17,000 8,500 20,000 15,500 8,500 11,500	—





N <sup>o</sup> DU CATALOGUE DE LA VENTE.	DÉSIGNATION DES OBJETS D'APRÈS LE CATALOGUE.	DÉTAIL.	MISE A PRIX.	ANCIENS PRIX POUR LA SOMME DE	DATE de L'ADJUDICATION.
36	Broche en diamants de fantaisie . . . . .	65 brillants, pes <sup>t</sup> 109 <sup>g</sup> 29 <sup>gr</sup> 3/4 (la pierre principale pèse 27 carats).	30,000 <sup>f</sup>	20,500 <sup>f</sup>	16 mai 1887
37	Parure or et mosaïques . . . . .	"	1,000	6,200	—
38	Une parure saphirs et brillants. . . . .	383 <sup>g</sup> brillants pes <sup>t</sup> 568 3/16 67 <sup>g</sup> saphirs — 768 1/4	1 <sup>er</sup> lot, 1 couronnette 35,000 2 <sup>e</sup> — 2 bracelets 30,000 3 <sup>e</sup> — 1 collier 60,000 4 <sup>e</sup> — 1 diadème 100,000 5 <sup>e</sup> — 1 cache-peig 10,000 6 <sup>e</sup> — 2 pend <sup>ts</sup> d'oreilles 7,000 7 <sup>e</sup> — 3 fermoirs 10,000 8 <sup>e</sup> — 1 applique 5,000	31,600 37,600 80,500 135,000 18,000 11,500 13,700 5,100	17 mai 1887
39	4 broches perles et brillants. . . . .	566 brillants, pes <sup>t</sup> 166 11 3/4 8 perles, — 1 96 grains 530 roses.	1 <sup>re</sup> broche 50,000 2 <sup>e</sup> — 30,000 3 <sup>e</sup> — 35,000 4 <sup>e</sup> — 30,000	43,000 21,100 31,100 18,500	—
40	Parure perles. . . . .	1 <sup>er</sup> collier 360 perles, 5808 grains 2 <sup>e</sup> — 513 — 6753 — 3 <sup>e</sup> — 47 — 681 — 4 <sup>e</sup> — 58 — 591 — 5 <sup>e</sup> — 58 — 393 — 6 <sup>e</sup> — 38 — et 9 perles poires, 1613 grains. 7 <sup>e</sup> — 2 bracelets, 2000 grains brillants 2 boutons. 5 plaques. 3 fermoirs.	Voir le détail ci-dessous :	"	18 mai 1887
—	1 <sup>er</sup> Collier de perles.	1 <sup>er</sup> rang, 56 perles p <sup>t</sup> 881 grains 2 <sup>e</sup> — 76 — 1213 — 3 <sup>e</sup> — 100 — 1550 — 4 <sup>e</sup> — 130 — 1992 — 1 fermoir, 4 perles p <sup>t</sup> 64 — 1 <sup>er</sup> rang, 53 perles p <sup>t</sup> 1614 grains 2 <sup>e</sup> — 51 — 698 — 3 <sup>e</sup> — 58 — 676 — 4 <sup>e</sup> — 63 — 810 — 5 <sup>e</sup> — 68 — 808 — 6 <sup>e</sup> — 71 — 823 — 7 <sup>e</sup> — 79 — 952 — 8 <sup>e</sup> — 85 — 85 — 1 fermoir, 16 perles, 16 —	70,000 85,000 80,000 150,000 2,000 15,000 25,000 35,000 35,000 50,000 50,000 55,000 70,000 4,500	48,000 66,300 84,500 105,000 3,600 16,000 19,200 50,500 45,100 38,600 41,500 52,000 70,100 6,000	—

1. Avec cette parure ont été vendus deux fermoirs provenant du numéro 35.



N° D'INVENTAIRE DE LA VENTE.	DÉSIGNATION DES OBJETS D'APRÈS LE CATALOGUE	DÉTAIL.	MISE A PRIX.	ADJUGES POUR LE MONTANT	DATE de l'ADJUDICATION
40	3° Collier de perles.	47 perles, pes <sup>t</sup> 68½ grains.	35,000 <sup>1</sup>	34,600 <sup>1</sup>	18 mai 1887
—	4° — —	1 rang, 58 perles, 52½ grains.	15,000	12,300	17 mai 1887
—	5° — —	1 — 58 — 39½ —	10,000	15,000	—
—	6° — —	1 rang, 38 perles rondes et 9 perles poires, pesant 161½ grains. . . . .	120,000	74,300	—
—	7° Deux bracelets en perles et bril- lants avec perles- boutons. . . . .	Perles, environ 2000 grains. Brillants, — 40 carats.	60,000	90,300	—
—	Cinq plaques. . .	Perles. . . . .	1,000	5,100	18 mai 1887
41	Un grand diadème en perles. . . . .	1998 brillants, pes <sup>t</sup> 6½ 17 3½, 211 perles, pes <sup>t</sup> 1450 grains Brillants, 8 carats. . . . . 27½ perles, 48½ grains Roses, 2 carats. . . . .	Diadème 100,000 Couronnette 40,000	78,100 38,000	—
42	Broche, perles et brillants. . . . .	1 grosse perle, la Reçente, 1 poires de 100 grains chacun, 1 boutons perles . . . . . Différentes perles . . . . . 4 gros brillants. . . . . Divers brillants, 100 carats	225,000	146,000	20 mai 1887
43	Broche Sevigne . .	341 brillants, pes <sup>t</sup> 168½ 1/16 3 — — 36	125,000	120,100	—
—	1 pendeloque, pes <sup>t</sup> 16 carats	1 <sup>re</sup> lot 1	120,000	151,000	—
—	1 — — — 14 —	2 <sup>e</sup> —	70,000	113,000	—
—	1 — — — 14 —	3 —	50,000	18,500	—
—	1 — — — 20 —	4 —	15,000	51,500	—
—	1 — — — 32 —	5 —	35,000	17,000	—
—	1 — — — 18 —	6 —	31,000	17,000	—
—	1 — — — 50 —	7 <sup>e</sup> —	25,000	15,000	—
—	1 — — — 14 —	8 <sup>e</sup> —	15,000	50,500	—
—	1 pendeloque . . .	9 —	24,000	17,000	—
—	1 — — — 10 —	10 <sup>e</sup> —	21,000	50,500	—
—	1 — — — 16 —	11 <sup>e</sup> —	20,000	20,800	—
—	1 — — — 7 —	12 <sup>e</sup> —	20,000	25,300	—
—	1 — — — 7 —	13 <sup>e</sup> —	60,000	70,300	—
44	Parure, tour de cor- sage en brillants.	Pendeloques — 150 — Brillants — 288 15 1/2			

<sup>1</sup> Tous ces lots adjugés successivement.







N <sup>o</sup> DU CATALOGUE DE LA VENTE.	DÉSIGNATION DES OBJETS D'APRÈS LE CATALOGUE.	DÉTAIL.	MISE A PRIX.	Montants POUR LES SOUMISSIONS	DATE de L'ADJUDICATION
48	Un lot de saphirs faux et doubles.		500 <sup>f</sup>	400 <sup>f</sup>	31 mai 1887
	Une croix . . . . .	10 brillants . . . . .	6,000	11,300	
	Deux gerbes . . . . .	Rubis . . . . .	1,500	3,100	
	Un petit aigle . . . . .	Roses . . . . .			
	Deux fermoirs bar- rettes . . . . .	Brillants . . . . .	300	2,100	
	Écrin des pierres de la Couronne.	Fac-similes en cristal de roche . . . . .	1,300	5,100	
	Debris d'or et d'ar- gent . . . . .	3 lots . . . . .	"	5,700	
Total général du produit de la vente : 6,864,050 francs.					





## TABLE ALPHABÉTIQUE

### A

- A romain (rubis en forme d', 6, 7, 14, 24, 55, 77, 136, 145, 169, 252, 269-270, 274, 277, 281, 425).
- Abain de la Rocheposay (d'), 138-140, 142-144, 161, 257.
- Abbaye des Clarisses de Beyries, 2.
- Abert, membre du club de l'Unité, 538.
- Adam, inspecteur général des finances, 634.
- Adélaïde (Mme), 627.
- Agard, 497.
- Aiguillon (duc d'), 417-418.
- Albany (duc d'), ambassadeur, 20.
- Albe (duc d'), général, 209.
- Albe (duchesse d'), 80, 83.
- Albert, 537.
- Albret (seigneur d'), 251.
- Albret (Jeanne d'), 111-112, 284.
- Aldobrandini (cardinal), 192.
- Alençon (duc d'), 128-129, 135.
- Alexandre, dit le Petit Cardinal, 486-488, 507, 509, 511-514, 516-517.
- Aliénor. Voir Éléonore d'Autriche.
- Aligre (d'), commissaire royal, 264.
- Alizard, commissaire du comité de surveillance des Tuileries, 490.
- Allary, 633.
- Allée des veuves, 478, 500, 509, 534-535, 552.
- Allonville (d'), 451.
- Almain, membre du Comité de sûreté générale, 540-541.
- Alquier, représentant du peuple, 559-561.
- Altberg (duc d'), 598.
- Alvarez (Louis), joaillier du roi, 217, 362-363, 374-375, 382, 394.
- Alvárez de Coursa, seigneur de la Houville, 362.
- Alve (duchesse d'), 80, 83.
- Ambassadeurs de Turquie, 218, 410.
- Amouroux, délégué de la Commune en 1871, 664.
- Andelot (d'), 63, 113.
- Angennes (Claude d'), sieur de Louye, 104-105, 108.
- Angles, père et fils, 503-504.
- Angoulême (duc d'), 603, 616.
- Anjou (duc d'), roi d'Espagne, 286.
- Anne d'Autriche, 212, 299, 301-305, 307-310, 312, 317, 323-324, 330-331, 335, 351, 358, 369.



Anne de Boleyn, 19-20, 36.  
 Anne de Bretagne, 1, 7, 11-14, 251,  
 263, 542, 545.  
 Antoine, duc de Lorraine, 132.  
 Antonio de Crato (don), 185-186, 209-  
 213.  
 Archives nationales, 537.  
 Arcole, 550, 576.  
 Argout (d'), 631.  
 Argouges (M<sup>r</sup> d'), notaire, 224.  
 Ashburnham (lord), 588.  
 Asselin (M<sup>me</sup>), 581, 611.  
 Aubert (Anne-Joseph), orfèvre-joaillier  
 de la Couronne, 417, 421, 437.  
 Aubespine (Claude de l'), 60, 81-83.  
 Aubigné (Agrippa d'), 61, 161.  
 Aubreton, agent de police, 545-546.  
 Audrain, conventionnel, 469, 534.  
 Auguste, orfèvre, 534-534.  
 Auguste (François), 540.  
 Aumale (duc d'), prince de Condé, 50,  
 104, 111-112.  
 Aumale (Henri d'Orléans, duc d'), 336.  
 Austerlitz, 576.  
 Azur, chef de bureau du comité de sur-  
 veillance, 489.

## B

Baba, 552.  
 Babou de la Bourdaillère, 9, 30, 36-  
 37, 72, 77, 80-82.  
 Bachmann, orfèvre, 421.  
 Bacler (Michel), joaillier, 132-134, 146.  
 Badarel, 451, 465, 467, 472, 477-478,  
 481, 498-500, 506-509, 511, 522,  
 528, 534, 552.  
 Badouer, orfèvre, 289.  
 Bagues de la Couronne. Voir Diamants  
 de la Couronne.  
 Bagues de la couronne ducal de Lor-  
 raine, 131-132.  
 Baillon, 488, 514, 522.  
 Baillon (femme), 489.  
 Balbany (Horatio), banquier, 192-194,  
 197, 223-224.

Balthazar, colonel suisse, 287.  
 Banque d'Amsterdam, 558-559, 567,  
 577.  
 Banque de France, 657-660.  
 Banque Strozzi, 24.  
 Bapst Alfred, 654, 655-658.  
 Bapst (Charles), 269.  
 Bapst (Constant), 629, 633-635, 653.  
 Bapst (Edmond), 589.  
 Bapst (Frédéric), 269-270, 622-624,  
 656.  
 Bapst (Georges-Frédéric), 421, 434-  
 435, 437.  
 Bapst (Georges-Michel), 419, 421, 533.  
 Bapst (Jacques-Evrard ou Ebrard),  
 439, 574-576, 589, 600, 622-624,  
 627, 644.  
 Bar (duchesse de), 192.  
 Barante (de), 186-187.  
 Barbé-Marbois, ministre du Trésor pu-  
 blic, 579-580.  
 Barbier, avocat, 413.  
 Barby Burekart de, colonel des reîtres,  
 145-148, 257.  
 Barde (de la), 321, 324-327.  
 Barère, conventionnel, 558.  
 Barras, membre du Directoire, 551.  
 Barraud, 488, 525.  
 Barroin, 633.  
 Barthélemy, ambassadeur, 556.  
 Baternai (Marie de), 240.  
 Baudouin (M<sup>r</sup>), notaire, 255, 258.  
 Baudriers de Louis XIV, 353-354.  
 Baudrillart, 186-187.  
 Bavière (duc de), 149.  
 Bazile, 464, 497, 503, 525.  
 Bazire, conventionnel, 488.  
 Bazu, voyageur, 361, 380-381, 397,  
 399-401.  
 Béasse Jean, 495.  
 Beaucousin, tailleur des monnaies, 97-  
 98, 101.  
 Beaufort (duchesse de), 289.  
 Beaufort (M<sup>r</sup> de), notaire, 205-206, 241.  
 Beaugrand, joaillier, 654.  
 Beaumarnais, 579.  
 Beaulne (Claude de), veuve du Gaucier,  
 27, 72, 78, 82.



- Beaumont (de), ambassadeur, 235.  
 Beauvais (veuve), 37.  
 Beauvais (de), notaire, 206-207, 214-216, 241.  
 Beauvillé (de), 124-125.  
 Beauvoys (Mlle de), 32.  
 Bellay (du), 19.  
 Bègue (Nanette), 511.  
 Bellegarde (maréchal de), 135.  
 Bellière (de), 139-141.  
 Bénévent (prince de), 598.  
 Bénézech, ministre de l'intérieur, 551, 557.  
 Bérard, architecte, 331, 333.  
 Bériquin, 488.  
 Bernin (le cavalier), 217, 350.  
 Berry (duc de), 367.  
 Berry (duchesse de), 218, 366-367.  
 Beslay, délégué de la Commune en 1871, 664-665.  
 Bertaut, 541.  
 Berthe, 16.  
 Bertrand (général), 627.  
 Beurnonville, 598.  
 Bex (le sergent), 629, 631-632.  
 Bézard et Cie, 555.  
 Bièvre, 539.  
 Bijoux, en forme de lettres, 14-15, 84, 162.  
 Billaud-Varennès, conventionnel, 451, 558.  
 Binby (Marc), orfèvre, 294, 312.  
 Binet, commis-greffier, 503.  
 Binet de Boisgiroult (Mme), 421.  
 Bion, conventionnel, 459.  
 Birague (cardinal de), 257, 273, 275-276.  
 Birken, 187.  
 Blacas d'Aulps, 601-602.  
 Blanc (Louis), 450.  
 Blancmesnil du, 109.  
 Blücher (général), 620.  
 Bochetel (M<sup>r</sup>), notaire, 34.  
 Bocquet de Saint-Simon, 627.  
 Bodet (Mathieu), 657.  
 Bohan, conventionnel, 469.  
 Bohmer, joaillier de la Couronne, 433, 435, 438-439.  
 Boin-Taburet, 649.  
 Boivin de Villars, 161.  
 Bon (Ottavio), ambassadeur vénitien, 308.  
 Bonaparte (général), 336, 451, 573, 575-576, 579-585, 588-589, 592-604, 619, 627-628, 667.  
 Bonaparte (Joseph), roi d'Espagne, 374, 597.  
 Bonnard, 545-546.  
 Bonnard de Rezé, commissaire royal, 264.  
 Bonvalot, ambassadeur, 26.  
 Borda, vaisseau-école, 660, 663.  
 Bordure de touret, 56.  
 Boreau-Lajanadie, 659.  
 Borge et sa femme, 488.  
 Bossange, joaillier, 438-439.  
 Bouchardon, sculpteur, 454.  
 Boucheron, joaillier, 647, 649, 650.  
 Bouel, lieutenant-colonel aux compagnies franches, 341.  
 Bouillé, 570.  
 Boulanger (général), ministre de la guerre, 605.  
 Bourbon (Mlle de), 367.  
 Bourbon (cardinal de), 95, 101.  
 Bourdin, secrétaire de la reine-mère, 65.  
 Bourdon de l'Oise, membre du Comité de sûreté générale, 505.  
 Bourg (Antoine du), 6, 15, 36.  
 Bourgmaster du canton de Bâle, 111, 191, 193.  
 Bourgogne (duchesse de), 366-367.  
 Bouteiller, secrétaire du roi, 306.  
 Boutet, chapelier, 484, 489.  
 Bouwens (M<sup>r</sup>), notaire, 214.  
 Boux (Henri du), orfèvre, 81-82.  
 Boylen (Anne de), 19-20, 36.  
 Boyvin (René), graveur, 294.  
 Brack, 521.  
 Brard, peintre, 547-548.  
 Brebant (Marie-Françoise), 524, 526-527.  
 Bréchedan, 488.  
 Bretet, joaillier, 437.  
 Breton (Jehan), 9, 33, 36-37, 40.  
 Briçonnet (Madeleine), 84.  
 Brienne (comte de), 323, 326, 342.



Brière (Marie), 364-366.  
 Brissot (conventionnel), 449.  
 Brulart, 306.  
 Brulé (veuve), 478, 500.  
 Brulé, greffier au tribunal de Beauvais, 463, 488.  
 Brunswick (duc de), 271, 448, 451, 551, 553.  
 Buckingham, 310.  
 Burky, 328.

## C

Cabaret de la Maison-Rouge, 525.  
 Cablat, 555.  
 Cadore (duc de), 592-593.  
 Café de la porte de Paris, 486-487.  
 Caffarelli (général), 598-599.  
 Cahen (Mme), d'Anvers, 583.  
 Caille (rubis de la), 251.  
 Caisse de l'Extraordinaire, 479.  
 Caisse de secours des blessés militaires, 605.  
 Calais, 62-63, 65.  
 Calendrin (frères), 194.  
 Calice de saint Denis, ou coupe des Ptolémées, 552.  
 Cambon, conventionnel, 459.  
 Camées de la Bibliothèque nationale, 584, 587-589, 608.  
 Campagne de 1796, 550.  
 Camus, garde des Archives, 450, 466, 473-476, 480-481, 496.  
 Camuzat, 19.  
 Canal Hierosme, 10.  
 Cantons suisses, 320-329.  
 Carcans, 5, 47, 55-57, 170.  
 Carmagnole, 472.  
 Carrel M<sup>r</sup>, notaire, 258, 275, 277.  
 Carrier, 555.  
 Carrier, Bézard et C<sup>ie</sup>, 571.  
 Carson, 633.  
 Casimir (Jean), comte palatin, 129-130, 133, 155, 157-162, 165-166, 256.  
 Castille (Nicolas-Jeanin de), 341.  
 Catherine d'Aragon, 19.

Catherine de Bourbon, 57.  
 Catherine de Médicis, 7, 14, 19-24, 27, 43, 45, 48, 50, 53-55, 58-65, 72, 82, 85-90, 94-96, 98, 101-108, 110-111, 114-115, 120-121, 123-124, 126, 128, 131, 145, 157, 159, 161, 170-171, 174, 177, 179, 252-256, 296.  
 Catherine de Russie (impératrice), 480.  
 Caulaincourt (duc de Vicence), 595-597.  
 Caumartin (de), intendant des finances, 365.  
 Cave (de la), 289.  
 Cayon (Jehan), 7.  
 Cécil (milord), 236.  
 Cénamy (Barthelemy), 151-152, 163, 197-198, 223-225, 235, 285, 287.  
 Chabot (l'amiral de), 36-37.  
 Chaîne, joaillier, 582.  
 Chambon, dit Chabert, 455, 473, 476, 478-481, 493, 496-497, 499, 506, 511, 528, 550.  
 Chambord (héritiers du comte de), 588.  
 Chamerolle (de) ou Chemerault (de), 157.  
 Champagny, 593.  
 Champagne (Philippe de), 315.  
 Champlot (Quentin de), 364-365.  
 Champs-Élysées, 454, 478.  
 Changements dans les parures et modes, 57, 295-297, 303, 310-311, 350-353, 356-357, 418-421, 433-436, 439-440.  
 Chanoines de la Sainte-Chapelle, 255, 262, 265.  
 Chapeaurond, 465.  
 Chapelle du cardinal de Richelieu, 313, 472, 478, 508.  
 Chapuis, 489, 501.  
 Chardin (Nanette), 501.  
 Chardon de la Roche, 152.  
 Charles I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, 196, 203-204, 215, 241.  
 Charles II, roi d'Angleterre, 207-208, 214, 242.  
 Charles II, duc de Lorraine, 131-132, 135, 138, 145, 257, 360.





- Charles-Quint, 24-26, 185.  
 Charles IX, 45, 53, 80-83, 85, 87, 92, 104, 108-111, 120-121, 145, 153, 159, 161, 167-168, 172-181, 256, 294-295, 299.  
 Charles X, 574, 623, 625-626.  
 Charles le Téméraire, 184, 187-188, 190, 195-196.  
 Charlotte de France (Madame), 441.  
 Charron (Pierre, trésorier de l'Extraordinaire des guerres), 341.  
 Chartres (duc de), 353.  
 Chassaigne (M<sup>r</sup> Philibert), notaire, 224.  
 Chasse de Maximilien (la), 359.  
 Châteaubriant (comtesse de), 11, 14, 35.  
 Château d'Anet, 54.  
 Château de Biesvres, 364-365.  
 Château de Chenonceaux, 50.  
 Chatillon (cardinal de), 112.  
 Chazal, contrôleur central de la Banque de France, 659-660, 663.  
 Chobert (Marguerite), 495.  
 Cholmondeley, 430.  
 Christin, conventionnel, 459.  
 Christine de Lorraine, 111.  
 Christine de Suède, 332.  
 Christophe, maître des requêtes, 288.  
 Cires du musée de Breslau, 49-50.  
 Claude de France, 9, 14, 120, 251.  
 Clavelot, 478, 481, 498.  
 Clément VII, 20, 23-24, 157, 253.  
 Cletstex, 204.  
 Cloquemin, 582.  
 Clouet (François), peintre, 15, 58, 116, 118, 120, 255.  
 Club des Jacobins, 466, 482, 555-556.  
 Cochin, 419-420.  
 Cochon (de Lapparent), 547-548, 551-552, 559-561.  
 Codrosy (de), 634.  
 Colas, orfèvre, 523.  
 Colbert, ministre, 215, 217, 245, 263-264, 267, 280, 311, 329-332, 335, 350, 393, 396, 399.  
 Coligny, 62-63, 111-112.  
 Colla (Philippe), agent du roi de Sardaigne, 559, 578.  
 Collection du duc de Brunswick, 547.  
 Collection de feu M<sup>me</sup> Hope, 271, 547.  
 Collection du baron Gustave de Rothschild, 196.  
 Collection du baron James de Rothschild, 43.  
 Collection Pourtalès, 15.  
 Collette, 474.  
 Colliers, 4-6, 13, 16, 19, 47, 55-57.  
 Collier de la reine (Marie-Antoinette), 433, 435, 438-439.  
 Collin, 464, 488, 497.  
 Colmont (de), 634.  
 Combaut (dame de), 181.  
 Combes (de), 587.  
 Comesnil, lieutenant-colonel des compagnies franches de Suisse, 141.  
 Comité révolutionnaire de la section de l'Unité, 537-538.  
 Comité de sûreté générale de la Convention, 441, 450, 467, 470, 478, 501, 504-505, 536-541.  
 Comité de surveillance, 470, 483, 488-490, 496, 505, 520.  
 Comité de salut public, 556, 560.  
 Commissaires de la Commune, 497-498, 529.  
 Commissaire de police de la section de la fontaine de Grenelle, 515.  
 Commune de Rouen, 541.  
 Conciergerie (prison de la), 481-482, 490, 495, 509, 517-518.  
 Concini (maréchal d'Ancre), 233, 308.  
 Condé (prince de), 62-63, 111, 129, 135-136, 322.  
 Conseil des Cinq-Cents, 569.  
 Conseil des Dix (de Venise), 89-94, 103, 143, 110.  
 Constantin, 488, 525.  
 Contarini (Simon), ambassadeur, 309.  
 Conti (prince et princesse de), 366-367.  
 Convention nationale, 449, 500, 501, 508-509, 536-537, 556-557.  
 Copié, 537.  
 Corbin (veuve, citoyenne Lucidor), 482-483, 487-488, 550-552.  
 Corneille (de Lyon), peintre, 58.



Corrard (Pierre), 84.  
 Correro (Giovanni), ambassadeur, 92-94, 94-96, 101-103, 105, 110.  
 Corte (de), 375.  
 Cosquino, garde général des meubles de la Couronne, 265.  
 Cossé-Brissac (Charles de), 26, 41.  
*Côte-de-Bretagne* (le rubis *la*), 7-8, 55, 104, 145-146, 169-170, 248-249, 251-252, 257, 266-272, 274, 277, 281, 361, 375, 425, 436, 542, 547-549, 666.  
 Cottet, dit le Petit Chasseur, 463-465, 469, 477, 482-490, 499, 507, 511, 515-516, 518-523, 525, 528, 550.  
 Couard-Luys, archiviste de l'Oise, 359.  
 Courajod, 50.  
 Courlesvaux, adjoint au garde général du Garde-meuble, 455-456, 470.  
 Couronne du sacre de Louis XV, 18, 219, 411-413, 624, 638.  
 Couronne du sacre de Charles X, 270, 619, 623, 625, 633.  
 Couronne de Marie Leczinska, 414-415.  
 Couronnes des reines, 293-294, 414-415.  
 Courtais (général), 633-634.  
 Courtet ou Courtois (Pierre, orfèvre, 265, 288, 294, 312, 323, 342-344.  
 Cousin, 526.  
 Coypel (Antoine), peintre, 363.  
 Cramoisy (Abel), notaire, 223-224.  
 Cravate de Henri IV, 489, 522.  
 Crécy (Mme de), 497.  
 Crétet, ministre de l'intérieur, 587, 613.  
 Crèveœur (Marie de), 288.  
 Crémieux, 662.  
 Croix du Saint-Esprit de Louis XIV, 354.  
 Cromwell (Olivier), 215.  
 Czartoryski (prince), 14.

## D

Dacier, administrateur de la Bibliothèque impériale, 587, 613.

Dacosta (Abraham-Nunès), 505, 542.  
 Dacosta (Moysè), 505, 542.  
 Dacosta, 503-505.  
 Dameuve, directeur du jury central, 538, 542, 545.  
 Damour, marchand de vin, 516.  
 Danet (Regnault), orfèvre, 6, 33.  
 Danican (général), 549.  
 Daniel (le Père), 188.  
 Danton, conventionnel, 448-450, 452, 553.  
 Dartigoyte, conventionnel, 507.  
 Daru, intendant général de la maison de l'Empereur, 590-591.  
 Daudibert-Caille, 561-567.  
 Daugny, 439.  
 Daurat, 255, 263-265, 280.  
 Davous (M<sup>r</sup>), notaire, 225.  
 Defrance (général), 579.  
 Degenne, 633.  
 Degonsée, 634.  
 Delange, 497.  
 Delattre, 459.  
 Delcampo ou Deschamps (Moïse), 464, 497, 525, 542, 546.  
 Delisle (Léopold), administrateur de la Bibliothèque nationale, 588.  
 Delors ou Deslors, 464, 488, 497, 525.  
 Demidoff (prince), 185, 220, 574.  
 Denghen, 632.  
 Denis (François), 511-512.  
 Denissel (lieutenant), 634.  
 Depeyron (dit Francisque), 451, 461, 465, 467-468, 472, 476-478, 488, 500, 506-511, 522, 528, 534.  
 Deplain, commissaire de la section du Pont-Neuf, 471.  
 Dervis (baron, von', de Saint-Petersbourg, 578, 647, 650.  
 Descars, 141.  
 Deslandes, 464, 477, 522.  
 Despesse, ambassadeur, 135, 142.  
 Despinoy, conseiller maître, 254, 260.  
 Destrées, 563.  
 Desvieux, juge, 495, 500.  
 Desvoix ou Devoix, orfèvre, 484-485, 520, 533-534.  
 Devetz, conseiller, 183, 237.



- Diamant bleu de la Couronne, 267-270, 361, 403, 427, 447, 547.  
 Diamant violet de la Couronne, 374.  
 Diamant de la maison de Guise, 358, 375, 424, 538, 578, 646, 651.  
 Diamant rose, 578, 646.  
 Diamants de la Couronne (bagues ou joyaux), 4, 8, 48, 51-53, 56-61, 63, 67, 70, 72, 78, 85, 87, 91, 94-96, 98, 101-111, 114-115, 117-118, 120-122, 126-128, 130, 132, 138, 141, 144-148, 151-154, 157, 160-161, 174, 177, 179, 181, 183-185, 189, 213, 216-221, 247-248, 252, 270, 284-285, 287-290, 303-304, 306, 308-309, 311, 319-320, 322-325, 341-343, 346, 350, 353, 362, 365-367, 374, 403, 407, 410, 414, 429-431, 436-438, 441, 443, 452, 455, 459, 483-486, 497, 501, 506-508, 510-511, 513, 519-521, 523, 533-535, 545, 550, 555, 557-558, 568, 575, 577, 583, 584, 587-605, 619-622, 627, 649, 655, 657, 659-661, 658-667.  
 Diamants de la couronne d'Angleterre, 197, 203-204, 213, 330.  
 Diamants de la couronne de Portugal, 209-213.  
 Diamants de la couronne de Portugal, 209-211, 213.  
 Diamants de la couronne de Sardaigne, 441, 555, 558, 567-569, 577-578.  
 Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois, 45-51, 54, 58, 100, 252.  
 Diesbach, lieutenant-colonel des compagnies franches de Suisse, 341.  
 Diesbach (Guillaume de), 50.  
 Dieulafait, 552.  
 Directoire, 570-572.  
 Dobsen, directeur du jury d'accusation, 503-504.  
 Dollin (Giovanni, ambassadeur vénitien, 158.  
 Donation du cardinal de Richelieu, 313.  
 Dotation de la Couronne, 442.  
 Doublet (Claude), orfèvre, 121.  
 Doucet, adjudant général, 455-457.  
 Doulligny, 455, 463, 473, 476, 478-481, 493, 495-501, 506-507, 511, 514, 517, 525, 527-528, 550.  
 Dragon-rubis, 271, 547-549.  
 Drouyn (M<sup>r</sup>), notaire, 254.  
 Dubarry (comtesse), 421, 436, 558.  
 Dubertret, 525.  
 Ducarnoy (Aubin ou Albin), 288, 294.  
 Ducayer, peintre, 310.  
 Duclerc, sous-secrétaire d'État aux finances, 634.  
 Ducreux, 474.  
 Dudon, 598-599.  
 Duflos, joaillier, 219.  
 Dubamel, 181.  
 Duhesme (général), 579.  
 Dujardin (Charles), orfèvre, 306.  
 Dujardin ou Desjardins (François), orfèvre, 56, 72, 89, 97, 101, 115-115, 126, 131, 136, 170, 174-175, 294, 311, 331.  
 Dujardin (François), fils du précédent, orfèvre, 306.  
 Dujardin (Marie), 306.  
 Du Metz (le président), 264-266, 278, 393, 396.  
 Dumetz de Rosnay, 359.  
 Dumouriez (général), 451.  
 Dumoutier, 466-467.  
 Dunesme (M<sup>r</sup>), notaire, 258, 275, 277.  
 Duodo (Piero), ambassadeur vénitien, 287.  
 Duplain, membre du comité de surveillance, 498.  
 Duplex (Simon), 26.  
 Durand (Mme la générale), 589, 600.  
 Duras (maréchal de), 142.  
 Durer (Albert), peintre, 359-360.  
 Durfort, comte de Cheverny, 219.  
 Duroc, grand maréchal du palais, 587.  
 Duthier, conseiller, 41.  
 Dyzès, 561.

## E

- Edelinck, graveur, 363.  
 Eglantine (Fabre d'), conventionnel, 448, 450, 466, 460, 534-535.



Elbeuf (duchesse d'), 360.  
 Éléonore d'Autriche, 1-4, 9, 12-15,  
 26-27, 36-37, 41, 58, 252.  
 Elgin, 570.  
 Eliot, 570.  
 Élisabeth d'Angleterre, 23, 62-63, 91,  
 111-114, 137, 209-210, 212-213.  
 Élisabeth d'Autriche, 45, 114, 116-118,  
 120, 122, 126, 154, 159, 174-177,  
 255, 295, 306.  
 Élisabeth, reine d'Espagne, 217.  
 Élisabeth de France, 217, 219, 300,  
 303-304, 317.  
 Énard (comte), 570.  
 Enghien (le grand Condé, duc d'), 319,  
 336-337.  
 Enseigne de G.-F. Stras, gravée par  
 Cochin, 270, 419.  
 Entraygues (Henriette d'), 296.  
 Entrevue d'Aigues-Mortes, 25.  
 Entrevue de Calais, 19.  
 Entrevue du camp du Drap-d'or, 19.  
 Épée de Charles X, 623, 624-626.  
 Épée du premier Consul, 575-576,  
 591.  
 Épée de Napoléon I<sup>er</sup>, 577, 579.  
 Épées de Louis XIV, 353-354, 357,  
 542.  
 Épée de Louis XVI, 436-437, 467.  
 Épernon (Bernard de Foix de la Va-  
 lette, duc d'), 157-158, 199, 204,  
 205-208, 214-215, 217, 241-242,  
 305.  
 Ercole Gianella, ambassadeur véni-  
 tien, 88.  
 Escher, capitaine suisse, 528.  
 Escoubleau (d'), 273.  
 Espagnol (L'), 488.  
 Estampes (rubis d'), 251.  
 Estève, 580.  
 Estrées (maréchal d'), 355.  
 Esvely ou Eboli (princesse d'), 63, 78.  
 Étampes (duchesse d'), 15, 25.  
 Étienne V (pape), 263.  
 Étoile-du-Sud (diamant), 197.  
 Eugénie (impératrice), 604, 653, 656,  
 661.  
 Évance (Stéphen), 427-428.

## F

Fachon (Anthoine), 223.  
 Faesch, 327.  
 Fain (baron), 632.  
 Fantin, juge de paix, 465-466, 479-  
 481, 534.  
 Farnèse (cardinal), 144-145, 148-149.  
 Faure, ambassadeur, 194.  
 Faure (Michel), orfèvre, 55.  
 Faydeau (Charles), conseiller maître,  
 254, 260.  
 Faye, président du Bureau des longi-  
 tudes, 573.  
 Faytpoul, ministre des finances, 557.  
 Ferdinand I<sup>er</sup>, duc de Florence, 111,  
 148, 255.  
 Ferrare (duc de), 85-88, 109, 138.  
 Ferrier (du), ambassadeur, 109-110,  
 123-125, 131, 134-135, 142-143,  
 145, 147, 194, 257.  
 Fester, 654.  
*Fève-de-Naples* rubis ta, 7-8, 24, 55.  
 Fillon (Benjamin), 306.  
 Fingrelin, 545.  
 Fizes (de), 22.  
 Fleury (de), ambassadeur, 111, 146.  
 Fleury-Dumoutier, 465, 467, 478, 539-  
 542, 545.  
*Florentin* (diamant *le*), 189.  
 Foissac (Arnault de), 152.  
 Foix (Paul de), ambassadeur, 89-94,  
 103, 148.  
 Foncier (Edme-Marie), 579, 591.  
 Fonseca (Alvarez da), 429, 431.  
 Fontaine, orfèvre, 503.  
 Fontanges (Mlle de), 349.  
 Fontaine (de), 189, 264.  
 Forestier (Richard), trésorier général  
 de la reine d'Angleterre, 205.  
 Forget, secrétaire des finances, 110.  
 Forget (Marguerite ou Jacqueline, veuve  
 de Pierre Legrand, 253-254, 257,  
 280.  
 Forster, lapidaire, 547.  
 Fort (cadet), 488.





Fortin, 488.  
 Foscarini, membre du Conseil des Dix, 97.  
 Fouché, ministre de la police, 621.  
 Fouquet, surintendant des finances, 327, 329, 335-336.  
 Fourichon, amiral, 662.  
 Fraigne-Canaye (de), ambassadeur, 209.  
 Fraissinet (Pierre), 561-564.  
 François I<sup>er</sup>, 1, 3, 8-9, 12, 20, 24-27, 34-37, 39, 45, 102, 169, 251, 285-286, 299, 311, 320, 351, 442.  
 François II, 1, 46-48, 51-53, 59, 72, 82, 159, 172, 252.  
 François II, empereur d'Autriche, 44.  
 François (Auguste), 465, 467.  
 François-Étienne de Lorraine, grand-duc de Toscane, 189.  
 François-Joseph I<sup>er</sup>, empereur d'Autriche, 441.  
 François de Médicis, duc de Florence, 85-89, 104-108, 110.  
 Fratin, 497.  
*Frères* (rubis *les Deux*), 251.  
 Fréteau, conventionnel, 459.  
 Fromont Mathieu, orfèvre, 517.  
 Froude, 207-208.  
 Froze (Mme de), 174.  
 Fugger, 189.  
*Fusée ou Œil-de-Bretagne* (diamant), 5-6, 30.

## G

Gabouri, 332.  
 Gabriel (architecte), 454.  
 Gabrielle d'Estrées, 201.  
 Gaète (duc de), 602.  
 Gaillard, 26.  
 Gal (Mme), 584, 647.  
 Galerie d'Apollon, au Louvre, 91, 272, 286, 510, 549, 661.  
 Galigai, Léonora, 308.  
 Gallois, dit Matelot, 465, 467, 469, 477, 478, 486-488, 500, 507, 511-514, 516, 518, 525, 528, 545, 550, 559.  
 Garat, ministre de l'intérieur, 574.  
 Garde-meuble, 451, 454-459, 461,

463-465, 468-470, 474, 481, 486, 490, 497, 500, 504, 506, 511-514, 520-521, 523-526, 545, 553, 556-557, 584.  
 Garde nationale parisienne, 449, 454, 456-458, 465-466, 471-473, 480, 482, 495-496, 520, 630-631.  
 Garnier-Pagès, 634-635.  
 Garrault, receveur général, 224-225.  
 Gaudin, ministre des finances, 601, 603.  
 Gaumont (de), joaillier, 157.  
 Gay, graveur, 267-268, 425, 547.  
 Gedoy (Pierre), orfèvre, 33.  
 Genoïs (le), 488.  
 Georges, joaillier, 201, 231.  
 Georges, caissier général du trésor de la liste civile, 602.  
 Gérard, gendarme, 490.  
 Gerbu, orfèvre-joaillier, 482-486, 513, 515, 519-521.  
 Germain (François-Thomas), orfèvre, 417.  
 Giacometti, 234.  
 Gilbert ou Guilbert (Denis), orfèvre, 121, 171.  
 Girardin (Pierre), secrétaire et conseiller, 359.  
 Giroudins, 448, 450, 453, 464, 466, 469.  
 Giustiniano, ambassadeur, 10.  
 Givré, 183.  
 Glaive de Napoléon I<sup>er</sup>, 591, 596, 628.  
 Gobelin (Balthazard), 157, 288.  
 Gobert (François), 465, 467, 540.  
 Gobert, avocat, 509.  
 Godoi, prince de la Paix, 574.  
 Goncourt (E. et J. de), 490.  
 Gondi, marchand florentin, 90-91, 124.  
 Gondy (de), évêque de Paris, 140, 193.  
 Gontaut (de), 595-596.  
 Gouchon, 504.  
 Goudchaux, ministre des finances, 632.  
 Goujon (les demoiselles), 420.  
 Gourgand (général), 627.  
 Goussé (de), colonel de la garde nationale, 626.



Grand-Turc, 556.  
 Grande croix joyau de la Couronne, 55, 98, 169, 299.  
 Grande croix du Saint-Esprit, 270.  
 Grande pointe diamant, 27, 11.  
 Groscol-de-Bonne-Vierge, 465.  
 Grotesques des, 359.  
 Grouchy (de), général, 603.  
 Guénégaud du Plessis de, 323, 343.  
 Guerreau M<sup>r</sup>, notaire, 313.  
 Guillemanden, 653.  
 Guillot (Cadet, dit Lordonner, 270-271, 464-465, 467, 488, 525, 541-543, 547-548.  
 Guinard, 652, 654.  
 Guise (François, duc de, 46, 58, 61-62, 129, 358-359.  
 Guise (Henri de), le Balafre, 129.  
 Guise (Henri de Lorraine, duc de, 358-359.  
 Guise (cardinal de), 256.  
 Guy (Jacques), colonel suisse, 341, 343.  
 Guyart (François), orfèvre, 131.

## H

Hampton (George), 33.  
 Harenbourg, 652.  
 Harlay (Achille de), ambassadeur, 189.  
 Harris, tailleur de diamants, 430.  
 Hauer (M<sup>r</sup>), 35.  
 Hauldessus (M<sup>r</sup>), notaire, 254.  
 Haultement (Pierre), orfèvre, 157.  
 Haultement Thibault, orfèvre, 157.  
 Haussonville (baron Africain d'), 131-132, 145.  
 Haussonville d', 595-596.  
 Henri II (de Condé), 310.  
 Henri II, 7, 19, 26, 43, 46-47, 53-55, 126, 172, 252-253.  
 Henri III (duc d'Anjou, roi de France et de Pologne), 90, 114, 121, 123-128, 130-140, 142-149, 151-154, 157-159, 170, 177-181, 189, 191, 197, 225, 256-258, 263, 265-266,

275, 278-279, 284-285, 296, 299, 320.

Henri IV, 111, 129, 149-152, 154, 158, 183-185, 190-192, 195, 197, 198-201, 222, 225-226, 229-231, 233-235, 240, 247, 258-259, 264-265, 279, 283-287, 289-290, 294, 295-296, 299-305, 311-312, 320-321, 323, 667.  
 Henri VIII d'Angleterre, 19, 36, 185.  
 Henriette-Marie de France, reine d'Angleterre, 203-204, 206-208, 213-215, 217, 241-245, 332.

*Hermione (L')*, frégate, 660-663.

Henrique, cardinal-roi de Portugal, 209.

Hérondelle (Jean), orfèvre, 114-115.

Hervart, intendant des finances, 208, 214-215, 242-245, 327, 345.

Héry (Claude), orfèvre, 55.

Hoche (général), 604.

Holzhalb, capitaine suisse, 326, 328.

Honoré, ciseleur, 268.

Horn (baron de), 579, 647.

Hotman (Pierre), orfèvre, 96-98, 101, 264.

Hue (baron), 588, 601-602, 619.

Hurault, Philippe, sieur de Cheverny, 257, 273, 275-276.

Huyghens, 563.

## I

Iéna, 576.

Imfreville d', 660.

Ingrant (Jehan), 35.

Inventaires des joyaux de la Couronne:

— 15 juin 1530, 29; — 18 février 1532, 33; — avril 1534, 67; — 3 juillet 1559, 70; — 24 février 1560, 78; — 26 février 1560 (Marie d'Écosse), 72; — 5 novembre 1570, 159; — 18 mai 1591, 257; — 18 mai 1666, 369; — septembre 1691, 574; — septembre 1774, 443; — 1811, 1812, 1813 (résumé), 614.



Iranda (d'), 555, 560, 573.  
 Isabelica, dame d'honneur, 509.  
 Israël (père et fils), 503, 507.

## J

Jaback, 332.  
 Jacquemin (Alexis, orfèvre, 418.  
 Jacquemin (Pierre-André, orfèvre), 366,  
 270, 417-418, 420, 425, 542.  
 Jacqueminot (général), 629.  
 Jacques I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, 195, 203,  
 214, 235.  
 Jacques II, roi d'Angleterre, 185, 201-  
 202, 362.  
 Jagot, 537.  
 Jagrenat 429.  
 Jamet, trésorier de la Couronne, 617.  
 Jannicot, 474.  
 Jaucourt (François de), 598.  
 Jermyn (Henry), 205.  
 Joinville (princesse de), 629.  
 Joly (Jehan), orfèvre, 55.  
 Jourde, délégué de la Commune en  
 1871, 664.  
 Joseph (le Grand Savoyard), 513-514,  
 518, 540, 545.  
 Joséphine (impératrice), 579-581, 587.  
 Joyeuse (Guillaume de), 240.  
 Jules II (pape), 185, 187-188.  
 Julienne, avocat, 522.  
 Justaucorps de Louis XIV, 351, 556-  
 357.  
 Justynian (Sébastien), ambassadeur, 10.

## K

Kellerman (général), 572.  
 Kermaingant (comte de), 192, 198, 221.  
 Kléber (général), 604.  
 Kessner, 627.  
 Kramer, 654.

## L

La Barre (Jean de), 9, 12, 20, 33, 36,  
 38.  
 La Bouillerie (baron de), 588, 597-599,  
 601, 626-627.  
 Laboureur (Charles Le), 197.  
 La Brosse 195, 200-201, 227-236  
 La Cielie de, 148, 150.  
 Lacoste, conventionnel, 545-546.  
 Lacour, 631, 633.  
 La Forest (de), 22.  
 La Guesle (de), 173.  
 La Haye (Jean de), orfèvre, 323  
 L'Aigle, 523.  
 Lalanne (Ludovic), 3, 11, 19.  
 La Marche (Olivier de), 188.  
 Lamare (Mme), 541.  
 Lamarguerie (de), 263-264.  
 La Meilleraye (maréchal de), 559.  
 Lameth (Charles de), 459.  
 La Motte (Mme de), 438.  
 Lamy (Barbe), 306.  
 Lamy-Évette, dit Brière, 482 490, 507,  
 518, 550, 552.  
 Lancry, émigré, 271, 547-549.  
 Landgrave de Hesse, 350.  
 Langerac (Josse de), orfèvre, 288, 306.  
 Langlois (Simon), orfèvre, 121.  
 Lansac (de), 171, 173, 175.  
 Laplaigne, conventionnel, 460.  
 La Planche (Régnier de), 50.  
 Laporte, 460.  
 Laurat, 683.  
 Lardo (Paolo), 227, 229.  
 La Rivoire (Archambaut de), 25.  
 Larmounier, sergent à verge, 206-207,  
 242.  
 Laroche, 457.  
 Larray, 461.  
 La Ruelle (Jeanne de), 84.  
 Lasalle, 572.  
 Lavater, capitaine suisse, 329.  
 Lavau, 495.  
 La Vergne, 255, 262.



- La Verrière (de), 191.  
 Lavigny (Isaac de), 144.  
 Lavrillière (duc de), 100.  
 Law, 108-109.  
 Lazard (J.), inspecteur des diamants de la Couronne, 589, 627.  
 Leblanc (Gaspard-Alphonse), 191.  
 Leblanc (Jean-Baptiste), 100-101.  
 Leblanc (Marguerite-Thévenet, veuve), 538-539, 549.  
 Le Blond, 168-171, 198.  
 Leclerc (Anne), 181, 511-512, 528.  
 Lecomte, commissaire, 163, 187-188.  
 Lecomte, limonadier, 177-178.  
 Leconte, 165, 514.  
 Lecoulteux de Cantelou, 588.  
 Le Duchat, 186.  
 Le Fèvre, conseiller, 161.  
 Lefèvre, joaillier, 581.  
 Lefèvre (Philippe), 365-366.  
 Lefèvre et sa femme, 523, 537.  
 Lefèvre (Mme), 519.  
 Le Flamant, 503.  
 Lefort, 149.  
 Le Fouyn (M<sup>e</sup>), notaire, 105, 114-116, 243-245.  
 Légal (le), 34.  
 Le Gendre (Nicolas), sieur de Villeroi, 72, 77, 81-82.  
 Legendre, 505.  
 Legrand (Pierre), 158-159, 161, 277, 280.  
 Legrand (Pierre), ses héritiers, 254-255, 258-260, 262-264, 280.  
 Legros, ciseleur, 196.  
 Le Lu, 168-171, 198.  
 Lelièvre (Jeanne), 549.  
 Lemagnan, joaillier, 194.  
 Lemaitre, 197.  
 Lemercier (Antoine), orfèvre, 154, 159.  
 Lemercier (Paul), orfèvre, 106.  
 Le Messier, 24.  
 Le Mestayer (Guillaume), 217, 210.  
 Lemonnier, orfèvre, 650.  
 Lemoyne-Grécy, 161.  
 Lempereur, orfèvre, 118, 120-121.  
 Lenoir (Alexandre), 557.  
 Le Pastre, 188.  
 Le Prévost (Charles), sieur de Grantville, 72, 77, 81.  
 Lesage, 505.  
 Le Scène-Desmaisons, 589.  
 Lescot (Rémon), orfèvre, 331-332, 346, 354.  
 Le Tellier, secrétaire du roi, 341.  
 Letellier, commissaire, 168-170, 185-187.  
 Le Texier de Montarsy (Laurent), 363.  
 Le Texier de Montarsy (Pierre), 361.  
 Letort, 164, 188, 525-526.  
 Levasseur, 634.  
 Leveson, joaillier, 583.  
 Leu (Thomas de), 14.  
 Leyde, femme de Lyon Rouef, 503-505.  
 Lézigny (de), 81-82.  
 Lichany, orfèvre, 121.  
 Limoges (de), 175.  
 Limosin (Léonard), 13.  
 Lion (Anselme), 199.  
 Lione (de), 329.  
 Lippomano, ambassadeur, 18, 50.  
 Lisonnet, orfèvre, 139.  
 Lochmann, colonel suisse, 322, 329, 341-342.  
 Loiseau René, 184-185, 521.  
 Londonderry, 130.  
 Longchamps, 527.  
 Longnet, 341.  
 Longueville (duchesse de), 310.  
 Lopès, 313.  
 Lorraine (cardinal de), 58, 63, 91, 95-96, 101.  
 Louis XI, 310.  
 Louis XIII, 285, 301, 303-304, 306, 312, 323, 335, 341.  
 Louis XIV, 185, 219, 216-217, 263, 265-267, 278, 281, 285-286, 301, 310-311, 320, 321, 326, 330-331, 336, 340, 346, 346-350, 351, 357-367, 369, 402-403, 410, 421, 433, 620, 640.  
 Louis XV, 188, 218-219, 263-265, 267, 311, 340, 407, 410-412, 417, 433, 436, 444-445, 451, 584.





Louis XVI, 340, 357, 421, 425, 433, 435-437, 440-442, 479, 588.  
 Louis XVIII, 549, 585-586, 600-601, 619, 621, 624, 636, 638.  
 Louise-Elisabeth de France, 446.  
 Louise de Vaudemont, 131, 154, 177, 181, 191, 194, 196, 256.  
 Louis-Philippe I<sup>er</sup>, 627.  
 Lowenstein, joaillier, 584.  
 Ludovic le More, 187, 189.  
 Luis de Portugal (don), 209.  
 Lullier, 448, 451, 496, 504, 515-516, 520, 527, 537.  
 Lussaut, orfèvre, 114-115.  
 Luxembourg (de), 193.  
 Luynes (de), comte, 309.  
 Luynes ou Lynes (de), lapidaire, 29, 33-34.  
 Lyonnais, 498-499.  
 Lyre (Louis), 501-504, 507, 525-526, 528.

## M

Macdonald (maréchal), 597.  
 Madame-Infante, 219.  
 Magne (ministre des finances), 658-659, 661-663.  
 Maillard (joaillier), 469-471, 498.  
 Mailly (Mme de), 425-427.  
 Maire, 508-509.  
 Maisse (de), ambassadeur, 149-153, 190, 284-285.  
 Majet, capitaine suisse, 529.  
 Mallard (François, joaillier), 288.  
 Mallart (Claude, orfèvre), 131, 171.  
 Manchon (M<sup>re</sup>, notaire), 559.  
 Mandelot (de), 147.  
 Mangot (Pierre), 6, 10, 24.  
 Mantz (Paul), 15.  
 Marat, 448, 450.  
 Marceau (général), 604.  
 Marcel (comte), 228-229, 234.  
 Marcel (Claude), 97-98, 101, 256.  
 Marcès, orfèvre, 15.

Maréchal, inspecteur général des services de la maison du roi, 588, 634-636.  
 Maréchal (Paul), 331-333.  
 Marengo, 572, 576.  
 Marguerite, joaillier, 579-581, 595, 641.  
 Marguerite de Foix, 251, 347.  
 Marguerite de Valois, 19, 25, 152-153.  
 Marian ou Mariandv, 478, 488, 497, 506.  
 Marie-Antoinette, 219, 433-436, 438, 440-442, 448, 590, 654.  
 Marie Leczinska, 219, 294, 404-416.  
 Marie de Lorraine de Guise, 358-359, 375, 538.  
 Marie-Louise (impératrice), 577, 579, 585, 589, 591-600, 603, 619.  
 Marie-Louise de Gagne, 362.  
 Marie de Médicis, 191, 200, 259, 287, 289, 293-296, 299-300, 304, 306, 308, 310, 312.  
 Marie Stuart, 10, 16, 22, 55-55, 58-59, 72, 214.  
 Marie-Thérèse d'Espagne, 324, 326, 345-346, 349-351, 353, 358, 362, 369, 416.  
 Marie-Thérèse (impératrice), 189.  
 Marion du Mersan, 587-588.  
 Marolles (abbé de), 363.  
 Masson, orfèvre, 533-534.  
 Mathieu-Bodet, 657.  
 Maublan, 545.  
 Mauger et ses parents, 484-486, 511-517, 521-522, 528, 530.  
 Maximilien (empereur), 154.  
 May (frères), lieutenants-colonels aux compagnies franches de Suisse, 341-342, 344.  
 Mayençais, 604.  
 Mayenne (de), 147.  
 Mazarin (cardinal de), 107-108, 214-219, 244, 320, 326-327, 330, 331-332, 335-337, 345, 350, 361, 369, 374-375, 625, 651.  
 Mazarin (duc de), 359.  
 Mazarins (diamants dits), 216-218,



- 335-340, 345, 350, 358, 364, 369,  
374-381, 413, 424, 436, 510, 550,  
583, 625, 640-642, 646-651.
- Meaupeau, 240.
- Mellerio, joaillier, 651.
- Mende-Maupas (de), 570.
- Mendès (Alvaro), 211-212.
- Méneval (de), 596-598.
- Ménière (Jean-Nicolas), orfèvre, 449.
- Ménière (Paul-Nicolas), orfèvre, 418,  
420, 438-439, 556, 602, 612.
- Ménière (Paul-Toussaint), orfèvre, 449.
- Merlin, conventionnel, 460-488.
- Mestivier, ou Mestynvier, 29, 13.
- Mey (Bartholomé), 187.
- Meyran, dit Grand C..., 436, 468-469,  
477, 488, 514, 517-518, 525-526,  
528, 545.
- Mézeray, 188.
- Michel (Jacques), 208.
- Michielli (ambassadeur), 48, 50.
- Miet, capitaine suisse, 128.
- Miette (Paul), 463-464, 467, 488, 497,  
504, 506-507, 511, 522, 524-528,  
530, 539.
- Mignot, caissier principal de la Banque  
de France en 1871, 664.
- Mines de diamants du Grand Mogol, 407.
- Minier, orfèvre-joaillier, 133.
- Ministère des finances, 627.
- Miroir-de-la-Grande-Bretagne* dia-  
mant, 202.
- Miroir-de-Portugal* (diamant), 205-  
208, 210-220, 242-244, 332, 350,  
375, 583-584.
- Molin (M<sup>r</sup> Pierre), 271.
- Molinier, 50.
- Mollien, ministre du Trésor, 289, 601-  
602.
- Molondin (Jacques d'Estavallyer de), co-  
lonel suisse, 322, 328-329, 341-  
342.
- Monnot, 561.
- Monstrelet, 188.
- Montalivet (comte de), 627.
- Montarsy (Pierre de), 217, 260, 278,  
357, 362-365, 374, 396, 411-412,  
414.
- Montbas (de), capitaine, 330.
- Montbas (François Barton de), 129-  
330.
- Montbas (Jean Barton de), 330.
- Montespan (marquise de), 349.
- Montesquiou (abbé de), 598.
- Montesquiou (comte de), 582-583.
- Montesquiou (comtesse de), 597.
- Montet (colonel suisse), 428.
- Montglat (Paul de Beaumont de), 201.
- Montmorency (Anne de), connétable,  
16, 19, 62.
- Montmorency (Charlotte de), 310.
- Montmorin (de), ambassadeur, 88.
- Montpensier Mlle de, la grande Ma-  
demoiselle, 204, 212.
- Moreau (M<sup>r</sup> Charles), 224.
- Moreau (Sébastien), 2.
- Morée (Marie-Louise Lelièvre, femme,  
537-538.
- Morée (Jean-Baptiste), 538.
- Morel, 526-527.
- Morel et Cie (joailliers), 581.
- Moresini, membre du Conseil des Dix,  
93, 129.
- Morier ou Morien, 254-259.
- Moro, ambassadeur, 157-158.
- Morton (lord), 22.
- Morvilliers (Jean de), 94-96, 175.
- Morvilliers (de), neveu, 101.
- Motelet (M<sup>r</sup>), notaire, 254.
- Motteville (Mme de), 203.
- Moulin ou Moliu (Horace), 489-490,  
513-514, 517-518, 540, 542, 545-  
546.
- Moustier, 527-528.
- Muller (de), 186-187.
- Municipalité d'Amsterdam, 562-565.
- Murat (de), 255, 262.
- Musée des arts décoratifs, 656.
- Musée d'artillerie, 474.
- Musée de Blois, 15.
- Musée Britannique, 10, 46, 70, 112,  
159.
- Musée du Louvre, 21, 255, 272, 286,  
354, 510, 549, 641.
- Musée de Madrid, 286.
- Musée des monuments français, 557.



Musée de Versailles, 15.  
Musée du Jardin des plantes, 272.  
Mutel (M<sup>e</sup>), notaire, 359.  
Mylon, sieur de Vydeville, 273, 275-276.

## N

Napoléon I<sup>er</sup>, 336, 451, 573, 575-576, 579-585, 588-589, 592-604, 619, 627-628, 667.  
Napoléon III, 604, 650.  
Neufville (de), 198, 206.  
Ney (maréchal), 597.  
Nicolay, conseiller, 256, 266.  
Nitot et fils, joailliers, 575, 581-587, 589, 641.  
Nevers (duchesse de), 15.  
Nô, 629-630, 633.  
Noël (F.), 570.  
Noël (veuve), 468, 489.  
Noguer-Malijay, 569.  
Normand, 498-499.  
Novelli (ambassadeur), 88.  
Novion (de), 332.  
Numès (Abraham), 505.

## O

O (d<sup>n</sup>), 223, 237.  
Odans, 499.  
*Oeil ou Fusée-de-Bretagne* (diamant), 5-6, 30.  
*Ouf-de-Naples* (rubis), 24, 46, 52, 55, 68, 76, 104, 136, 169, 252-253, 269-270, 274, 276, 281, 425.  
Olivier, 489.  
Orléans (duchesse d'), 637, 629.  
Orléans (duc d'), fils de François I<sup>er</sup>, 1.  
Orléans (Anne-Marie-Louise d'), 559.  
Ott (général), 572.  
Ouille-lesmoine, 650.

## P

Pajol (général), 626.  
Panel, 548.  
Panis, 452, 471, 498.  
Paquin, 463.  
Parceval, 569-570.  
Parent (M<sup>e</sup> Nicolas, notaire, 224.  
Parme (duc de), 144.  
Parque M<sup>e</sup>, notaire, 313.  
Peautrier, 363.  
Pègre (Anne, veuve Simonneau, 487, 511-512.  
Pèlerine (perle), 212.  
Pellerin de Chantereine, 471, 497.  
Pépin-Degrouhettes, 460, 495, 503, 505, 507, 510, 513, 520-523, 526-527.  
Périnet, 511-512.  
Perrin, 555.  
Perrin et Cablat, banquiers, 569, 571, 577.  
Perseo (Filippo), 227.  
Persy (de), 34.  
Petermann Ettelin, 187.  
Pétion, maire de Paris, 482-483, 485, 487-488, 518, 520.  
Petit-Brochard, 523.  
Pétruci, ambassadeur, 88-89, 107.  
Phélypeaux, 401.  
Philibert, duc de Savoie, 88, 125, 155, 138-140.  
Philippe (don), infant d'Espagne, 416.  
Philippe II, roi d'Espagne, 86, 209-211.  
Philippe IV, roi d'Espagne, 212-213.  
Pibrac (de), 124.  
Picard, cordonnier, 308.  
Picard (Ernest, ministre des finances, 661-663.  
Picard, dit Lorrain, 487, 498-499, 511-512, 521, 528.  
Pichon (baron), 14, 84, 114-115, 191, 421.  
Pierreve (de, seigneur de Lezigny, 14, 72, 77, 81-82.  
Pinart, 172.



Pitau, 265, 267, 357, 361-362, 372, 374-375, 394.  
 Pitt (John), 430.  
 Pitt (Robert), 429.  
 Pitt (Thomas), 427-430.  
 Pitt (diamant), 219, 279, 427, 536.  
 Place Louis XV, de la Révolution, ou de la Concorde, 454, 456, 465, 468, 473, 480-481, 496, 523.  
 Plante, lieutenant-colonel aux compagnies franches de Suisse, 341.  
 Pleuc (de), sous-gouverneur de la Banque de France, 664.  
*Pointe-de-Bretagne* (diamant), 7, 31, 56, 73, 114, 118, 144-145, 148, 161, 169, 175.  
*Pointe-de-Gênes* (diamant), 73.  
*Pointe-de-Milan* (diamant), 24, 56, 73, 118, 144-145, 148, 161, 169, 253.  
 Pompadour (marquise de), 467-468.  
 Pontchartrain (de), 374.  
 Porbus (peintre), 293, 300.  
 Pradel (comte de), 624.  
 Praillon, 141.  
 Prince de la Paix (Godon), 574.  
 Priolo, 337.  
 Proust (Antonin), 549, 651.  
 Pussort, 264.

## R

Raguse (duc de), 595.  
 Raouel (ministre des finances), 549, 556-557, 559-560, 571.  
 Raouel-Rochette, 589.  
 Redon (Pierre), orfèvre, 7, 81-82.  
 Régent (duc d'Orléans), 218-219, 454, 468-469, 473, 477.  
*Régent* (diamant), 10, 218-219, 462, 467-470, 472-473, 476, 477, 480-481, 486, 441, 443, 455, 468, 486, 506-508, 514, 535-538, 541, 552, 555, 568, 570-571, 574-576, 591-592, 596-597, 602, 633-635, 640, 647, 656, 666.  
*Régente* (perle), 590, 655.

Regnesson (peintre), 310.  
*Reine-des-perles*, 467.  
 Reinhard, 547-549.  
 Renouard et Cie, d'Amsterdam, 558-561, 568.  
 République de Venise, 85-87, 89-92, 95-96, 102-106, 109-110, 123, 125, 138, 143, 149, 154, 169, 194, 308, 320, 450, 455-458, 466, 471, 535, 552.  
 Retour, 468-469, 489, 495.  
 Retz, 204.  
 Reüs, 570.  
 Révol, 192, 222.  
 Rewhell, 551.  
 Rey, 545.  
 Reynold, colonel suisse, 322, 341, 343.  
 Rhinsfeld, 526.  
 Rhon ou Rool, colonel suisse, 322, 324, 326, 328-329, 341.  
 Ricardi frères, 152.  
 Richelieu (cardinal de), 504, 513, 515, 519.  
*Richelieu* (diamant de), 313-315, 558.  
 Richelieu (duc de), 315.  
 Riquebourg, 365.  
 Ridis, 288.  
 Rigault de Genouilly (amiral), 660-661, 663.  
 Rippert, 505.  
 Rivoli, 550, 572.  
 Robert (Guillaume), 545-546.  
 Robertet (seigneur d'Alluys), 72, 81-82.  
 Robertet (Françoise), 289.  
 Robespierre, 458.  
 Roblastre, 240.  
 Rodericques (Charles), 193, 194, 197, 223-224.  
 Rodericques (François), 223.  
 Rogier (Cornille), 304-306.  
 Rogier (Nicolas), 310, 317.  
 Rohan (cardinal de), 438.  
 Rohan-Rochefort (de), 494.  
 Roi de Rome, 595.  
 Roland (ministre de l'intérieur), 449-451, 455-456, 458, 460-461, 481-





483, 485-486, 507, 515, 518, 520, 533, 553.  
 Roland (Mme), 448.  
 Roll (Louis de), colonel suisse, 322.  
 Romain (Jules), 359-360.  
 Rombout de Baquière M<sup>e</sup>, 223.  
 Rondé (Claude, joaillier de la Couronne, 364, 411-412, 414, 416.  
 Rondé (Claude-Dominique), joaillier de la Couronne, 219, 412, 416-417, 420.  
 Rondé (Laurent), joaillier de la Couronne, 219, 410-412, 414.  
 Roquelaure (de), 293-294.  
*Rose d'Angleterre* (diamant *fa*), 517.  
 Roslin le Suédois (peintre), 133.  
 Rossel (J.), joaillier, 590.  
 Rostaing (sieur de Bron, de), 72, 80-82.  
 Rott, secrétaire de la Légation suisse, 190, 194.  
 Roubet, 548.  
 Roudani, 496, 514, 524-525.  
 Ronel (Lyon) et sa femme, 503-505.  
 Rouher, 665.  
 Rouland, gouverneur de la Banque de France, 657-659, 663, 665.  
 Rousse (M<sup>e</sup>), notaire, 574.  
 Rousse (M<sup>e</sup>), avocat, 574.  
 Rousseau (M<sup>e</sup>), notaire, 555.  
 Royer-Collard, 589, 590.  
 Rubis de la Couronne, 252, 257-267, 273, 276, 278-279.  
 Rubis de la Sainte-Chapelle 131, 138, 145, 255-257, 260-261, 266, 278.  
 Ruble (baron de), 26, 190.  
 Rucellai, 89-90, 92, 144, 147-151, 161, 169, 284-285.  
 Ruzé, 181, 240, 295.

## S

Saint-Aignan (comte de), 335.  
 Saint-André (maréchal de), 62.  
 Saint-Aubin (de), 235.  
 Saintblancay ou Semblancay, 20, 36

Saint-Satur (abbé de), 30.  
 Saint-Simon (de), 407-409.  
 Saint-Sulpice (de), 173.  
 Saint-Vigor (de), 649.  
 Saladin, 634.  
 Salles, dit Masson, 467, 537, 540.  
 Salomon-Bénédict, 505-507.  
 Sambre-et-Meuse, 604, 605.  
*Sancy* (diamant *fa*), 184-193, 195-197, 201-202, 205-208, 213-221, 223-236, 242-244, 279-280, 332, 350, 374, 410, 412, 414, 416, 436, 443, 455, 468, 486, 506-508, 514, 522, 535, 538, 541, 550, 555, 569, 573, 576, 577, 577.  
 Sancy, colonel-général des Suisses, 141, 154, 183-186, 188-201, 213, 220, 223-225, 227-236, 279.  
 Santerre, 453, 456, 458.  
 Sarra, dit Brocquart, 514.  
 Sassoun, 583.  
 Saugnier (Quentin), 501.  
 Savoie (duc de), 191.  
 Schefer, membre de l'Institut, 631, 635.  
 Schomberg (de), 193.  
 Schouvaloff (général), 596, 599.  
 Schwarzenberg (prince de), 597.  
 Segris, ministre des finances, 657.  
 Sergent-Marceau, dit Sergent-Agathe, 452, 463, 482.  
 Servien, 529-530.  
 Servièrès (de), capitaine d'état-major, 626.  
 Sillery (de), 154, 184, 192-193, 321.  
 Smith (Thomas), 63-66.  
 Soissons (comte de), 329.  
 Solègre, 141.  
 Somers (John), 64-65.  
 Spine Pierre, 34.  
 Spol (Jacques-Antoine), 455, 497.  
 Spure (Léonard), 24.  
 Stanhope (Lady), 431.  
 Stanhope (Philippe, comte de), 430.  
 Sterky, 468.  
 Stettler (Michaël), 187.  
 Stocalper (de), lieutenant-colonel aux compagnies franches de Suisse, 341.  
 Stras, orfèvre-joaillier, 419-420.



Streeter, joaillier de Londres, 129.  
 Strozzi (banque), 24.  
 Suffolk (comte de), 236.  
 Sully (marquis) de Rosny, 181, 191.  
 199, 201, 211, 211-211, 237, 240.  
 254, 259.  
 Sury (Henri), capitaine suisse, 312, 311.

## T

*Table-de-Gènes* diamant, 24, 76, 118.  
 144-145, 148, 161, 273.  
 Tahon, 474, 496.  
 Taille de diamants, 16-18, 360-363.  
 439-440, 656.  
 Talleyrand de), 621.  
 Targer d'Anvers, 223-24.  
 Tasse (de), 199.  
 Tassis, ambassadeur, 210-211.  
 Taub, joaillier, 583.  
 Tavenel, Tevenel ou Thevenel, dit Durand, dit le Turc, 526, 538-539, 545.  
 Tavernier, 252, 267, 361, 361, 374-375, 380, 394, 400, 403, 547.  
 Terve, orfèvre, 254, 259.  
 Thélin (Charles), 653-654, 657.  
 Thellier, 529.  
 Thibert (M<sup>r</sup>), notaire, 225.  
 Thierry de Ville-d'Avray, 340, 348.  
 437, 439-440, 455-456, 497, 555.  
 Thomas, 654, 653, 655, 659.  
 Thuriot (conventionnel), 300, 364, 509-510, 555.  
 Tiffany, 361, 584, 625, 647-650.  
 Tiphaigne, directeur général des Domaines, 584, 624.  
 Tippo-Sach, 480.  
 Toison d'or, 267-270, 361, 436, 542, 547.  
 Tonkin, 605.  
 Tombes (Jeanne de), 10, 41.  
 Toqué, 414.  
 Touffait, 558-560.  
 Tourmus A.), 657-658.

Tourteaux de Septeuil, 437.  
 Toulain (orfèvre), 121, 151.  
 Treskow ou Tresco, 555, 569-571, 573.  
 Trésor du cabinet du roi, 21, 24, 45-46, 50-51, 64, 157, 237, 285-286, 365, 468, 472, 534-535.  
 Trésor de la Couronne, 4, 21, 51-53, 59, 290, 295-296, 299, 304, 311, 313, 315, 319-320, 329, 336-337, 349, 354, 358, 365, 407, 439, 441-442, 454-455, 459, 478, 536-538, 546, 550, 555, 557-558, 585-588, 602, 619, 622, 626, 632.  
 Tremel (Moïse), 502.  
 Tricot et sa femme, 464, 488-489, 501, 524.  
 Trochus, 420.  
 Trockmorton, ambassadeur, 63-66.  
 Tscharner, lieutenant-colonel aux compagnies franches de Suisse, 341.  
 Tubœuf (président), 215-216, 332.  
 Turenne (maréchal de), 142, 319, 322.  
 Turquet (Edmond), 549, 651.  
 Tuyot, élève de l'École polytechnique, 627.

## U

Ung, joaillier, 583.  
 Urbin (madame d'), 34-35.

## V

Vadier, 537.  
 Vaillant (maréchal), 653-654.  
 Van Dyck, 204, 217.  
 Van Houtrigh (M<sup>r</sup>), notaire, 558, 562, 563.  
 Van Hullen, 430.  
 Vanlenberghem, 555, 572-573.  
 Van Loo, 414.  
 Van Nispan, 224.  
 Van Orley, 359.  
 Vardet, joaillier, 288.



Varillas, 185-186.  
 Varlin, député de la Commune en 1871, 664.  
 Varny (Pierre de), 289.  
 Vast, orfèvre, 55.  
 Vaudemont (comte de), 135, 138, 145, 256-257.  
 Verbois (de), 628-630, 632-633, 635.  
 Veretz (de), 30.  
 Vergniaud, conventionnel, 450.  
 Vernier, 561.  
 Veyer (docteur), 141.  
 Vicence (maréchal, duc de), 597.  
 Vicourt (de), 98.  
 Victor-Amédée III, roi de Sardaigne, 561-562.  
 Vidam, 505.  
 Vié (de), 321.  
 Viel, 237.  
 Viette, joaillier, 654.  
 Vigée-Lebrun (Mme), 433.  
 Vijeau (du), 112-113.  
 Vilhena Barbosa (Ignacio de), 208, 210-211.  
 Villaudry (de), 34.  
 Villequier (René de), 257-258, 273, 275-276.  
 Villeroy (de), 186.  
 Vincent F<sup>r</sup> de Gonzague, duc de Mantoue, 138, 143, 148, 153, 195, 199-201, 227-236.  
 Vittard, orfèvre, 470.  
 Vitu (Auguste), 206.  
 Vol du Garde-meuble, 270, 437, 442, 447-450, 467, 483-484, 486, 490-491, 497, 500-501, 504, 506-507, 511-513, 518, 520-521, 525, 527.

530-531, 535-539, 542, 545, 547-548, 550-553, 558.  
 Vol aux Tuileries, 471, 484, 500, 501.  
 Voulland, conventionnel, 536-537.

## W

Wailly (de), 632, 634.  
 Walkirch, capitaine suisse, 324.  
 Wasserhon, 197.  
 Waterville, colonel suisse, 321, 341.  
 Wellington (général, duc de), 600-601.  
 Welzer (George), 20, 33-36.  
 Werdmüller, capitaine suisse, 324, 328.  
 Wierix, graveur, 296.  
 Wirtemberg (prince de), 549.  
 Wirtz, capitaine suisse, 309.  
 Wisser, capitaine suisse, 328.  
 Woeriot, 300.  
 Wood (Henry), 205.  
 Wydeville, 258, 287-288.

## Y

Youssoupoff (madame la princesse), 587.  
 Yule (colonel), 427, 431.

## Z

Zamet ou Zametti (Sébastien), 147-148, 235, 258, 273-277, 280, 288.



## TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

### A

- 1814, par Arsène Houssaye, 596.  
 Abécédario, de Mariette, 363.  
 Amanaeh du Dauphin, de 1772, 418.  
 Amateurs d'autrefois, les, par Clément de Ris, 420.  
 Ambassadeur libéral sous Charles IX et Henri III (un), par Édouard Frémy, 123.  
 Ambassadeurs vénitiens, par Armand Baschet, les, 6.  
 Ami du peuple (l'), par J.-P. Marat, 450.  
 Amortissement des dettes de l'État (de l'), par Maurice Roy, 86.  
 Archives de l'Art français, 122, 106, 312, 323.  
 Archives de l'Art français nouvelles, par Bonnatelli, 5, 27, 294, 413.  
 Archives de la maison de commerce Bapst et Falize (ancienne maison Bapst), 374, 417, 434, 439, 543, 575, 581-582, 585, 619, 621, 624, 633, 639, 641.  
 Archives curieuses de l'histoire de France, par Gimber et Danjou, 5.  
 Archives du baron d'Humboldt, 192, 198, 221, 223, 225.  
 Archives du département de La Gironde, 565.  
 Archives du département de la Loire-Inférieure, 251.  
 Archives du département de l'Oise, 359.  
 Archives du département de la Seine, 534.  
 Archives de Venise (les), par Armand Baschet, 94.  
 Archives du Ministère des affaires étrangères, 143, 144, 190-191, 193, 204, 320-325, 439, 548-549, 558-561, 568, 571.  
 Archives municipales de Mantoue, 6, 198, 227.  
 Archives nationales, 3, 6-10, 12, 24, 27, 29, 33, 39, 41, 46, 51, 70, 97, 115, 118, 121-122, 126, 131, 146, 147, 152, 157, 159, 171, 173, 175, 210-211, 219, 231-232, 256, 259, 262-263, 265, 278, 285, 287-290, 294, 306, 309, 311, 340, 349, 363, 412, 418, 420-421, 437-439, 449, 453, 455-459, 466-467, 471, 473, 475-476, 478-480, 484, 500-503, 505-507, 518, 520-521, 533-535, 538-539, 542, 545-549, 557-558,





561, 571, 573, 581-584, 587-590, 607.

Archivio Mediceo, à Florence (communiqué par le comte H. de la Ferrière), 89, 104-105, 107-108, 255.

Archivio Mediceo, à Florence (communiqué par Guasti, intendant royal des Archives de Florence), 108.

Archivio di Stato, de Ferrare, 86.

Archivio di Stato, de Florence, 111.

Archivio di Stato, de Modène, 88.

Archivio di Stato, de Venise, 45, 52, 86, 89, 91-92, 103, 105-110, 143.

## B

Bibliothèque de l'Arsenal (manuscrits), 21, 86.

Bibliothèque impériale à Saint-Petersbourg (documents français), 23.

Bibliothèque du Mobilier national, 265.

Bibliothèque nationale (cabinet des estampes), 4, 13, 15, 45, 58, 116, 255, 291, 293, 299, 307, 351.

Bibliothèque nationale (manuscrits), 5, 6, 8-10, 12, 16, 19, 21, 27, 33, 41, 45-46, 50, 52-53, 55, 57, 70, 72, 78, 86, 90-91, 93-94, 97, 101-106, 109, 114, 118-119, 122-125, 129-132, 134-142, 144-146, 148-154, 158-159, 169, 188, 190-194, 200, 210, 216-217, 221, 237, 251-252, 255, 257-259, 263, 267, 279, 284-285, 287, 289-290, 294, 304-306, 308-310, 317, 329, 331-332, 335, 337, 345, 349, 350-354, 357, 360-363, 369, 371, 374, 394-394, 396, 399-401, 497.

Bibliothèque nationale (cabinet des titres), 97, 294, 306, 362, 412.

Bibliothèque Saint-Marc, à Venise, 48.

Bijoux anciens et modernes (les), par Fontenay, 419.

British Museum, 210-227.

Bulletin de la Société des antiquaires, 50.

Bulletin du Tribunal révolutionnaire,

151, 461, 466-469, 472-479, 481, 485, 493, 495-499, 501, 504, 506-507, 511-519, 522, 523.

## C

Cabinet des médailles (le), par Ernest Babelon, 552.

Cabinet de Saint-Simon (le), par Armand Baschet, 6.

Catalogue des collections du trésor de la maison impériale et royale d'Autriche, 189.

Catalogue des diamants et pierreries provenant de la collection dite des joyaux de la Couronne, 337.

Catalogue des joyaux de la Couronne, mis en vente par l'administration des domaines, 651.

Cérémonial français (le), par Godefroy, 9, 45, 55, 293.

Charles IX et François Clouet, par Gruyer, 116.

Chroniques du bourgeois de Paris, 2, 3.

Chronique des Carnes déchaussés de Thann (la), 187.

Chronique des Dominicains de Guebwiller (la), 187.

Chroniques de la Régence et du règne de Louis XIV, par Barbier, 412, 421.

Comptes des bâtiments du roi, par le marquis Léon de Laborde, 6, 10, 24.

Compte de liquidation de la liste civile, par Vavin, 628.

Comptes des menus plaisirs du roi François I<sup>er</sup>, 47.

Confession de M. de Sancy, par Agrippa d'Aubigné, 191.

Correspondance de Colbert, publiée par Clément, 327, 329, 331-332, 345.

Correspondance diplomatique de Bertrand de Salignac de la Mothe-Fénélon, 112.

Correspondance du duc de Mantoue avec Nicolas Harlay de Sancy et le sieur de Sancy, 6.



Correspondance de Napoléon I<sup>er</sup>, 590, 603, 604.

Correspondance de Rome, 142, 144.

Cours de physique, par Babinet, 197.

## D

Décret impérial du 4 mars 1808, 607.

Démagogie en 1793 la., par Dauban, 449-450.

Dépêches des ambassadeurs vénitiens, en France, 45, 50, 52, 56, 86, 88, 90-96, 102-106, 129-130, 137-140, 142-158, 191, 194, 198-200.

Dictionnaire des finances, par Léon Say, 555.

Documents inédits : négociations, lettres et pièces diverses relatives au règne de François II, par Louis Paris, 53, 60, 72.

## E

Économies royales, par Sully, 259.

État des pierres gravées choisies par ordre de Sa Majesté l'empereur et roi (Napoléon I<sup>er</sup>, pour être extraites de la Bibliothèque impériale et annexées au trésor de la Couronne, 608.

Études sur Benvenuto Cellini, par Plon, 16.

Études sur François I<sup>er</sup>, par Paulin Paris, 11, 26.

Études sur Rubens, par Armand Baschet, 198-199.

Études sur les sciences, par Babinet, 197.

Exposition du Salon de correspondance de 1779, 435.

Extraits des minutes du greffe du Châtelet de Paris, 524.

Extraits des minutes du greffe du tribunal de Beauvais, 463-465, 468-469, 480, 498, 500, 503, 517, 523-525.

Extrait des minutes de l'étude de M<sup>r</sup> Chevillard, notaire à Paris, 204-205.

Extrait des minutes de l'étude de M<sup>r</sup> Meignen, notaire à Paris, 14, 98, 114-115, 257-258, 273, 276.

Extrait des minutes de l'étude de M<sup>r</sup> Philéas Vassal, notaire à Paris, 206-207, 330.

## G

Gaspard de Coligny, par le comte de Laborde, 111, 114.

Gazette des Beaux-Arts, 15, 420, 584.

Gazette des Tribunaux, 552.

Glossaire français du moyen âge, par le marquis Léon de Laborde, 6, 16, 18, 263.

Graveurs du dix-huitième siècle (les), par Portalis et Béraldi, 419.

## H

Henriette-Marie de France, reine d'Angleterre, par le comte de Baillon, 204.

History of the Pitt diamond, par H. Yule, 427.

Histoire d'Angleterre, par Froude, 64-65, 209, 212.

Histoire des armées étrangères au service de la France, par Fieffé, 72.

Histoire du cabinet des médailles, par Marion du Mersan, 587-588.

Histoire du cardinal Mazarin, par Aubéry, 337.

Histoire de la Confédération suisse, par de Muller, 186.

Histoire du costume, par Quicherat, 56.

Histoire des ducs de Bourgogne, par de Barante, 186.

Histoire de l'état de la France, tant de la république que de la religion



- sous le règne de François II, par Régnier de la Planché, 50.  
**Histoire de France**, par le R. P. Daniel, 188.  
**Histoire de France**, par du Haillan, 188.  
**Histoire de France**, par Mézeray, 188.  
**Histoire de France sous le ministère de Mazarin**, par Clérucq, 331.  
**Histoire de Henri III**, par Simon Du-pleix, 192.  
**Histoire de Henri III**, par Varillas, 185.  
**Histoire de l'infanterie française**, par le général Suzanne, 121-122.  
**Histoire générale du Languedoc**, par dom Vaissète, 25.  
**Histoire de Louis XI**, par Duclos, 188.  
**Histoire du luxe**, par Bandrillart, 185-186.  
**Histoire des martyrs ou martyrologe protestant**, 114.  
**Histoire des princes de la maison de Condé**, par le duc d'Aumale, 111-112, 129.  
**Histoire des trois grands rubis de la Couronne**, 259, 261, 270.  
**Histoire de la Sainte-Chapelle du Palais**, par l'abbé Morand, 259-260, 262, 266, 278.  
**Histoire du tiers état**, par Augustin Thierry, 97.  
**Histoire universelle**, par d'Aubigné, 111.  
**Histoire universelle**, par de Thou, 111.

## I

- Inventaire du sieur de Lézigny** 18 janvier 1563, 14.  
**Inventaire de Marie-Joséph de Saxe**, 270, 419.

## J

- Jeunesse de Catherine de Médicis** la par Armand Baschet, 54.

- Journal P. III**, 5, 15.  
**Journal du cavalier Bernin en France**, 217, 350.  
**Journal des Débats**, 632.  
**Journal du marquis de Dangeau**, 366-367.  
**Journal des Girondins**, 364.  
**Journal des Jacobins**, 450, 469, 535.  
**Journal officiel**, 655.  
**Journal des opérations de la section de l'Unité**, 537.  
**Journal des opérations pour la Couronne**, 600, 622, 654.  
**Journal de Paris**, de 1804, 552.  
**Journal du règne de Henri III**, par Lestoile, 98, 197.  
**Journal des seigneurs (juillet 1774)**, 429.  
**Journal le Temps**, 666.

## K

- Kalendar of state papers** (1564), 65-66.  
**Katalog der Sammlungen der Schatzkammer**, 440-441.

## L

- Lettres et les Arts (les)**, par Bouchot, 98, 433.  
**Lettres de Catherine de Médicis**, par le comte H. de la Ferrière, 20, 27, 107.  
**Lettres et instructions diplomatiques de Richelieu**, 313.  
**Lettre-préface de Canovas del Castillo à Gaspard del Muro**, 60.  
**Livre rouge**, 418.

## M

- Marie-Antoinette et le procès du collier**, par Campardon, chef de section aux Archives nationales, 438.



Mariage de Jeanne d'Albret (le), par  
M. le baron de Ruble, 96.

Mémoires d'Etat de Villeroy, 191.

Mémoires du comte de Brienne, 216, 216.

Mémoires de Mme Campan, 116.

Mémoires de Castelnau, 197.

Mémoires de Commynes, 187-188.

Mémoires des diamans sur le dictamen  
du sieur Fernand Nimmes, frere de  
Girar Guillelmo, lapidaire d'Amster-  
dam, et d'Alvarez de Paris, et Ma-  
nuel da Costa Casseretz, du 18<sup>e</sup> juillet  
1630, 36.

Mémoires de Durlfort, comte de Che-  
verny, 219.

Mémoires de Pierre de l'Estoile, 131,  
186.

Mémoires sur Fouquet, par Chéruel,  
335.

Mémoires de la Haguerie, 136, 190.

Mémoires de Luynes (édition Dussieux  
et Soulié, 121.

Mémoire manuscrit d'Archambaud de  
la Rivoire, 35.

Mémoires d'Olivier de la Marche, 188.

Mémoires de Mlle de Montpensier (édi-  
tion Chéruel), 201, 212.

Mémoires sur Napoléon, l'impératrice  
Marie-Louise et les Tuileries, par  
Mme la générale Durand, 592, 599.

Mémoires du duc de Nevers, 192.

Mémoires de Mme Roland, 448.

Mémoires de Saint-Simon, 407.

Mémoires de Tallemant des Réaux (édi-  
tion Monmerqué), 304.

Mémoires secrets, par d'Allonville, 151.

Mémoires secrets, par Buchaumont,  
417, 430.

Mémorial de Sainte-Hélène, 451-452.

Mercure de France (le), 212, 218-219,  
351-354, 366-367, 410, 412-413,  
416, 419.

Mercure Indien (le), 97-98, 111-112.

Merveilles des Indes orientales (les), par  
Robert de Berquen, 187-188, 263.

Moniteur universel (le), 451, 459-460,  
501, 510, 512, 517-518, 521, 536-  
537, 552, 601.

## N

Napoléon et son époque, par Peyre, 575.

Napoléon et Marie-Louise, par de Mé-  
neval, 596-597.

Négociations diplomatiques de la France  
avec la Toscane, par Canestrini, 89,  
155.

Notice historique sur les joyaux de la  
Couronne, publiée par l'Imprimerie  
nationale, 611.

Nouvelles de la République des arts et  
des sciences, par Pohlen de la Blan-  
cherie, 435.

## O

Offrande à la patrie (l'), par J.-P.  
Marat, 450.

## P

Papiers de la maison de Condé, 136.

Papiers de M. Degenne, communiqués  
par son fils, 619.

Philippe II, par M. Forneron, 208.

Philippe II et Antonio Perez, par  
M. Mignet, 60.

Plan de la Constitution, par J.-P. Marat,  
450.

Portraits au crayon aux seizième et dix-  
septième siècles, par H. Bouchot, 14.

Precious stones and gems, 119.

Princesse d'Eboli (Anne de Mendoza  
la), par M. Muro, 60.

Princes de l'Europe au seizième siècle  
(les), par Armand Baschet, 48.

## R

Rapport de M. Guinard, chef d'état-  
major général, en date du 26 février  
1848, 61.





Rapport de La commission d'enquête sur les-actes du gouvernement de la Défense nationale, 659.

Recueil des Dames, par Brantôme, 222-23, 253.

Relations des ambassadeurs vénitiens (Tommasco), 10.

Relations politiques de la France et de l'Espagne avec l'Ecosse (recueil de Teulet), 22.

Réponse à une affiche intitulée : « La vérité sur le vol du Garde-meuble, par Camus, » 566, 573-574, 576, 596.

Revue rétrospective, 582, 599.

Revue des Deux Mondes, 116, 605, 666.

Revue de la Révolution, par Ed. Dru-  
mont, 447, 482, 552.

Richesses du palais Mazarin (les), par  
le comte de Gosnac, 332.

## S

Science des pierres précieuses appliquée  
aux arts (la), par Gaire, 521.

Seizième siècle et les Valois (le), par  
M. le comte H. de la Ferrière.

Société de l'Art français, 6.

Société des Bibliophiles, 116.

Société de l'Histoire de France, 1, 136,  
190, 327.

Souvenirs historiques, par de Meneval,  
596-597.

State papers : domestic, 702.

Statuts des orfèvres-joyailliers, de Paris,  
par Leroy, 97, 122, 332.

## T

The ancient kalendars and inventories  
of the treasury of His Majesty's  
Exchequer, 202.

The gentleman's Magazine, 519.

Traité sur les pierres précieuses, par  
Dieulafoy, 552.

Traité sur les pierres précieuses, par  
Pouget fils, 188-189, 219, 269, 419,  
421.

Tribunal révolutionnaire (le), par Ch.  
Monselet, 447.

## V

Vie des grands capitaines, par Bran-  
tôme, 125.

Vies des dames galantes, par Bran-  
tôme, 11.

Vie d'un patricien à Venise (la), par  
Yriarte, 97.

Voyages de Tavernier (les), 361.



## TABLE DES GRAVURES

	Pages.
Restitution du collier de Claude de France. . . . .	5
Eléonore d'Autriche. (Dessin de G. Profit, d'après le recueil de Gaignières.). . . . .	13
Bijou en forme d'A, de la collection du prince Czartoryski. . . . .	15
Différentes sortes de diamants, à l'état naturel ou taillés. . . . .	17
Catherine de Médicis, avec un carcan autour du cou. Dessin de A. de Neuville, d'après un crayon du Cabinet des estampes. . . . .	21
Chaine de cou de François I <sup>er</sup> . D'après un tableau du Louvre. . . . .	32
Catherine de Médicis. Email de Léonard Limosin. . . . .	44
La duchesse de Valentinois (Diane de Poitiers). D'après une cire du musée de Breslau. . . . .	49
Marie Stuart, d'après un médaillon de bronze. La reine est parée de la bordure de touret, de la bordure d'oreillette et du collier. . . . .	54
Marie Stuart, avec la bordure de touret et la bague de cottoire. D'après une cire du musée de Breslau. . . . .	59
Grande table de diamant achetée par François I <sup>er</sup> et donnée à la Couronne par lettres patentes de François II. . . . .	65
Catherine de Médicis. (D'après une cire du musée de Breslau.). . . . .	87
La grande croix de diamants. D'après les portraits d'Élisabeth d'Autriche et de Charles IX. . . . .	99
Jeanne d'Albret. (D'après une cire du musée de Breslau.) . . . . .	113
Fac-similé d'un croquis de Catherine de Médicis, avec corrections de François Dujardin. . . . .	115
Élisabeth de France. (D'après un tableau de Clouet, au musée du Louvre.). . . . .	117



	Pages.
Carcan de la Couronne, monté par François Dujardin, en 1570. Dessin de Lucien Hirtz, d'après le portrait d'Élisabeth d'Autriche, par François Clouet. . . . .	133
Le Sancy. Figure extraite de la <i>Bibliothèque des Merveilles</i> . . . . .	184
Le Florentin, gros diamant de l'empereur d'Autriche. Figure extraite de la <i>Bibliothèque des Merveilles</i> . . . . .	191
Le Miroir-de-Portugal. (D'après le portrait d'Henriette-Marie, par Van Dyck, au musée de l'Ermitage, à Saint-Petersbourg.) . . . . .	207
Bijou de centre de corsage. Dessin de G. Profit, d'après le portrait d'Élisabeth de France. . . . .	217
La Côte-de-Bretagne, restitution d'après les descriptions d'inventaires. (Dessin de Lucien Hirtz.) . . . . .	248
Les trois rubis : l'Oëuf-de-Naples, la Côte-de-Bretagne, l'A-Romain. . . . .	249
La Toison d'or, montée par Jacquemin. Dessin de Lucien Hirtz. — Face et revers, grandeur réelle. . . . .	268-269
La Croix du Saint-Esprit, montée par Jacquemin, moitié grandeur réelle; au centre les rubis. Dessin de Lucien Hirtz.) . . . . .	271
Portrait de Marie de Médicis. (D'après une gravure du département des estampes à la Bibliothèque nationale. . . . .	291
Collier de brillants et perles. (D'après le portrait d'Élisabeth de France, par Van Dyck, au musée du Louvre.) . . . . .	284
Croix de diamants. (D'après les portraits de Marie de Médicis et d'Anne d'Autriche, Dessin de G. Profit.) . . . . .	297
Anne d'Autriche. (D'après une estampe gravée en 1643, par Falk, d'après un tableau de Juste d'Égmont. Département des estampes. Bibliothèque nationale.) . . . . .	307
Boucles d'oreilles d'Anne d'Autriche. (D'après le recueil de Maréchal, appartenant à M. Bérard, architecte. Dessins de Lucien Hirtz.) . . . . .	333
Marie-Thérèse d'Espagne, reine de France. (D'après la gravure de Bonnard.) . . . . .	347
Louis XIV avec un justaucorps couvert de boutons et de boutonnieres de diamants. (D'après la gravure de Bonnard.) . . . . .	355
Girandoles d'Anne d'Autriche. (D'après le recueil de Maréchal.) . . . .	358
Le bijou du diamant de Guise. (D'après le dessin conservé dans le fonds de Lorraine, au département des manuscrits à la Bibliothèque nationale.) . . . . .	360
Diamants vendus par Tavernier. (Gravure hors texte.) . . . . .	403
Le Régent. Gravure extraite des <i>Pierres précieuses</i> ( <i>Bibliothèque des Merveilles</i> ) . . . . .	408
La couronne du sacre de Louis XV, montée par Rondé père et fils. D'après une gravure d'Antoine. . . . .	411



## TABLE DES GRAVURES.

705

	Pages.
Couronne de Marie Leczińska. D'après une gravure de Ch. Duflos. . . . .	415
Collier de Marie Leczińska, avec le <i>Régent</i> au centre. (D'après un dessin conservé dans la maison Bapst et Falize, ancienne maison Bapst.) . . . .	417
Motifs de joaillerie pour la coiffure. . . . .	424
Bouquet exécuté par G.-F. Bapst pour la reine, en 1788. Collection de dessins de la maison Bapst et Falize, ancienne maison Bapst. . . . .	434
La place de la Concorde. (Gravure hors texte.) . . . . .	455
Épée de Louis XVI, dessinée par Brevet et montée par G.-F. Bapst. (Dessins conservés dans la maison Bapst et Falize, ancienne maison Bapst.) . . . .	543
Épée du premier consul. (Dessin conservé dans la maison Bapst et Falize, ancienne maison Bapst. . . . .	575
Diadème rubis, exécuté en 1807 pour l'impératrice Joséphine. (Dessin conservé dans la maison Bapst et Falize, ancienne maison Bapst. . . . .	582
Grand diadème de la parure en diamants, montée en 1810 pour l'impératrice Marie-Louise, et bandrier du glaive de Napoléon I <sup>er</sup> . Ces deux dessins sont conservés dans la maison Bapst et Falize (ancienne maison Bapst). . . . .	585
Aigle de la couronne de perles. Appartenant à M. Edmond Bapst. . . . .	589
Couronne du sacre de Charles X, exécutée par Frédéric Bapst. (Dessin conservé dans la maison Bapst et Falize, ancienne maison Bapst.) . . . .	623
Épée de Charles X, exécutée par Frédéric Bapst, sur le dessin d'Évrard Bapst, joaillier du Roi et de la Couronne. (D'après un plomb appartenant à M. Charles Bapst.) . . . . .	625
Grande perle achetée à Nitot. Dessin conservé dans la maison Bapst, aujourd'hui Bapst et Falize. . . . .	655
Diadème dit « à la Grecque » avec le <i>Régent</i> au centre, dessiné par Alfred Bapst, joaillier de la Couronne. (Dessin conservé dans la maison Bapst et Falize.) . . . . .	667





# TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE. . . . .	1
------------------	---

## LIVRE PREMIER<sup>1</sup>

### ORIGINE DES JOYAUX DE LA COUROSNE

#### CHAPITRE PREMIER

Création du trésor de la Couronne. — François I <sup>er</sup> . — Eléonore d'Autriche. — La dame de Chateaubriant. — Henri VIII. — Les modes au commencement du seizième siècle. — La taille des diamants. — Mariage de Catherine de Médicis. . . . .	1
---	---

#### APPENDICE :

I. Inventaire des bagues de la couronne, que le Roy a fait estimer à Bourdeaux le xv <sup>e</sup> jour de juing M.V <sup>e</sup> .XXX. . . .	29
II. Inventaire fait à Paris le dix-huitième jour de février mil cinq cent trente-deux, des bagues et pierreries estans de présent es coffres du Roy. . . . .	33
III. Lettres-patentes du roi en forme de déclaration (24 août 1537), par lesquelles le Roy veut et n'entend que autre que luy aye la connoissance du fait et administration de ses bagues, joyaux, distribution d'argent, mis en ses mains, de ses menus plaisirs et du jeu. . . . .	59
IV. État des bagues et joyaux rendus par la reine Eléonore. (5 mai 1548). . . . .	61



# CHAPITRE II

Catherine de Médicis et Diane de Poitiers. — Première donation au trésor de la Couronne. — Mariage de Marie Stuart. — François II et Marie Stuart. — Modifications totales des parures du Trésor. — Mort de François II. — Catherine de Médicis reçoit du roi Charles IX la garde des joyaux de la Couronne. — Prise du Havre. — Un diamant de la Couronne prix d'achat d'une place de guerre . . . . . 43

## APPENDICE :

- I. Inventaire des bagues du roi Henri II (1551) . . . . . 67
- II. Inventaire de François II et donation de joyaux à la Couronne (2 juillet 1559) . . . . . 70
- III. Inventaire des bagues de la royne Marie d'Escoce 26 février 1563 . . . . . 72
- IV. Autre inventaire (20 février 1560) . . . . . 78

# LIVRE II

## RÔLE FINANCIER DES DIAMANTS DE LA COURONNE CATHERINE DE MÉDICIS, CHARLES IX ET HENRI III

# CHAPITRE PREMIER

Emprunts à Venise, Florence et Ferrare. — Emprunts des protestants en Angleterre. . . . . 85

# CHAPITRE II

Henri III; son retour en France par Venise. — Invasion de Jean Casimir. — Emprunts à divers États et à des particuliers. — Dépenses des mignons. 121

## APPENDICE :

- I. Inventaire des bagues de la Couronne (5 novembre 1570) . . 159
- II. Lettres patentes de discharge pour la reine Elisabeth d'Autriche, et remise des joyaux à la reine Louise de Vaudemont (12 may 1575) . . . . . 177



III. Pierreries données par Henri III à la reine sa mère. . . . .	179
IV. Lettres patentes du 1 <sup>er</sup> octobre 1588, par lesquelles Henri III donne décharge à la reine Louise de Vaudemont, sa femme, des bagues de la Couronne . . . . .	181

## LIVRE III

## HISTOIRE DU « SANCY » ET DU « MIROIR-DE-PORUGAL »

## CHAPITRE PREMIER

Henri IV au pouvoir. — Nicolas Harlay de Sancy; son diamant. — La légende du <i>Sancy</i> . — Charles le Téméraire. — Antoine de Crato. — Vincent de Gonzague. — Jacques 1 <sup>er</sup> d'Angleterre. . . . .	183
--	-----

## CHAPITRE II

Révolution d'Angleterre. — Vente de bijoux de la Couronne de la Grande-Bretagne. — Le <i>Miroir-de-Portugal</i> . — Difficultés financières d'Henriette-Marie. — Prêts d'argent à elle faits par le duc d'Épernon. — Intervention de Mazarin. Achat du <i>Sancy</i> et du <i>Miroir-de-Portugal</i> par le Cardinal. — Entrée du <i>Sancy</i> et du <i>Miroir-de-Portugal</i> dans le trésor de la couronne de France. . . . .	203
--	-----

## APPENDICE :

I. Brevet d'achat de pierres (31 janvier 1589). . . . .	221
II. Pièces concernant l'engagement de pierres appartenant à Sancy (4 février 1595). . . . .	223
Brevet en faveur de Sancy (20 février 1595). . . . .	225
III. Correspondances concernant le Sancy. . . . .	227
IV. Inventaire concernant les pièces du cabinet ou des bijoux personnels du roi, remis à Sully le 18 mai 1591. . . . .	237
V. Pièces diverses concernant la vente du <i>Sancy</i> et du <i>Miroir-de-Portugal</i> par la reine d'Angleterre au cardinal Mazarin. . . . .	241



## LIVRE IV

LES RUBIS DE LA COURONNE : LA CÔTE-DE-BRETAGNE,  
L'A-ROMAIN ET L'ŒUF-DE-NAPLES

## CHAPITRE PREMIER

Origine des rubis. — Leur entrée à la Couronne. — Leurs engagements à Florence et en Lorraine. — Les rubis de la Sainte-Chapelle. — Zamet et Legrand. — Les rubis de nouveau mis en gage donnent lieu à une série de procédures durant cinquante ans. — Leur retour à la Couronne. — On les taille. — Leur monture au dix-huitième siècle. . . . . 247

## APPENDICE :

- I. Acte d'engagement des trois rubis de la Couronne entre les mains de Zamet, signé de Henri III. . . . . 273
- II. Déclaration de Zamet constatant qu'il n'agit que comme prête-nom du sieur Legrand (29 juin 1581). . . . . 276
- III. Constatation faite à la Sainte-Chapelle, par laquelle il est reconnu que les trois rubis de la Couronne n'ont point été enlevés du reliquaire de cette église. . . . . 278
- IV. Observations vraisemblablement rédigées par Fontanieu. . . 279

## LIVRE V

## PREMIÈRE MOITIÉ DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

## CHAPITRE PREMIER

Henri IV. — Pénurie du Trésor. — Difficulté des recherches. — Henri IV protecteur des arts. — Achat de joyaux. — Parures données à Marie de Médicis . . . . . 283

## CHAPITRE II

Double mariage d'Élisabeth de France avec le fils du roi d'Espagne et de Louis XIII avec Anne d'Autriche. — Les parures de la corbeille. — Les





diamants de la Couronne chez le maréchal d'Ancre et chez le connétable de Luynes. — Les joailliers de la Couronne, leurs fonctions. — Le cardinal de Richelieu, ses donations à la Couronne. . . . .	303
--	-----

## APPENDICE :

Pièces justificatives se rapportant à des fournitures de perles pour l'ornementation des jupes d'Anne d'Autriche et d'Élisabeth. . . .	317
--	-----

## LIVRE VI

## RÈGNE DE LOUIS XIV

## CHAPITRE PREMIER

Minorité de Louis XIV. — Engagement des diamants de la Couronne entre les mains des colonels suisses. — La Fronde. — Mazarin et ses collections, sa donation à la Couronne. . . . .	319
---	-----

## APPENDICE :

Ordonnance du roi de trois cent mille livres aux officiers suisses et inventaire de diamants et pierreries à eux donnés en gage pour sûreté de leur payement. . . . .	341
---	-----

## CHAPITRE II

État des diamants de la Couronne à la mort de Mazarin. — Mariage de Louis XIV et de Marie-Thérèse. — Achats de diamants. — Augmentation du Trésor par voie de successions et d'achats. — Parures diverses du Trésor. — Transformation continuelle des joyaux de la Couronne. — Gardes des joyaux de la Couronne. — Les duchesses de Bourgogne et de Berry. . . . .	345
--	-----

## APPENDICE :

I. Inventaire des joyaux de la Couronne (1666). . . . .	369
II. Ordre observé dans la tenue des livres des pierreries. . . .	372
III. Inventaire des joyaux de la Couronne (septembre 1691). . .	374
IV. Facture de Tavernier. . . . .	403



## LIVRE VII

LOUIS XV ET LOUIS XVI

## CHAPITRE PREMIER

- La Régence; achat du diamant dit *le Régent*. — Louis XV; son sacre, son mariage. — Marie Leczinska. — Changement des modes et des parures de la Couronne. . . . . 407

## APPENDICE :

- Le Régent*, dit aussi *Diamant de Pitt*. . . . . 437

## CHAPITRE II

- Louis XVI. — Marie-Antoinette. — Goûts simples de la reine. — Simplification des parures. — Histoire du collier de la reine. — Taille des diamants de la Couronne. — La parure rubis de la Couronne donnée à la reine . . . . . 433

## APPENDICE :

- Sommaire de l'inventaire des joyaux de la Couronne (1774) . . . 443

## LIVRE VIII

LE VOL DU GARDE-MEUBLE

## CHAPITRE PREMIER

- Les historiens et le vol du Garde-meuble, les accusations réciproques des partis. . . . . 447

## CHAPITRE II

- La situation à Paris en 1793. — La place de la Concorde, le Garde-meuble, ses collections, sa garde . . . . . 453



## CHAPITRE III

Les organisateurs du vol. — Leurs réunions et leurs projets. — Composition de la bande. — Effraction. — Mesures de prudence. — Le vol exécuté du 11 au 17 septembre. — Les partages. — Soupçons. — Les voleurs sont surpris . . . . .	463
---	-----

## CHAPITRE IV

Les recherches. — Les premiers interrogatoires. — Les dénonciations. — Nouvelles recherches dans les cabarets. — Arrestation de nouveaux voleurs . . . . .	479
--	-----

## CHAPITRE V

Le tribunal criminel. — Procès et condamnation de Chambon et Doulligny. — Recel de diamants volés. — Procès de plusieurs juifs. — Procès de Badarel et de Depeyron. . . . .	493
---	-----

## CHAPITRE VI

Suite des procès des voleurs du Garde-meuble : Joseph Picard et Aimé Leclerc. — Pierre Gallois dit Matelot, François Mauger et Alexandre dit le Petit Cardinal. — Thomas Laurent, Meyran dit Grand C. . . . — Claude Melchior Cottet dit le Petit Chasseur. — Paul Miette. — Pourvois en cassation de Doulligny, Chambon, Badarel, Depeyron, Gallois et Paul Miette. — Annulation des jugemens les concernant et jugemens définitifs rendus par le tribunal criminel de Beauvais. . . . .	511
---	-----

## CHAPITRE VII

Déconverte d'une grande partie des objets volés. — Nomination d'une commission de joailliers pour vérifier ces objets et dresser l'inventaire de ce qui restait au Garde-meuble. — Recherches à l'étranger. — Séance du club des Jacobins, du 22 avril 1791. — Le comité de sûreté générale découvre le <i>Régent</i> . . . . .	533
---	-----



## LIVRE IX

LES DIAMANTS DE LA COURONNE, DEPUIS LA TERREUR  
JUSQU'À NOS JOURS

## CHAPITRE PREMIER

Payement des fournisseurs avec les diamants de la Couronne. — Les bijoux du roi de Sardaigne confisqués à la banque d'Amsterdam et envoyés à la trésorerie nationale. — Les sieurs Perrin et Cablat envoyés en Orient pour y vendre une partie des diamants de la Couronne. — Les fournisseurs de l'armée : Treskow et d'Iranda. — Traité d'emprunts sur gages avec Carrier, Bézard et Cie, Vaulenberghem et autres. — Le *Régent* et le *Sauoy*. 555

## CHAPITRE II

Le trésor de la Couronne sous le consulat et l'empire. — Montures des parures à l'occasion du couronnement et du sacre. — Mariage de Napoléon avec Marie-Louise. — Achats de diamants et de parures nouvelles s'élevant à plus de six millions six cent mille francs. — Les camées de la Bibliothèque nationale. — Réorganisation de l'administration des bijoux de la Couronne. . . . . 577

## CHAPITRE III

Première invasion. — Les diamants de la Couronne à Blois en 1814. — Le gouvernement provisoire s'empare des bijoux personnels de Marie-Louise et de ceux de Napoléon I<sup>er</sup>. — Première restauration. — Retour de Napoléon de l'île d'Elbe. — Louis XVIII et les diamants de la Couronne à Gand. 595

## APPENDICE :

- I. Minute de décret impérial. . . . . 607  
Etat des pierres gravées choisies par ordre de Sa Majesté l'empereur et roi pour être extraites de la Bibliothèque impériale et annexées au trésor de la Couronne. . . . . 608
- II. Inventaire des diamants de la Couronne (1811, 1812 et 1813).  
Résumé. . . . . 614

## CHAPITRE IV

Les diamants de la Couronne pendant la seconde restauration. — Cadeaux aux généraux des armées alliées. — Nouvelles montures des parures de 1816 à 1820. — Couronne du sacre et épée de Charles X. — Révolution de 1830. — Les diamants de la Couronne à Rambouillet; leur





retour à Paris. — Ils sont déposés d'abord au Ministère des finances, ensuite dans la maison du joaillier de la Couronne, et enfin aux Tuileries dans les bureaux de la Liste civile. — Révolution de 1848. — Vol d'une parure de trois cent mille francs, le 26 février 1848 . . . . . 619

## APPENDICE :

Comparaison de l'inventaire de 1811-1813 avec celui de 1818. . .	637
Désignation des diamants inventoriés en 1811 et en 1813, qui ne le sont plus dans l'inventaire de 1818. . . . .	638
Les cinq Mazarins subsistants dans le trésor de la Couronne. — Leur vente en mai 1887. — Erreurs commises par l'administration des Domaines. — Comment on aurait pu les retrouver. — Ce qu'ils sont devenus après la vente. . . . .	640
État des parures de la Couronne, telles qu'elles étaient en 1830. .	643
Tableau des principaux diamants existant dans les inventaires de 1791, 1811 et 1818 qui ont été vendus le 12 mai 1887. .	646
Tableau des Mazarins existant encore au Trésor lors de la vente aux enchères du 12 mai 1887. . . . .	649
Tableau de l'origine des pierres données comme Mazarins, d'après le catalogue de la vente des diamants de la Couronne qui a eu lieu le 12 mai 1887. . . . .	651

## CHAPITRE V

Décret du 9 mars 1848 ordonnant la vente des diamants de la Couronne. — Second empire. — Exécution de nouvelles parures au mariage de Napoléon III avec l'impératrice Eugénie. — La broche-reliquaire, le diadème en grecque, le diadème russe. — 30 août 1870, les diamants de la Couronne à Brest. — La Commune. — Menaces à la Banque de France, soupçonnée de cacher les diamants de la Couronne dans ses caves. — Leur vente aux enchères, en mai 1887 . . . . . 649

## APPENDICE :

Vente des diamants de la Couronne en vertu de la loi du 10 décembre 1886, effectuée les 12 mai 1887 et jours suivants . .	669
---	-----

---

Table alphabétique . . . . .	677
Table bibliographique . . . . .	697
Table des gravures . . . . .	703
Table des matières . . . . .	707



## ERRATA

Page 50, suite de la note de la page 49, à la 3<sup>e</sup> ligne. *Lire* : MM. Courajod et Molinier, au lieu de : MM. Courajod et Molinier.

Page 71. *Lire* : Robertet, au lieu de : Robert.

Page 176, 17<sup>e</sup> ligne. *Lire* : somme de ladicte augmentation M.iiiij<sup>ss</sup> écus, au lieu de : j<sup>ss</sup>iiiij<sup>ss</sup> écus.

Page 229, lettre de La Brosse au duc de Mantone, à la 10<sup>e</sup> ligne. *Lire* : S. M. lui a fait offrir 70 000 écus comptant, au lieu de : 70 000 comptant.

Page 397, 6<sup>e</sup> ligne. *Lire* : x<sup>ss</sup>iiij six livres, au lieu de : evnj six livres.

Page 403, 3<sup>e</sup> ligne. *Lire* : revenant compris à iiiij<sup>ss</sup>xl livres, au lieu de : ny<sup>ss</sup>xl livres.

Page 403, 7<sup>e</sup> ligne. *Lire* : 11 420 481 livres, au lieu de : 11 424 181 livres.

Page 419, note 1, 4<sup>e</sup> ligne. *Lire* : 1763, au lieu de : 1872.

Page 428, après la signature T. PÉRIE. *Lire* : à cette lettre sir Stephen, au lieu de : à cette lettre sir Stepen.

Page 441, 6<sup>e</sup> ligne. *Lire* : 1854, au lieu de : 1858.

Page 469, fin de la note 2. *Lire* : Le Leu et Le Blond, au lieu de : Le Leu et Le Boud.

Page 575, au-dessous du dessin. *Lire* : Épée du premier Consul, au lieu de : Ép.

Page 578, note 1. *Lire* : von Dervis au lieu de : Dervis.

Page 589, 3<sup>e</sup> ligne. *Lire* : Raoul Rochette, au lieu de : Ramel-Rochette.

---



ACHEVÉ D'IMPRIMER

PAR A. LAHURE

le vingt-cinq novembre mil huit cent quatre-vingt-huit

POUR M. GERMAIN BAPST

VIGNOT, prête à la composition. — LAFAYE, metteur en pages.

HENRISEUR, prête aux machines. — FRASSESS, conducteur.



ESSAI

sur

L'HISTOIRE DES PANORAMAS  
ET DES DIORAMAS





## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR.

---

*Le musée rétrospectif du métal*, in-8°, Paris, Quantin, 1880.

*Marie-Joseph de Saxe*, in-4°, Paris, Lahure, 1882.

*Testament de Jean le Bon*, in-18, Paris, Lahure, 1884.

*Études sur l'étain*, in-8°, Paris, G. Masson, 1885. (Couronné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres.)

*Une mission au Caucase*, in-8°, Paris, Leroux, 1886.

*La provenance de l'étain dans le monde ancien* (extrait des *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*), Paris, Imprimerie nationale, 1886.

*Études sur l'orfèvrerie française au XVIII<sup>e</sup> siècle*, in-8°, Paris, Rouvic, 1887. (Couronné par l'Académie française.)

*Du rôle économique des joyaux dans la politique et la vie privée* (extrait des *Comptes rendus de l'Académie des sciences morales et politiques*), in-8°, Paris, Picard, 1887.

*Mémoire sur la provenance de l'étain dans la haute antiquité*, in-8°, Bruxelles, 1888.

*Les fouilles de Sivierskaia*, grand in-4°, Paris, Lévy, 1888.

*Histoire des joyaux de la Couronne*, grand in-8°, Paris, Hachette, 1889. (Couronné par l'Académie française, prix Théroutanne.)



ESSAI

SUR

L'HISTOIRE DES PANORAMAS  
ET DES DIORAMAS

PAR

GERMAIN BAPST

---

EXTRAIT DES RAPPORTS DU JURY INTERNATIONAL DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889

AVEC ILLUSTRATIONS INÉDITES DE M. ÉDOUARD DETAILLE



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

---

LIBRAIRIE G. MASSON, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 120

---

M DCCC XCI



A

MONSIEUR ROSSIGNEUX

PRÉSIDENT DU JURY DE LA CLASSE DES ARTS DÉCORATIFS  
À L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889.

---

MON CHER PRÉSIDENT,

Je vous prie de vouloir bien agréer l'hommage de cet ouvrage. Durant nos longues séances du jury de la classe des arts décoratifs, vous m'avez sans cesse témoigné votre bienveillance. Vous m'avez encouragé de toutes façons et vous m'avez aidé de vos conseils. Veuillez donc recevoir ici l'expression de ma profonde reconnaissance et me croire toujours votre dévoué et affectionné

GERMAIN BAPST.





GRÉNADIERS DE LA GARDE.

Esquisse inédite de M. ÉDOUARD DETAILLE  
pour le panorama de la bataille de Rezonville.





# ESSAI

SUR

## L'HISTOIRE DES PANORAMAS

### ET DES DIORAMAS.

---

A la fin du siècle dernier, vers 1785, un jeune peintre d'Edimbourg, du nom de Robert Barker, poursuivi par des créanciers, fut arrêté et jeté en prison pour dettes. Le cachot, dans lequel il fut enfermé, était en sous-sol et s'éclairait par un soupirail percé verticalement dans le plafond, à l'intersection du mur. La lumière tombant le long de ce mur s'y répandait jusqu'au sol, dans la partie située sous l'ouverture. Longtemps, le jeune Barker ne remarqua pas la manière dont le jour frappait la muraille, lorsque, s'étant mis sous le soupirail pour lire une lettre et ayant appliqué la feuille de papier contre la partie éclairée du mur, il fut étonné de la façon dont elle lui apparaissait sous cette clarté. L'effet lui sembla même si extraordinaire qu'il se promit, aussitôt sa liberté obtenue, d'éclairer par en haut des peintures de grandes dimensions. Le principe du panorama, à en croire nombre d'écrivains, aurait été ainsi découvert.

Cette anecdote est-elle vraie ou fausse ? Peu importe : quel qu'ait été le point de départ de sa découverte et quoiqu'on la lui ait contestée, Barker est l'inventeur des panoramas.

Nous le démontrerons en expliquant l'importance de l'application de ses observations sur les effets de la lumière; puis ce fait établi, nous raconterons les perfectionnements successifs des panoramas, qui en France, grâce au talent de MM. de Neuville et De-taille, sont devenus des œuvres d'art de l'ordre le plus élevé.

#### I

La découverte de Robert Barker est constatée par le brevet d'invention qui lui fut accordé le 19 juin 1787<sup>(1)</sup>. On trouve, dans ce brevet, la description du panorama en termes si précis, qu'il est impossible de mettre en doute qu'à cette date, où rien n'avait encore été publié sur ce sujet, Barker n'ait déjà connu le panorama<sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> *Repertory of Arts and Manufactures*, t. IV, p. 165. London, 1796. Specification of the granted to M. Robert Barker of the city of Edinburgh, portrait-painter, for his invention of an entire new contrivance or apparatus, called by him *La nature à coup*

*d'œil* (this invention has been here called the panorama) for the purpose of displaying views of nature at large, by oil-painting, fresco, water-colours, crayons, or any other mode of painting or drawing.

<sup>(2)</sup> Breysig publia en 1798 chez Keil, à Magdebourg,



Aussitôt le brevet pris, Barker se met à l'œuvre et cinq ans après, en 1792, il expose dans Leicester Square, à Londres, son premier panorama complet représentant : *La flotte anglaise ancrée entre Portsmouth et l'île de Wight* <sup>(1)</sup>. Paris et Berlin, les premières villes du continent qui possédèrent des panoramas, n'en eurent que huit ans après, en 1800. Aussi, quoique plusieurs peintres, tels que Prévost en France <sup>(2)</sup> et Breysig en Allemagne <sup>(3)</sup>, aient plus tard revendiqué la gloire d'avoir découvert ce genre de peinture, cet honneur revient seulement à Robert Barker.

Mais avant d'aller plus loin, qu'est-ce qu'un panorama ? En vertu de quelles lois scientifiques est-il conçu et par quels procédés a-t-on appliqué ces lois pour l'exécuter ?

Le panorama <sup>(4)</sup> est une peinture circulaire exposée de façon que l'œil du spectateur, placé au centre et embrassant tout son horizon, ne rencontre que le tableau qui l'enveloppe. La vue ne permet à l'homme de juger des grandeurs et des distances que par la comparaison; si elle lui manque, il porte un jugement faux sur ce que sa vue perçoit.

Lorsqu'on voit un tableau, quelque grand qu'il soit, renfermé dans un cadre, le cadre et ce qui entoure le tableau sont des points de repère qui avertissent que l'on n'est pas en présence de la nature, mais de sa reproduction. Pour établir l'illusion, il faut que l'œil, sur quelque point qu'il se porte, rencontre partout des figurations faites en proportion avec des tons exacts et que, nulle part, il ne puisse saisir la vue d'objets réels qui lui serviraient de comparaison; alors qu'il ne voit qu'une œuvre d'art, il croit être en présence de la nature. Telle est la loi sur laquelle sont basés les principes du panorama.

Voyons maintenant comment on a procédé dans l'application :

On construit une rotonde à toit conique <sup>(5)</sup> (les premières rotondes avaient 17 mètres de diamètre sur 7 mètres de hauteur; depuis elles ont eu jusqu'à 50 mètres de diamètre sur 16 mètres de hauteur <sup>(6)</sup>); dans l'intérieur s'élève, au centre, une plate-forme isolée, de la hauteur de la moitié de l'édifice; c'est là que se place le spectateur, qui est

un ouvrage intitulé : *Skizzen, Gedanken-Umriss; Entwürfe, die bildenden Künste betreffend* (Esquisses, pensées, projets, contours, relatifs aux arts plastiques), dans lequel, pages 140 et suivantes, il décrivait les procédés du panorama. Ce n'est donc que neuf ans après la publication du brevet de Barker que Breysig traita le même sujet; de plus, comme on le verra plus loin, en 1798, Breysig avait déjà eu connaissance par les gazettes anglaises de la découverte de Barker.

<sup>(1)</sup> *Journal des Luxus und der Moden* publié à Weimar, juin 1800, p. 282 et suivantes.

<sup>(2)</sup> Dans la biographie du peintre Prévost, par son frère, la découverte des panoramas lui est attribuée. Voir *Notice historique sur Montigny-le-Gannebon*, par Jean Prévost, Châteaudun, 1852.

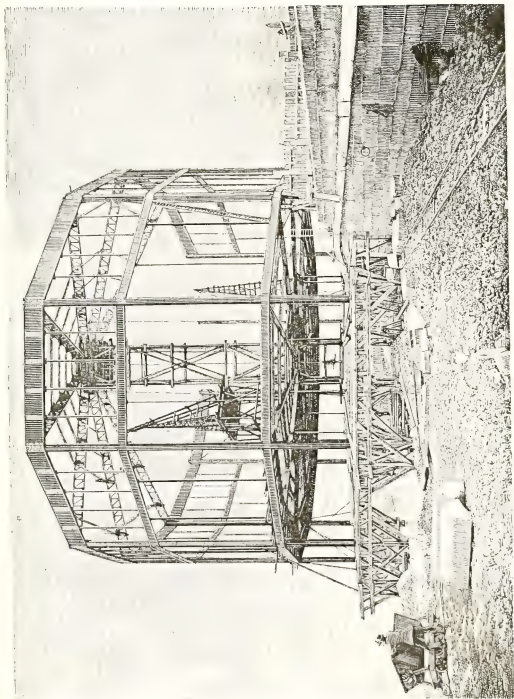
<sup>(3)</sup> Voir Nagler, *Dictionnaire des artistes et peintres*, biographie de Breysig (Johann-Adam), peintre, architecte, décorateur de théâtres et professeur des beaux-arts.

<sup>(4)</sup> Rapport de M. Dufourny, membre de la commission des beaux-arts, de l'Institut, en date du 26 fructidor an VIII; extrait des *Mémoires de la classe des beaux-arts de l'Institut*, t. V, p. 55.

<sup>(5)</sup> Daly, *Revue générale de l'architecture*, t. II, p. 2227. Paris, 1841.

<sup>(6)</sup> Le premier panorama de Barker avait 45 pieds de diamètre sur 16 pieds de haut. Les deux rotondes du boulevard Montmartre à Paris avaient 14 mètres de diamètre.





CONSTRUCTION D'UN PANGAMA (GRAVURE LATRAITIL DU JOURNAL LE GAZET CHINE)



maintenu à une certaine distance du mur circulaire entièrement recouvert par la toile du tableau. La toile est en quelque sorte sans fin, ses deux extrémités se raccordant et se confondant en un même point.

Les objets y doivent être représentés d'après les règles de la perspective, en prenant comme point central la plate-forme où se tient le spectateur.

Une zone vitrée large de 1 mètre, placée à la partie basse du toit conique, au-dessus et à l'intérieur de la toile, laisse passer le jour qui tombe directement sur elle, la partie centrale du toit restant pleine. Un parajour situé au-dessus du spectateur lui cache ce qui est au-dessus de sa tête, l'empêche de voir l'extrémité supérieure de la peinture et l'ouverture circulaire par où pénètre le jour; l'éclat de la lumière est ainsi amorti, et l'ombre du spectateur ne peut plus se dessiner sur la toile; enfin le ton gris de cet appareil forme contraste avec les tons lumineux de la peinture et les fait paraître plus éclatants. Dans les premiers panoramas, une étoffe de même couleur que le parajour était tendue en pente depuis le bord de la plate-forme jusqu'au bord du tableau; elle en dérobait l'extrémité et tenait lieu de premier plan situé dans l'intervalle compris entre le spectateur et le tableau.

Ce ne fut qu'en 1830 que l'on fit les raccords de la peinture avec les premiers plans simulés par des objets matériels. Le parajour et la tenture du bas, en coupant la peinture, l'un en haut, l'autre en bas, la faisaient paraître plus profonde et plus grande.

Pour amener le spectateur du dehors jusqu'à la plate-forme, on le conduit par des corridors sombres; dans le trajet, il perd la notion de la lumière et, lorsqu'il arrive à la place qu'il doit occuper, il passe, sans transition, de l'obscurité à la vue du tableau circulaire exposé sous la lumière la plus vive; alors tous les points du panorama se présentent à la fois et il en résulte une sorte de confusion; mais bientôt, l'œil s'habituant au jour, le tableau produit insensiblement son effet, et plus on le considère, plus on se persuade que l'on est en présence de la réalité.

Lorsque l'artiste s'occupe de lever les dessins de la vue qu'il veut représenter, il choisit, autant qu'il le peut, une éminence de la même hauteur que la plate-forme d'où il découvrira autour de lui l'horizon et apercevra les détails qui se trouvent à ses pieds. Les premiers plans devront être pittoresques et saisissants parce que c'est sur eux que se portent les premiers regards du visiteur qu'il faut tout d'abord attacher. Pour cela, on se servait d'une chambre noire tournant à volonté sur pivot au moyen de laquelle on dessinait successivement toutes les parties de l'horizon qu'elle embrassait jusqu'au point où le dernier dessin, se raccordant avec le premier, finissait le cercle<sup>(1)</sup>.

Le croquis une fois fait se reportait sur la toile; on le mettait en place au moyen du fusain et on le peignait ensuite à la brosse. Aujourd'hui on ne se sert plus de chambre noire; chaque artiste lève ses croquis suivant sa méthode propre. Prévost prenait un châssis sur lequel il faisait des carreaux avec du fil; il divisait la circonférence

(1) Miel, *Essai sur le Salon de 1817*. Voir l'article consacré aux panoramas de Prévost.





de l'horizon en un certain nombre de parties formant autant de dessins; un dessin terminé, il passait au suivant, après l'avoir fait anticiper sur le précédent de manière que les derniers traits de l'un fussent les premiers du suivant; il obtenait ainsi un repérage qui empêchait toute confusion. En outre, il se servait du niveau d'eau pour déterminer la ligne d'horizon qu'il traçait ensuite sur les parties où elle était cachée par des montagnes, des édifices ou d'autres objets élevés; il pouvait ainsi, sur cette ligne, constater mathématiquement la mise en place de chaque objet sur la toile.

Ces procédés ont été, aujourd'hui, très simplifiés : certains artistes, comme M. Poilpot, pour son panorama des *Transatlantiques*, font exécuter la mise en place par des « perspectiveurs ». Ces hommes de métier, par une méthode scientifique, projettent des courbes passant par des points déterminés, rabattent des plans, calculent l'éloignement, étudient les dimensions et, au moyen de la géométrie descriptive, résolvent les problèmes qui leur sont posés en mettant au point l'objet et en lui donnant les dimensions et les formes qu'il doit avoir sur la toile pour le faire paraître, à nos yeux, tel que la réalité.

D'autres peintres, MM. de Neuville et Detaille, par exemple, procèdent plus simplement : ils se servent de la photographie.

Le colonel Langlois a appliqué, le premier, cette découverte à la levée des plans panoramiques, en 1855, lorsqu'il se rendit en Crimée pour dessiner, d'après nature, les travaux de l'attaque et de la défense du siège de Sébastopol<sup>(1)</sup>. Mais, en 1855, la photographie n'était pas aussi perfectionnée que de nos jours, et la manière de procéder de MM. de Neuville et Detaille est beaucoup plus simple que celle du colonel Langlois.

Voici comment procèdent ces deux artistes : après avoir choisi le point d'où la vue sera prise, point qui doit correspondre à la plate-forme, ils lèvent, par la photographie, toutes les parties de l'horizon qu'ils rajustent ensuite; sur cette reproduction exacte, ils exécutent l'esquisse de la peinture au dixième, aussi poussée que possible, afin qu'il n'y ait plus qu'à la transporter sur la toile. Pour reporter le paysage tel que la photographie le donne, ils se servent de projections photographiques lumineuses : on divise la toile et la photographie en dix parties égales correspondantes; on projette chacune des parties photographiées sur les parties de la toile où elle doit être reproduite; puis, au moyen du fusain, on trace les lignes que dessine la lanterne lumineuse et l'on a ainsi exactement le paysage.

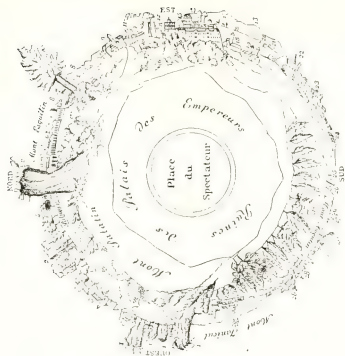
On s'occupe ensuite des figures : on divise l'esquisse et la toile, chacune, en un même nombre de carrés se correspondant; les carrés de la toile seront dix fois plus grands

<sup>(1)</sup> Notes communiquées par le baron Larrey, de l'Institut.

<sup>(2)</sup> Ce procédé a été appliqué, pour la première fois, aux panoramas, par M. Manuel Pétier. Voir, sur la découverte de M. Manuel Pétier et ses applications

multiples, le rapport fait à la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, par M. Rossignol, le 23 novembre 1888. Ce procédé consiste surtout à fixer à la main des dessins rendus au moyen de projections optiques.





LE PAVONNA DE ROME (1921).

tel qu'il est dans la notice explicative (évaluée du journal *Le Monde*).



LE PAVILLON DE LA FAMILLE D'ADOLPH, 8, LONGUE, (1752), s.

tel qu'il était repris, et dans la notice explicative, (Le texte anglais est traduit en français.)



que ceux de l'esquisse qui est au dixième de la peinture, et l'on place ainsi les personnages sans variations appréciables.

MM. Detaille et de Neuville ont fait, eux-mêmes, leurs perspectives à l'œil et sans moyens mathématiques : la ligne d'horizon, ils l'ont placée à la hauteur d'un spectateur, de taille moyenne, debout sur la plate-forme. Par ces procédés simples, l'harmonie règne dans toutes les parties de l'œuvre, tandis qu'avec les perspectiveurs et les épures, c'est la symétrie qui domine. Dans le premier cas, l'imagination et le talent de l'artiste créent tout et, par ce fait, l'inspiration l'emportant sur le procédé, le spectateur est empoigné par le sujet d'une façon qu'il est impossible d'obtenir par les moyens mathématiques plus exacts, mais qui ne laissent rien au jugement de l'artiste et enlèvent tout imprévu et tout charme à la peinture.

Le panorama de *Rézouville*, que l'on peut considérer comme le plus parfait qui ait encore été produit, a été exécuté sans perspectiveur, les auteurs ayant entièrement opéré eux-mêmes suivant leur sentiment.

Le colonel Langlois peignait, comme MM. de Neuville et Detaille, par moments : il se plaçait sur la plate-forme et, de là, passait en revue les parties qui venaient d'être exécutées; il faisait des observations à ses aides, à haute voix, sur un ton de commandement. « Il semblait », nous a dit le baron Larrey, « être encore au service et commander à un régiment sur le champ de manœuvre. »

Dans les panoramas, la toile est tendue par le haut sur un fort cercle de bois et enroulée en bas sur une bague de fer à laquelle pendent des poids qui rendent sa tension constante. Malgré cette tension, la toile prend, vers le milieu, une courbure convexe, et la bague de fer doit avoir un peu moins de diamètre que le cercle de bois pour ramener le bas de la toile en avant et diminuer l'effet d'ombre qui s'y produirait, si elle était trop rentrante, le jour tombant verticalement. Dans les panoramas de 15 mètres de hauteur, la convexité peut mesurer jusqu'à un mètre; elle constitue un avantage pour le peintre; car la courbure donne des fuyants naturels et des tons dégradés qui aident à la perspective. En outre, la lumière venant d'en haut frappe plus directement les parties supérieures de la toile, c'est-à-dire le ciel, et l'éclairant beaucoup plus que la partie rentrante du premier plan donne ainsi une apparence naturelle qu'on n'obtiendrait pas sur une surface plane.

Une des difficultés de la peinture des panoramas est de rendre sur la toile circulaire des lignes droites comme celles que forme un bâtiment placé dans un premier plan. On tourne cette difficulté par un moyen fort simple, qui consiste à placer aux deux extrémités de la ligne, que l'on veut représenter, une ficelle que l'on tend rigidement; en se transportant ensuite à l'endroit où doit être le spectateur, on fait marquer sur la toile, au moyen de points, la ligne qu'y dessine la ficelle tendue et qui paraît droite lorsqu'on la voit de la plate-forme; pour tracer des lignes courbes sur la toile toujours circulaire, on indique, par le moyen précité, des lignes droites en apparence sur lesquelles on établit des courbes comme on le ferait sur un plan. Les édifices ou autres grosses masses



se trouvent quelquefois au premier plan et s'élèvent jusqu'en haut de la toile; il faut les faire paraître tels qu'ils sont, c'est-à-dire que si l'édifice est à contours rectangulaires, il doit sembler aussi large en haut qu'en bas. Pour obtenir ce résultat, la masse devra être, sur la toile, beaucoup plus large à sa base qu'à son sommet, et ira en se rétrécissant selon les lois de la perspective; sinon le monument paraîtrait, de la plate-forme, beaucoup plus large en haut qu'en bas. De même, l'effet du panorama étant produit par le rapport exact de toutes ses parties, souvent les objets seront d'une dimension différente que celle que l'on pourrait supposer : ainsi, dans les panoramas de MM. Detaille et de Neuville et ceux de M. Poilpot, les personnages du premier plan n'ont que 1 m. 20 de hauteur; dans le panorama de *Rio-Janeiro*, ils sont encore beaucoup plus réduits.

MM. de Neuville et Detaille procèdent toujours plus simplement; ils jugent par eux-mêmes, du haut de la plate-forme, de l'effet obtenu et le corrigent d'après leur inspiration. La seule *tricherie*, dont ils usent, consiste à allonger le bas des figures du premier plan qui sont peintes sur les parties rentrantes de la convexité de la toile et qui, sans cette tricherie, paraîtraient presque représenter des culs-de-jatte.

Dans l'exécution du ciel on détermine le point où le soleil est censé être, et, à mesure qu'on s'éloigne de chaque côté de ce point, on fonce les teintes alternativement jusqu'à ce qu'on arrive à la jonction des deux teintes similaires à l'opposé du point de départ, c'est-à-dire du soleil<sup>(1)</sup>.

Le jour frappe la toile d'une telle façon que la peinture se colore de nuances différentes suivant l'heure et le temps. Pour expliquer ces effets, il nous faut entrer dans quelques détails sur la décomposition de la lumière : supposons sur une surface deux couleurs différentes, mais de même valeur, l'une rouge et l'autre verte; si on fait traverser par la lumière qui doit éclairer les deux couleurs un milieu rouge, comme un verre coloré, la couleur rouge réfléchira les rayons qui lui sont propres, tandis que la couleur verte restera noire. En substituant un milieu vert au milieu rouge, le rouge deviendra noir et le vert reprendra ses tons<sup>(2)</sup>.

On comprend alors combien il est important, en raison de la décomposition des couleurs, d'observer l'état du ciel dans la peinture des panoramas. La lumière d'un ciel bleu donne de la puissance aux tons bleus et, en général, aux tons froids et laisse ternes les tons colorés; au contraire, le ciel coloré fait perdre aux tons froids de leur intensité et accentue les tons chauds, tels que le jaune et le rouge. Si une aurore boréale vient à se produire, le rouge et le jaune s'avivent de telle façon qu'immédiatement le phénomène céleste apparaît, dans le panorama, aux yeux du spectateur comme en plein air.

<sup>(1)</sup> *Description des machines et procédés spécifiés dans les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation*, par M. Christian, directeur du Conservatoire royal des arts et métiers, vol. 13-14, p. 1. Brevet de

perfectionnement de dix ans, du 3 juin 1816, pour l'art de peindre les panoramas, au sieur Prevost, à Paris.

<sup>(2)</sup> *Historique et description des procédés du daguerrétype et du diorama*, Paris, 2<sup>e</sup> édition, p. 75.







GRENADIERS DE LA GARDE

Esquisse inédite de M. Édouard DETAILLE  
pour le panorama de la bataille de Rezonville.



De cela on peut conclure : que les rapports d'intensité de couleur ne peuvent se conserver du soir au matin et que certains panoramas, qui représentent une vue ou un sujet au soleil couchant, doivent être vus le soir. Le panorama de *Rio-Janeiro*, peint par MM. Mérelle et Laugeroek, qui se trouve actuellement à Paris, représente cette ville éclairée par le soleil couchant; aussi, si ce spectacle est plein de charme lorsqu'on le visite dans la soirée, il perd nombre de ses qualités lorsqu'on le voit le matin. Il y a donc lieu, pour peindre, comme pour juger un panorama, de tenir compte de cette décomposition de la lumière qui peut en faire changer l'aspect du tout au tout<sup>(1)</sup>.

## II

Barker n'avait pas réussi du premier coup à appliquer sa découverte, car en 1787 il avait fait à Édimbourg un premier essai : c'était une vue de cette ville, peinte à la détrempe, sur une grande toile tendue en demi-cercle. Ce ne fut qu'en 1792, cinq ans après avoir publié sa découverte dans son brevet, que Barker ouvrit pour la première fois son panorama à Londres. Il avait donc mis cinq ans à exécuter la peinture circulaire qui fut le premier panorama.

Les artistes de Londres accueillirent peu favorablement la découverte de Barker; le gros public, au contraire, ne cessa d'affluer aux panoramas qui se renouvelaient tous les six mois.

La rotonde qui les contenait, située dans Leicester Square, n'avait que 16 pieds de hauteur sur 45 de diamètre. Ce fut d'abord, comme nous l'avons déjà dit, la *Vue de la flotte anglaise à Portsmouth* que Barker fit paraître. Le vaisseau-amiral était représenté pris d'incendie, au moment où les flammes dévorent les agrès, où les embarcations sont jetées à la mer et où le sauve-qui-peut commence. Une *Vue de Londres*, prise du moulin d'Albion, suivit bientôt; puis succédèrent la *Bataille navale du 1<sup>er</sup> juin 1795*<sup>(2)</sup>, les *Bains de Brighton* et les *Environs de Windsor*.

En 1798, il donna deux panoramas. l'un au-dessus de l'autre : celui du premier étage représentait la *Bataille navale d'Aboukir*, où le vaisseau-amiral l'*Orient* saute en l'air; en montant quelques marches au-dessus de la première plate-forme, au lieu de la vue d'un combat sanglant, on trouvait l'aspect paisible des *Bains de Margate*<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Voir Ersch et Grüber, *Allgemeine Encyclopädie der Wissenschaften und Künste*.

Le rédacteur de l'article sur les panoramas de cette encyclopédie raconte l'anecdote suivante : « On attribue au hasard la première idée du panorama. Dans le palais de l'ambassadeur, lord Hamilton, à Naples, il y avait une chambre, à l'angle du bâtiment, lambrissée et ornée de glaces et ayant des balcons. Les magnifiques environs de Naples se reflétaient tout entiers dans ces glaces, et lord Hamilton fit transporter sur la toile cette image ainsi reflétée. » Ce fait nous

paraît vrai, mais le reflet de la vue de Naples dans des glaces, et la reproduction par la peinture de ces vues, ne pouvaient en rien être comparés à des panoramas, ni indiquer, par conséquent, les procédés découverts et appliqués par Barker.

<sup>(2)</sup> Ersch et Grüber, *Allgemeine Encyclopädie*. Il fut aidé dans ce travail par le capitaine Barlow, qui commandait alors la frégate le *Regulus*, et par le capitaine Seymour.

<sup>(3)</sup> *Journal des Luxus und der Moden*, déjà cité, livraison de juin 1800, page 282. — *Journal London*



Pour obtenir deux panoramas l'un au-dessus de l'autre, il faut que la circonférence de celui du haut soit plus petite que celle du panorama du bas : le jour tombe alors sur celui-ci, en frisant extérieurement le derrière de la toile de celui du haut. C'est ainsi que sont disposés aujourd'hui les dioramas au-dessous des panoramas : dans ce cas, le plancher sert de parajour au panorama du bas.

Peu après l'établissement de la première rotonde à Londres, l'Américain Fulton, plus connu par la découverte des bateaux à vapeur, étudia les procédés de Barker et voulut les importer en France<sup>(1)</sup>.

Robert Fulton avait été d'abord ouvrier orfèvre, et avait appris, dans son atelier, quelques principes de dessin et de peinture. Venu en Angleterre en 1786, il suivit à Londres les leçons du peintre d'histoire West et comprit bien vite, après les avoir examinés, les procédés d'exécution des panoramas. Appelé à Paris en 1796 par un de ses compatriotes, Joël Barlow, il prit, le 6 floréal an vii (26 avril 1799)<sup>(2)</sup>, un brevet d'importation en France, dont la durée était de dix ans. Ne pouvant tirer parti de son brevet, faute d'argent, Fulton s'entendit avec M. et M<sup>me</sup> James Thayer, et leur céda tous ses droits le 17 frimaire an viii. L'argent que lui rapporta cette vente lui permit d'abandonner la peinture et de se consacrer à la mécanique, ce qui lui valut sa célébrité.

James Thayer fit construire simultanément deux coupoles sur le boulevard Montmartre à l'entrée du passage qui prit de ce fait le nom de passage des Panoramas. Dans la première fut représentée une *Vue de Paris*, prise du sommet du dôme central des Tuileries, qui avait été peinte par Jean Mouchet, Denis Fontaine, Pierre Prevost et Constant Bourgeois<sup>(3)</sup>.

On l'annonça ainsi au public<sup>(5)</sup> : « Le panorama ou tableau sans bornes, représentant

*und Paris*, 1798, IV, et 1799, IV et V. Voir aussi : Archenholz, dans les *Britisch Annalen*, XI, page 430, et XVI, page 199; Millin, *Dictionnaire des beaux-arts*, tome III, page 38.

<sup>(1)</sup> Ersch et Gruber, *Allgemeine Encyclopädie der Wissenschaften und Künste*. Article sur les panoramas.

Rapport de M. Dufourny, membre de l'Institut, en date du 26 fructidor an viii, extrait des *Mémoires de la classe des beaux-arts de l'Institut*, tome V, page 55.

<sup>(2)</sup> Rapport de M. Dufourny, membre de l'Institut, et description des machines et procédés spécifiés dans les brevets d'invention. Tome III, page 44, Paris, 26 avril 1799 (6 floréal an vi). Brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans, pour les panoramas, au sieur Fulton (Robert), des États-Unis.

<sup>(3)</sup> Rapport de M. Dufourny, déjà cité.

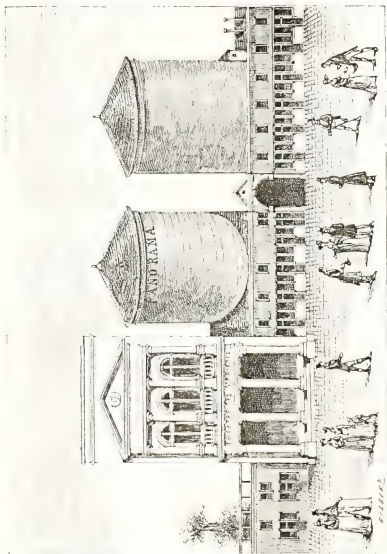
<sup>(4)</sup> *Magasin encyclopédique*, année 1800, n° 33, p. 391 :

« La commission a conclu que la manière d'ex-

poser les tableaux connus sous le nom de *panoramas*, inventée à Londres par M. Barker, d'Édimbourg, introduite en France par l'Américain Fulton, et perfectionnée par son compatriote, le citoyen James, à l'aide des artistes français Fontaine, Prevost et Bourgeois, étant une découverte aussi curieuse dans ses effets qu'intéressante au progrès des arts auxquels elle est essentiellement liée, et qu'à ce titre elle mérite l'intérêt et l'approbation de l'Institut, que la *Vue de Toulon* nouvellement installée par le citoyen James, et exécutée par les citoyens Prevost et Bourgeois, étant à bien des égards supérieure à la *Vue de Paris*, l'Institut devait témoigner sa satisfaction au citoyen James et à ces artistes, et les engager à redoubler d'effort pour obtenir de nouveaux succès qui leur méritent de plus en plus les suffrages des gens instruits et la bienveillance du Gouvernement. »

<sup>(5)</sup> *Journal des Luxus und der Moden*, déjà cité. Juin 1800, page 282.





LES PREMIERES COUTILLES DES PANDRAMAS A PARIS SUR LE BOULEVARD MONTMARTRE (1802).

D'après une gravure du temps reproduite par le journal *La Nature*.





une superbe *Vue de Paris et de ses environs*, prise du haut du palais des Tuileries, est ouvert tous les jours à la nouvelle rotonde, située Jardin dit d'*Apollon*, boulevard Montmartre, depuis 8 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir. Prix d'entrée : 1 fr. 50 par personne. »

Le second panorama représentait *L'évacuation de Toulon par les Anglais en 1793*, lorsque le feu de notre artillerie, dirigée par le jeune Bonaparte, avait mis la place dans l'impossibilité de se défendre. Cette page historique, peinte par Pierre Prévost et Constant Bourgeois, fut déclarée supérieure à la *Vue de Paris*, et mérita les éloges de l'Institut <sup>(1)</sup>.

Les deux premiers panoramas parisiens furent payés aux peintres 8.000 francs chacun <sup>(2)</sup>. Les rotondes qui les contenaient avaient 17 mètres de diamètre, sur 7 mètres de hauteur <sup>(3)</sup>. Leur construction n'atteignait pas le degré de perfection des rotondes actuelles : le jour y pénétrait par un vitrage monté sur châssis, en sorte que par le soleil, l'ombre du châssis se reproduisait sur la toile. Il fallait un ciel très clair pour visiter ces panoramas : si le temps devenait sombre, ou s'il y avait du brouillard, on fermait l'entrée.

La peinture était encore traitée d'une façon mécanique : sur une toile de canevas, on collait du papier que l'on préparait, par un léger ponçage, à recevoir la peinture : les tons s'obtenaient par environ soixante teintes d'une même couleur, appliquées par bandes successives au moyen de la brosse ou du blaireau, et l'on fondait les nuances bord à bord. Souvent l'on appliquait des couches de couleur sur la zone vitrée pour en faire refléter les tons sur la peinture : ces derniers procédés disparurent bientôt et l'on n'usa plus que de la lumière naturelle pour éclairer la peinture.

En même temps que Prévost et Bourgeois faisaient les premiers panoramas de Paris, Barker transportait les siens en Allemagne, sous le nom pompeux de *Nausorama*. En 1799, on vit à Hambourg le tableau de *La flotte anglaise à Portsmouth*, et l'année suivante, Leipzig posséda, au moment de la foire, la *Vue de la ville de Londres*, prise du moulin d'Albion <sup>(4)</sup>.

Ces panoramas n'arrivèrent en Allemagne qu'après avoir voyagé à travers les principales villes d'Angleterre : aussi étaient-ils plus ou moins détériorés. A Hambourg, on les installa dans une rotonde en planches, sur la place du grand marché, et à Leipzig, sur la Rossplatz.

La *Vue de la flotte anglaise devant Portsmouth* datait de huit ans ; elle eut cependant un succès d'actualité <sup>(5)</sup>. Elle représentait le vaisseau-amiral au moment où le feu

<sup>(1)</sup> *Magasin encyclopédique*, année 1800, page 391, n° 33.

<sup>(2)</sup> *Notice historique sur Montigny-le-Gamuelon*, par Jean Prévost, Châteaudun, 1852.

<sup>(3)</sup> Rapport de M. Dufourmy, déjà cité.

<sup>(4)</sup> *Journal des Luxus und der Moden*, publié à Weimar, juin 1800, p. 282.

*Journal London und Paris*, 1798, IV, et 1799, IV et V ; *Brütsch Annalen*, XI, page 430, et XVI, page 199.

Millin, *Dictionnaire des beaux-arts*, tome III, page 38.

<sup>(5)</sup> *Journal des Luxus und der Moden*, Décembre 1800, pages 67a et suivantes.



se déclare à son bord. Les Hambourgeois s'y rendirent en foule, pour voir le spectacle de l'incendie qui leur rappelait celui du navire *Queen Charlotte*, qui venait d'être détruit peu de temps auparavant, en vue de Livourne, et dont le sinistre avait eu un retentissement dans toute l'Europe. Au dire des critiques d'art allemands, ce panorama était sans mérite, et, déclare l'un d'eux : la *Vue du port de Hambourg* avec ses innombrables navires, du haut de Baumhaus, par un jour de soleil, est plus émouvante <sup>(1)</sup>.

Après six mois d'exposition, les entrepreneurs changèrent les panoramas de ville : Hambourg eut le tableau primitivement exposé à Leipsig, tandis que Leipsig eut celui de Hambourg.

L'Allemagne ne resta pas longtemps tributaire de l'étranger pour la construction des panoramas. Un peintre-décorateur de Magdebourg, Breysig, fut l'introducteur de ce genre de peinture dans son pays. Il s'occupait de décorations qu'il était de mode, alors en Allemagne, de placer dans les jardins anglais. Depuis longtemps il s'était attaché à étudier les effets que la lumière produisait sur ces peintures exposées en plein air, et il s'efforçait d'en profiter pour donner aux points de vue qu'il exécutait l'illusion de la réalité. En outre, il recherchait, pour les peindre, les vues les plus favorables à être ainsi reproduites, dans le fond d'allées couvertes ou sous des charmilles. En quête de sujets à peindre, il se rendit en 1792 en Italie; arrivé à Rome, il visita les ruines du palais des Césars et fut saisi de la vue qu'on y découvrait. Il en fit un croquis des plus poussés, qu'il rapporta en Allemagne. Il ne songea point, d'abord, à tirer parti de son travail; mais en 1794, occupé à Leipzig à des décorations de théâtre, il eut l'occasion d'en parler; on lui communiqua alors un article de gazette sur les premiers panoramas que Barker avait inaugurés à Londres. Breysig pensa à se servir de ses études pour un même genre de peinture, mais sans en commencer l'exécution. Ce ne fut qu'en 1800 que, s'étant rendu à Berlin, il rencontra le peintre paysagiste Tielker, qui lui proposa d'exécuter un panorama en collaboration avec le paysagiste Kaaz. Ce dernier fit d'abord l'esquisse d'un paysage suisse qui fut exposé à l'École des beaux-arts de Magdebourg; mais Breysig proposa la *Vue de Rome*, prise du palais des Césars, et elle fut préférée.

Les deux artistes se mirent aussitôt à l'œuvre; Breysig fit la partie architecturale et la perspective; Kaaz, les personnages, le ciel et la nature. Une rotonde fut construite à Berlin, sur les plans de Breysig, et le panorama allemand fut ouvert au public en juillet 1800. La presse allemande prodigua ses éloges aux auteurs, mais surtout à Kaaz, et sembla laisser de côté Breysig, qui nous paraît cependant avoir eu le rôle prépondérant dans cette œuvre <sup>(2)</sup>.

En France, les premiers panoramas avaient excité un intérêt considérable. L'Institut

(1) *Journal des Luxus und der Moden*. Le Nausorama, à Hambourg. Extrait d'une lettre du 12 mai 1800.

(2) *Ibid.*, décembre 1800, p. 642 et suivantes. — *Jahrbuch der Preuss. Monarchie*, juillet 1800, p. 638. — *Mode-Journal*, septembre 1800, p. 677.



nomma en l'an viii une commission pour étudier cette découverte. L'architecte et peintre Dufourny, nommé rapporteur, publia sur la question un mémoire qui est resté un modèle de précision et de clarté. Dans sa conclusion, l'auteur ouvrait la voie à de nouvelles inventions en indiquant les applications multiples que pourrait avoir ce genre de peinture<sup>(1)</sup>.

À partir de 1800, les panoramas parurent dans toutes les capitales de l'Europe. On en fit un à Vienne, qui revint à 15,000 florins<sup>(2)</sup>; la toile mesurait 1,000 mètres carrés et avait 27 mètres de diamètre; elle représentait la *Vue de Vienne*, prise du haut de la tour des Augustins, et avait été exécutée par le professeur Jausche et le peintre Postl, d'après les dessins de William Barton.

À Amsterdam, Van de Watt fit le panorama de *La Gueldre*, en 1806<sup>(3)</sup>.

Prévost, qui était devenu à Paris le principal artiste en ce genre de peinture, fit paraître le *Camp de Boulogne* et la *Vue d'Amsterdam*<sup>(4)</sup>, au commencement de l'hiver, tandis qu'à Londres, Barker exposait la *Bataille de Trafalgar* et qu'à Berlin on apportait le panorama représentant la *Vue de Vienne*, qui avait d'abord été montré dans cette ville.

Malgré leurs imperfections, ces premiers panoramas eurent un succès prodigieux partout où ils furent exposés. On est même étonné, en pensant à la proximité du spectateur et de la toile, de l'enthousiasme qui s'empara des artistes et des connaisseurs à leur apparition. À Paris, David conduisit ses élèves voir l'un de ceux peints par Prévost, au boulevard Montmartre : après quelques minutes d'examen, il ne put s'empêcher de dire, dans son admiration : « Vraiment, Messieurs, c'est ici qu'il faut venir pour étudier la nature<sup>(5)</sup>. »

Prévost avait été le principal peintre de panoramas à Paris; James Thayer, qui en était l'entrepreneur, se l'associa, et tous deux, en 1807, firent élever, entre la rue Neuve-Saint-Augustin et le boulevard des Capucines, une nouvelle rotonde, de 32 mètres de diamètre sur 16 mètres d'élévation. La plate-forme du milieu était appuyée contre le pilier du centre, qui soutenait la toiture; des châssis vitrés, placés dans la partie inférieure du comble, laissaient pénétrer le jour. Cette construction, entourée de terrains vagues ou enclavée au milieu d'habitations particulières, n'avait aucun décor extérieur; on y pénétrait par un corridor de 15 mètres de longueur, à partir du boulevard où était l'entrée ornée de pilastres coniques.

(1) Voir *La décade philosophique*, tome XXVII, du 30 vendémiaire an ix, p. 137.

(2) Ersch et Gruber, *Allgemeine Encyclopädie* déjà citée.

(3) Idem, *ibid.*

(4) Ce panorama avait un aspect très triste, en raison du choix de la saison brumeuse, où la nature est morte et où les travaux sont suspendus. « Si on remarque quelques personnages sur les bords du canal, ils composent un convoi funéraire et semblent être

placés là exprès pour rappeler l'idée de la mort, qui se présente partout dans ce tableau. » *Annales des arts*, an xiii (1804), p. 203.

(5) Daly, *Revue générale de l'architecture*, tome II, p. 2227, Paris, 1844, article de MM. J.-J. Hittorff, membre de l'Institut, sur l'*Origine des panoramas*. Cette anecdote est aussi reproduite dans un article de Philippe Le Bas, de l'Institut, sur les panoramas, mais il en discute l'authenticité (*Œuvres posthumes*, tome XXV, p. 321, Paris, 1844.)



C'est dans cette nouvelle rotonde que fut exposée *L'entree de Tilsitt*, en 1807. Napoléon y vint en 1810; il pensa que ce genre de peinture pourrait lui servir à populariser ses victoires et il chargea alors l'architecte Célérius de dresser les plans de huit rotondes qui devaient être élevées dans le grand carré des Champs-Élysées. Dans chacune d'elles devait être représentée l'une des grandes batailles de la Révolution ou de l'Empire. L'empereur se réservait la faculté d'acheter les toiles au prix de 45,000 francs l'une; on devait ensuite les promener dans les principales villes de l'Empire. Les événements de 1812 ne permirent pas la réalisation de ce projet.

Peu de temps avant la campagne de Russie, le 6 mai 1812, Prévost inaugura la *Vue de la ville d'Anvers*, qui fut remplacée en 1816 par une *Vue de Londres*, dont une description nous a été donnée par Miel dans son *Essai sur le Salon de 1817*<sup>(2)</sup>. « Si je disais », écrivait-il : « Qui a vu le panorama de Londres est allé à Londres, je pourrais être taxé d'exagération; mais je ne serai pas vrai en disant : Qui a vu le panorama de Londres sera en état de s'orienter dans Londres. »

Le critique insistait sur la difficulté qu'avait eu à vaincre le peintre en représentant l'église de Westminster : « Elle occupe », disait-il, « à elle seule à peu près un tiers du tableau, c'est-à-dire un arc d'environ 90 pieds, et les longues lignes d'architecture qui en profilent semblent tracées sur une surface plane. » Miel terminait son article en demandant que le Gouvernement « prît sous sa protection cette découverte pour lui donner tout le développement dont elle est susceptible ».

En 1819, *Jérusalem* remplaça *Londres* dans la grande rotonde du boulevard des Capucines, et un journal nous apprend que cette vue produisit une recette de 28,755 fr. 45 durant l'année 1820, tandis que les petites rotondes du boulevard Montmartre, avec les panoramas de *Rome* et d'*Amsterdam*, qui n'avaient pas été changés depuis 1804, ne rapportaient que 3,019 fr. 50.

En 1821, *Athènes* succéda à *Jérusalem*. Ces deux panoramas d'*Athènes* et de *Jérusalem* reçurent la visite de Chateaubriand qui leur consacra quelques lignes dans la préface de ses œuvres complètes : « On a vu à Paris », dit-il, « les panoramas de *Jérusalem* et d'*Athènes*; je reconnais au premier coup d'œil tous les monuments, tous les lieux et jusqu'à la petite chambre que j'habitais dans le couvent de Saint-Sauveur. Jamais voyageur ne fut mis à si rude épreuve. Je ne pouvais m'attendre que l'on transportât Jérusalem et Athènes à Paris<sup>(3)</sup>. »

Ces deux dernières villes avaient été peintes d'après nature. En 1816, aussitôt son panorama de *La vue de Londres* terminé, Prévost était parti pour l'Orient et y avait successivement étudié : Jérusalem, Athènes et Constantinople. Malgré la maladie dont il

(1) *Le Moniteur universel* du 9 avril 1809 l'annonçait en ces termes : « Panorama. Les Vues d'*Amsterdam* et de *Boulogne* sont exposées dans les deux rotondes du boulevard Montmartre, depuis 10 heures du matin jusqu'à 6 heures. La *Vue de Naples* est exposée dans une troisième rotonde. Celle de *Tilsitt* vient

d'être ouverte au public dans la grande rotonde, boulevard des Capucines. Prix d'entrée : 2 francs chaque. »

(2) Miel, *Essai sur le Salon de 1817*, déjà cité.

(3) Voir aussi *Revue générale d'architecture*, tome II, 1841, article de M. Hittorff, membre de l'Institut, sur les panoramas.







1709 / Verget 11  
12 x 59

Esquisse de M. ALPHONSE DE NEUVILLE  
pour le panorama de la bataille de Champigny.



était atteint, il put achever la peinture des deux premières villes, mais il mourut en 1823, au moment où il commençait celle de Constantinople; son frère, Jean Prévost, et son élève, Roumy, durent le terminer.

Ces deux artistes firent paraître à Paris, en 1824, la *Vue de Rio-Janciro*; mais ils n'avaient pas le talent de Prévost et ne jouissaient pas comme lui de la faveur du public. Trois ans après, en 1827, M. Alaux fit construire, rue Saint-Fiacre, une nouvelle rotonde, dans laquelle il représenta un système de panorama, connu sous le nom de *Neorama*, inventé par lui; c'étaient des vues d'intérieur, principalement d'églises, de temples ou de palais. Il peignit d'abord *La basilique de Saint-Pierre de Rome* et ensuite *L'abbaye de Westminster*; mais le Neorama eut peu de succès.

La toile représentant *L'abbaye de Westminster* est encore au musée du Louvre; ceux qui en connaissent les greniers ont pu la voir, sous la forme d'énormes rouleaux placés dans les corridors des combles.

Aussi, Prévost mort, crut-on que les panoramas allaient disparaître et qu'il ne resterait plus rien de la découverte de Barker. La grande rotonde du boulevard des Capucines fut alors démolie; celles plus petites du boulevard Montmartre subsistèrent encore et l'on y montrait les *Vues de Naples et de Rome*, jusqu'en 1831, époque où elles furent détruites. Le public n'y affluait plus comme au temps de Prévost; heureusement, ce peintre avait dressé deux artistes qui acquirent plus tard de la célébrité et qui, s'ils ne firent plus de panoramas, furent les inventeurs du diorama: c'étaient Daguerre et Bouton.

### III

C'est en 1823, peu après la mort de Prévost, que Bouton et Daguerre firent paraître leur premier diorama. Daguerre, qui devait s'illustrer plus tard en découvrant avec Niepce les principes de la photographie, s'était déjà fait connaître par ses décors de théâtre, principalement par ceux d'*Aladin* à l'Opéra. Ce fut probablement en étudiant les effets de la lumière que la création du diorama lui fut inspirée par la lecture du rapport de Dufourny sur l'invention des panoramas, car le principe du diorama y est indiqué en ces termes :

« L'illusion produite par le panorama n'ayant d'autre cause que le rapport exact de proportion entre toutes les parties, et l'absence totale des termes de comparaison qui pourraient détruire cette illusion, ne peut-on pas obtenir pour tous les tableaux cet effet magique qui seul peut leur donner tout leur prix? Serait-il donc difficile d'isoler un tableau, en sorte que les objets dont il se trouverait environné ne servissent nullement à l'œil pour lui faciliter les moyens de reconnaître la petitesse, la proximité, la faiblesse du coloris des objets représentés; et le procédé employé pour la totalité et en grand dans le panorama ne donnerait-il pas partiellement le même résultat<sup>(1)</sup>? »

(1) Mémoire de l'Académie des beaux-arts, déjà cité.



Passant de la théorie à la pratique, Daguerre et Bouton réalisèrent la proposition de Dufourny et représentèrent sur des toiles planes ou légèrement cintrées des tableaux de grandes dimensions, éclairés de diverses façons et sur lesquels ils appliquèrent les procédés de décomposition de la lumière. Le 11 juillet 1823, Daguerre et Bouton ouvrirent leur diorama, rue Sanson, derrière le Château-d'Eau, sur l'emplacement de l'hôtel du trésorier de la Chambre aux deniers, Sanson. La construction était en forme de rotonde; au centre se trouvait la salle des spectateurs; les dioramas étaient près des murs disposés comme une scène de théâtre. Les dioramas étaient fixes, et la salle des spectateurs mobile. Elle portait sur un pivot à son centre, et était maintenue, à son pourtour, par des galets sur lesquels elle glissait en tournant sur elle-même, au moyen d'un manège établi dans les fondations. Un seul homme pouvait la mettre en mouvement. L'ouverture de la salle des spectateurs et celle des dioramas mesuraient toutes deux 7 mètres de largeur sur 4 mètres de hauteur, et comme elles étaient identiques, elles se raccordaient l'une à l'autre, lorsque par le manège on amenait celle de la salle en face de celle d'un des dioramas; aussi les spectateurs se trouvaient-ils transportés devant le spectacle, sans mouvement sensible. Chaque tableau était enfermé dans deux parois verticales de 15 ou 20 mètres de longueur, légèrement évasées, mais pas assez pour permettre à l'œil d'apercevoir les lignes extrêmes de la peinture, qui mesurait quelquefois 22 mètres de largeur sur 14 de hauteur. Dans la rotonde, il y avait quatre emplacements pour quatre dioramas : on n'en montrait que deux à la fois parce que l'on peignait les deux autres pendant que les deux premiers étaient ouverts.

A partir de 1827, Daguerre et Bouton exposèrent successivement dix-huit tableaux, dont les plus connus sont : *L'intérieur de la cathédrale de Cantorbery*; *La vallée d'Unterwalden*; *Saint-Pierre de Rome*; *L'inauguration du temple de Salomon* et *le Bassin du commerce à Gand*.

Bouton se sépara bientôt de Daguerre et alla fonder à Londres un diorama pour y montrer les tableaux qu'ils avaient faits en commun, à Paris. Quand ces tableaux avaient épuisé la curiosité anglaise, on les envoyait en Amérique.

Resté seul à Paris, Daguerre continua d'exécuter ses dioramas. Il fit successivement : *Le déluge*; *Une rue de Paris*; Le 28 juillet 1830 à l'Hôtel de ville, etc.; mais le plus célèbre de tous fut *Le tombeau de Napoléon à Sainte-Hélène*.

Vers 1831, il commença les dioramas à double effet, c'est-à-dire ceux où le spectacle se modifiait; *La messe de minuit à Saint-Étienne-du-Mont* est le plus connu des dioramas de ce genre : l'église paraissait d'abord vide, vue de jour; puis on voyait le crépuscule s'accroître, la nuit arrivait et, bientôt, le sanctuaire s'éclairait; à la lueur des cierges et des lampes, l'église, qui avait paru vide, s'emplissait d'une foule compacte, et les chaises, naguère inoccupées, se trouvaient garnies de monde.

Après *La messe de minuit à Saint-Étienne-du-Mont* parurent : *la Vallée de Goldau*, où l'on distinguait des éboulements de rochers là où, auparavant, on avait vu une vallée verdoyante, et enfin *le Sermon à l'église de Montréal*.





Esquisse inédite de M. EDUARD DETAILLE  
pour le panorama de la bataille de Rezonville.





Le diorama à double effet était peint des deux côtés, sur une toile unique. La lumière seule était mobile : lorsque le diorama était éclairé par devant, la peinture qui était faite de ce côté apparaissait seule; en faisant disparaître peu à peu la lumière venant par devant, et en la remplaçant par la lumière frappant directement la toile par derrière et éclairant les parties peintes de ce côté, celles-ci apparaissaient et se substituaient, dans certaines parties voulues, à la peinture exécutée sur le devant.

Daguerre a du reste expliqué lui-même ses procédés<sup>(1)</sup> : pour obtenir le tableau à double effet, il faut se servir d'un tissu régulier et transparent, percale ou calicot, avec le moins de coutures possible. Le premier effet, celui du devant, doit être clair; on ne peut y employer que des couleurs transparentes, pour qu'on puisse voir la peinture du second effet, qui est derrière. En conséquence, on ne peut pas se servir de couleurs opaques comme le blanc, qui l'est toujours; la toile doit rester blanche pour tenir lieu de cette couleur, comme dans les aquarelles. Le trait est fait à la mine de plomb; on emploie des couleurs broyées à l'huile, mélangées à l'essence. Le second effet se peint derrière la toile; l'artiste, en le faisant, n'est éclairé que par la lumière de devant, car il doit apercevoir par transparence les formes du premier effet, afin de pouvoir, à sa volonté, les conserver ou les annuler. Dans le second effet, il ne s'occupe que des modèles en blanc et en noir; en mélangeant ces deux couleurs, il obtient les dégradations de teintes qu'il peut désirer.

Lorsque l'on veut montrer au spectateur l'effet du devant de la toile, on l'éclaire par réflexion, c'est-à-dire par la lumière venant du devant. Pour éclairer le second effet, on le fait par réfraction, c'est-à-dire par derrière. La lumière qui éclaire le devant du tableau vient d'en haut; celle du derrière provient de fenêtres verticales assez éloignées du tableau, pour permettre de varier l'éclairage. Les jeux de lumière demandent, pour être bien employés, des tours de main spéciaux et une longue pratique; Daguerre dut les étudier pour chacun de ses dioramas. Ces dioramas à double effet ne durèrent pas longtemps, car la rotonde qui les abritait fut incendiée en 1839.

Bouton, après avoir exposé à Londres les dioramas exécutés avec Daguerre avant leur séparation, en fit, sans collaborateur, un certain nombre qui parurent d'abord en Angleterre et dont les plus remarquables furent : le *Caveau de Saint-Denis* et l'*Abbaye de Westminster*. Revenu à Paris, après l'incendie du diorama de la rue Sanson, il en fit reconstruire un nouveau, boulevard Bonne-Nouvelle, et en septembre 1843, il l'inaugura par la *Vue de Fribourg*, en appliquant les principes à double effet de Daguerre. La *Vue de Chine*, exposée en 1847, où l'on voyait la ville de Canton, prise sur le canal de Homan, avec la fête des lanternes, fut, dans la suite, celui des tableaux qui eut le plus de succès<sup>(2)</sup>.

Quant à Daguerre, l'année de l'incendie de son diorama, il découvrit le procédé de fixer les images sur la plaque métallique, appelée de son nom *daguerrotypé*. Depuis,

<sup>(1)</sup> *Histoire et description des procédés du daguerrotypé et du diorama*, rédigés par Daguerre, p. 75. Paris, 2<sup>e</sup> édit., 1839. — <sup>(2)</sup> Voir l'article de M. Thénod dans l'*Encyclopédie du xix<sup>e</sup> siècle*, au mot « Diorama ».



il se consacra exclusivement aux études de l'application de la lumière, devint l'un des inventeurs de la photographie et renonça aux dioramas.

Les décorations théâtrales et les dioramas de Daguerre ont aujourd'hui disparu, et il serait difficile de se faire une idée de son talent, s'il n'existait encore à l'église de Brie-sur-Marne un grand tableau en trompe-l'œil, qu'il peignit vers 1845. Cette toile représente l'intérieur d'une église gothique; elle est placée au-dessus du maître-autel de la petite église de Brie, et les lignes ainsi que les teintes sont calculées de telle façon que l'illusion de la réalité est complète pour le spectateur, qui croit voir derrière le maître-autel une gigantesque cathédrale avec sa nef et son transept, dont l'église de Brie ne semble être que le porche.

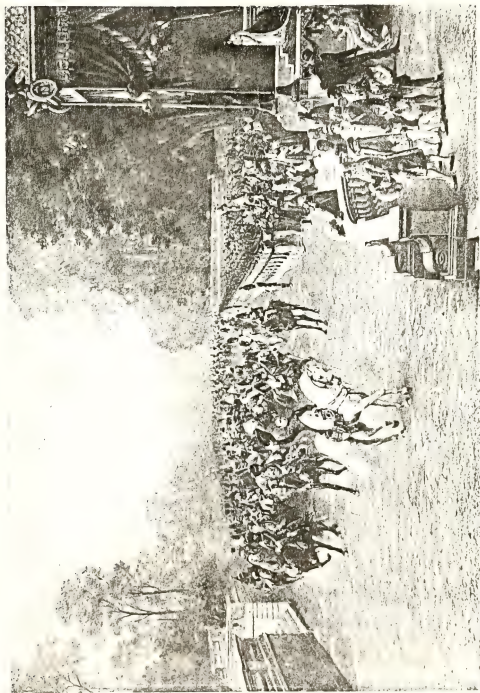
Dans ses premiers dioramas, Daguerre avait exécuté quelques parties de premier plan, en relief ou en découpures, comme dans les décors de théâtre, le tout interposé entre le spectateur et la toile du fond; mais cette innovation n'avait été hasardée que timidement et avait été désapprouvée par la critique et le public; probablement, si les parties en relief avaient formé un système prédominant dans le spectacle, au lieu d'y être une exception, l'artiste eût été approuvé.

Déjà en 1822, à Londres, des entrepreneurs avaient fait exécuter, par le peintre Bullock, une *Vue du cap Nord*, sur une grande toile cintrée. Ils s'en servaient comme d'un décor et montraient, au premier plan, des Lapons campés sous la tente et faisant paître des rennes, comme on le fait de nos jours au Jardin d'acclimatation. A côté des tentes se trouvaient tous les instruments ordinaires de la vie de ces habitants du Nord : des traîneaux, des patins, des armes, des objets usuels, des vêtements, etc.<sup>(1)</sup>. Ce n'était guère, on le voit, que des essais de peu d'importance : il était réservé au colonel Langlois de résoudre le problème des premiers plans en objets naturels et des raccords avec la peinture.

Jean-Charles Langlois, né le 22 juillet 1789, entra à l'École polytechnique le 14 septembre 1806 et en sortit le 9 mai 1807, avec un brevet de sous-lieutenant au 5<sup>e</sup> régiment de ligne; il rejoignit le corps de Marmont, alors en Illyrie, où il fut chargé des travaux de topographie et de plusieurs constructions. Nommé lieutenant au même régiment en 1809, il fit la campagne de Wagram et passa ensuite, de 1810 jusqu'en 1813, en Catalogne. Capitaine au 67<sup>e</sup> de ligne en 1812, il commanda successivement une compagnie de voltigeurs et une de grenadiers. Il se distingua au siège de Figuières et fut chargé en 1812, à la tête de deux cent cinquante hommes, de purger les montagnes de la Catalogne des bandes de miquelets qui les infestaient. Rentré en France en 1814, il assista à plusieurs combats de la campagne de France; il suivit le général Petit comme aide de camp, à Waterloo, où il fut blessé et eut deux chevaux tués sous lui; resté à son rang malgré sa blessure, il commanda une des faces de l'un des fameux carrés des grenadiers de la garde, qui, luttant jusqu'à la nuit, protégèrent la

<sup>(1)</sup> Archives des découvertes et inventions nouvelles pendant l'année 1822, 15<sup>e</sup> volume, p. 271. — Voir aussi la *Revue encyclopédique*, mars 1822.







retraite de l'Empereur et de l'armée. Mis en demi-solde à la fin de 1815<sup>(1)</sup>, il fixa sa résidence à Bourges, où il étudia la peinture sous la direction d'un peintre de cette ville, du nom de Boichard<sup>(2)</sup>. Peu de temps après, en 1817, il adressait une demande au Ministère de la guerre, pour être appelé à Paris, afin de pouvoir continuer ses études de peinture, « dans lesquelles », disait-il, « on ne pouvait se perfectionner qu'auprès des grands maîtres de l'art ». Sa demande acceptée, Langlois devient élève de Girodet « et de son jeune et estimable ami » Horace Vernet<sup>(3)</sup> (comme il l'appelle dans ses lettres), et il se consacre uniquement à la peinture militaire. C'est le moment le plus dur de son existence: il n'a pour revenu que 900 francs de demi-solde, et pendant trois ans il habite dans un grenier, ne mangeant que du pain et ne buvant que de l'eau<sup>(4)</sup>. Il envoie pour la première fois au salon de 1822 un tableau représentant la *Bataille de Sediman*, qui lui vaut une médaille, et à partir de 1824 il expose tous les ans.

Ayant été, vers cette époque, visiter l'un des panoramas de Pierre Prévost, il fut frappé de l'espace sur lequel les scènes de l'histoire pouvaient être reproduites: il songea à appliquer les panoramas à la représentation des batailles de la République et de l'Empire. Vers 1829, étant nommé chef d'escadron, il commença, rue du Marais-du-Temple, la construction du panorama le plus grand qu'on eût encore vu: 35 mètres de diamètre sur 12 mètres de hauteur. Le colonel Langlois remplaça les vitrages simples de la zone lumineuse par des verres dépolis; il supprimait ainsi les effets d'ombre sur la toile. Puis il transporta le spectateur au centre de l'action, tandis que ses prédécesseurs l'avaient laissé isolé et éloigné du spectacle qui était représenté à vol d'oiseau.

Pour que le spectateur pût être partie dans la représentation du panorama, il supprima la toile qui s'étendait à ses pieds, depuis la plate-forme jusqu'à la peinture, et la remplaça par un simulacre naturel, tel qu'un navire, un monticule ou un palais, avec des raccords et des objets matériels interposés jusqu'à la toile du panorama. La *bataille de Navarin*, qu'il fit paraître en 1830, réalisa ses projets avec le plus grand succès. Sachant que l'un des navires, le *Scipion*, de soixante-quatorze canons, qui avait particulièrement brillé dans la bataille, venait d'être mis en vente par les Domaines, il se rendit acquéreur de la dunette de ce vaisseau et en fit la plate-forme pour les spectateurs. Son panorama était ainsi disposé, qu'un conduit sombre permettait aux spectateurs de pénétrer par les corridors intérieurs de la plate-forme, transformés en intérieur de navire.

<sup>(1)</sup> Extrait des états de service du colonel Langlois (Archives administratives du Ministère de la guerre).

<sup>(2)</sup> Lettre du colonel Langlois en date du 1<sup>er</sup> mars 1816. (*Ibid.*). Henri Boichard, né à Versailles d'une famille d'artistes, fut professeur de dessin pendant quarante ans au collège de Bourges. Il avait monté en outre dans cette ville un atelier où il enseignait à des jeunes gens et à des jeunes filles. C'est là qu'il eut comme élève le colonel Langlois. Boichard exposa

longtemps au salon des peintures religieuses et mourut à l'âge de 91 ans en septembre 1870.

<sup>(3)</sup> Lettre du colonel Langlois en date du 26 avril 1818. — Certificat de Girodet du 15 août 1818. — Certificat d'Horace Vernet du 22 août 1818. (Archives administratives du Ministère de la guerre.)

<sup>(4)</sup> Notes et correspondance du colonel Langlois, communiquées par M. le baron Larrey, de l'Institut.





En entrant d'abord dans la batterie de 18, le spectateur était censé être dans la chambre des officiers; le branle-bas de combat étant fait, on apercevait au moyen d'un diorama la batterie dans toute sa longueur, les pièces de l'avant en exercice. En montant un petit escalier, on arrivait dans la salle à manger du commandant, où l'on trouvait l'aménagement complet, chaises, commode, longue-vue, compas, instruments divers, tables à roulis. On montait au deuxième étage, et du logement du commandant on passait sur la dunette; de là, on voyait le combat autour de soi. Un brûlot turc aborde le *Scipion* sur son avant et lui communique l'incendie; les matelots travaillent à dégager le vaisseau; les embarcations ont amarré le brûlot et cherchent à l'éloigner; un bâtiment turc saute en l'air à peu de distance; plus loin, l'*Armide*, frégate française, remorque une corvette anglaise dont elle prend la place pour écraser une frégate turque appelée *la Belle Sultane*. Les marins anglais, perchés sur les hauteurs de la corvette, acclament l'équipage de l'*Armide*. Sur le premier plan à droite du *Scipion*, une goélette turque fait eau et est prête à couler : partout des débris de mâture et de bâtiment et des hommes à la nage.

D'après les critiques les plus autorisés, on ne distinguait pas l'endroit où la partie réelle du navire était raccordée avec la partie exécutée en peinture. Ce panorama fut un des plus grands succès de l'époque du Gouvernement de Juillet, et produisit une émotion sur tous ses visiteurs, de quelque classe de la société qu'ils fussent. L'amiral Cloué, depuis ministre de la marine, nous a raconté qu'il vint visiter ce panorama en 1831, au moment où, reçu, après examen, au *Borda*, il n'avait pas encore vu la mer. L'impression qu'il ressentit à la vue du *Scipion* à la bataille de Navarin fut telle que, lorsqu'il arriva à Brest pour entrer à l'École maritime, il savait déjà ce qu'était un vaisseau et un combat naval.

En 1830, le colonel Langlois était parti comme volontaire pour l'expédition d'Alger et avait assisté, à la tête d'un détachement, à la bataille de Staouéli. Dans cette expédition, il leva les croquis nécessaires à la confection de son second panorama, représentant *La prise d'Alger*, qui parut en 1833. A la fin de cette année, il fut nommé attaché militaire à l'ambassade de France en Russie, et reçut de l'empereur Nicolas l'accueil le plus favorable, grâce auquel il put dessiner le plan du champ de bataille de la Moskova et celui de la ville de Moscou. Aussi, en 1835, fit-il succéder le panorama de *La bataille de la Moskova* à celui de *La prise d'Alger* : ce fut le dernier qu'on exposa au Marais.

L'architecte Hittorff avait déjà commencé, au carré Marigny, dans les Champs-Élysées, une rotonde qui fut inaugurée par *L'incendie de Moscou*, dont tous les journaux de l'époque parlèrent avec enthousiasme. Le spectateur, placé sur une des tours du Kremlin, voyait le feu l'environner de toutes parts, et, à travers une des ruelles débouchant du palais, il apercevait l'empereur, son état-major et la garde fuyant l'incendie. *La bataille d'Eylau*, en 1843, et *La bataille des Pyramides*, en 1849, parurent successivement au carré Marigny.





PROJET D'ARTILLERIE DE LA GARDE.

Esquisse inédite de M. Émile DETAILLÉ  
pour le panorama de la bataille de Rezonville



En 1855 eut lieu la première Exposition universelle à Paris. On construisit pour l'abriter le Palais de l'Industrie, et le panorama devint une annexe de l'Exposition où furent montrés les produits des manufactures nationales et les diamants de la couronne.

Pour remplacer la rotonde du carré Marigny, on éleva celle qui existe actuellement à l'angle de l'avenue des Champs-Élysées et de l'avenue d'Antin. A la fin de l'année 1855, durant les travaux de construction, le colonel Langlois partit en Crimée; il y séjourna quatre mois, visita avec le général Niel tous les travaux du siège, leva du haut de la tour Malakoff, au moyen d'appareils photographiques, les plans des positions occupées par les armées et appliqua ainsi pour la première fois, comme nous l'avons déjà vu, la photographie à la levée des plans panoramiques<sup>(1)</sup>.

De retour à Paris, il inaugura en 1860 le panorama de *La prise de Sébastopol*, qui fut remplacé par *La bataille de Solferino* en 1865.

Le colonel Langlois mourut en 1870<sup>(2)</sup> avant nos désastres, et en 1873 son panorama de *Solferino* fut remplacé par *Le bombardement du fort d'Issy*, de Philippoteaux, que l'on peut voir encore.

Les panoramas du colonel Langlois n'avaient pas seulement intéressé le public; la science les avait étudiés au point de vue de l'optique et, aux séances des 28 mars et 4 avril 1859 de l'Académie des sciences, M. Chevreul leur consacra une partie de son mémoire sur la vision<sup>(3)</sup>. Dans ce mémoire, M. Chevreul, tout en reconnaissant les perfectionnements apportés par le colonel Langlois dans l'exécution des panoramas, disait que l'illusion n'existait pas pour deux raisons différentes : la première était produite par l'effet des trois courbes circulaires de l'appui-main de la plate-forme, du plan annulaire du parquet de la plate-forme et d'un second plan annulaire incliné placé devant le cercle formé par la peinture; la deuxième raison était la forme circulaire du parajour.

Frappé par les observations de M. Chevreul, le colonel Langlois se résolut à faire disparaître la dernière courbe annulaire placée au bas de la toile, et, dans le panorama de *Solferino*, il rompit la rectitude de cette ligne courbe par des mouvements de terrain et de raccords, faits à différentes hauteurs, empêchant ainsi cette *courbe circulaire limite* d'être visible. M. Chevreul, dans un second mémoire, lu à la séance du lundi 23 octobre 1865<sup>(4)</sup>, déclara qu'un *grand progrès* était obtenu; que le second espace annulaire, composé d'images en relief, en se liant heureusement avec celles exécutées par la peinture, détruisait la monotonie si choquante des panoramas antérieurs. Il citait, à l'appui de ce perfectionnement, une batterie d'artillerie peinte, dont un canon était en nature, raccordé à la peinture sur laquelle était l'avant-train

(1) Notes et correspondance du colonel Langlois, communiquées par M. le baron Larrey, de l'Institut.

(2) Le colonel Langlois a publié un certain nombre de travaux en dehors des notices sur ses panoramas, entre autres *Le voyage pittoresque et militaire en Espagne*, avec des notes explicatives sur les batailles, communiquées par M. le maréchal Gouvion Saint-

Cyr, les généraux Decaen, Lamarque, Souham, Petit, etc. Paris, Engelmann, 1826-1830, in-fol. de 40 planches.

(3) Voir le XXX<sup>e</sup> volume des *Mémoires de l'Académie des sciences*, séance du 4 avril 1859.

(4) *Comptes rendus hebdomadaires des séances de l'Académie des sciences*, vol. LXI, p. 670.



et l'attelage de la pièce; il signalait encore une vallée qui, commencée à la place occupée par le spectateur par un endroit de la plate-forme, se prolongeait indéfiniment dans la peinture. M. Chevreul reconnaissait encore que, le parajour ayant été surélevé, la vue de la voûte céleste paraissait par ce fait plus étendue, l'illusion en était accrue pour le spectateur. Depuis, tous les peintres de panoramas, à l'exemple du colonel Langlois, mirent en pratique les avis de M. Chevreul.

Presque en même temps que le colonel Langlois inaugurait *La bataille de Navarin*, un Anglais, du nom de Horner, faisait construire dans *Regents-Park*, à Londres, une rotonde qui prit le nom de *Colosseum*. La construction en fut confiée à l'architecte Decimus Burton, qui commença les travaux en 1824 et les termina en 1829. On y représenta d'abord *Une rue de Londres* d'après les croquis de M. Horner. Vers 1822, la boule et la croix qui surmontaient la coupole de l'église Saint-Paul étaient détériorées, on dut les remplacer. De 1822 à 1824, des échafaudages furent établis à cet effet sur le sommet du monument, et pendant les étés, M. Horner profita de ces échafaudages pour y dresser un croquis général de la vue que l'on découvrirait sur la ville et les environs. Ces croquis furent ensuite grossis et reportés sur la toile. La rotonde du *Colosseum* était surmontée d'une coupole à plein cintre, recouverte de cuivre, du système de Philibert Delorme. Au centre se trouvait un ascenseur mù par la vapeur, et au lieu d'une seule plate-forme, il y en avait trois superposées, de la forme et de la dimension des corridors et balcons de l'église Saint-Paul. Tout en haut, sur le sommet de la rotonde, était une lanterne dans laquelle pouvaient pénétrer les visiteurs et d'où ils jouissaient d'une vue sur les parties de Londres avoisinant le *Colosseum*.

Cet édifice, qui avait coûté 750,000 francs, avait la prétention d'offrir, à l'entrée d'un des plus beaux quartiers de Londres, un aspect architectural par sa ressemblance quelque peu approchante avec le Panthéon d'Agrippa à Rome.

La critique de cette construction est facile à faire; les corridors remplaçant la plate-forme d'où l'on voyait le panorama ne permettaient pas d'étendre la vue ni à droite, ni à gauche, ni derrière, sans déplacement; l'idée de faire monter le spectateur à trois hauteurs différentes pour voir une perspective qui, à l'exception du niveau où elle a été prise, ne peut être bonne, était un non-sens; enfin le vitrage de la zone par où pénétrait le jour était fait en verres non dépolis et laissait l'ombre du châssis se dessiner sur le tableau, lorsque apparaissait le soleil.

Mais, à cette époque, la masse du public, à Londres, était encore étrangère au sentiment artistique. L'architecte Hittorff, qui dessina la place de la Concorde telle qu'elle est encore aujourd'hui, alla à Londres pour étudier le *Colosseum*. A la suite de son voyage, il publia un compte rendu de sa visite, dans lequel il concluait que le panorama du *Colosseum* ne pouvait en rien être comparé aux œuvres de Prévost et surtout à celles du colonel Langlois<sup>(1)</sup>.

(1) *Revue générale d'architecture*, année 1851.







LE PANORAMA DU SIÈGE DE PARIS AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

Extrait du *Journal de la nuit* 33 (Maison Hachette)



Après la *Vue de Londres*, le *Colosseum* posséda la *Vue de Rome*, puis celle de *Paris* et une suite de dioramas. Il fut détruit en 1875.

De nos jours les panoramas se sont multipliés; les grandes villes d'Europe et d'Amérique en possèdent, souvent même plusieurs. A Paris, on en voit actuellement un grand nombre, principalement celui de MM. Mérelle et Langerock, représentant la *Vue de Rio-Janeiro*, par un coucher de soleil; celui de la *Compagnie des Transatlantiques*, à l'Exposition, où le spectateur, sur un des navires de la compagnie entrant dans le port du Havre, découvre la *Baie de la Seine*; celui de l'*Histoire du siècle*, par MM. Stevens et Gervex, représentant, comme dans une lanterne magique, les personnages célèbres de 1789 jusqu'à nos jours; enfin le panorama de la *Bataille de Rénouille*, par de Neuville et Detaille.

Les dioramas ont perdu de leur vogue; l'Exposition de 1889 cependant possédait les peintures de M. Gabin exposées dans le pavillon des Forêts.

Le panorama de *Rio-Janeiro*, comme nous l'avons déjà dit, est plein de charme le soir. Le spectateur se trouve sur une colline, entre la ville et les montagnes qui forment amphithéâtre autour d'elle; devant la ville, il y a la rade. Les fonds sont bien rendus et les montagnes verdoyantes forment contraste avec les eaux bleues de la mer. La ville, ses constructions, ses rues, ses monuments, se présentent bien à la vue du spectateur. Ce panorama est traité avec les procédés de décoration de Ciceri; certains effets sont rendus par des épaisseurs de peinture qui forment en quelque sorte bas-relief; mais l'ensemble, répétons-le, est agréable.

M. Poilpot a déjà fait plus de douze panoramas, pour l'Angleterre, l'Amérique et la France, où ils ont été exposés dans différentes villes. Ses œuvres se répètent et le public leur fait fête, car son panorama des Transatlantiques, sur le bord de la Seine au Champ de Mars, ne désemplit pas un seul instant de la journée. On pourrait cependant lui adresser quelques critiques: le spectateur est sur la passerelle du pont du navire, mais il n'est pas placé où il devrait être; il se trouve désorienté et ne saisit pas où il est; en un mot, les premiers plans du panorama ne sont pas disposés pour être vus de cet endroit; aussi la perspective de l'avant et de l'arrière du bâtiment ne paraît-elle pas exacte. Peut-être M. Poilpot a-t-il confié la mise en scène à des perspectiveurs; s'il s'en fût rapporté à son œil, il eût bien vite corrigé ce défaut. La peinture n'est pas assez ferme, mais la faute en est due à la rapidité avec laquelle l'artiste a été obligé de peindre. Le fond du tableau est d'une exactitude merveilleuse et agréablement peint. Les membres du Bureau des longitudes, qui fréquentent la baie de la Seine pour y faire leurs relevés, et qui, par conséquent, la connaissent dans ses moindres détails, ont fait ce bel éloge à M. Poilpot de déclarer, quand ils visitèrent son panorama, qu'en voyant les côtes du Calvados et de la Seine-Inférieure peintes sur la toile, on se croyait encore être réellement devant le Havre.

Le *Panorama du siècle* est intéressant; il a même une disposition architecturale qui ne peut être que l'œuvre d'un homme de talent. Les auteurs de ce panorama ont placé



les visiteurs sur une élévation qui serait située à la place du grand bassin du jardin des Tuileries : en regardant devant soi, on a alors les deux terrasses qui bordent l'ancien pont tournant, la place de la Concorde et l'entilade des Champs-Élysées, c'est-à-dire la plus belle ordonnance d'édifices et de jardins qui existe. Cet ensemble monumental ne décorait que la moitié de la toile; il fallait la compléter. Le problème a été résolu par la construction d'une rotonde à portiques copiée d'après l'un des palais de Gènes. Cette rotonde en demi-cercle touche d'un côté à la terrasse du bord de l'eau, et de l'autre à celle de la rue de Rivoli; elle complète ainsi la décoration du panorama. Le centre de cette rotonde est coupé par un monument que l'on suppose considérable parce qu'on n'en aperçoit pas le faite, qui se dissimule derrière le parajour. D'un côté de ce monument, qui est décoré sur sa face par le *Génie de la France*, est le point de départ du panorama, et de l'autre côté sa fin.

Suivons les tableaux disséminés sur la toile : on voit d'abord les *États généraux*, puis, dans chaque portique, les scènes ou les personnages de la Révolution : dans le premier, *La Famille royale sur la terrasse du château de Versailles*; dans les suivants, *Camille Desmoulins au Palais-Royal*, etc. Au premier plan devant la rotonde, des groupes de *Conventionnels* ou de *Terroristes*; en face d'eux, les *Généraux de la République*; ici la rotonde finit, une grande avenue la sépare de la place de la Concorde; par cette avenue débouche *Napoléon en 1804 à la tête de son état-major*; c'est le morceau capital du panorama.

Sur la terrasse des Tuileries, *Louis XVIII et les personnages de la Restauration*, avec le *Garde-Meuble*, chef-d'œuvre de Gabriel, comme fond; les *Scènes de la révolution de juillet* se voient ensuite sur l'avenue des Champs-Élysées; de l'autre côté, au pied de la terrasse du bord de l'eau, les *Personnages qui ont illustré l'époque de Louis-Philippe*, et les *Généraux d'Afrique*, à leur suite; au bout de la terrasse, du côté des Tuileries, les *Personnages du second Empire*. Alors, comme par une échappée, apparaît la Seine avec ses ponts et les monuments qui la bordent; *l'Institut*, *Notre-Dame*, *Saint-Gervais*, *l'Hôtel-de-Ville*, etc. Sur le bord de la Seine, *Louise Michel* représente la *Commune*, et pour fermer le cercle, les personnages les plus marquants de notre époque : *Thiers*, *le Maréchal de Mac-Mahon*, etc.

Malheureusement, le temps pressait et certaines parties de ce panorama, comme le groupe des généraux d'Afrique, s'en ressentent. Par ses grandes qualités, ce panorama est une œuvre de mérite, pour laquelle il faut féliciter MM. Stevens et Gervex, ainsi que leurs collaborateurs : M. Dupray, le peintre militaire, qui a fait les croquis des personnages de la République et de l'arrivée de Napoléon; enfin, MM. Gilbert, Picard, Mathey, qui ont exécuté des figures sur la toile; M. Jonas, qui a peint les parties en paysage, et MM. Cugnet, Krasno, Bailly, Guignery et Chamonillet, perspectiveurs.

Nous arrivons à l'œuvre de MM. de Neuville et Détaillé : le panorama de *Rézonville*. La bataille est représentée vers 3 heures de l'après-midi : devant le spectateur est « la ligne des tirailleurs de la garde impériale »; en arrière à droite, « des masses de









cavalerie»; à gauche, «les grenadiers de la garde», formés en masses, au centre d'un village; un peu en arrière de ce point, «le général Bourbaki, suivi de son état-major, rencontre le maréchal Canrobert et le salue». La position de l'armée se voit du premier coup; tout est animé; chaque groupe, comme chaque masse de troupes, se détache bien en place : le tout est peint avec simplicité, sans effets brutaux, tels que reliefs, mais avec le soin et la précision que ces deux artistes apportent dans leurs œuvres.

Il est inutile d'insister sur la valeur de cette peinture; MM. de Neuville et Detaille ont obtenu, pour la *Bataille de Rezonville*, le grand prix d'honneur à l'Exposition universelle : c'est la première fois qu'un panorama reçoit cette haute distinction, depuis un siècle qu'ils sont inventés, et l'on peut dire que c'est avec justice que cette récompense est venue fêter le centenaire de leur découverte.

Ces artistes ont été, croyons-nous, les premiers à appliquer dans le mécanisme des panoramas une invention déjà connue en Allemagne depuis une quinzaine d'années : au lieu de diriger la lumière par la zone vitrée, sur la toile, on l'envoie indirectement au moyen d'un réflecteur de toile blanche. Ce réflecteur, qui a la forme d'un cylindre, est placé au-dessus du parajour; la zone vitrée est disposée pour que la lumière, venant frapper sur ce cylindre, retombe de là sur la peinture. Ce procédé donne une égalité de tons qui est préférable au jour tombant directement.

Les dioramas de M. Gabin sont placés dans le pavillon des Forêts; ils représentent des «paysages des Alpes», où ont été exécutés, par l'administration des eaux et forêts, des travaux d'art, tels que terrassements, reboisements, drainages ou soutènements de terrains. Les tons y sont parfaitement rendus; la peinture en est simple, sans empâtement et largement faite. On y voit un certain nombre de figures «de travailleurs». Les parois qui encadrent les peintures et maintiennent les regards des spectateurs représentent «des cahutes de bûcherons» et sont disposées avec goût : elles laissent croire que l'on aperçoit réellement par la porte où la croisée ouverte les échappées de quelques vallées des Alpes, avec des profondeurs bleuâtres et leurs effets de soleil sur les montagnes neigeuses.

Avec les dioramas de M. Gabin finissent les œuvres panoramiques de l'Exposition.

Nous avons raconté la découverte des panoramas et suivi les perfectionnements dont ils ont été successivement l'objet; nous avons pu constater que ces perfectionnements ont consisté dans la simplification des procédés mécaniques, qui se réduisent aujourd'hui à un éclairage favorable. De nos jours, les panoramas se peignent comme les tableaux d'histoire; les effets s'y rendent par la simplicité et la sobriété de la peinture sans empâtement. Le talent du peintre est la seule mise en valeur de son œuvre; à peine, comme nous l'avons vu, existe-t-il quelques tricheries pour les effets de perspective, dans les figures peintes au bas de la toile.

Si certains esprits médiocres ont maintenu que les peintres de panoramas, comme les décorateurs de théâtres, étaient plutôt des industriels que des artistes, il n'y a pas



lieu de répondre à cette objection. Les hautes personnalités de l'art qui se sont consacrées à ce genre, comme les chefs-d'œuvre qu'elles ont enfantés, montrent mieux que les paroles que les décorations de théâtres et les panoramas exigent, pour être bien faits, autant de talent et de science que la grande peinture, et à coup sûr beaucoup plus que la peinture de genre. Il ne viendra à l'idée de personne que MM. de Neuville et Detaille se soient abaissés en peignant ces deux chefs-d'œuvre que l'on appelle les panoramas de *Récourville* et de *Champigny*; mais tous les artistes de valeur répètent, au contraire, que les décorateurs comme MM. Galland, Lavastre, Carpezat, Rubé et Chaperon sont la gloire de l'art français. Terminons; notre dernière réflexion coupera court à toute discussion.

La peinture d'histoire est une des plus difficiles, elle exige plus de talent et de savoir qu'aucun autre; il y a plus de mérite à grouper des milliers de figures qu'à en peindre une ou deux; il faut plus de talent, plus de souffle, plus d'inspiration et de science pour représenter un fait célèbre que pour reproduire une scène ordinaire de la vie. On peut juger alors de ce qu'il faut de mérite pour représenter une bataille sur la toile des panoramas, dont la superficie égale celle d'une maison à cinq étages, de 100 mètres de façade.

---

1000







